

CASE 51 : BUREAUX DE PASSAGE PREVUSIndication des pays

La liste des codes applicables est la suivante :

Belgique	B ou BE	Luxembourg	LU
Danemark	DK	Pays-Bas	NL
Allemagne	D ou DE	Royaume-Uni	GB
Grèce	EL ou GR	Suisse	CH
France	FR	Autriche	A ou AT
Irlande	IRL ou IE	Espagne	ES
Italie	IT	Portugal	PT
		Norvège	NO
		Suède	SE
		Finlande	FI
		Islande	IS

CASE 52 : GARANTIEIndication du type de la garantie

La liste des codes applicables est la suivante :

Situation	Code	Autres indications nécessaires
En cas de garantie globale	1	- n° du certificat de cautionnement - bureau de garantie
En cas de garantie isolée	2	
En cas de garantie en espèces	3	
En cas de garantie forfaitaire	4	- n° du titre de la garantie forfaitaire
En cas de dispense de garantie (Titre IV de l'appendice I)	6	
En cas de dispense de garantie pour le parcours entre le bureau de départ et le bureau de passage (Article 10 paragraphe 2 b) de la convention)	7	
En cas de dispense de garantie pour certains organismes publics	8	

Indication des pays

Les codes retenus pour la case 51 sont applicables.

CASE 53 : BUREAU DE DESTINATION (ET PAYS)

Les codes retenus pour la case 51 sont applicables.

PROTOCOLE ADDITIONNEL ES-PT

concernant les modalités particulières d'application de la convention relative à un régime de transit commun rendues nécessaires par l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté.

Article 1

Au sens du présent protocole, on entend par Communauté dans sa composition avant l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, ci-après dénommée "Communauté à dix" : le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Article 2

Sous réserve des articles 3 et 6 du présent protocole, les dispositions de la convention se référant expressément aux formulaires, déclarations et documents de transit T2 ou T2L sont également applicables aux formulaires, déclarations et documents de transit T2 ES, T2 PT, T2L ES ou T2L PT.

Article 3

1. La délivrance, par un bureau de départ dans un pays de l'AELE, d'un document T2 ES ou T2L ES est subordonnée à la présentation d'un document T2 ES ou T2L ES à ce bureau.
2. La délivrance, par un bureau de départ dans un pays de l'AELE, d'un document T2 PT ou T2L PT est subordonnée à la présentation d'un document T2 PT ou T2L PT à ce bureau.

Article 4

1. Par déclaration T2 ES ou T2 PT, on entend une déclaration établie sur un formulaire conforme au modèle figurant à l'annexe I ou à l'annexe II de l'appendice III de la Convention, accompagné le cas échéant d'un ou de plusieurs formulaires conformes aux modèles figurant à l'annexe III ou à l'annexe IV dudit appendice.
2. Le principal obligé indique si la déclaration de transit est établie sur un formulaire T2 ES ou T2 PT accompagné, le cas échéant, d'un ou de plusieurs formulaires complémentaires, en apposant soit à la machine à écrire, soit à la main de façon lisible et indélébile dans la troisième subdivision de la case 1 de ces formulaires, les sigles "T2 ES" ou "T2 PT" selon le cas.

Article 5

1. Les formulaires sur lesquels sont établis les documents T2L ES et T2L PT sont conformes à l'exemplaire 4 du modèle figurant à l'annexe I de l'appendice III, ou à l'exemplaire 4/5 du modèle figurant à l'annexe II dudit appendice sur lequel le sigle "T2L ES" ou "T2L PT", selon le cas, doit être apposé soit à la machine à écrire, soit à la main de façon lisible et indélébile dans la troisième subdivision de la case 1 de ces formulaires.
2. Les dispositions de l'article 1 paragraphe 7 et du titre V de l'appendice II s'appliquent aux documents T2L ES et T2L PT.

Article 6

1. Pour l'application des dispositions du titre IV chapitre I de l'appendice II de la convention :
 - a) - la lettre de voiture internationale ou le bulletin d'expédition colis express international établi pour des marchandises acceptées au transport par une administration des chemins de fer de la Communauté à dix, ou

- le bulletin de remise TR établi pour des marchandises acceptées au transport par un des représentants nationaux de l'entreprise de transport dans la Communauté à dix,

vaut déclaration ou document T2, à condition de ne pas être revêtus du sigle "T1", "T2 ES" ou "T2 PT",

b) - la lettre de voiture internationale ou le bulletin d'expédition colis express international établi pour les marchandises acceptées au transport par l'administration des chemins de fer espagnols, ou

- le bulletin de remise TR établi pour des marchandises acceptées au transport par le représentant national espagnol de l'entreprise de transport,

vaut déclaration ou document T2 ES, à condition de ne pas être revêtus du sigle "T1", "T2" ou "T2 PT", le sigle "T2" ou "T2 PT" étant authentifié par l'apposition du cachet du bureau de départ;

c) - la lettre de voiture internationale ou le bulletin d'expédition colis express international établi pour des marchandises acceptées au transport par l'administration des chemins de fer portugais, ou

- le bulletin de remise TR établi pour des marchandises acceptées au transport par le représentant national portugais de l'entreprise de transport,

vaut déclaration ou document T2 PT, à condition de ne pas être revêtus du sigle "T1", "T2" ou "T2 ES", le sigle "T2" ou "T2 ES" étant authentifié par l'apposition du cachet du bureau de départ.

2. Pour l'application des articles 35 et 52 de l'appendice II de la Convention par un pays de l'AELE, il y a lieu :

a) d'apposer le sigle "T2 ES" lorsqu'il s'agit de marchandises arrivées dans ce pays de l'AELE sous couvert :

- d'un document T2 ES;

- d'une lettre de voiture internationale, d'un bulletin d'expédition colis express international ou d'un bulletin de remise TR valant document T2 ES; ou

- d'un document T2L ES,

b) d'apposer le sigle "T2 PT" lorsqu'il s'agit de marchandises arrivées dans ce pays de l'AELE sous couvert :

- d'un document T2 PT;

- d'une lettre de voiture internationale, d'un bulletin d'expédition colis express international ou d'un bulletin de remise TR valant document T2 PT; ou

- d'un document T2L PT.

APPENDICE ITITOLO I**Disposizioni generali**Articolo 1

1. Il regime di transito stabilito nella Convenzione è applicabile ai trasporti di merci conformemente all'articolo 1, paragrafo 1 della convenzione.
2. Si tratta di applicare il regime T1 o il regime T2, secondo le disposizioni dell'articolo 2 della Convenzione.

Articoli da 2 a 10

(Nella presente Appendice non figurano gli articoli da 2 a 10).

Articolo 11

Ai fini della presente Convenzione, s'intende :

- (a) per "obbligato principale" :

la persona che chiede, eventualmente tramite un rappresentante autorizzato, con una dichiarazione che abbia formato oggetto delle prescritte formalità doganali, di effettuare un'operazione di transito e che di conseguenza si rende responsabile, nei confronti delle autorità competenti, dell'esecuzione di tale operazione conformemente alle norme ;

- (b) per "mezzo di trasporto" in particolare :

- ogni veicolo stradale, rimorchio, semirimorchio;
- ogni carrozza o vagone ferroviario;
- ogni battello o nave;
- ogni aeromobile;
- ogni contenitore, ai sensi della Convenzione doganale relativa ai contenitori;

- (c) per "ufficio di partenza" : l'ufficio doganale nel quale ha inizio l'operazione di transito ;

- (d) per "ufficio di passaggio" :

- l'ufficio doganale d'entrata situato in un paese diverso da quello di partenza;

- nonché l'ufficio doganale d'uscita da una Parte contraente, quando la spedizione lascia il territorio di tale Parte contraente durante l'operazione di transito attraverso una frontiera tra una Parte contraente ed un paese terzo;
- (e) per "ufficio di destinazione" : l'ufficio doganale ove devono essere ripresentate le merci per porre termine all'operazione di transito;
- (f) per "ufficio di garanzia" : l'ufficio doganale ove è costituita una garanzia globale;
- (g) per "frontiera interna" : la frontiera comune a due Parti contraenti.

Si ritiene che varchino una frontiera interna le merci imbarcate in un porto marittimo di una Parte contraente e sbarcate in un porto marittimo di un'altra Parte contraente, purché la traversata in mare sia effettuata con un titolo di trasporto unico.

Non si ritiene che verchino una frontiera interna le merci provenienti da paesi terzi per via marittima e trasbordate in un porto marittimo di una Parte contraente per essere sbarcate in un porto marittimo di un'altra Parte contraente.

TITOLO II

Regime T1

Articolo 12

1. Ogni merce, per circolare vincolata al regime T1, deve formare oggetto, alle condizioni fissate dalla Convenzione, di una dichiarazione T1. Per dichiarazione T1 s'intende una dichiarazione compilata su un formulario corrispondente ai modelli figuranti nell'Appendice III.
2. Il formulario T1 di cui al paragrafo 1 può essere completato, ove occorra, da uno o più formulari T1 bis, corrispondenti ai modelli dei formulari complementari figuranti nell'Appendice III.
3. I formulari T1 e T1 bis sono stampati e compilati in una delle lingue ufficiali delle Parti contraenti, accettata dalle autorità competenti del paese di partenza. Se necessario, le autorità competenti di un paese interessato all'operazione T1 o T2 possono chiedere la traduzione nella lingua ufficiale o in una delle lingue ufficiali di detto paese.

4. La dichiarazione T1 è firmata dalla persona che chiede di effettuare un'operazione di transito T1 o dal suo rappresentante autorizzato ed è presentata all'ufficio di partenza in almeno tre esemplari.

5. I documenti complementari acclusi alla dichiarazione T1 ne costituiscono parte integrante.

6. La dichiarazione T1 è corredata dal documento di trasporto.

L'ufficio di partenza può dispensare dalla presentazione di tale documento quando vengano espletate le formalità doganali. Tuttavia, il documento di trasporto deve essere presentato, nel corso del trasporto, ad ogni richiesta dei servizi doganali.

7. Quando il regime T1 è successivo, nel paese di partenza, ad un altro regime doganale, nella dichiarazione T1 è fatta menzione di tale regime o dei corrispondenti documenti doganali.

Articolo 13

L'obbligato principale è tenuto a :

- (a) ripresentare le merci tal quali all'ufficio di destinazione entro il termine fissato e attenersi alle misure d'identificazione adottate dalle autorità competenti;
- (b) rispettare le disposizioni relative al regime T1 e al transito in ciascuno dei paesi sul cui territorio si effettua il trasporto.

Articolo 14

1. Ogni paese, alle condizioni da esso stabilite, può prevedere l'impiego del documento T1 per l'applicazione dei regimi nazionali.

2. Le indicazioni complementari apposte a tal fine sul documento T1 da una persona diversa dall'obbligato principale impegnano soltanto la responsabilità di tale persona, conformemente alle disposizioni legislative, regolamentari e amministrative nazionali.

Articolo 15

(Nella presente Appendice non figura l'articolo 15)

Articolo 16

1. Lo stesso mezzo di trasporto può essere utilizzato sia per il carico di merci in più uffici di partenza, sia per il loro scarico in più uffici di destinazione.
2. Su una stessa dichiarazione T1 possono figurare soltanto le merci caricate o che devono essere caricate su un solo mezzo di trasporto e destinate ad essere trasportate dallo stesso ufficio di partenza ad uno stesso ufficio di destinazione.

Per l'applicazione del primo comma sono considerati come un solo mezzo di trasporto, a condizione che trasportino merci che devono formare oggetto di un'unica spedizione :

- (a) un veicolo stradale accompagnato dal suo o dai suoi rimorchi o semirimorchi;
- (b) un gruppo di carrozze o vagoni ferroviari,
- (c) le navi componenti un unico convoglio;
- (d) i contenitori caricati su un mezzo di trasporto ai sensi del presente articolo.

Articolo 17

1. L'ufficio di partenza registra la dichiarazione T1, fissa il termine entro il quale le merci devono essere ripresentate all'ufficio di destinazione e adotta le misure d'identificazione ritenute necessarie.
2. Dopo aver debitamente compilato il documento T1, l'ufficio di partenza conserva il proprio esemplare e consegna gli altri all'obbligato principale o al suo rappresentante.

Articolo 18

(Nella presente Appendice non figura l'articolo 18).

Articolo 19

1. Il trasporto delle merci si effettua sotto scorta degli esemplari del documento T1 consegnati dall'ufficio di partenza all'obbligato principale o al suo rappresentante.

2. Il trasporto si effettua transitando per gli uffici di passaggio indicati nel documento T1. Quando le circostanze lo giustificano, il trasporto può effettuarsi transitando per altri uffici di passaggio.
3. Ai fini della sorveglianza, ogni paese può stabilire gli itinerari di transito da seguire sul proprio territorio.
4. Ogni paese comunica alla Commissione delle Comunità europee l'elenco e gli orari degli uffici doganali competenti per le operazioni T1.

La Commissione comunica tali informazioni agli altri paesi.

Articolo 20

Gli esemplari del documento T1 sono esibiti in ogni paese a richiesta delle autorità doganali, che possono controllare l'integrità dei suggelli. Non si procede alla visita delle merci, salvo in caso di sospetto d'irregolarità che possa dare adito ad abusi.

Articolo 21

La spedizione, nonché gli esemplari del documento T1 sono presentati ad ogni ufficio di passaggio.

Articolo 22

1. Il vettore consegna ad ogni ufficio di passaggio un avviso di passaggio. Il modello dell'avviso di passaggio figura nell'Appendice II.
2. Gli uffici di passaggio non procedono alla verifica delle merci, salvo in caso di sospetto d'irregolarità che possa dare adito ad abusi.
3. Quando il trasporto, in conformità delle disposizioni dell'articolo 19, paragrafo 2, si effettua transitando per un ufficio di passaggio diverso da quello indicato nel documento T1, l'ufficio di passaggio effettivo trasmette immediatamente l'avviso di passaggio all'ufficio indicato in tale documento.

Articolo 23

Quando un carico o uno scarico è effettuato in un ufficio intermedio, devono essere presentati gli esemplari del documento T1 consegnati dal o dagli uffici di partenza.

Articolo 24

1. Le merci indicate in un documento T1 possono essere trasbordate su altro mezzo di trasporto sotto vigilanza dei servizi doganali del paese sul cui territorio il trasbordo deve essere effettuato, senza che sia necessario rinnovare la dichiarazione. In tal caso, le autorità doganali appongono sul documento T1 le indicazioni necessarie.
2. Le autorità doganali possono, alle condizioni da esse stabilite, autorizzare il trasbordo senza imporre il proprio controllo. In tal caso, il vettore appone sul documento T1 le indicazioni necessarie e informa, per ottenere l'attestazione di trasbordo, il successivo ufficio doganale in cui le merci devono essere ripresentate.

Articolo 25

1. In caso di rottura di suggelli durante il trasporto, per causa indipendente dalla volontà del vettore, questi deve chiedere al più presto la compilazione di un verbale di constatazione, nel paese in cui si trova il mezzo di trasporto, all'autorità doganale, se questa si trova in prossimità, o, in mancanza, a ogni altra autorità competente L'autorità che interviene appone, se possibile, nuovi suggelli.
2. In caso d'incidente che renda necessario il trasbordo su un altro mezzo di trasporto, si applicano le disposizioni dell'articolo 24.

Se non vi è un'autorità doganale in prossimità, può intervenire, alle condizioni di cui all'articolo 24, paragrafo 1, ogni altra autorità abilitata.
3. In caso di pericolo imminente che renda necessario l'immediato scarico, parziale o totale, il vettore può agire di propria iniziativa. Egli ne fa menzione sul documento T1. In tal caso, si applicano le disposizioni del paragrafo 1.
4. Quando, a seguito d'incidenti o di altri avvenimenti intervenuti durante il trasporto, il vettore non è in grado di rispettare il termine di cui all'articolo 17, egli deve darne pronta comunicazione all'autorità competente prevista al paragrafo 1. Tale autorità appone sul documento T1 le indicazioni del caso.

Articolo 26

1. L'ufficio di destinazione indica sugli esemplari del documento T1 i risultati del controllo, rispedisce immediatamente un esemplare all'ufficio di partenza e conserva l'altro.

2. (Quest'articolo non comprende il paragrafo 2).

3. Quando le merci vengono ripresentate all'ufficio di destinazione dopo la scadenza del termine fissato dall'ufficio di partenza e il mancato rispetto del termine è dovuto a circostanze debitamente giustificate con soddisfazione dell'ufficio di destinazione e non imputabili al vettore o all'obbligato principale, si considera che questi abbia rispettato il termine fissato.

4. Fatti salvi gli articoli 34 e 51 dell'Appendice II, l'operazione di transito comunitario può avere termine in un ufficio diverso da quello previsto nel documento T1, purché entrambi appartengano alla medesima Parte contraente. Tale ufficio diventa, in tal caso, ufficio di destinazione.

Qualora, a titolo eccezionale, si rivelasse necessario ripresentare le merci - per terminarne il trasporto - ad un ufficio diverso da quello previsto nel documento T1 e qualora i due uffici appartengano a Parti contraenti diverse, le autorità doganali proposte all'ufficio nel quale vengono presentate le merci possono autorizzare la modifica in un ufficio di destinazione. Il nuovo ufficio di destinazione appone nel riquadro "Controllo dell'ufficio di destinazione" dell'esemplare del documento T1 da rispedire, oltre alle consuete indicazioni prescritte, una delle diciture seguenti :

- "Differences : office where goods were presented
(name and country)"
- "Forskelle : det toldsted, hvor varerne blev frembudt
(navn og land)"
- Unstimmigkeiten : Zollstelle der Gestellung
(Name und Land)"
- „Διαφορές: Έμπορεύματα προσκομισθέντα στο τελωνείο
(όνομα και χώρα)"
- "Différences : marchandises présentées au bureau
(nom et pays)"
- "Differenze : ufficio al quale sono state presentate le merci
..... (nome e paese)"
- "Verschillen : kantoor waar de goederen zijn aangebracht
..... (naam en land)"
- "Diferencias : mercancías presentadas en la oficina
(nombre y país)"
- "Diferenças : mercadorias apresentadas ao escritorio
(nome e país)"

- "Muutos : toimipaikka, jossa tavarat esitetty
(nimi ja maa)"
- "Breying : Tollstjóráskrifstofa þar sem vörum var framvisad
(Nafn og land)"
- "Forskjell : det tollsted hvor varene ble framlagt
(navn og land)"
- "Avvikelase : tullanstalt där varorna anmäldes
(namn och land)"

Tuttavia una simile modifica dell'ufficio di destinazione non è autorizzata se sul documento T1 figura una delle diciture seguenti :

- "Export from the Community subject to restrictions"
- "Udførsel fra Fællesskabet undergivet restriktioner"
- "Ausgang aus der Gemeinschaft Beschränkungen
unterworfen"
- Έξοδος από την Κοινότητα υποκειμένη σε περιορισμούς
- "Sortie de la Communauté soumise à des restrictions"
- "Uscita dalla Comunità assoggettata a restrizioni"
- "Verlaten van de Gemeenschap aan beperkingen
onderworpen"
- "Salida de la Comunidad sometida a restricciones"
- "Saida da Comunidade sujeita a restrições"
- "Export from the Community subject to duty"
- "Udførsel fra Fællesskabet betinget af afgiftsbetaling"
- "Ausgang aus der Gemeinschaft Abgabenerhebung"
- Έξοδος από την Κοινότητα υποκειμένη σε επιβάρυνση
- "Sortie de la Communauté soumise à imposition"
- "Uscita dalla Comunità assoggettata a tassazione"
- "Verlaten van de Gemeenschap aan belastingheffing
onderworpen"
- "Salida de la Comunidad sujeita a pago de derechos"
- "Saida da Comunidade sujeta a pagamento de imposições"

L'ufficio di partenza non appura il documento T1 sinché non siano stati soddisfatti tutti gli obblighi derivanti dal cambiamento dell'ufficio di destinazione e, se necessario, informa il garante in merito al non appuramento.

Articolo 27

1. Al fine di garantire la riscossione dei dazi e degli altri diritti e tributi che ciascun paese è in diritto di esigere per le merci che attraverseranno il suo territorio durante un'operazione T1, l'obbligato principale presta una garanzia, salvo disposizioni contrarie della presente Appendice.
2. La garanzia può essere prestata globalmente per diverse operazioni T1, o isolatamente per una sola operazione T1.
3. Fatte salve le disposizioni dell'articolo 33, paragrafo 2, la garanzia consiste in una garanzia solidale di un terzo - persona fisica o giuridica stabilita nel paese nel quale la garanzia è prestata - accettato come garante in detto paese.

Articolo 28

1. La persona che si costituisce garante alle condizioni di cui all'articolo 27 è tenuta a designare, in ciascuno dei paesi il cui territorio sarà attraversato durante l'operazione T1, un terzo persona fisica o giuridica che si costituisca del pari garante dell'obbligato principale.

Questo garante deve essere stabilito nel paese interessato e deve impegnarsi in solido con l'obbligato principale a pagare i dazi e gli altri diritti e tributi esigibili.

2. L'applicazione del paragrafo 1 è subordinata ad una decisione del Comitato congiunto e in seguito ad un esame delle condizioni secondo cui le Parti contraenti hanno potuto, in applicazione dell'articolo 36, esercitare il loro diritto di ricupero.

Articolo 29

1. La costituzione della garanzia prevista all'articolo 27, paragrafo 3, deve formare oggetto di un atto conforme, a seconda dei casi, al modello I o II allegati alla presente Appendice.
2. Quando le disposizioni legislative, regolamentari e amministrative nazionali o gli usi lo esigono, ogni paese può permettere che la garanzia abbia una forma diversa, purché i suoi effetti giuridici siano identici a quelli dei documenti conformi ai modelli.

Articolo 30

1. La garanzia globale è costituita presso un ufficio di garanzia.
2. L'ufficio di garanzia determina l'importo della garanzia, accetta l'impegno del garante e concede un'autorizzazione che permette all'obbligato principale, nel limite della garanzia, di svolgere ogni operazione T1, qualunque sia l'ufficio di partenza.
3. A chiunque abbia ottenuto un'autorizzazione è rilasciato, alle condizioni fissate dalle autorità competenti dei paesi interessati, un certificato di garanzia, in uno o più esemplari. Il modello del certificato di garanzia è riportato nell'Appendice II.
4. In ogni dichiarazione T1 è fatto riferimento a detto certificato.

Articolo 31

1. L'ufficio di garanzia può revocare l'autorizzazione quando non sussistono più le condizioni che hanno presieduto al suo rilascio.
2. Ogni paese notifica alla Commissione delle Comunità europee le revoche di autorizzazioni.

La Commissione trasmette le informazioni agli altri paesi.

Articolo 32

1. Ogni paese può accettare che il terzo - persona fisica o giuridica - che si costituisce garante alle condizioni di cui agli articoli 27 e 28 garantisca, con un solo atto e per un importo forfettario di 7 000 ECU per dichiarazione, il pagamento dei dazi e altri diritti e tributi eventualmente esigibili in occasione di un'operazione T1 effettuata sotto la sua responsabilità, chiunque sia l'obbligato principale. Quando il trasporto delle merci presenta rischi maggiori, tenuto conto, tra l'altro, dell'incidenza dei dazi e degli altri diritti e tributi di cui esse sono passibili in uno o più paesi, l'importo forfettario è fissato dall'ufficio di partenza ad un livello superiore.

La costituzione della garanzia di cui al primo comma deve formare oggetto di un atto conforme al modello III allegato alla presente Appendice.

2. Il controvalore dell'ECU nelle monete nazionali, da applicare al regime disciplinato dalla presente Convenzione, è stabilito una volta all'anno.

3. Sono determinati nell'Appendice II :

- (a) i trasporti di merci che possono dar luogo all'aumento dell'importo forfettario, nonché le condizioni in cui tale aumento è applicabile;
- (b) le condizioni in cui è stabilito che la garanzia di cui al paragrafo 1 si applica ad una determinata operazione T1;
- (c) le modalità di applicazione del controvalore dell'ECU nelle monete nazionali.

Articolo 33

1. La garanzia prestata isolatamente per una sola operazione T1 è costituita presso l'ufficio di partenza.

2. La garanzia può consistere in un deposito in contanti. In questo caso il relativo importo è fissato dalle autorità competenti dei paesi interessati ed essa deve essere rinnovata in ogni ufficio di passaggio ai sensi dell'articolo 11, lettera d), primo trattino.

Articolo 34

Fatte salve le disposizioni nazionali che prevedono altri casi di dispensa, le autorità competenti dei paesi interessati dispensano l'obbligato principale dal pagamento dei dazi e altri diritti e tributi nel caso di :

- (a) merci che sono andate distrutte per causa di forza maggiore o caso fortuito debitamente accertato;
- (b) penuria ufficialmente riconosciuta per cause dipendenti dalla natura delle merci.

Articolo 35

Il garante è liberato dalle sue obbligazioni nei confronti del paese il cui territorio è stato attraversato nel corso di un'operazione T1, quando il documento T1 è appurato dall'ufficio di partenza.

Il garante è del pari liberato dalle sue obbligazioni alla scadenza di un periodo di dodici mesi dalla data di allibramento della dichiarazione T1, quando gli è stato notificato dalle autorità doganali competenti del paese di partenza, il non appuramento del documento T1.

Quando, entro il termine stabilito dal secondo comma, è stato notificato al garante dalle autorità doganali competenti, il non appuramento del documento T1, gli deve essere anche notificato che egli è tenuto o potrà essere tenuto al pagamento delle somme di cui è garante per l'operazione T1 in questione. Tale notifica deve pervenire al garante nel termine di tre anni dall'allibramento della dichiarazione T1. In mancanza di tale notifica nel termine suddetto, il garante è pure liberato dalle sue obbligazioni.

Articolo 36

1. Quando è accertato che, nel corso di un'operazione T1, è stata commessa un'irregolarità o un'infrazione in un determinato paese, l'azione per il recupero dei dazi e degli altri diritti e tributi eventualmente esigibili è svolta da tale paese in conformità delle sue disposizioni legislative, regolamentari e amministrative, senza pregiudizio dell'esercizio delle azioni penali.
2. Qualora non si possa accertare il luogo dell'irregolarità o della infrazione, si ritiene che essa sia stata commessa :
 - (a) se nel corso dell'operazione T1, l'irregolarità o l'infrazione è accertata in un ufficio di passaggio situato ad una frontiera interna; nell'ultimo paese attraversato dal mezzo di trasporto o dalle merci;
 - (b) se, nel corso delle operazioni T1, l'irregolarità o l'infrazione è accertata in un ufficio di passaggio ai sensi dell'articolo 11, lettera d) nel paese da cui dipende tale ufficio;
 - (c) se, nel corso dell'operazione T1, l'irregolarità o l'infrazione è accertata sul territorio di un paese ma non in un ufficio di passaggio : nel paese dove l'accertamento è stato effettuato;
 - (d) se la spedizione non è stata ripresentata all'ufficio di destinazione : nell'ultimo paese sul cui territorio è constatata, in base agli avvisi di passaggio, l'entrata del mezzo di trasporto o delle merci;

- (e) se, l'irregolarità o l'infrazione è accertata dopo il compimento dell'operazione T1 : nel paese dove l'accertamento è effettuato.

Articolo 37

1. I documenti T1 rilasciati in modo regolare e le misure d'identificazione adottate dalle autorità doganali di un paese hanno, negli altri paesi, effetti giuridici identici a quelli attribuiti ai documenti T1 rilasciati in modo regolare e alle misure d'identificazione adottate dalle autorità doganali di ciascuno di tali paesi.

2. Le constatazioni effettuate dalle autorità competenti di un paese al momento dei controlli compiuti nel quadro del regime T1 hanno, negli altri paesi, la medesima forza probante di quella delle constatazioni effettuate dalle autorità competenti di ciascuno di tali paesi.

Articolo 38

(Nella presente Appendice non figura l'articolo 38).

TITOLO III

Regime T2

Articolo 39

1. Ogni merce, per circolare vincolata al regime T2, deve formare oggetto, alle condizioni fissate dalla Convenzione, di una dichiarazione T2 compilata su un formulario corrispondente ai modelli figuranti nell'Appendice III.

La dichiarazione di cui al primo comma reca la sigla T2. Se si impiegano formulari complementari, su questi deve comparire la sigla T2 bis.

2. Le disposizioni del titolo II si applicano, mutatis mutandis, al regime T2.

Articoli 40 e 41

(Nella presente Appendice non figurano gli articoli 40 e 41).

TITOLO IV

**Disposizioni particolari relative ad alcuni modi
di trasporto**

Articolo 42

1. Le amministrazioni ferroviarie dei paesi interessati sono esonerate dall'obbligo di prestare garanzia.
2. Le disposizioni dell'articolo 19, paragrafi 2 e 3 e degli articoli 21 e 22 non si applicano ai trasporti di merci per ferrovia.
3. Ai fini dell'applicazione dell'articolo 36, paragrafo 2, lettera d), le scritture tenute dalle amministrazioni ferroviarie sostituiscono gli avvisi di passaggio.

Articolo 43

1. Non occorre garanzia per i trasporti di merci sul Reno e sulle idrovie renane.
2. Ciascun paese può, per il trasporto di merci su altre vie navigabili situate nel proprio territorio, concedere l'esonero dalla garanzia. Esso comunica alla Commissione delle Comunità europee, che ne informa gli altri paesi, i provvedimenti adottati a tale effetto.

Articolo 44

1. Le merci il cui trasporto comporta l'attraversamento di una frontiera interna ai sensi dell'articolo 11, lettera g) possono non essere vincolate al regime T1 o T2 prima di attraversare detta frontiera.
2. Il paragrafo 1 non si applica quando il trasporto delle merci per mare, nel contesto di un unico contratto di trasporto, deve essere seguito, al porto di sbarco, da un trasporto terrestre o per idrovia interna soggetto a un regime di transito, a meno che il trasporto da tale porto non debba essere effettuato secondo il regime del Manifesto renano.
3. Se le merci sono state vincolate al regime T1 o T2 prima di attraversare la frontiera interna, gli effetti di tale regime sono sospesi durante la traversata in alto mare.
4. Non occorre garanzia per i trasporti di merci per mare.

Articolo 45

1. Il regime T1 o T2 non è obbligatorio per i trasporti di merci per via aerea, a meno che non si tratti di merci soggette a misure che comportino il controllo della loro utilizzazione o destinazione.

2. Qualora ci si avvalga del regime T1 o T2 per un trasporto effettuato totalmente o parzialmente per via aerea, non occorre garanzia a copertura del percorso aereo di merci trasportate da imprese autorizzate ad effettuare nei paesi interessati trasporti commerciali con voli di linea o no.

Articolo 46

1. Il regime T1 o T2 non è obbligatorio per i trasporti di merci a mezzo di condutture.

2. Qualora ci si avvalga di un simile regime per trasporti di merci a mezzo di condutture, non occorre garanzia.

Articolo 47

(Nella presente Appendice non figura l'articolo 47)

TITOLO V

Disposizioni particolari relative alle spedizioni a mezzo posta

Articolo 48

1. In deroga all'articolo 1, il regime T1 o T2 non si applica alle spedizioni a mezzo posta (compresi i pacchi postali).

2. (Il presente articolo non comprende il paragrafo 2).

TITOLO VI

Disposizioni particolari relative alle merci a seguito di viaggiatori o contenute nei loro bagagli

Articolo 49

1. Il regime T1 o T2 non è obbligatorio per i trasporti di merci a seguito di viaggiatori o contenute nei loro bagagli, se si tratta di merci non destinate a fini commerciali.

2. (Il presente articolo non comprende il paragrafo 2).

Articoli da 50 a 61

(Nella presente Appendice non figurano gli articoli da 50 a 61).

ALLEGATO

Questo Allegato contiene i modelli
dei vari sistemi di garanzia applicabili
in virtù del regime comune di transito
e del regime di transito comunitario

MODELLO IREGIME COMUNE DI TRANSITO/TRANSITO COMUNITARIOGARANZIA GLOBALE

(Garanzia prestata globalmente per diverse operazioni di transito
nel quadro della Convenzione relativa ad un regime comune di transito/diverse
operazioni di transito comunitario nel quadro dei pertinenti regolamenti della
Comunità.)

I. IMPEGNO DEL GARANTE

1. Il(la) sottoscritto(a) (1)

residente a (2)

si costituisce garante in solido, presso l'ufficio di

garanzia di nei confronti

del Regno del Belgio, del Regno di Danimarca, della Repubblica
federale di Germania, della Repubblica ellenica, del Regno di Spagna
della Repubblica francese, dell'Irlanda, della Repubblica italiana,
del Granducato del Lussemburgo, del Regno dei Paesi Bassi, della
Repubblica portoghese, del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda
del Nord, nonché nei confronti della Repubblica d'Austria, della
Repubblica di Finlandia, della Repubblica d'Islanda, del

(1) Cognome e nome o ragione sociale

(2) Indirizzo completo.

Regno di Norvegia, del Regno di Svezia e della Confederazione svizzera (3), per tutte le somme di cui un obbligato principale.

..... (4)
è o diverrebbe debitore nei confronti di detti Stati sia per il debito principale e addizionale che per gli accessori e spese, ad esclusione delle pene pecuniarie, a titolo di dazi, tasse, prelievi agricoli e altri diritti e tributi, dovuti in conseguenza di infrazioni o irregolarità commesse nel corso o in occasione di operazioni di transito nel quadro della Convenzione relativa al regime comune di transito/transito comunitario, effettuate dall'obbligato principale.

2. Il(la) sottoscritto(a) si obbliga ad effettuare, alla prima richiesta scritta delle autorità competenti degli Stati di cui al paragrafo 1, il pagamento delle somme richieste, fino a concorrenza dell'importo massimo citato e senza poterlo differire oltre il termine di trenta giorni dalla data della richiesta, a meno che il(la) sottoscritto(a) o ogni altra persona interessata non provi, prima della scadenza di tale termine, con soddisfazione delle autorità competenti, che l'operazione di transito nel quadro della Convenzione relativa al regime comune di transito/del transito comunitario si è svolta senza alcuna infrazione o irregolarità ai sensi del paragrafo 1.

Le autorità competenti possono, a richiesta del(della) sottoscritto(a) e per ogni ragione ritenuta valida, prorogare oltre il termine di trenta giorni dalla data di richiesta di pagamento il termine entro il quale il(la) sottoscritto(a) è tenuto(a) ad effettuare il pagamento delle somme richieste. Le spese risultanti dalla concessione di tale termine supplementare, ed in particolare gli interessi, devono essere calcolati in modo che il loro importo sia equivalente a quello che sarebbe richiesto a tal fine sul mercato monetario e finanziario nazionale.

Tale importo può essere diminuito delle somme già pagate in virtù del presente impegno soltanto quando il(la) sottoscritto(a) è chiamato(a) in causa in seguito ad un'operazione di transito nel quadro della Convenzione relativa al regime comune di transito/del transito comunitario, la quale abbia avuto inizio anteriormente alla data di ricevimento della precedente richiesta di pagamento oppure nei trenta giorni successivi a detta data.

3. Il presente impegno è valido a decorrere dal giorno in cui esso è stato accettato dall'ufficio di garanzia.

(3) Cancellare l'indicazione dello o degli Stati il cui territorio non sarà attraversato.

(4) Cognome e nome, o ragione sociale, e indirizzo completo dell'obbligato principale.

La garanzia puo' essere revocata in qualsiasi momento dal(la) sottoscritto(a), nonché dallo Stato nel cui territorio si trova l'ufficio di garanzia.

La revoca prende effetto il sedicesimo giorno successivo alla sua notifica all'altra parte.

Il(la) sottoscritto(a) resta responsabile del pagamento delle somme che diverranno esigibili in seguito alle operazioni di transito nel quadro della Convenzione relativa al regime comune di transito /del transito comunitario, le quali sono coperte dal presente impegno ed hanno avuto inizi anteriormente alla data in cui la revoca ha avuto effetto, anche se il pagamento di dette somme è richiesto successivamente.

4. Ai fini del presente impegno (1), il(la) sottoscritto(a) elegge il proprio domicilio in(2) nonché in ciascuno degli altri Stati di cui al paragrafo 1, presso :

Stato	Cognome e nome, o ragione sociale, e indirizzo completo
.....
.....
.....
.....
.....

Il(la) sottoscritto(a) riconosce che qualsiasi comunicazione o notifica e, più generalmente, qualsiasi formalità o procedura relative al presente impegno, indirizzate o compiute per iscritto presso uno dei domicili eletti sono state accettate come debitamente comunicategli (comunicatele).

- (1) Ove la possibilità di eleggere domicilio non sia prevista dalla legislazione di uno di tali Stati, il garante designa, in ciascuno degli altri Stati indicati al paragrafo 1, un mandatario autorizzato a ricevere ogni comunicazione a lui(lei) destinata. I giudici dei luoghi di domicilio del garante e dei mandatarî sono competenti per conoscere delle vertenze inerenti alla presente garanzia. Gli impegni previsti al paragrafo 4, secondo e quarto comma, devono essere stipulati mutatis mutandis.
- (2) Indirizzo completo.

Il(la) sottoscritto(a) riconosce la competenza del giudice dei luoghi in cui ha eletto domicilio.

Il(la) sottoscritto(a) s'impegna a mantenere le elezioni di domicilio o, se indotto(a) a modificare uno o più domicili eletti, ad informare preventivamente l'ufficio di garanzia.

Fatto a, addì

.....

Firma (1)

II ACCETTAZIONE DELL'UFFICIO DI GARANZIA

Ufficio di garanzia di

Impegno del garante accettato il

.....

Timbro e firma

(1) Il firmatario deve far precedere la propria firma dalla seguente menzione manoscritta : "Buono a titolo di garanzia per l'importo

di", indicando l'importo in lettere.

MODELLO IIREGIME COMUNE DI TRANSITO/TRANSITO COMUNITARIOGARANZIA PRESTATATA PER UNA SOLA OPERAZIONE

(Garanzia prestata per una sola operazione di transito nel quadro della Convenzione relativa al regime comune di transito/una sola operazione di transito comunitario nel quadro dei pertinenti regolamenti della Comunità)

I. IMPEGNO DEL GARANTE

1. Il(la) sottoscritto(a) (1)

residente a (2)
 si costituisce garante in solido, presso l'ufficio di partenza

di nei confronti del Regno del Belgio, del Regno di Danimarca, della Repubblica federale di Germania, della Repubblica ellenica, del Regno di Spagna, della Repubblica francese, dell'Irlanda, della Repubblica italiana, del Granducato del Lussemburgo, del Regno dei Paesi Bassi, della Repubblica portoghese, del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, nonché nei confronti della Repubblica d'Austria, della Repubblica di Finlandia, della Repubblica d'Islanda, del Regno di Norvegia, del Regno di Svezia e della Confederazione sviz-

zera (3), per tutte le somme di cui un obbligato principale (4) è o diverrebbe debitore nei confronti di detti Stati, sia per il debito principale e addizionale che per gli accessori e spese, ad esclusione delle pene pecuniarie, a titolo di dazi, tasse, prelievi, agricoli e altri diritti e tributi, dovuti in conseguenza di infrazioni o irregolarità commesse nel corso o in occasione di operazioni di transito nel quadro della Convenzione relativa al regime comune di transito/del transito comunitario, effettuate dall'obbligato principale

dall'ufficio di partenza di

all'ufficio di destinazione di
 e riguardante le merci qui di seguito designate

-
- (1) Cognome e nome o ragione sociale
 (2) Indirizzo completo
 (3) Cancellare l'indicazione dello o degli Stati il cui territorio non sarà attraversato.
 (4) Cognome e nome , o ragione sociale, e indirizzo completo dell'obbligato principale.

2. Il(la) sottoscritto(a) si obbliga ad effettuare, alla prima richiesta scritta delle autorità competenti degli Stati di cui al paragrafo 1, il pagamento delle somme richieste e senza poterlo differire oltre il termine di trenta giorni dalla data della richiesta, a meno che il(la) sottoscritto(a) o ogni altra persona interessata non provi, prima della scadenza di tale termine, con soddisfazione delle autorità competenti, che l'operazione di transito nel quadro della Convenzione relativa al regime comune di transito/del transito comunitario si è svolta senza alcuna infrazione o irregolarità ai sensi del paragrafo 1.

Le autorità competenti possono, a richiesta del(della) sottoscritto(a) e per ogni ragione ritenuta valida, prorogare oltre il termine di trenta giorni dalla data di richiesta di pagamento il termine entro il quale il(la) sottoscritto(a) è tenuto(a) ad effettuare il pagamento delle somme richieste. Le spese risultanti dalla concessione di tale termine supplementare, ed in particolare gli interessi, devono essere calcolati in modo che il loro importo sia equivalente a quello che sarebbe richiesto a tal fine sul mercato monetario e finanziario nazionale.

3. Il presente impegno è valido a decorrere dal giorno in cui esso è stato accettato dall'ufficio di partenza.
4. Ai fini del presente impegno, il(la) sottoscritto(a) elegge il proprio domicilio (1) in
..... (2) nonché in ciascuno degli altri Stati di cui al paragrafo 1, presso :

(1) Ove la possibilità di eleggere domicilio non sia prevista dalla legislazione di uno di tali Stati, il garante designa, in ciascuno degli altri Stati indicati al paragrafo 1, un mandatario autorizzato a ricevere ogni comunicazione a lui(lei) destinata. I giudici dei luoghi di domicilio del garante e dei mandatari sono competenti a conoscere delle vertenze inerenti alla presente garanzia. Gli impegni previsti al paragrafo 4, secondo e quarto comma devono essere stipulati mutatis mutandis.

(2) Indirizzo completo.

II ACCETTAZIONE DELL'UFFICIO DI PARTENZA

Ufficio di partenza di

Impegno del garante accettato il
a copertura dell'operazione di transito T1/T2 (2) rilasciato

il n.

.....
Timbro e firma

(2) Cancellare la voce inutile.

MODELLO IIIREGIME COMUNE DI TRANSITO/TRANSITO COMUNITARIOGARANZIA FORFETTARIA

(Sistema di garanzia forfettaria)

I. IMPEGNO DEL GARANTE

1. Il(la) sottoscritto(a) (1)

residente a (2)

si costituisce garante in solido, presso l'ufficio di garanzia

di nei confronti del Regno del Belgio, del Regno di Danimarca, della Repubblica federale di Germania, della Repubblica ellenica, del Regno di Spagna, della Repubblica francese, dell'Irlanda, della Repubblica italiana, del Granducato del Lussemburgo, del Regno dei Paesi Bassi, del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, nonché nei confronti della Repubblica d'Austria, della Repubblica di Finlandia, della Repubblica d'Islanda, del Regno di Norvegia, del Regno di Svezia e della Confederazione svizzera, per tutte le somme di cui un obbligato principale diverrebbe debitore nei confronti di detti Stati sia per il debito principale e addizionale, che per gli accessori e spese, ad esclusione delle pene pecuniarie, a titolo di dazi, tasse, prelievi agricoli e altri diritti e tributi dovuti in conseguenza di infrazioni o irregolarità commesse nel corso o in occasione di operazioni di transito nel quadro della Convenzione relativa al regime comune di transito/transito comunitario, per i quali il(la) sottoscritto(a) ha consentito di impegnare la propria responsabilità mediante il rilascio di certificati di garanzia ed a concorrenza di un importo massimo di 7 000 ECU per certificato.

2. Il(la) sottoscritto(a) si obbliga ad effettuare, alla prima richiesta scritta delle autorità competenti degli Stati di cui al paragrafo 1, il pagamento delle somme richieste, fino a concorrenza di 7 000 ECU per titolo di garanzia e senza poterlo differire oltre il termine di trenta giorni dalla data della richiesta, a meno che il(la) sottoscritto(a) o ogni altra persona interessata non provi, prima della scadenza di tale termine, con soddisfazione delle autorità competenti, che l'operazione di transito nel quadro della Convenzione relativa al regime comune di transito/del transito comunitario si è svolta senza alcuna infrazione o irregolarità ai sensi del paragrafo 1.

(1) Cognome e nome o ragione sociale

(2) Indirizzo completo

Le autorità competenti possono, a richiesta del(della) sottoscritto(a) e per ogni ragione ritenuta valida, prorogare oltre il termine di trenta giorni dalla data di richiesta di pagamento il termine entro il quale il(la) sottoscritto(a) è tenuto(a) ad effettuare il pagamento delle somme richieste. Le spese risultanti dalla concessione di tale termine supplementare, ed in particolare gli interessi, devono essere calcolati in modo che il loro importo sia equivalente a quello che sarebbe richiesto a tal fine sul mercato monetario e finanziario nazionale.

3. Il presente impegno è valido a decorrere dal giorno in cui esso è stato accettato dall'ufficio di garanzia.

La garanzia può essere revocata in qualsiasi momento dal(dalla) sottoscritto(a), nonché dallo Stato nel cui territorio si trova l'ufficio di garanzia.

La revoca prende effetto il sedicesimo giorno successivo alla sua notifica all'altra parte.

Il(la) sottoscritto(a) resta responsabile del pagamento delle somme che diverranno esigibili in seguito alle operazioni di transito nel quadro della Convenzione relativa al regime comune di transito/del transito comunitario, le quali sono coperte dal presente impegno, ed hanno avuto inizio anteriormente alla data in cui la revoca ha avuto effetto anche se il pagamento di dette somme è richiesto successivamente.

4. Ai fini del presente impegno, il(la) sottoscritto(a) elegge il proprio domicilio (1) in

..... (2) nonché in ciascuno degli altri Stati di cui al paragrafo 1, presso :

-
- (1) Ove la possibilità di eleggere domicilio non sia prevista dalla legislazione di uno di tali Stati, il garante designa, in ciascuno degli altri Stati indicati al paragrafo 1, un mandatario autorizzato a ricevere ogni comunicazione a lui(lei) destinata. I giudici dei luoghi di domicilio del garante e dei mandatarî sono competenti per conoscere delle vertenze inerenti alla presente garanzia. Gli impegni previsti al paragrafo 4, secondo e quarto comma devono essere stipulati mutatis mutandis.

- (2) Indirizzo completo

II ACCETTAZIONE DELL'UFFICIO DI GARANZIA

Ufficio di garanzia di

Impegno del garante accettato il

.....
Timbro e firma

APPENDICE IITITOLO IDISPOSIZIONI RELATIVE AI FORMULARI E ALLA LORO UTILIZZAZIONE
NELL'AMBITO DEL REGIME COMUNE DI TRANSITOCAPITOLO IFORMULARI

Elenco dei formulari

Articolo 1

1. I formulari su cui vengono compilate le dichiarazioni T1 o T2 debbono essere conformi ai modelli figuranti negli allegati da I a IV dell'Appendice III.

Queste dichiarazioni sono compilate secondo le modalità previste dalla presente Convenzione.

2. Nelle condizioni di cui agli articoli da 5 a 9 e all'articolo 85 le distinte di carico conformi al modello figurante nell'allegato I della presente Appendice possono essere utilizzate come parti descrittive delle dichiarazioni di transito. Questa utilizzazione non pregiudica affatto gli obblighi concernenti le formalità relative, secondo il caso, ai regimi di spedizione, di esportazione o a qualsiasi altro regime nello Stato di destinazione, nonché quelli relativi ai formulari che vi si riferiscono.

3. Il formulario su cui è redatto l'avviso di passaggio ai fini della applicazione dell'articolo 22 dell'Appendice I deve essere conforme al modello figurante nell'allegato II della presente Appendice.

4. Il formulario su cui è redatta la ricevuta attestante la presentazione all'ufficio di destinazione di un documento T1 o T2 e della spedizione cui si riferisce deve essere conforme al modello figurante nell'allegato III della presente Appendice. Tuttavia, per quanto riguarda il documento T1 o T2 può essere utilizzata la ricevuta a tergo della copia da restituire. La ricevuta è rilasciata ed utilizzata conformemente all'articolo 10.

5. Il formulario su cui è redatto il certificato di garanzia previsto all'articolo 30, paragrafo 3. dell'Appendice I deve essere conforme al modello figurante nell'allegato IV della presente Appendice. Il certificato di garanzia è rilasciato ed utilizzato conformemente alle disposizioni degli articoli da 12 a 15.

6. Il formulario su cui è redatto il certificato di garanzia forfettaria deve essere conforme al modello figurante nell'allegato V della presente Appendice. Tuttavia, le indicazioni contenute a tergo di questo modello possono figurare sul recto, in alto, prima dell'indicazione dell'organismo emittente, restando inalterate le indicazioni successive. Il certificato di garanzia forfettaria è rilasciato ed utilizzato conformemente alle disposizioni degli articoli da 16 a 19.

7. Il documento, che serve a comprovare il carattere comunitario delle merci - denominato "documento T2L" - è redatto su un formulario conforme all'esemplare n. 4 del modello di formulario figurante nell'allegato I dell'Appendice III o all'esemplare n. 4/5 del modello di formulario figurante nell'allegato II di detta Appendice.

Se del caso, tale formulario viene completato da uno o più formulari conformi all'esemplare n. 4 o all'esemplare n. 4/5 del modello di formulario figurante, rispettivamente, negli allegati III e IV della Appendice III.

Qualora venga utilizzato un sistema informatizzato di trattamento delle dichiarazioni per la pubblicazione di queste ultime, non vengono usati come formulari complementari i formulari figuranti negli allegati III e IV dell'Appendice III; il documento T2L viene completato da uno o più formulari conformi all'esemplare n. 4 o all'esemplare n. 4/5 del modello di formulario figurante, rispettivamente, negli allegati I e II dell'Appendice III.

L'interessato appone la sigla "T2L" nella sotto-casella di destra della casella 1 del formulario conforme all'esemplare n. 4 o all'esemplare n. 4/5 del modello di formulario figurante, rispettivamente, negli allegati I e II dell'Appendice III. Quando vengano utilizzati formulari complementari, l'interessato appone la sigla "T2L bis" nella sotto-casella di destra della casella 1 del formulario conforme all'esemplare n. 4 o all'esemplare n. 4/5 del modello di formulario figurante, rispettivamente, negli allegati I e III oppure II e IV dell'Appendice III.

Questo documento che, ai fini dell'applicazione della presente Convenzione, è denominato "Documento T2L", è rilasciato ed utilizzato conformemente alle disposizioni del Titolo V della presente Appendice.

Stampa e compilazione dei formulari

Articolo 2

1. Per i formulari delle distinte di carico, degli avvisi di passaggio e delle ricevute è utilizzata una carta collata per scritte, del peso di almeno 40 gr./m²; la sua resistenza deve essere tale da non presentare, ad un uso normale, alcuna lacerazione o sgualcitura.

2. Per i formulari dei certificati di garanzia forfettaria è utilizzata una carta collata per scritte, non contenente pasta meccanica, del peso di almeno 55 gr./m². Essa deve avere un fondo arabescato di colore rosso, il quale faccia apparire qualsiasi falsificazione operata con mezzi meccanici o chimici.

3. Per i formulari dei certificati di garanzia forfettaria è utilizzata una carta non contenente pasta meccanica, del peso di almeno 100 gr./m². Essa deve avere sulle due facciate un fondo arabescato di colore verde, il quale faccia apparire qualsiasi falsificazione operata con mezzi meccanici o chimici.

4. La carta di cui ai paragrafi 1, 2 e 3 è di colore bianco, salvo per quanto concerne le distinte di carico di cui all'articolo 1, paragrafo 2, per le quali il colore della carta è a scelta degli interessati.

5. Il formato dei formulari è di :

- (a) 210 x 297 mm per le distinte di carico; è ammessa una tolleranza per quanto riguarda la lunghezza di al massimo 5 mm in meno e 8 mm in più;
- (b) 210 x 148 mm per gli avvisi di passaggio e i certificati di garanzia;
- (c) 148 x 105 mm per le ricevute e i certificati di garanzia forfettaria.

6. Le dichiarazioni e i documenti devono essere redatti in una delle lingue ufficiali delle Parti contraenti accettata dalle autorità competenti del Paese di partenza. Questa disposizione non si applica ai certificati di garanzia forfettaria.

Ove necessario, le autorità competenti di un altro paese in cui le dichiarazioni e i documenti devono essere presentati possono chiedere la traduzione di tali dichiarazioni e documenti nella lingua ufficiale o in una delle lingue ufficiali di questo paese.

Per quanto riguarda il certificato di garanzia, la lingua da utilizzare è indicata dalle autorità competenti del paese da cui dipende l'ufficio di garanzia.

7. I formulari del certificato di garanzia forfettaria devono essere corredati di una dicitura che indichi il nome e l'indirizzo del tipografo o di una sigla che ne consenta l'identificazione. Il certificato di garanzia forfettaria reca, inoltre, un numero di serie che lo contraddistingue.

8. E' compito delle Parti contraenti provvedere o far provvedere alla stampa dei formulari dei certificati di garanzia. Ogni certificato porta un numero che lo contraddistingue.

9. I formulari del certificato di garanzia e dei certificati di garanzia forfettaria devono essere compilati a macchina o con un procedimento meccanografico o affine.

I formulari delle distinte di carico, dell'avviso di passaggio e della ricevuta possono essere compilati sia a macchina, sia con un procedimento meccanografico o affine, sia a mano, in modo leggibile; in quest'ultimo caso, devono essere compilati con inchiostro e in stampatello.

I formulari non devono contenere cancellature o alterazioni. Le modifiche eventualmente apportate devono essere effettuate cancellando le indicazioni errate e aggiungendo, all'occorrenza, le indicazioni volute. Ogni modifica così operata deve essere approvata dall'autore e appositamente vistata dalle autorità competenti.

CAPITOLO II

UTILIZZAZIONE DEI FORMULARI

Dichiarazioni T1 e T2

Descrizione e utilizzazione

Spedizioni composite

Articolo 3

1. Gli esemplari che compongono i formulari su cui vengono compilate le dichiarazioni T1 e T2 sono descritti nella nota esplicativa contenuta nell'allegato VII dell'Appendice III, e verranno completati in conformità di detta nota esplicativa.

Quando taluni particolari da inserire in tali formulari devono essere espressi in codice, questi codici saranno conformi alle indicazioni particolareggiate di cui all'allegato IX dell'Appendice III.

2. Quando le merci circolano vincolate alla procedura T1, l'obbligato principale deve apporre la sigla "T1" nella sotto-casella di destra della casella n. 1 del formulario corrispondente al modello figurante negli allegati I e II dell'Appendice III. Qualora vengano utilizzati formulari complementari, l'obbligato principale appone la sigla "T1 bis" nella sotto-casella di destra della casella n. 1 di uno o più formulari corrispondenti al modello figurante negli allegati III e IV dell'Appendice III.

Quando, qualora venga utilizzato un sistema informatizzato di trattamento delle dichiarazioni per la pubblicazione di queste ultime, i formulari complementari utilizzati corrispondono al modello figurante negli allegati I o II dell'Appendice III, la sigla "T1 bis" viene apposta nella sotto-casella di destra della casella 1 di detti formulari.

Quando le merci circolano vincolate alla procedura T2, l'obbligato principale appone la sigla "T2" nella sotto-casella di destra della casella 1 del formulario corrispondente al modello figurante negli allegati I e II dell'Appendice III. Qualora vengano utilizzati formulari complementari, l'obbligato principale appone la sigla "T2 bis" nella sotto-casella di destra della casella 1 di uno o più formulari corrispondenti al modello figurante negli allegati III e IV dell'Appendice III.

Quando, qualora venga utilizzato un sistema informatizzato di trattamento delle dichiarazioni per la pubblicazione di queste ultime, i formulari complementari utilizzati corrispondono al modello di formulario figurante negli allegati I o II dell'Appendice III, la sigla "T2 bis" viene apposta nella sotto-casella di destra della casella 1 di detti formulari.

3. Per le spedizioni concernenti contemporaneamente merci circolanti in regime T1 e in regime T2, i documenti complementari corrispondenti al modello di cui agli allegati III e IV o eventualmente agli allegati I e II dell'Appendice III, corredati, rispettivamente, della sigla "T1 bis" o "T2 bis" possono essere allegati ad uno stesso formulario corrispondente al modello di cui agli allegati I e II dell'Appendice III. In tal caso, la sigla "T" deve essere apposta nella sotto-casella di destra della casella 1 di quest'ultimo formulario e lo spazio vuoto intorno a questa sigla "T" va sbarrato; inoltre, le caselle n. 32 "Articolo n°", n. 33 "Codice delle merci", n. 35 "Massa lorda (kg)", n. 38 "Massa netta (kg)" e n. 44 "Menzioni speciali, Documenti presentati, Certificati e autorizzazioni" devono essere sbarrati. Un riferimento ai numeri d'ordine dei documenti complementari recanti la sigla "T1 bis" e dei documenti complementari recanti la sigla "T2 bis" è apposto nella casella n. 31 "Colli e descrizione delle merci" del formulario corrispondente al modello di cui agli allegati I e II dell'Appendice III.

4. Nei casi in cui una delle sigle di cui al paragrafo 2 non sia stata apposta nella sotto-casella di destra della casella n. 1 del formulario utilizzato o quando, nel caso di spedizioni concernenti contemporaneamente merci circolanti in regime T1 e in regime T2, le disposizioni di cui al paragrafo 3 e all'articolo 5, paragrafo 7, non siano state rispettate, le merci trasportate con tali documenti sono considerate circolare vincolate al regime T1.

Presentazione congiunta della dichiarazione di spedizione o di esportazione e della dichiarazione di transito

Articolo 4

Fatte salve le misure di semplificazione eventualmente applicabili, il documento doganale di spedizione o di rispedizione delle merci o il

documento doganale di esportazione o di riesportazione delle merci o qualsiasi documento di effetto equivalente deve essere presentato all'ufficio di partenza con la dichiarazione di transito cui si riferisce.

Ai fini suddetti, e fatte salve le disposizioni dell'articolo 7, paragrafo 3 della Convenzione, possono essere raggruppate in un unico formulario la dichiarazione di spedizione o di rispedizione o la dichiarazione di esportazione o di riesportazione, da un lato, e la dichiarazione di transito dall'altro.

DISTINTE DI CARICO

Utilizzazione delle distinte di carico;

Spedizioni composite

Articolo 5

1. Quando l'obbligato principale si avvale della possibilità di utilizzare distinte di carico per una spedizione comportante più specie di merci, le caselle n. 15 "Paese di spedizione/esportazione", n. 32 "Articolo n°", n. 33 "Codice delle merci", n. 35 "Massa lorda (kg)", n. 38 "Massa netta (kg)" ed, eventualmente, n. 44 "Menzioni speciali, Documenti presentati, Certificati ed autorizzazioni" del formulario utilizzato per il transito vanno sbarrati e la casella n. 31 "Colli e designazione delle merci" dello stesso non deve essere utilizzata per indicare i contrassegni, i numeri, la quantità e la natura dei colli, nonché la designazione delle merci. Questo formulario non può essere completato da formulari complementari.
2. Per distinta di carico, di cui all'allegato 1, paragrafo 2, si intende qualsiasi documento commerciale rispondente alle condizioni dell'articolo 2, paragrafo 1, paragrafo 5, lettera a), paragrafo 6, primo e secondo comma, e paragrafo 9, secondo e terzo comma e degli articoli 6 e 7.
3. La distinta di carico è presentata nello stesso numero di esemplari del formulario utilizzato per il transito cui si riferisce; essa è firmata dalla stessa persona che firma il predetto formulario.
4. In sede di registrazione della dichiarazione la distinta di carico è munita dello stesso numero di registrazione del formulario utilizzato per il transito comunitario cui si riferisce. Questo numero deve essere apposto sia a mezzo di un timbro che porti il nome dell'ufficio di partenza, sia a mano. In quest'ultimo caso deve essere autenticato dal timbro ufficiale di detto ufficio.

La firma di un funzionario dell'ufficio di partenza è facoltativa.

5. Quando ad un formulario utilizzato per il transito comunitario sono allegate più distinte di carico, queste devono recare un numero d'ordine attribuito dall'obbligato principale; il numero delle distinte di carico allegate è indicato nella casella 4 "Distinte di carico" di detto formulario.

6. Una dichiarazione compilata su un formulario corrispondente al modello di cui agli allegati I e II dell'Appendice III, recante nella sotto-casella di destra della casella 1 la sigla "T1" o "T2" e completata da una o più distinte di carico rispondenti alle condizioni degli articoli da 6 a 9, equivale, secondo il caso, alla dichiarazione T1 o alla dichiarazione T2 di cui rispettivamente all'articolo 12 o all'articolo 39 dell'Appendice I.

7. Per le spedizioni concernenti contemporaneamente merci circolanti in regime T1 e in regime T2, vanno compilate distinte di carico separate; queste possono essere allegate ad uno stesso formulario corrispondente al modello di cui agli allegati I o II dell'Appendice III.

In tal caso, la sigla "T" deve essere apposta nella sotto-casella di destra della casella n. 1 di quest'ultimo formulario e lo spazio vuoto intorno a questa sigla va sbarrato; inoltre, le caselle n. 15 "Paese di spedizione/esportazione", n. 32 "Articolo n°", n. 33 "Codice delle merci", n. 35 "Massa lorda (kg)", n. 38 "Massa netta (kg)" ed eventualmente n. 44 "Menzioni speciali, Documenti presentati, Certificati ed autorizzazioni" devono essere sbarrate. Il riferimento ai numeri d'ordine delle distinte di carico relative a ciascuna delle due categorie di merci va apposto nella casella n. 31 "Colli e designazione delle merci" del formulario utilizzato.

Forma delle distinte di carico

Articolo 6

Le distinte di carico recano :

- (a) l'intestazione "distinta di carico";
- (b) un riquadro di 70 x 55 mm, diviso in una parte superiore di 70 x 15 mm destinata a ricevere la sigla "T" seguita da una delle diciture di cui all'articolo 3, paragrafo 2, e una parte inferiore di 70 x 40 mm destinata a ricevere le indicazioni di cui all'articolo 5, paragrafo 4;

(c) delle colonne la cui intestazione è redatta come segue :

- numero d'ordine
- marche, numeri, quantità e natura dei colli, designazione delle merci,
- paese di spedizione/esportazione,
- massa lorda in kg,
- spazio riservato alla dogana.

Gli interessati possono adattare alle loro necessità la larghezza di queste colonne. Tuttavia, la colonna intestata "Spazio riservato alla dogana" deve avere una larghezza minima di 30 mm. Gli interessati possono inoltre disporre liberamente degli spazi diversi da quelli previsti alle lettere a), b) e c).

Compilazione

Articolo 7

1. Può essere utilizzata come distinta di carico soltanto la faccia anteriore del formulario.
2. Ogni articolo indicato nella distinta di carico deve essere preceduto da un numero d'ordine.
3. (Questo articolo non contiene il paragrafo 3).
4. Immediatamente sotto l'ultima iscrizione deve essere tracciata una linea orizzontale e gli spazi non utilizzati devono essere sbarrati in modo da rendere impossibile qualsiasi altra aggiunta.

Misure di semplificazione

Articolo 8

1. Le autorità doganali competenti di ogni Paese possono permettere che le imprese stabilite sul loro territorio, le cui strutture siano basate su un sistema integrato di trattamento elettronico o automatico dei dati, utilizzino le distinte di carico che sono previste all'articolo 1, paragrafo 2 e che, benché non rispondano a tutte le condizioni dell'articolo 2, paragrafo 1, paragrafo 5, lettera a), e paragrafo 9, secondo e terzo comma e dell'articolo 6, sono concepite e compilate in modo da poter essere utilizzate senza difficoltà dalle autorità doganali e statistiche interessate.
2. Queste distinte di carico devono, in ogni caso, indicare la quantità, la natura, le marche e i numeri dei colli, la designazione delle

merci, la massa lorda in kg di ogni articolo, nonché il paese di spedizione/esportazione.

Spedizioni per ferrovia

Articolo 9

1. Quando ci si avvale degli articoli da 29 a 61, si applicano l'articolo 5, paragrafo 2 e gli articoli 6, 7 e 8 alle distinte di carico allegate alla lettera di vettura internazionale o al bollettino di consegna TR. Nel primo caso, il numero di dette distinte è indicato nella casella 32 della lettera di vettura internazionale; nel secondo caso, il numero delle distinte è indicato nella casella riservata alla designazione degli allegati al bollettino di consegna TR.

Inoltre, la distinta di carico deve recare il numero del vagone cui la lettera di vettura internazionale si riferisce oppure, all'occorrenza, il numero del contenitore contenente le merci.

2. Per i trasporti che iniziano nel territorio delle Parti contraenti e concernono contemporaneamente merci circolanti in regime T1 o in regime T2, le distinte di carico sono compilate separatamente; per i trasporti mediante grandi contenitori accompagnati da bollettini di consegna TR, queste distinte separate devono essere compilate per ciascuno dei grandi contenitori contenenti contemporaneamente le due categorie di merci.

Per i trasporti che iniziano nel territorio della Comunità, i numeri di serie delle distinte di carico relative a merci circolanti in regime T1 vengono apposti, secondo il caso:

- (a) nella casella n. 25 della lettera di vettura internazionale;
- (b) nella casella destinata alla designazione delle merci nel bollettino di consegna TR.

Per i trasporti che iniziano nel territorio di un paese EFTA, un riferimento ai numeri di serie delle distinte di carico relative alle merci circolanti in regime T2 viene apposto, secondo il caso:

- (a) nella casella n. 25 della lettera di vettura internazionale;
- (b) nella casella destinata alla designazione delle merci nel bollettino di consegna TR.

3. Nei casi di cui ai paragrafi 1 e 2 e ai fini delle procedure previste agli articoli da 29 a 61, le distinte di carico allegate alla lettera di vettura internazionale o al bollettino di consegna TR fanno parte integrante di detti documenti e producono gli stessi effetti giuridici.

L'originale di tali distinte di carico deve recare il visto della stazione di spedizione.

RICEVUTA

Utilizzazione della ricevuta

Articolo 10

1. La persona che presenta all'ufficio di destinazione un documento T1 o T2 e la spedizione cui si riferisce, può, su richiesta, ottenere una ricevuta.
2. La ricevuta deve essere previamente compilata dall'interessato e può contenere altre indicazioni relative alla spedizione al di fuori della casella riservata alla dogana, ma la validità del visto della dogana è limitata alle indicazioni che figurano in detta casella.

RINVIO DEI DOCUMENTI

Uffici centralizzatori

Articolo 11

Ogni Paese ha il diritto di designare uno o più organismi centrali cui i documenti devono essere rinviati dagli uffici doganali competenti del Paese di destinazione. I Paesi che hanno designato a questo effetto tali organismi ne informano la Commissione delle Comunità europee, precisando il tipo di documenti che devono essere rinviati. La Commissione ne dà notizia agli altri Paesi.

TITOLO II

DISPOSIZIONI RELATIVE ALLE GARANZIE

GARANZIA GLOBALE

CERTIFICATI DI GARANZIA

Persone autorizzate

Articolo 12

1. Sul verso del certificato di garanzia l'obbligato principale designa, sotto la sua responsabilità, al momento del rilascio o durante il periodo di validità del certificato, le persone da lui autorizzate a firmare a suo nome le dichiarazioni T1 o T2. Ogni designazione implica l'indicazione del cognome e nome della persona autorizzata, seguito dalla firma di detta persona.

L'obbligato principale deve convalidare con la sua firma la designazione di ogni persona autorizzata. L'obbligato principale ha il diritto di sbarcare le caselle che non intende utilizzare.

2. L'obbligato principale può, in qualsiasi momento, annullare l'iscrizione del nome di una persona autorizzata figurante sul verso del certificato.

Rappresentanti autorizzati

Articolo 13

Ogni persona indicata sul verso di un certificato di garanzia presentato ad un ufficio di partenza è considerata essere il rappresentante autorizzato dall'obbligato principale.

Periodo di validità; proroga

Articolo 14

Il periodo di validità del certificato di garanzia non può essere superiore a due anni. Questo periodo può tuttavia essere prorogato una sola volta dall'ufficio di garanzia per un nuovo periodo di due anni.

Revoca

Articolo 15

In caso di revoca della garanzia, l'obbligato principale deve restituire immediatamente all'ufficio di garanzia tutti i certificati di garanzia in corso di validità che gli sono stati rilasciati.

GARANZIA FORFETTARIA

Atto costitutivo della garanzia

Articolo 16

1. Quando una persona fisica o giuridica intende costituirsi garante alle condizioni di cui agli articoli 27 e 28 e secondo le modalità di cui all'articolo 32, paragrafo 1 dell'Appendice I, la costituzione della garanzia deve formare oggetto di un atto conforme al modello III figurante nell'allegato dell'Appendice I.

2. Quando lo esigono le disposizioni legislative, regolamentari e amministrative nazionali o gli usi, ogni paese può autorizzare una diversa stesura dell'atto costitutivo della garanzia, purché gli effetti siano identici a quelli dell'atto previsto al paragrafo 1.

Certificati di garanzia

Articolo 17

1. L'accettazione della garanzia di cui all'articolo 16 da parte dell'ufficio doganale dove è costituita la garanzia - denominato "ufficio di garanzia" - comporta per il garante stesso l'autorizzazione a rilasciare, alle condizioni stabilite nella garanzia, il certificato o i certificati di garanzia forfettaria richiesti a persone che intendono effettuare, da un ufficio di partenza di loro scelta e in qualità di obbligati principali, un'operazione T1 o T2.

Il garante può rilasciare certificati di garanzia forfettaria :

- non validi per un'operazione T1 o T2 concernente merci figuranti nell'elenco di cui all'allegato VII della presente Appendice, e
- utilizzabili nel numero massimo di sette certificati per mezzo di trasporto, in conformità dell'articolo 16, paragrafo 2 dell'Appendice I, per merci diverse da quelle di cui al primo trattino.

A tal fine, il garante fa figurare in diagonale, sul certificato o sui certificati di garanzia forfettaria che rilascia, in lettere maiuscole, una delle seguenti diciture :

BEGRAENSET GYLDIGHED

BESCHRANKTE GELTUNG

ΠΕΡΙΟΡΙΣΜΕΝΗ ΙΣΧΥΣ

LIMITED VALIDITY

VALIDEZ LIMITADA

VALIDITE LIMITEE

VALIDITA LIMITATA

BEPERKTE GELDIGHEID

VALIDADE LIMITADA

VOIMASSA RAJOITETUSTI

TAKMARKAD GILDISSVID

BEGRENSET GYLDIGHET

BEGRANSAD GILTIGHET

Lo Stato da cui dipende l'ufficio di garanzia notifica senza indugio agli altri Stati la revoca di una garanzia.

2. La responsabilità del garante è impegnata fino alla concorrenza di 7 000 ECU per ogni certificato di garanzia forfettaria.
3. Ferme restando le disposizioni previste al paragrafo 1, secondo e terzo comma e all'articolo 18, ogni certificato di garanzia forfettaria permette all'obbligato principale di effettuare un'operazione T1 o T2. Il certificato consegnato all'ufficio di partenza viene ivi conservato.

Aumento della garanzia; conversione dell'ECU

Articolo 18

1. Ad eccezione dei casi di cui ai paragrafi 2 e 3, l'ufficio di partenza non può esigere una garanzia superiore all'importo forfettario di 7 000 ECU per ogni dichiarazione T1 o T2, indipendentemente dall'importo dei dazi e degli altri diritti e tributi relativi alle merci che formano oggetto di una stessa dichiarazione.
2. Eccezionalmente, quando un trasporto di merci, per circostanze ad esso particolari, presenta rischi maggiori e l'ufficio di partenza reputa insufficiente, per queste ragioni, la garanzia di 7 000 ECU, detto ufficio può esigere una garanzia superiore pari ad un multiplo di 7 000 ECU.
3. I trasporti di merci figuranti nell'elenco di cui all'allegato VII della presente Appendice danno luogo ad un aumento della garanzia forfettaria quando la quantità della o delle merci trasportate supera la quantità corrispondente all'importo forfettario di 7 000 ECU.

In tal caso, l'importo forfettario è pari al multiplo di 7 000 ECU necessario a garantire la quantità delle merci da spedire.
4. Nei casi di cui ai paragrafi 2 e 3, l'obbligato principale deve consegnare all'ufficio di partenza il numero di certificati di garanzia forfettaria corrispondenti al multiplo di 7 000 ECU richiesto.
5. Il controvalore in moneta nazionale degli importi in ECU di cui alla presente Appendice è calcolato sulla base dei tassi di conversione in vigore il primo giorno lavorativo del mese di ottobre, con effetto dal 1° gennaio dell'anno successivo.

Quando, per una determinata moneta nazionale, tale tasso non è disponibile, ad essa viene applicato il tasso dell'ultimo giorno per il quale è stato pubblicato un tasso.

Il controvalore dell'ECU da prendere in considerazione per l'applicazione del primo comma è quello applicabile alla data di registrazione della dichiarazione T1 o T2 accompagnata dal(dai) titolo(i) di garanzia forfettaria.

**Spedizione congiunta di merci sensibili
e non sensibili**

Articolo 19

1. Quando la dichiarazione T1 o T2 comprende altre merci, oltre a quelle menzionate nell'elenco di cui all'articolo 18, paragrafo 3, le disposizioni relative alla garanzia forfettaria si applicano come se le due categorie di merci formassero oggetto di dichiarazioni separate.

2. In deroga alle disposizioni del paragrafo 1, non si tiene conto della presenza di merci di una delle categorie quando la loro quantità o il loro valore è relativamente modesto.

TITOLO III

Articoli da 20 a 27

(Nella presente Appendice non figurano gli articoli da 20 a 27).

TITOLO IV

MISURE DI SEMPLIFICAZIONE

Norme fatte salve dal presente titolo

Articolo 28

Le disposizioni del presente titolo non pregiudicano affatto gli obblighi connessi con le formalità relative, secondo il caso, ai regimi di spedizione, di esportazione, o a qualsiasi altro regime nel paese di destinazione.

CAPITOLO 1PROCEDURE DEL TRANSITO COMUNITARIO PER LE MERCI
TRASPORTATE DALLE FERROVIEDISPOSIZIONI GENERALI RELATIVE AI TRASPORTI
FERROVIARI**Generalità**Articolo 29

Le formalità relative alle procedure T1 o T2 sono semplificate conformemente alle disposizioni degli articoli da 30 a 43 e da 59 a 61 per i trasporti di merci effettuati dalle amministrazioni ferroviarie con la lettera di vettura internazionale (CIM) o con il bollettino di spedizione colli espressi internazionale (TIEx).

Valore giuridico dei documenti utilizzatiArticolo 30

La lettera di vettura internazionale o il bollettino di spedizione colli espressi internazionale equivale alla dichiarazione T1 o T2, secondo il caso.

Controllo delle scrittureArticolo 31

Per eventuali controlli, l'amministrazione ferroviaria di ogni Paese tiene a disposizione dell'amministrazione delle dogane nazionali le scritture del(dei) centro(i) contabile(i).

Obbligato principaleArticolo 32

1. L'amministrazione ferroviaria che accetta di trasportare la merce accompagnata dalla lettera di vettura internazionale o dal bollettino di spedizione colli espressi internazionale è l'obbligato principale per tale operazione T1 o T2.

2. L'amministrazione ferroviaria del Paese attraverso il cui territorio il trasporto entra nel territorio delle Parti contraenti è l'obbligato principale per le operazioni T1 o T2 relative alle merci che l'amministrazione ferroviaria di un paese terzo ha accettato di trasportare.

Etichetta

Articolo 33

Le amministrazioni ferroviarie fanno in modo che i trasporti effettuati in regime T1 o T2 siano caratterizzati da etichette munite di un pitogramma il cui modello figura nell'allegato VIII della presente Appendice.

Le etichette sono apposte sulla lettera di vettura internazionale o sul bollettino di spedizione colli espressi internazionale nonché sul vagone, quando si tratta di un carico completo o sul(sui) collo(i) negli altri casi.

Modifica del contratto di trasporto

Articolo 34

Se un contratto di trasporto è modificato in modo che :

- un trasporto che avrebbe dovuto concludersi fuori dal territorio di una Parte contraente si conclude all'interno del territorio di detta Parte contraente
- un trasporto che avrebbe dovuto concludersi all'interno del territorio di una Parte contraente si conclude fuori dal territorio di detta Parte contraente

le amministrazioni ferroviarie possono procedere all'esecuzione del contratto modificato, soltanto previo accordo dell'ufficio di partenza.

In caso di modifica del contratto di trasporto in virtù della quale un trasporto si conclude all'interno del paese di partenza, l'esecuzione del contratto modificato è subordinata alle condizioni che saranno state stabilite dall'amministrazione doganale di questo Paese.

In tutti gli altri casi le amministrazioni ferroviarie possono procedere all'esecuzione del contratto modificato; esse informano immediatamente l'ufficio di partenza della modifica intervenuta.

CIRCOLAZIONE DELLE MERCI TRA PARTI CONTRAENTI

Posizione doganale delle merci; utilizzazione della lettera di vettura internazionale

Articolo 35

1. Quando un trasporto inizia e termina all'interno del territorio delle Parti Contraenti la lettera di vettura internazionale è presentata all'ufficio di partenza.

2. Le merci il cui trasporto inizia nella Comunità sono considerate come circolanti in regime T2. Tuttavia, quando le merci devono circolare in regime T1, l'ufficio di partenza indica sugli esemplari n. 1, n. 2 e n. 3 della lettera di vettura internazionale che le merci cui essa si riferisce circolano in regime T1; a tal fine, esso appone in modo visibile nella casella 25 la sigla "T1". Non si appone nel documento la sigla "T2" nel caso di merci circolanti in regime T2.

3. Le merci il cui trasporto ha inizio in un Paese EFTA sono considerate come circolanti in regime T1. Tuttavia, quando le merci devono circolare in regime T2 a norma dell'articolo 2, paragrafo 3, lettera (b) della Convenzione, l'ufficio di partenza indica sull'esemplare n. 3 della lettera di vettura internazionale che le merci alle quali essa si riferisce circolano in regime T2; a tal fine esso appone chiaramente nella casella 25 la sigla "T2", con timbro dell'ufficio doganale di partenza e firma del funzionario competente. Non si appone nel documento la sigla "T1" nel caso di merci circolanti in regime T1.

4. Tutti gli esemplari della lettera di vettura internazionale sono consegnati all'interessato.

5. Ogni Stato membro della Comunità può decidere che le merci circolanti in regime T2 possono essere vincolate, alle condizioni da esso o dalla Comunità stabilite, al regime T2, senza che occorra presentare all'ufficio di partenza la lettera di vettura internazionale relativa a tali merci.

Ogni Paese EFTA può decidere che le merci circolanti in regime T1 possono essere trasportate in regime T1 senza che occorra presentare all'ufficio di partenza la lettera di vettura internazionale.

6. L'ufficio doganale competente per la stazione di destinazione assolve la funzione di ufficio di destinazione. Tuttavia, quando le merci sono immesse in consumo o sono vincolate ad un altro regime doganale in una stazione intermedia, l'ufficio competente per questa stazione assolve la funzione di ufficio di destinazione.

Misure d'identificazione

Articolo 36

In genere e tenuto conto delle misure d'identificazione applicate dall'amministrazione ferroviaria, l'ufficio di partenza non procede al suggellamento dei mezzi di trasporto o dei colli.

Funzione dei diversi esemplari della lettera di vettura internazionale

Articolo 37

1. L'amministrazione ferroviaria del Paese da cui dipende l'ufficio di destinazione consegna a quest'ultimo gli esemplari n.2 e n. 3 della lettera di vettura internazionale.
2. L'ufficio di destinazione ricostituisce senza indugio all'amministrazione ferroviaria l'esemplare n. 2, dopo averlo vistato e conserva l'esemplare n. 3

TRASPORTO DI MERCI A DESTINAZIONE DI PAESI TERZI O IN PROVENIENZA DAGLI STESSI

Trasporti a destinazione di paesi terzi

Articolo 38

1. Quando un trasporto inizia all'interno e termina all'esterno del territorio delle parti contraenti, si applicano gli articoli 35 e 36.
2. L'ufficio doganale competente per la stazione di frontiera attraverso cui il trasporto lascia il territorio delle parti contraenti assolve la funzione di ufficio di destinazione.
3. Nessuna formalità deve essere assolta negli uffici di partenza e di destinazione.

Trasporti in provenienza da paesi terzi

Articolo 39

1. Quando un trasporto inizia all'esterno e termina all'interno del territorio delle Parti contraenti, l'ufficio doganale competente per la stazione di frontiera attraverso la quale il trasporto entra nel territorio delle Parti contraenti assolve la funzione di ufficio di partenza.

Nessuna formalità deve essere assolta nell'ufficio di partenza.

2. L'ufficio doganale competente per la stazione di destinazione assolve la funzione di ufficio di destinazione. Tuttavia, quando le merci sono immesse in consumo o sono assoggettate ad un altro regime doganale in una stazione intermedia, l'ufficio doganale competente per questa stazione assolve la funzione di ufficio di destinazione.

Le formalità previste all'articolo 37 devono essere assolte nell'ufficio di destinazione.

**Trasporto in transito attraverso il territorio
delle Parti contraenti**

Articolo 40

1. Quando un trasporto inizia e termina all'esterno del territorio delle Parti contraenti, gli uffici doganali che assolvono la funzione di ufficio di partenza e di destinazione sono rispettivamente quelli di cui all'articolo 39, paragrafo 1 e all'articolo 38, paragrafo 2.

2. Nessuna formalità deve essere assolta negli uffici di partenza e di destinazione.

**Posizione doganale delle merci
in provenienza da paesi terzi o in transito**

Articolo 41

Le merci che formano oggetto di un trasporto di cui all'articolo 39, paragrafo 1 o all'articolo 40, paragrafo 1, sono considerate merci che circolano vincolate al regime T1 a meno che per dette merci non venga presentato un documento T2L rilasciato per giustificare il carattere comunitario delle merci.

DISPOSIZIONI RELATIVE AI COLLI ESPRESSI

Disposizioni applicabili

Articolo 42

Fatto salvo il disposto dell'articolo 43, le disposizioni degli articoli da 35 a 41 si applicano anche ai trasporti scortati dal bollettino di spedizione colli espressi internazionale.

**Posizione doganale delle merci; utilizzazione dei
diversi esemplari del documento TIE_x**

Articolo 43

Per i trasporti effettuati con il bollettino di spedizione colli espressi internazionale :

(a) le sigle di cui :

- all'articolo 35, paragrafo 2, sono da apporre sugli esemplari n. 2, 3 e 4 del bollettino di spedizione colli espressi internazionale;

- all'articolo 35, paragrafo 3, sono da apporre sull'esemplare n. 4 del bollettino di spedizione colli espressi internazionale;

- (b) gli esemplari n. 2 e n. 4 del bollettino di spedizione colli espressi internazionale sono consegnati, in applicazione dell'articolo 37, all'ufficio di destinazione il quale, restituisce immediatamente all'amministrazione ferroviaria l'esemplare n. 2, dopo averlo vistato e conserva l'esemplare n. 4.

DISPOSIZIONI REALTIVE AI TRASPORTI
MEDIANTE GRANDI CONTENITORI

Generalità

Articolo 44

Le formalità relative al regime T1 o T2 sono semplificate conformemente alle disposizioni degli articoli da 45 a 60 e dell'articolo 61, paragrafi 3 e 4, per i trasporti di merci che le amministrazioni ferroviarie effettuano mediante grandi contenitori, per il tramite d'impresе di trasporto, scorati da un bollettino di consegna del modello appositamente concepito per essere utilizzato come documento di transito e denominato, ai fini della presente Appendice "bollettino di consegna TR". Detti trasporti comportano, se del caso, l'inoltro di queste spedizioni, a cura delle imprese di trasporto, mediante mezzi di trasporto diversi dalla ferrovia, nel paese di provenienza fino alla stazione di partenza e nel paese di destinazione dalla stazione di destinazione, nonché il trasporto marittimo che potrebbe essere effettuato durante il percorso tra queste due stazioni.

Definizioni

Articolo 45

Ai fini dell'applicazione degli articoli da 44 a 60 e dell'articolo 61, paragrafi 3 e 4, s'intende :

1. per "impresa di trasporto", un'impresa che le amministrazioni ferroviarie hanno costituito in forma di società di cui esse sono le associate, per effettuare trasporti di merci mediante grandi contenitori, accompagnati da bollettini di consegna ;
2. per "grande contenitore", un mezzo di trasporto :
 - di carattere permanente;
 - appositamente concepito per facilitare il trasporto delle merci, senza rottura di carico, con uno o più mezzi di trasporto;

- concepito per essere assicurato e/o manipolato facilmente;
- preparato per poter essere suggellato con ogni garanzia, qualora l'applicazione dell'articolo 53 renda necessario il suo suggellamento;
- di dimensioni tali che la superficie delimitata dai quattro angoli inferiori esterni sia di almeno 7 m²;

3. per "bollettino di consegna TR", il documento che concreta il contratto con il quale l'impresa di trasporto provvede ad inoltrare dalla sede dello speditore a quella del destinatario uno o più grandi contenitori in traffico internazionale. Il bollettino di consegna TR è munito nell'angolo superiore destro di un numero d'ordine che ne permette l'identificazione. Detto numero è composto di sei cifre, separate in due gruppi uguali dalle lettere TR.

Il bollettino di consegna TR è composto dei seguenti esemplari, che si presentano, nell'ordine della loro numerazione, come segue :

- 1 - esemplare per la direzione generale dell'impresa di trasporto;
- 2 - esemplare per il rappresentante nazionale dell'impresa di trasporto nella stazione di destinazione;
- 3A - esemplare per la dogana;
- 3B - esemplare per il destinatario;
- 4 - esemplare per la direzione generale dell'impresa di trasporto;
- 5 - esemplare per il rappresentante nazionale dell'impresa di trasporto nella stazione di partenza;
- 6 - esemplare per lo speditore.

Ciascun esemplare del bollettino di consegna TR, eccetto l'esemplare n. 3A, ha un bordo sulla destra, di colore verde della larghezza di circa 4 centimetri.

4. per "distinta dei grandi contenitori", in seguito denominata "distinta", il documento allegato ad un bollettino di consegna TR di cui fa parte integrante, destinato a coprire la spedizione di parecchi grandi contenitori da una stessa stazione di partenza verso una stessa stazione di destinazione, dal momento che le formalità doganali dovranno essere effettuate in dette stazioni.

Il numero di distinte è indicato nella casella riservata alla designazione dei documenti allegati al "bollettino di consegna TR". Inoltre, il numero di serie del bollettino di consegna TR corrispondente deve essere indicato nell'angolo superiore destro di ciascuna distinta.

Valore giuridico del documento utilizzato

Articolo 46

Il bollettino di consegna TR utilizzato dall'impresa di trasporto equivale alla dichiarazione T1 o T2, secondo il caso.

Controllo delle scritture ; Informazioni da fornire

Articolo 47

1. Nei singoli paesi, l'impresa di trasporto - tramite il suo o i suoi rappresentanti - tiene a disposizione delle autorità doganali nel suo o nei suoi centri contabili o in quelli del(dei) suo(suoi) rappresentante(i) nazionale(i) le relative scritture per permettere eventuali controlli.
2. Su richiesta delle autorità doganali, l'impresa di trasporto o il suo o i suoi rappresentanti nazionali comunicano loro senza indugio tutti i documenti, scritture contabili e informazioni relative alle spedizioni effettuate o in corso, di cui dette autorità ritengono di dover essere informate.
3. L'impresa di trasporto o il suo (i suoi) rappresentante(i) nazionale(i) informano in particolare :
 - (a) gli uffici doganali di destinazione dei "bollettini di consegna TR" il cui esemplare n. 1 le sia pervenuto senza il visto doganale;
 - (b) gli uffici doganali di partenza dei "bollettini di consegna TR" il cui esemplare n. 1 non le sia stato restituito e nei confronti dei quali non le sia stato possibile determinare se la spedizione sia stata regolarmente presentata all'ufficio doganale di destinazione, oppure, in caso di applicazione dell'articolo 55, se la spedizione abbia lasciato il territorio delle Parti contraenti a destinazione di un paese terzo.

Obbligato principale

Articolo 48

1. Per i trasporti di cui all'articolo 44, accettati dall'impresa di trasporto in un paese, l'amministrazione ferroviaria di questo paese è l'obbligato principale.

2. Per i trasporti di cui all'articolo 44, accettati dall'impresa di trasporto in un paese terzo, l'amministrazione ferroviaria del paese attraverso il cui territorio il trasporto entra nel territorio delle Parti contraenti è l'obbligato principale.

**Formalità doganali nel corso di un trasporto
diverso da quello ferroviario**

Articolo 49

Se alcune formalità doganali debbono essere espletate durante il percorso effettuato per via diversa da quella ferroviaria fino alla stazione di partenza o dalla stazione di destinazione, il "bollettino di consegna TR" deve riferirsi soltanto ad un unico grande contenitore.

Etichette

Articolo 50

L'impresa di trasporto fa in modo che i trasporti effettuati in regime di transito comunitario siano caratterizzati da etichette munite di un pittogramma il cui modello figura nell'allegato VIII della presente Appendice. Le etichette sono apposte sul bollettino di consegna TR e sul(sui) grande(i) contenitore(i).

Modifica del contratto di trasporto

Articolo 51

Se un contratto di trasporto è modificato in modo che :

- un trasporto che avrebbe dovuto concludersi fuori dal territorio di una Parte contraente si conclude all'interno del territorio di detta Parte contraente
- un trasporto che avrebbe dovuto concludersi all'interno del territorio di una Parte contraente si conclude fuori dal territorio di detta Parte contraente

l'impresa di trasporto puo' procedere all'esecuzione del contratto modificato, soltanto previo accordo dell'ufficio di partenza.

In caso di modifica del contratto di trasporto in virtù della quale un trasporto si conclude all'interno del paese di partenza, l'esecuzione del contratto modificato è subordinata alle condizioni che verranno stabilite dall'amministrazione doganale di questo Paese.

In tutti gli altri casi, l'impresa di trasporto può procedere all'esecuzione del contratto modificato; essa informa immediatamente l'ufficio di partenza della modifica intervenuta.

CIRCOLAZIONE DELLE MERCI FRA PARTI CONTRAENTI

**Posizione doganale delle merci - Rilevazioni - Dispensa
della presentazione del bollettino di consegna
all'ufficio di partenza**

Articolo 52

1. Quando un trasporto inizia e termina all'interno del territorio di una Parte contraente, il bollettino di consegna TR è presentato all'ufficio di partenza.
2. Le merci il cui trasporto inizia all'interno del territorio della Comunità sono considerate come circolanti in regime T2. Tuttavia, se le merci devono circolare in regime T1, l'ufficio di partenza indica sugli esemplari n. 2, n. 3A e n. 3B del "bollettino di consegna TR" che le merci alle quali esso si riferisce circolano vincolate al regime T1; a tal fine esso appone in modo visibile nel riquadro riservato alla dogana degli esemplari n. 2, n. 3A e n. 3B del "bollettino di consegna TR" la sigla "T1". Non si appone nel documento la sigla "T2" nel caso di merci circolanti in regime T2.
3. Le merci il cui trasporto ha inizio all'interno di un paese EFTA sono considerate come circolanti in regime T1. Tuttavia, quando le merci debbano circolare in regime T2 a norma dell'articolo 2, paragrafo 3, lettera (b) della Convenzione, l'ufficio di partenza indica chiaramente sull'esemplare n. 3A del bollettino di consegna TR che le merci alle quali si riferisce circolano in regime T2; a tal fine esso appone nel riquadro riservato alla dogana dell'esemplare 3A del bollettino di consegna TR la sigla "T2", con il timbro dell'ufficio doganale di partenza e la firma del funzionario competente. Non si appone nel documento la sigla "T1" nel caso di merci circolanti in regime T1.
4. Quando, in un trasporto che inizia all'interno della Comunità, uno o parecchi grandi contenitori, accompagnati da un "bollettino di consegna TR", contengono merci circolanti in regime T1 e il o gli altri grandi contenitori contengono esclusivamente merci circolanti in regime T2, nella casella

riservata alla dogana degli esemplari n. 2, n. 3A e n. 3B del bollettino di consegna TR, in corrispondenza della sigla "T1" l'ufficio di partenza deve indicare un riferimento al o ai grandi contenitori contenenti le merci circolanti in regime T1.

5. Quando, in un trasporto che inizia all'interno di un paese EFTA, uno o parecchi grandi contenitori, accompagnati da un "bollettino di consegna TR", contengano merci circolanti in regime T1 ed il o gli altri grandi contenitori contengono esclusivamente merci circolanti in regime T2 ai sensi dell'articolo 2, paragrafo 3, lettera (b) della Convenzione, nel riquadro riservato alla dogana dell'esemplare n. 3A del bollettino di consegna TR, in corrispondenza della sigla "T2", l'ufficio di partenza deve indicare un riferimento al o ai grandi contenitori contenenti le merci circolanti in regime T2 a norma dell'articolo 2, paragrafo 3, lettera (b) ed apporre il timbro dell'ufficio di partenza e la firma del funzionario competente.

6. Qualora, nel caso di cui ai paragrafi 4 e 5 sia fatto uso delle distinte di grandi contenitori, devono essere compilate distinte separate per i contenitori che contengono le merci circolanti in regime T1 e per i contenitori che contengono esclusivamente le merci circolanti in regime T2. Ad ogni distinta deve essere attribuito un numero d'ordine che ne permetta l'identificazione.

Per i trasporti che iniziano all'interno della Comunità un riferimento al(ai) numero(i) di ordine della o delle distinte dei grandi contenitori che contengono merci circolanti in regime T1 deve essere apposto dall'ufficio di partenza nel riquadro riservato alla dogana degli esemplari n. 2, n. 3A e n. 3B del "bollettino di consegna TR" in corrispondenza della sigla "T1".

Per i trasporti che iniziano all'interno di un paese EFTA, un riferimento al(ai) numero(i) di ordine della o delle distinte dei grandi contenitori che contengono merci circolanti in regime T2 a norma dell'articolo 2, paragrafo 3, lettera (b) della Convenzione deve essere apposto dall'ufficio di partenza nel riquadro riservato alla dogana dell'esemplare 3A del "bollettino di consegna TR" in corrispondenza della sigla "T2", con timbro dell'ufficio di partenza e firma del funzionario competente.

7. Tutti gli esemplari del bollettino di consegna TR vengono restituiti all'interessato.

8. Ogni Stato membro della Comunità può decidere che le merci circolanti in regime T2 possono essere vincolate, alle condizioni da esso o dalla Comunità stabilite, al regime T2, senza che occorra presentare all'ufficio di partenza il bollettino di consegna TR relativo a tali merci.

Ogni paese EFTA puo' decidere che le merci circolanti in regime T1 possono essere vincolate al regime T1 senza che occorra presentare all'ufficio di partenza il bollettino di consegna TR.

9. Il bollettino di consegna TR deve essere presentato all'ufficio doganale, in appresso denominato "ufficio di destinazione", dove le merci formano oggetto di una dichiarazione per la loro immissione in consumo o vengono assegnate ad un altro regime doganale.

Misure d'identificazione

Articolo 53

L'identificazione delle merci avviene in conformità delle disposizioni dell'articolo 11 della Convenzione. Tuttavia, nei casi in cui conformemente alle disposizioni applicabili alle Parti contraenti il "bollettino di consegna TR" non venga presentato all'ufficio di partenza, la dogana non procede, in generale, al suggellamento dei grandi contenitori, tenuto conto delle misure d'identificazione applicate dalle amministrazioni ferroviarie. In caso di apposizioni di suggelli doganali, questi sono menzionati nella casella riservata alla dogana degli esemplari n. 3A e n. 3B del "bollettino di consegna TR".

Utilizzazione dei diversi esemplari del bollettino di consegna

Articolo 54

1. L'impresa di trasporto consegna all'ufficio doganale di destinazione gli esemplari n. 1, n. 2 e n. 3A del "bollettino di consegna TR".
2. L'ufficio di destinazione restituisce senza indugio all'impresa di trasporto gli esemplari n. 1 e n. 2, dopo averli vistati e conserva l'esemplare n. 3A.

TRASPORTO DI MERCI A DESTINAZIONE DI PAESI TERZI O IN PROVENIENZA DAGLI STESSI

Trasporti a destinazione di paesi terzi

Articolo 55

1. Quando un trasporto inizia all'interno del territorio delle Parti contraenti e deve concludersi all'esterno di detto territorio, si applicano le disposizioni degli articoli 52 e 53.
2. L'ufficio doganale competente per la stazione di frontiera attraverso la quale il trasporto lascia il territorio delle Parti contraenti assolve la funzione di ufficio di destinazione.

3. Nell'ufficio di destinazione non viene espletata alcuna formalità.

Trasporti in provenienza da paesi terzi

Articolo 56

1. Quando un trasporto inizia all'esterno del territorio delle Parti contraenti e deve concludersi all'interno di detto territorio, l'ufficio doganale competente per la stazione di frontiera attraverso la quale il trasporto entra nel territorio delle Parti contraenti assolve la funzione di ufficio di partenza. Nell'ufficio di partenza non viene espletata alcuna formalità.
2. L'ufficio doganale presso il quale le merci sono ripresentate assolve la funzione di ufficio di destinazione.

Le formalità di cui all'articolo 54 vanno espletate nell'ufficio di destinazione.

Trasporti in transito nel territorio delle Parti Contraenti

Articolo 57

1. Quando un trasporto inizia e deve concludersi all'esterno del territorio delle Parti contraenti, gli uffici doganali che assolvono la funzione di ufficio di partenza e di ufficio di destinazione sono quelli indicati rispettivamente nell'articolo 56, paragrafo 1 e nell'articolo 55, paragrafo 2.
2. Negli uffici di partenza e di destinazione non viene espletata alcuna formalità.

Posizione doganale delle merci in provenienza da paesi terzi o in transito

Articolo 58

Le merci che formano oggetto di un trasporto di cui all'articolo 56, paragrafo 1 o all'articolo 57, paragrafo 1, sono considerate merci circolanti in regime T1, a meno che per queste merci non venga presentato un documento T2L predisposto per comprovarne il carattere comunitario.

Disposizioni statistiche

Articolo 59

(Nella presente Appendice non figura l'articolo 59).

ALTRE DISPOSIZIONI

Disposizioni dell'Appendice I non applicabili

Articolo 60

Le disposizioni dei titoli II e III dell'Appendice I, rese caduche dall'applicazione del presente capitolo, in particolare gli articoli 12, paragrafi da 3 a 6, gli articoli 17 e 23, l'articolo 26, paragrafo 1 e l'articolo 41, non sono applicabili.

**Campo di applicazione della procedura normale
e delle misure di semplificazione**

Articolo 61

1. Le disposizioni degli articoli da 29 a 43 non escludono la possibilità di ricorrere alla procedura definita nell'Appendice I. In tal caso, sono comunque applicabili le disposizioni degli articoli 31 e 33.

2. In questo caso occorre apporre un chiaro riferimento al(ai) documento(i) di transito utilizzato(i) al momento della compilazione della lettera di vettura internazionale o del bollettino di spedizione colli espressi internazionale rispettivamente nella casella n° 32 o nella casella n° 20 di questi documenti. Tale riferimento deve comportare l'indicazione della specie, dell'ufficio di rilascio, della data e del numero del (dei) documento(i) utilizzato(i).

Inoltre, l'esemplare n. 2 della lettera di vettura internazionale o del bollettino di spedizione colli espressi internazionale deve recare il visto dell'amministrazione ferroviaria dalla quale dipende l'ultima stazione interessata dall'operazione di transito. Tale amministrazione vi appone il proprio visto dopo aver accertato che il trasporto delle merci è scortato dal(dai) documento(i) di transito al(ai) quale(i) è fatto riferimento.

Quando le operazioni di transito di cui al paragrafo 1 e al primo comma del presente paragrafo terminano in un paese dell'EFTA, tale paese puo' stipulare che l'esemplare n. 2 della lettera di vettura internazionale o del bollettino di spedizione colli espressi internazionali deve essere presentato all'ufficio doganale da cui dipende l'ultima stazione interessata dall'operazione di transito.

Tale ufficio appone il proprio visto sull'esemplare dopo aver accertato che il trasporto delle merci è scortato dal (dai) documento (i) di transito al (ai) quale (i) è fatto riferimento.

3. Le disposizioni degli articoli da 44 a 58 escludono la possibilità di utilizzare la procedura definita dall'Appendice I.

4. Quando un'operazione di transito comunitario è effettuata con un bollettino di consegna TR, secondo le disposizioni degli articoli da 44 a 58, la lettera di vettura internazionale utilizzata nel quadro di questa operazione è esclusa dal campo di applicazione degli articoli da 29 a 43, degli articoli 59 e 60 e dell'articolo 61, paragrafi 1 e 2. Nella casella n° 32 della lettera della vettura internazionale deve essere indicato, in modo visibile, un riferimento al bollettino di consegna TR. Detto riferimento deve comportare, tra l'altro, l'indicazione "bollettino di consegna", seguita dal numero di serie.

CAPITOLO II

SEMPLIFICAZIONE DELLE FORMALITA' DA ESPLETARE NEGLI UFFICI DI PARTENZA E DI DESTINAZIONE

Generalità

Articolo 62

Ogni paese puo' decidere la semplificazione delle formalità relative alle procedure di transito da espletare negli uffici di partenza e di destinazione situati sul suo territorio, conformemente alle disposizioni che seguono.

FORMALITA' NELL'UFFICIO DI PARTENZA

Speditore autorizzato

Articolo 63

Le autorità doganali di ogni Paese possono autorizzare qualsiasi persona che soddisfi le condizioni di cui all'articolo 64 e che intenda effettuare operazioni di transito, qui di seguito denominato "speditore autorizzato", a non presentare all'ufficio di partenza le merci e la relativa dichiarazione di transito comunitario.

Condizioni dell'autorizzazione

Articolo 64

1. L'autorizzazione di cui all'articolo 63 è concessa unicamente alle persone :

- (a) che effettuano frequenti spedizioni
- (b) le cui scritture consentano alle autorità doganali di controllare le operazioni, e
- (c) che, allorché le disposizioni relative al transito in regime T1 o T2 esigono una garanzia, forniscano una garanzia globale.

2. Le autorità doganali possono rifiutare l'autorizzazione alle persone che non offrono tutte le garanzie che esse reputano necessarie.

3. Le autorità doganali possono revocare l'autorizzazione, in particolare quando lo speditore autorizzato non soddisfa più le condizioni di cui al paragrafo 1 o non offre più le garanzie di cui al paragrafo 2.

Contenuto dell'autorizzazione

Articolo 65

Nell'autorizzazione che viene rilasciata dalle autorità doganali vengono stabiliti in particolare :

- (a) l'ufficio o gli uffici doganali competenti come ufficio(i) di partenza per le spedizioni da effettuare;
- (b) il termine e le modalità cui lo speditore autorizzato deve ottemperare per informare l'ufficio di partenza delle spedizioni da effettuare, onde eventualmente permettergli di controllare le merci prima della partenza;
- (c) il termine entro cui le merci debbono essere ripresentate all'ufficio di destinazione; e
- (d) le misure d'identificazione da adottare. A tal fine, le autorità doganali possono stabilire che i mezzi di trasporto o i colli siano muniti di suggelli doganali di modello speciale, ammessi dalle autorità doganali e apposti dallo speditore autorizzato.

Preautenticazione

Articolo 66

1. L'autorizzazione stabilisce che la casella riservata all'ufficio di partenza figurante sul recto dei formulari di dichiarazione T1 o T2 deve :

- (a) essere munita preventivamente del timbro dell'ufficio di partenza e della firma di un funzionario di detto ufficio,
- oppure
- (b) recare, apposto dallo speditore autorizzato, un timbro speciale in metallo ammesso dalle autorità doganali e conforme al modello figurante nell'allegato IX. L'impronta del timbro può essere prestampata sui formulari, quando la loro stampa è affidata ad una tipografia a tal fine autorizzata.

Lo speditore autorizzato è tenuto a completare tale riquadro, indicandovi la data di spedizione delle merci, ed a munire la dichiarazione di un numero, conformemente alle disposizioni all'uopo previste nell'autorizzazione.

2. Le autorità doganali possono prescrivere l'impiego di formulari che rechino un segno distintivo che ne permetta l'identificazione.

Formalità alla partenza delle merci

Articolo 67

1. Al più tardi al momento della spedizione delle merci, lo speditore autorizzato completa la dichiarazione T1 o T2, debitamente compilata, indicando sul recto degli esemplari n. 1, n. 4 e n. 5, nella casella "controllo dell'ufficio di partenza", il termine entro cui le merci devono essere ripresentate all'ufficio di destinazione, le misure di identificazione adottate, nonché una delle seguenti diciture :

- "Forenklet procedure",
- "Vereinfachtes Verfahren"
- „Απλουστευμένη διαδικασία"
- "Simplified procedure",
- "Procedimiento simplificado",
- "Procédure simplifiée",
- "Procedura semplificata",
- "Vereenvoudigde regeling",
- "Procedimento simplificado",
- "Yksinkertaistettu menettely",
- "Einföldun afgreidslu"
- "Forenklet prosedyre"
- "Förenklat förfarande"

2. L'esemplare n. 1 è inviato all'ufficio di partenza subito dopo la spedizione. Le autorità doganali possono stabilire, nell'autorizzazione, che l'esemplare n° 1 venga inviato all'ufficio di partenza

non appena redatta la dichiarazione T1 o T2. Gli altri esemplari accompagnano le merci in conformità delle disposizioni stabilite nell'Appendice I.

3. Qualora le autorità doganali dello Stato membro di partenza procedano al controllo di una spedizione in partenza, esse appongono il loro visto nel riquadro "controllo dell'ufficio di partenza" figurante sul recto degli esemplari n. 1, n. 4 e n. 5 della dichiarazione di transito comunitario".

Obbligato principale

Articolo 68

La dichiarazione T1 o T2, debitamente compilata e completata con le indicazioni di cui all'articolo 67, paragrafo 1, vale documento T1 o T2, secondo il caso, e lo speditore autorizzato che ha firmato la dichiarazione è l'obbligato principale.

Dispensa dalla firma

Articolo 69

1. Le autorità doganali possono autorizzare lo speditore autorizzato a non porre la firma sulle dichiarazioni T1 o T2 munite del timbro speciale di cui all'allegato IX della presente Appendice, compilate con un sistema integrato per il trattamento elettronico o automatico dei dati. Tale autorizzazione è concessa sempre che lo speditore autorizzato abbia preventivamente fornito alle suddette autorità un impegno scritto in cui si riconosce come principale obbligato di tutte le operazioni T1 o T2 effettuate con la scorta di documenti T1 o T2 muniti del timbro speciale.

2. I documenti T1 o T2 compilati conformemente a quanto previsto al paragrafo 1 devono recare, nel riquadro riservato alla firma dell'obbligato principale, una delle seguenti diciture :

- "Fritaget for underskrift"
- "Freistellung von der Unterschriftsleistung"
- „Δεν απαιτείται υπογραφή"
- "Signature waived"
- "Dispensa de firma"
- "Dispense de signature"
- "Dispensa dalla firma"
- "Van ondertekening vrijgesteld"
- "Dispensada a assinatura"
- "Vapautettu allekirjoituksesta"
- "Fratekid fyrir undirskrift"
- "Fritatt for underskrift"
- "Befriad fran underskrift"

Responsabilità dello spedite autorizzatoArticolo 70

1. Lo spedite autorizzato è tenuto :
 - (a) a rispettare le condizioni previste nel presente capitolo e nell'autorizzazione; e
 - (b) a prendere tutte le misure necessarie per assicurare la custodia del timbro speciale o dei formulari che recano l'impronta del timbro dell'ufficio di partenza o del timbro speciale.
2. In caso di utilizzazione abusiva da parte di qualsiasi persona di formulari preventivamente muniti del timbro dell'ufficio doganale competente o recanti il timbro speciale, lo spedite autorizzato risponde, fatte salve azioni penali, del pagamento dei dazi e di altri diritti e tributi divenuti esigibili in un determinato paese e relativi alle merci trasportate con la scorta di questi formulari, a meno che egli non dimostri alle autorità doganali che l'hanno autorizzato di aver preso le misure di cui al paragrafo 1, lettera b).

FORMALITA' NELL'UFFICIO DI DESTINAZIONE**Destinatario autorizzato**Articolo 71

1. Le autorità doganali di ciascun paese possono consentire che le merci trasportate vincolate ad una procedura T1 o T2 non siano presentate all'ufficio di destinazione quando esse sono destinate ad una persona che soddisfi le condizioni di cui all'articolo 72, qui di seguito denominata "destinatario autorizzato", preventivamente autorizzata dalle autorità doganali del paese da cui dipende l'ufficio di destinazione.
2. In tal caso, l'obbligato principale ha adempiuto agli obblighi che gli incombono, a norma delle disposizioni dell'articolo 13, lettera a), dell'Appendice I, dal momento che gli esemplari del documento T1 o T2 che hanno scortato la spedizione e le merci intatte sono stati consegnati al destinatario autorizzato, nei suoi locali o nei luoghi precisati nell'autorizzazione, entro il termine prescritto e rispettando debitamente le misure d'identificazione.
3. Per ogni spedizione consegnata nelle condizioni di cui al paragrafo 2, il destinatario autorizzato rilascia, su richiesta del trasportatore, una ricevuta nella quale dichiara che il documento e le merci sono stati consegnati.

Condizioni dell'autorizzazione

Articolo 72

1. L'autorizzazione di cui all'articolo 71 è accordata unicamente alle persone
 - (a) che ricevono frequenti spedizioni soggette ad un controllo doganale,
 - e
 - (b) le cui scritture consentono alle autorità doganali di controllare le operazioni.
2. Le autorità doganali possono rifiutare l'autorizzazione alle persone che non offrono tutte le garanzie che esse reputano utili.
3. Le autorizzazioni possono essere revocate, in particolare quando il destinatario autorizzato non soddisfa più le condizioni di cui al paragrafo 1 o non offre più le garanzie di cui al paragrafo 2.
4. Il destinatario autorizzato deve rispettare le condizioni previste nel presente capitolo e nell'autorizzazione.

Contenuto dell'autorizzazione

Articolo 73

1. Nell'autorizzazione che viene rilasciata dalle autorità doganali vengono stabiliti in particolare :
 - (a) l'ufficio o gli uffici doganali competenti come uffici di destinazione per le spedizioni che il destinatario autorizzato riceve; e
 - (b) il termine e le modalità cui il destinatario autorizzato deve ottemperare per informare l'ufficio di destinazione dell'arrivo delle merci, onde eventualmente permettergli di procedere al loro controllo.
2. Fatte salve le disposizioni dell'articolo 76, le autorità doganali stabiliscono nell'autorizzazione se il destinatario autorizzato può disporre della merce arrivata senza alcuno intervento dell'ufficio di destinazione.

Obblighi del destinatario autorizzatoArticolo 74

1. Per le spedizioni che arrivano nei suoi locali o nei luoghi precisati nell'autorizzazione, il destinatario autorizzato deve :

- (a) informare immediatamente l'ufficio di destinazione, secondo le modalità previste nell'autorizzazione, in merito ad eventuali eccedenze, deficienze, sostituzioni o altre irregolarità, quali la manomissione dei suggelli; e
- (b) inviare immediatamente all'ufficio di destinazione gli esemplari del documento T1 o T2 che hanno scortato la spedizione, segnalando la data di arrivo della stessa, nonché lo stato dei suggelli apposti.

2. L'ufficio di destinazione appone su questi esemplari del documento T1 o T2 le prescritte annotazioni.

ALTRE DISPOSIZIONI**Controlli**Articolo 75

Le autorità doganali possono effettuare presso gli speditori autorizzati e i destinatari autorizzati ogni controllo ritenuto utile. Detti speditori e destinatari sono tenuti a prestare la loro assistenza a tal fine nonché a fornire le informazioni necessarie.

Esclusione di talune merciArticolo 76

Le autorità doganali del Paese di partenza o di destinazione possono escludere dalle agevolazioni di cui agli articoli da 63 a 71 talune categorie di merci.

Caso particolare delle spedizioni per ferroviaArticolo 77

1. (Questo articolo non contiene il paragrafo 1)
2. Quando le merci trasportate in applicazione delle disposizioni degli articoli da 29 a 61 sono destinate ad un destinatario autorizzato, le autorità doganali possono prevedere che, in deroga all'articolo 71,

paragrafo 2, e all'articolo 74, paragrafo 1, lettera b), gli esemplari n° 2 e n° 3 della lettera di vettura internazionale, gli esemplari n° 2 e n° 4 del bollettino di spedizione colli espressi internazionale o gli esemplari n° 1, n° 2 e n° 3A del "bollettino di consegna TR", siano consegnati direttamente all'ufficio di destinazione dall'amministrazione delle ferrovie o dall'impresa di trasporto.

CAPITOLO III

Articoli da 78 a 81

(Nella presente Appendice non figurano gli articoli da 78 a 81)

TITOLO V

DISPOSIZIONI RELATIVE AL DOCUMENTO CHE SERVE A COMPROVARE
IL CARATTERE COMUNITARIO DELLE MERCI CHE NON CIRCOLANO
VINCOLATE AL REGIME T2 (DOCUMENTO T2L)

CAPITOLO I

RILASCIO E UTILIZZAZIONE DEL DOCUMENTO

Formulari - Campo di applicazione

Articolo 82

1. Il documento T2L è redatto sui formulari di cui all'articolo 1, paragrafo 7 della presente Appendice.
2. Tali formulari vanno compilati in conformità della nota esplicativa di cui all'allegato VIII dell'Appendice III.
3. Il documento T2L è rilasciato per merci aventi carattere comunitario, ma non circolanti in regime T2, escluse :
 - (a) le merci destinate all'esportazione all'esterno del territorio delle Parti contraenti; o
 - (b) le merci in imballaggi non aventi carattere comunitario; o
 - (c) le merci circolanti nel regime di trasporto internazionale di merci scortate da carnet TIR, a meno che :
 - le merci destinate ad essere scaricate nel territorio di una Parte contraente siano trasportate unitamente a merci destinate ad essere scaricate in un paese terzo; o

- le merci siano trasportate dal territorio di una Parte contraente al territorio di un'altra Parte contraente passando per un paese terzo.

4. Il documento T2L può inoltre essere rilasciato per :

- spedizioni a mezzo posta (compresi i pacchi postali) effettuate da un ufficio postale situato nel territorio di una Parte contraente ad un ufficio postale situato nel territorio di un'altra Parte contraente;
- merci che a norma dell'articolo 49 dell'Appendice I non vengono trasportate in regime T2.

Condizioni del trasporto diretto

Articolo 83

Il documento T2L può essere utilizzato per giustificare il carattere comunitario delle merci cui si riferisce soltanto quando tali merci sono trasportate direttamente da uno Stato ad un altro.

Sono considerate trasportate direttamente da un paese ad un altro :

- (a) le merci il cui trasporto si effettua senza che venga attraversato il territorio di un paese terzo;
- (b) le merci il cui trasporto si effettua con attraversamento del territorio di uno o più paesi terzi, a patto che l'attraversamento di tali paesi avvenga con la scorta di un documento di trasporto unico, emesso in una Parte contraente.

Condizioni per il rilascio; rilascio a posteriori

Articolo 84

1. Fatta salva l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 92, il documento T2L è redatto in un unico esemplare.

2. Il documento T2L e, se del caso, il o i documenti T2L bis sono visti dalle autorità doganali del paese di partenza su richiesta dell'interessato nella casella C ("ufficio di partenza"). Essi vengono consegnati all'interessato non appena sono state espletate le formalità doganali per la spedizione delle merci verso il paese di destinazione.

3. Per valide ragioni l'interessato può ricevere dalle competenti autorità del paese di partenza un documento T2L rilasciato a posteriori : in questo caso il documento reca in rosso, una delle seguenti diciture :

- "Udstedt efterfølgende"
- "Nachträglich ausgestellt"
- „Εκδοθέν εκ των υστέρων“
- "Issued retroactively"
- "Expedido a posteriori"
- "Délivré a posteriori"
- "Rilasciato a posteriori"
- "Achteraaf afgegeven"
- "Emitido a posteriori"
- "Annettu jälkikäteen"
- "Utgefid eftirá"
- "Utstedt i etterhånd"
- "Utfärdat i efterhand"

Utilizzazione delle distinte di carico

Articolo 85

1. Quando un documento T2L deve essere compilato per una spedizione comportante più di una specie di merci, le indicazioni relative a queste ultime possono, in conformità dell'articolo 5, paragrafo 2, essere fornite su una o più distinte di carico invece di essere annotate nelle caselle n° 31 "Colli e designazione delle merci", n° 32 "Articolo n° ..", n° 33 "Codice delle merci", n° 35 "Massa lorda (kg)", n° 38 "Massa netta (kg)" e, se del caso, n° 44 "Menzioni speciali, Documenti presentati, Certificati ed autorizzazioni" del formulario utilizzato per la compilazione del documento T2L.

Quando ci si avvalga di distinte di carico, le relative caselle del formulario utilizzato per la compilazione del documento T2L vanno sbarrate.

2. Nella parte superiore del riquadro di cui all'articolo 6, lettera (b), viene apposta la sigla "T2L", mentre in quella inferiore viene apposto il visto dell'ufficio doganale.

La colonna "Paese di spedizione/esportazione" figurante nella distinta di carico non va compilata.

3. La distinta di carico è presentata in un numero di esemplari pari a quello del documento T2L a cui si riferisce ed è firmata da chi firma detto documento T2L.

4. Quando ad un documento T2L sono allegate più distinte di carico, queste devono recare un numero d'ordine apposto dall'interessato; il numero delle distinte di carico allegate viene indicato nel riquadro "Distinte di carico" del formulario utilizzato per la compilazione del documento T2L.

Presentazione a destinazione del documento T2LArticolo 86

1. Il documento T2L deve essere presentato all'ufficio doganale nel quale le merci formano oggetto di una dichiarazione al fine di vincolarle ad un regime doganale diverso da quello in cui sono arrivate.

2. Quando le merci sono state trasportate via mare, per aereo o a mezzo di condutture, il documento T2L è presentato all'ufficio doganale dove viene loro assegnato un regime doganale.

Controllo del documento T2L

Articolo 87

Gli Stati membri si prestano mutua assistenza al fine di controllare l'autenticità dei documenti T2L e l'esattezza delle indicazioni in essi apposte.

Compilazione del documento T2L in tre copie

Articolo 88

(Nella presente Appendice non figura l'articolo 88).

CAPITOLO IIPROCEDURA SEMPLIFICATA PER IL RILASCIO
DEL DOCUMENTO T2L**Speditori autorizzati**Articolo 89

Le autorità doganali di ciascun Paese possono autorizzare qualsiasi persona che soddisfi le condizioni previste all'articolo 90 e che intenda spedire delle merci con un documento T2L, qui di seguito denominata "speditore autorizzato", ad utilizzare questo documento senza che siano osservate le disposizioni dell'articolo 84, paragrafo 2.

Condizioni dell'autorizzazione

Articolo 90

1. L'autorizzazione di cui all'articolo 89 è concessa unicamente alle persone :
 - (a) che effettuano frequenti spedizioni;
 - (b) le cui scritture consentono alle autorità doganali di controllare le operazioni.
2. Le autorità doganali possono rifiutare l'autorizzazione alle persone che non offrono tutte le garanzie che esse reputano necessarie.
3. Esse possono revocare l'autorizzazione, in particolare quando lo speditore autorizzato non soddisfa più le condizioni di cui al paragrafo 1 e non offre più le garanzie di cui al paragrafo 2.

Contenuto dell'autorizzazione

Articolo 91

1. Nell'autorizzazione rilasciata dalle autorità doganali vengono stabiliti, in particolare :
 - (a) l'ufficio doganale incaricato della preautenticazione, a norma dell'articolo 92, paragrafo 1, lettera (a), dei formulari utilizzati per compilare i documenti T2L, e
 - (b) le condizioni nelle quali lo speditore autorizzato deve giustificare l'utilizzazione dei predetti formulari.
2. Le autorità doganali fissano il termine e le condizioni a cui lo speditore autorizzato deve ottemperare per informare l'ufficio competente onde permettergli di procedere eventualmente ad un controllo delle merci prima della loro partenza.

Preautenticazione e formalità alla partenza

Articolo 92

1. L'autorizzazione stabilisce che la casella C ("Ufficio di partenza") figurante sul recto dei formulari utilizzati per compilare il documento T2L e, se del caso, il o i documenti T2L bis, deve :
 - (a) essere preventivamente munita del timbro dell'ufficio doganale di cui all'articolo 91, paragrafo 1, lettera (a), e della firma di un funzionario di detto ufficio,

oppure

- (b) recare, apposta dallo speditore autorizzato, il timbro speciale di metallo ammesso dalle autorità doganali e conforme al modello figurante nell'allegato IX della presente Appendice. L'impronta del timbro può essere prestampata sui formulari quando la stampa degli stessi è affidata ad una tipografia espressamente autorizzata.

2. Lo speditore autorizzato è tenuto a compilare il formulario ed a firmarlo al più tardi al momento della spedizione delle merci. Inoltre, egli deve indicare nel riquadro riservato al visto dell'ufficio di partenza, il nome dell'ufficio doganale competente, la data di compilazione del documento, i riferimenti al documento di spedizione richiesti dallo Stato membro di partenza, nonché una delle seguenti diciture :

- "Forenklet procedure"
- "Vereinfachtes Verfahren"
- „Απλουστευμένη διαδικασία“
- "Simplified procedure"
- "Procedimiento simplificado"
- "Procédure simplifié"
- "Procedura semplificata"
- "Vereenvoudigde regeling"
- "Procedimento simplificado"
- "Yksinkertaistettu menettely"
- "Einföldun afgreidslu"
- "Forenklet prosedyre"
- "Förenklat förfarande"

3. Il formulario debitamente compilato e completato con le indicazioni di cui al paragrafo 2 e firmato dallo speditore autorizzato vale quale documento comprovante il carattere comunitario delle merci.

Obbligo di predisporre una copia

Articolo 93

Lo speditore autorizzato è tenuto a predisporre una copia di ciascun documento T2L rilasciato in virtù del presente capitolo. Le autorità doganali determinano le modalità secondo cui detta copia è presentata ai fini di controllo e conservata per almeno due anni.

Controlli presso lo speditore autorizzato**Articolo 94**

Le autorità doganali possono effettuare presso gli speditori autorizzati ogni controllo ritenuto utile. Gli speditori autorizzati sono tenuti a prestare la loro assistenza a tal fine ed a fornire le informazioni necessarie.

Responsabilità dello speditore autorizzato**Articolo 95**

1. Lo speditore autorizzato è tenuto :

- (a) a rispettare le condizioni previste nel presente capitolo e nell'autorizzazione; e
- (b) a prendere tutte le misure necessarie per assicurare la custodia del timbro speciale o dei formulari che recano la impronta del timbro dell'ufficio di autenticazione previsto all'articolo 91, paragrafo 1, lettera (a), o del timbro speciale.

2. In caso di utilizzazione abusiva da parte di qualsiasi persona di formulari necessari per compilare i documenti T2L, preventivamente muniti del timbro dell'ufficio doganale di cui all'articolo 91, paragrafo 1, lettera (a), o recanti il timbro speciale, lo speditore autorizzato risponde, fatte salve azioni penali, del pagamento dei dazi e degli altri diritti e tributi che non siano stati pagati in un determinato paese in seguito a tale utilizzazione abusiva, a meno che egli non dimostri alle autorità doganali che l'hanno autorizzato di aver preso le misure di cui al paragrafo 1, lettera (b).

Esclusione di talune merci**Articolo 96**

Le autorità doganali del Paese di esportazione possono escludere dalle agevolazioni previste nel presente capitolo alcune categorie di merci oppure determinati traffici

ALLEGATO II

GRÆNSEOVERGANGSATTEST GRENZÜBERGANGSSCHEIN ΔΕΑΤΙΟ ΔΙΕΛΕΥΣΕΩΣ TRANSIT ADVICE NOTE		REGIME COMUNE DI TRANSITO / TRANSITO COMUNITARIO	AVISO DE PASO AVIS DE PASSAGE AVVISO DI PASSAGGIO KENNISGEVING VAN DOORGANG AVISO DE PASSAGEM
Identificazione del mezzo di trasporto: _____			
DOCUMENTO DI TRANSITO		UFFICIO DI PASSAGGIO PREVISTO (E PAESE):	
Natura (T1, T2, T2 ES ou T2 PT) e numero	Ufficio di partenza	<div style="border: 1px dashed black; padding: 5px;"> <p style="text-align: center;">SPAZIO RISERVATO ALL'UFFICIO DOGANALE</p> <p>Data del passaggio:</p> <p style="text-align: center;">_____</p> <p style="text-align: center;">_____</p> <p style="text-align: center;">_____</p> <p style="text-align: center;">Penna</p> <div style="border: 1px dashed black; width: 50px; height: 30px; margin: 0 auto; text-align: center; font-size: 8px;"> Timbro della dogana. </div> </div>	

* Inserire le espressioni in finlandese, islandese, norvegese e svedese

ALLEGATO III

REGIME COMUNE DI TRANSITO / TRANSITO COMUNITARIO

ANKOMSTBEVIS
EINGANGSBESCHEINIGUNG
ΑΠΟΔΕΙΞΗ ΠΑΡΑΛΑΒΗΣ
RECEIPT

RECIBO
RÉCÉPISSÉ
RICEVUTA
ONTVANGSTBEWIJS

L'ufficio doganale di
certifica che il documento T1, T2, T2 ES, T2 PT (1)
l'esemplare di controllo T n. 5 (1)
registrato il con il n.
dell'ufficio di
gli è stato consegnato e che nessuna irregolarità è stata rilevata, fino a questo momento, in merito
alla spedizione alla quale il documento si riferisce.

Timbro
dell'
ufficio

A, il 19

Firma

(1) Cancellare le diciture che non interessano.

* Inserire le espressioni in finlandese, islandese, norvegese e svedese.

ALLEGATO V

(Recto)

REGIME COMUNE DI TRANSITO / TRANSITO COMUNITARIO

A 000 000

CERTIFICATO DI GARANZIA FORFETTARIA

Rilasciato da:

(Cognome e ragione sociale e indirizzo)

(Impegno del garante accertato il

dall'ufficio di garanzia di

Il presente certificato è valido sino alla concorrenza di 7000 ECU per un'operazione

T1 o T2 che inizi, al più tardi il

e nei confronti della quale agisce come obbligato principale

(Cognome e ragione sociale e indirizzo)

Firma dell'obbligato principale (*)

Firma e numero di CHI rilasciato dal certificato

(*) Firma facoltativa.

(Verso)

Spazio riservato all'ufficio di partenza

Operazione di transito scortata dal documento T 1/T 2/2 ES/T2 PT
 registrato il con il n. dall'ufficio
 di

Timbro

Firma

ALLEGATO VI

(Nella presente Appendice non figura l'allegato VI)

ALLEGATO VIIELENCO DELLE MERCI IL CUI TRASPORTO PUO' DAR LUOGO AD UN
AUMENTO DELLA GARANZIA FORFETTARIA

N. di voce del sistema armonizzato	Designazione delle merci	Quantità corrispondente all'importo forfettario di 7 000 ECU
02.01	Carni della specie bovina, fresche o refrigerate	3 000 kg
02.02	Carni della specie bovina, congelate	3 000 kg
ex 02.10	Carni della specie bovina, salate, in salamoia, secche o affumicate	3 000 kg
04.02	Latte e crema di latte, concentrati o con aggiunta di zuccheri o di altri dolcificanti	5 000 kg
04.05	Burro e altre materie grasse del latte	3 000 kg
04.06	Formaggi e latticini	3 500 kg
ex 09.01	Caffè, non torrefatto, anche decaffeinizzato	3 000 kg
ex 09.01	Caffè torrefatto, anche decaffeinizzato	2 000 kg
09.02	Tè	3 000 kg
ex 16.01	Salsicce, salami e simili, di carni, di frattaglie o di sangue, della specie suina domestica	4 000 kg
ex 16.02	Altre preparazioni e conserve di carni, di frattaglie, della specie suina domestica	4 000 kg
ex 16.02	Altre preparazioni e conserve di carni, di frattaglie, della specie bovina	3 000 kg

N. di voce del sistema armonizzato	Designazione delle merci	Quantità corrispondente all'importo forfettario di 7 000 ECU
ex 21.01	Estratti, essenze e concentrati, di caffè	1 000 kg
ex 21.01	Estratti, essenze e concentrati, di tè	1 000 kg
ex 21.06	Preparazioni alimentari, non nominate nè comprese altrove, aventi un tenore, in peso, di materie grasse provenienti dal latte uguale o superiore a 18%	3 000 kg
22.04	Vini di uve fresche, compresi i vini arricchiti d'alcole; diversi da quelli della voce n. 20.09	15 hl
22.05	Vermut ed altri vini di uve fresche aromatizzati con parti di piante o sostanze aromatiche	3 hl
ex 22.07	Alcole etilico non denaturato con titolo alcolometrico eguale o superiore a 80% vol	3 hl
ex 22.08	Alcole etilico non denaturato con titolo alcolometrico inferiore a 80% vol	3 hl
ex 22.08	Acquaviti, liquori ed altre bevande alcoliche	5 hl
ex 24.02	Sigarette	70 000 pezzi
ex 24.02	Sigaretti	60 000 pezzi
ex 24.02	Sigari	25 000 pezzi
ex 24.03	Tabacco da fumo	100 kg
ex 27.10	Oli di petrolio leggeri e medi e oli da gas	200 hl
33.03	Profumi e acque da toletta	5 hl

ALLEGATO VIII

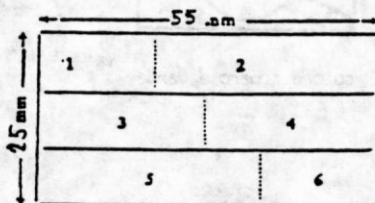
ETICHETTA (articoli 33 e 50)



colore : nero e verde

ALLEGATO IX

TIMBRO SPECIALE



1. Stemma del Paese
2. Ufficio doganale
3. Numero del documento
4. Data
5. Speditore autorizzato
6. Autorizzazione

APPENDICE IIIArticolo 1

1. I formulari su cui sono redatte le dichiarazioni T1 o T2 sono conformi agli allegati da I a IV della presente Appendice.
2. I dati annotati sui formulari devono risultare a ricalco :
 - (a) per gli allegati I e III, sugli esemplari di cui all'allegato V;
 - (b) per gli allegati II e IV, sugli esemplari di cui all'allegato VI.
3. I formulari sono compilati ed utilizzati :
 - (a) come dichiarazioni T1 o T2, in conformità della nota esplicativa di cui all'allegato VII;
 - (b) come documenti T2L, in conformità della nota esplicativa di cui all'allegato VIII.

In entrambi i casi ci si dovrebbe servire ove necessario, delle note di cui all'allegato IX.

Articolo 2

1. I formulari sono stampati su carta collata per scrittura, a ricalco, del peso di almeno 40 grammi al metro quadro. L'opacità di questa carta deve essere tale che le indicazioni che figurano su una delle facciate non pregiudichino la leggibilità delle indicazioni sull'altra facciata e la sua resistenza non deve normalmente consentire lacerazioni e sgualcature. La carta è di colore bianco per tutti gli esemplari. Tuttavia, sugli esemplari per il transito (1, 4, 5 e 7), le caselle nn. 1 (eccettuata la suddivisione centrale), 2, 3, 4, 5, 6, 8, 15, 17, 18, 19, 21, 25, 27, 31, 32, 33 (prima suddivisione a sinistra), 35, 38, 40, 44, 50, 51, 52, 53, 55 e 56 hanno lo sfondo verde. I caratteri dei formulari sono stampati in verde.
2. Il formato dei formulari è di 210 per 297 millimetri, con una tolleranza massima di 5 millimetri in meno e di 8 millimetri in più nel senso della lunghezza.
3. Le Parti contraenti possono esigere che i formulari rechino anche il nome e l'indirizzo del tipografo o un marchio che ne permetta l'identificazione.

4. Nell'angolo a sinistra della parte superiore, le Parti contraenti possono imprimere un'indicazione che permetta d'identificare la Parte contraente interessata. Esse possono inoltre imprimere le parole "TRANSITO COMUNE" invece delle parole "TRANSITO COMUNITARIO". I documenti che recino una di tali indicazioni o entrambe sono accettati quando sono presentati in un'altra Parte contraente.

Articolo 3

1. Quando le formalità sono espletate mediante sistemi informatizzati pubblici o privati, le autorità competenti autorizzano gli interessati che ne facciano richiesta a sostituire la firma manoscritta con un procedimento tecnico di identificazione che, ove occorra, può fondarsi sull'uso di codici e ha le stesse conseguenze giuridiche della firma manoscritta. Tale agevolazione è concessa solo qualora siano soddisfatte le condizioni tecniche e amministrative fissate dalle autorità competenti.

2. Qualora per l'espletamento delle formalità ci si avvalga di sistemi informatizzati pubblici o privati che permettano anche la stampa automatica delle dichiarazioni, le autorità competenti possono disporre che le dichiarazioni stesse siano direttamente autenticate da tali sistemi, anziché procedere all'apposizione manuale o meccanica del timbro dell'ufficio doganale e della firma del funzionario competente.

ALLEGATO I

Modulo-tipo per la dichiarazione T1 o T2

Nota :

Lo spazio sotto le caselle n° 15 e n° 17 della copia 5 puo' recare una traduzione delle parole "Ritornare a" in finnico, islandese, norvegese e svedese.

A UFFICIO DI SPEDIZIONE / ESPORTAZIONE

1		2 Scatole / Esportazione		N		1 DICHIARAZIONE		
		3 Formulan		4 Dati di carico				
Esempio per la statistica - Paese di spedizione / esportazione	5 Articol		6 Totale dei colli		7 Numero di imbarco			
	8 Destinazione		N		9 Responsabile incaricato		N	
	14 Dichiarante Rappresentante		N		10 Paese primo destino		11 Paese di non sanzione	13 P.A.C.
	15 Paese di spedizione / esportazione		16 C.P. paesi / esport.		17 Code P. destino			
	18 Paese d'origine		19 Paese di destinazione		20 Condizioni di consegna			
	21 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto alla partenza		19 Cir		22 Moneta ed importo totale fatturato		23 Tasso di cambio	24 Natura della transazione
	25 Modo di trasporto alla frontiera		26 Modo di trasporto interno		27 Luogo di carico		28 Dati finanziari e bancari	
	29 Ufficio d'uscita		30 Localizzazione delle merci		31 Marche e numeri		N contenitori: Quantità e natura	
	32 Altre		N		33 Codice delle merci		34 Cod. P. d'origine	
	35 Messa lorda (kg)		37 R E G I M E		38 Messa netta (kg)		39 Controgruppo	
40 Dichiarazione sommaria Documento precedente		41 Unità supplementari		Codice TIC		46 Valore statistico		
44 Menzioni speciali al Documento presentati. Caricare ed autorizzazioni		47 Categorie di immissione		48 Dilaizione di pagamento		49 Identificazione del deposito		
50 Obbligato principale		N		Firma		C UFFICIO DI PARTENZA		
51 Ufficio di passaggio previsto (e paesi)		rappresentato da		Luogo e data				
52 Garanzia non valida per		Codice		53 Ufficio di destinazione (e paese)				
B CONTROLLO DELL'UFFICIO DI PARTENZA		Timbro		54 Luogo e data		Firma e nome del dichiarante / rappresentante		
Risultato		Suggeriti apposti		Numero		marche		
Termine limite (data)		Firma						

A UFFICIO DI SPEDIZIONE/ESPORTAZIONE

Esemplare per la statistica - Paese di spedizione/esportazione	2 Speditore/Esportatore N		1 DICHIARAZIONE			
			3 Formulaz.	4 Dat. di carico		
			5 Articoli	6 Totale dei colli	7 Numero di imballaggio	
	8 Destinataro N		9 Responsabile finanziario N			
			10 Paese prima destinaz.	11 Paese di transazione	13 P.A.C.	
	14 Dichiarante/Rappresentante N		15 Paese di spedizione/esportazione		15 C.P. sped./esport.	17 Code P. destinaz.
			16 Paese d'origine		17 Paese di destinazione	
	18 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto alla partenza		19 Ctr.	20 Condizioni di consegna		
	21 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto attivo che attraversa la frontiera		22 Moneta ed importo totale fatturato		23 Tasso di cambio	24 Natura della transazione
	25 Modo di trasporto alla frontiera		26 Modo di trasporto interno	27 Luogo di carico		28 Dati finanziari e bancari
2	29 Ufficio di uscita		30 Localizzazione delle merci			
31 Colli e designazione delle merci	Marchi e numeri N contenitori				32 Art. N	33 Codice delle merci
					34 Cod. P. d'origine	35 Massa lorda (kg)
					37 R.E.C.I.M.E.	38 Massa netta (kg)
					40 Dichiarazione sommaria Documento precedente	
					41 Unità supplementari	
44 Menzioni speciali/Documenti presentati/Certificati ed autorizzazioni						46 Valore statistico
						48 Divisione di pagamento
47 Calcolo delle imposizioni	Type	Base imponibile	Aliquota	Importo	MP	49 Identificazione del deposito
						B DATI CONTABILI
	Totale					
50 Obbligato principale N		Firma		C UFFICIO DI PARTENZA		
51 Ufficio di passaggio previsto (e paesi)	rappresentato da					
	Luogo e data					
52 Garanzia non valida per				Codice	53 Ufficio di destinazione (e paese)	
B CONTROLLO DELL'UFFICIO DI PARTENZA		Timbro		54 Luogo e data		
Risultato				Firma e nome del dichiarante/rappresentante		
Suggeriti apposti Numero						
marche						
Termine limite (data)						
Firma						

A UFFICIO DI SPEDIZIONE /ESPORTAZIONE

Esemplare per l'ufficio di destinazione	4	2 Speditore/Esportatore N	1 DICHIARAZIONE		
			3 Formulati	4 Dist. di carico	
			5 Articoli	6 Totale dei colli	
		8 Destinataro N	NOTE IMPORTANTI Quando è presente esemplare è utilizzato esclusivamente per giustificare il CARRATTERE COMUNITARIO DELLE MERCI CHE NON CIRCOLANO IN REGIME DI TRANSITO COMUNITARIO. Sono richiesti a tal fine soltanto i dati che figurano nelle caselle 1, 2, 3, 4, 5, 14, 31, 32, 35, 54, e se del caso, 4, 33, 38, 40 e 44.		
		14 Dichiarante/Rappresentante N			
	15 Paese di spedizione/esportazione				
	10 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto alla partenza	19 Cir	17 Paese di destinazione		
	21 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto attivo che attraversa la frontiera				
	25 Luogo di transito fino alla frontiera	27 Luogo di carico			
4					

31 Colli e designazione delle merci	Marche e numeri - N contenitori - Quantità e natura	32 Artic N	33 Codice delle merci
			35 Massa lorda (kg)
			38 Massa netta (kg)
44 Menzioni speciali - Documento presentabile - Certificati ed autorizzazioni			Codice MS
40 Dichiarazione sommaria - Documento precedente			

55 Trasporti	Luogo e paese	Luogo e paese
	Identità e naz. nuovo mezzo trasporto	Identità e naz. nuovo mezzo trasporto
	Cir <input type="checkbox"/> (1) Identità nuovo contenitore	Cir <input type="checkbox"/> (1) Identità nuovo contenitore
	(1) Indicare 1 se SI o 0 se NO	(1) Indicare 1 se SI o 0 se NO

F VISTO DELLE AUTORITÀ COMPETENTI	Nuovi suggelli Numero	marche	Timbro
	Firma		
	Nuovi suggelli Numero	marche	Timbro
	Firma		

50 Obligato principale N	Firma	C UFFICIO DI PARTENZA	

51 Ufficio di passaggio previsto (e paese)	rappresentato da		
	Luogo e data		

52 Garanzia non valida per	Codice	53 Ufficio di destinazione (e paese)
----------------------------	--------	--------------------------------------

B CONTROLLO DELL'UFFICIO DI PARTENZA	Timbro	54 Luogo e data
Risultato		Firma e nome del dichiarante/rappresentante
Suggelli apposti Numero:		
marche		
Termine limite (data):		
Firma		

56 Atti incidenti durante il trasporto Rapporti di fatti e delle misure adottate		6 VISTO DELLE AUTORITÀ COMPETENTI	
III CONTROLLO A POSTERIORI (quando il presente esemplare è utilizzato per giustificare il transito comunitario delle merci)			
DOMANDA DI CONTROLLO È richiesto il controllo dell'autenticità del presente documento nonché della esattezza dei dati ivi contenute		RISULTATO DEL CONTROLLO Il presente documento (1) <input type="checkbox"/> è stato effettivamente vistato dall'ufficio doganale indicato ed i dati ivi contenuti sono esatti <input type="checkbox"/> non risponde alle condizioni di autenticità e di regolarità richieste (si vedano le osservazioni)	
Luogo e data Firma	Timbro	Luogo e data Firma	Timbro
Osservazioni			
(1) Indicare con <input checked="" type="checkbox"/> la menzione applicabile			
II CONTROLLO DELL'UFFICIO DI DESTINAZIONE (TRANSITO COMUNITARIO) Data di arrivo Controllo dei soggetti Osservazioni		Esemplare n. 5 rinviato al dopo iscrizione al N Firma Timbro	

Esempiano per il timbro - Transito comunitario	5		2 Speditore/Esportatore N		1 DICHIARAZIONE	
					3 Formulati	4 Dot di carico
					5 Articoli	6 Totale dei colli
	8 Destinazione N				15 Paese di spedizione/esportazione	
					17 Paese di destinazione	
		18 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto alla partenza		19 Cfr	Tilbageendes til emotperico cig Retourner a Terugzenden aan	
		21 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto attivo che attraversa la frontiera				Zurücksenden an Return to Rinvviare a Devolver a
		25 Modo di transito fino alla frontiera	27 Luogo di carico			
5						
31 Con e descrizione delle merci	Marche e numeri - N contenitori - Quantità e natura			32 Artic N	33 Codice delle merci	
					35 Massa lorda (kg)	
					36 Massa netta (kg)	
				40 Dichiarazione sommaria - Documento precedente		
44 Menzioni speciali - Documenti presentati - Certificati ed autorizzazioni				Codice MS		
50 Trasporti	Luogo e paese			Luogo e paese		
	Identità e naz. nuovo mezzo trasporto			Identità e naz. nuovo mezzo trasporto		
	Cfr (1) Identità nuovo contenitore			Cfr (1) Identità nuovo contenitore		
	(1) Indicare 1 su SI o 0 su NO			(1) Indicare 1 su SI o 0 su NO		
F VISTO DELLE AUTORIZZAZIONI COMPETENTI	Nuovi suggelli Numero marche			Nuovi suggelli Numero marche		
	Firma Timbro			Firma Timbro		
50 Oggetto principale N	Firma			C UFFICIO DI PARTENZA		
51 Ufficio di passaggio previsto (e paesi)	rappresentato da Luogo e data					
52 Garanzia non valida per				Codice	53 Ufficio di destinazione (e paese)	
B CONTROLLO DELL'UFFICIO DI PARTENZA				Timbro		
Risultato						
Suggelli apposti Numero marche						
Termine limite (data)						
Firma						

<p>56 Atti incidenti durante il trasporto Rapporto dei fatti e delle misure adottate</p>	<p>6 VISTO DELLE AUTORITÀ COMPETENTI</p>
--	--

<p>1 CONTROLLO DELL'UFFICIO DI DESTINAZIONE (TRANSITO COMUNITARIO) Data di arrivo Controllo dei sigilli Osservazioni</p>	<p>Esemplare n. 5 rinviato il dopo iscrizione al N. Firma Timbro:</p>
---	---

<p>TRANSITO COMUNITARIO: RICEVUTA (Da compilarsi dall'interessato prima di presentarla all'ufficio di destinazione)</p>		
<p>Si certifica con la presente che il documento</p>	<p>..... rilasciato dall'ufficio di</p>	<p>..... Timbro dell'ufficio di destinazione</p>
<p>..... (nome e paese) sotto il N. è stato consegnato e che sino ad ora non è stata rilevata nessuna irregolarità concernente la spedizione alla quale detto documento si riferisce</p>		
<p>Data</p>	<p>Firma</p>	

					A UFFICIO DI DESTINAZIONE			
Esemplare per il paese di destinazione	6 2 Speditore/Esportatore N				1 DICHIARAZIONE			
					3 Formulaz.	4 Dest di carico		
					5 Articoli	6 Totale dei colli	7 Numero di ritenuto	
	8 Destinatario N				9 Responsabile Incarico N			
					10 Paese ultima proven.	11 Paese trans./prod.	12 Elementi del valore	13 P A C
	14 Dichiarante/Rappresentante N				15 Paese di spedizione/esportazione		16 Paese d'origine	17 Paese di destinazione
					15 C P sped / esport		17 Code P destinaz.	
	18 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto all'arrivo				19 Cn	20 Condizioni di consegna		
	21 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto attivo che attraversa la frontiera				22 Moneta ed importo totale fatturato	23 Tasso di cambio	24 Natura della transazione	
	25 Modo di trasp. fino alla frontiera		26 Modo di trasporto interno		27 Luogo di scanco		28 Dati finanziari e bancari	
6 29 Ufficio di entrata				30 Localizzazione delle merci				
31 Colli e designazione delle merci				32 Art. N	33 Codice delle merci			
				34 Cod. P d'origine		35 Massa lorda (kg)	36 Preferenze	
				37 R E G I M E		38 Massa netta (kg)	39 Contingenti	
				40 Dichiarazione sommaria/Documento precedente				
				41 Unità supplementari		42 Prezzo dell'articolo	43 Cod. M V	
44 Menzioni speciali/Documenti presentati/Certificati ed autorizzazioni				Codice MS 45 Aggiustamento				
				46 Valore statistico				
47 Calcolo delle imposizioni				48 Divisione di pagamento		49 Identificazione del deposito		
Tipo		Base imponibile		Aliquota		Importo		
						MP		
				B DATI CONTABILI				
				Totale				
50 Obbligato principale N				Firma		E UFFICIO DI PARTENZA		
51 Ufficio di passaggio previsto (e paese)				rappresentato da				
				Luogo e data				
52 Garanzia non valida per				Codice		53 Ufficio di destinazione (e paese)		
J CONTROLLO DELL'UFFICIO DI DESTINAZIONE				54 Luogo e data:				
				Firma e nome del dichiarante/rappresentante				

					A UFFICIO DI DESTINAZIONE					
Esemplare per il destinatario	8 Speditore/Esportatore N				1 DICHIARAZIONE					
					3 Formulati		4 Dati di carico			
					5 Articoli		6 Totale dei colli		7 Numero di ritenimento	
	8 Destinatario N				9 Responsabile finanziario N					
					10 Paese ultima proven.		11 Paese transiz./prodiz.		12 Elementi del valore	13 P A C
	14 Dichiarante/Rappresentante N				15 Paese di spedizione/esportazione			15 C P sped./esport.		17 Code P destinaz.
					16 Paese d'origine		17 Paese di destinazione			
	18 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto all'arrivo				19 Ctu	20 Condizioni di consegna				
	21 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto attivo che attraversa la frontiera				22 Moneta ed importo totale fatturato		23 Tasso di cambio		24 Natura della transazione	
	25 Modo di trasp. lino alla frontiera		26 Modo di trasporto interno	27 Luogo di scanco		28 Dati finanziari e bancari				
8 29 Ufficio di entrata				30 Localizzazione delle merci						
31 Colli e designazione delle merci					32 Artic. N	33 Codice delle merci				
					34 Cod. P. d'origine	35 Massa lorda (kg)		36 Preferenze		
					37 REGIME	38 Massa netta (kg)		39 Contingenti		
					40 Dichiarazione sommaria/Documento precedente					
44 Menzioni speciali: Documenti presentati, Certificati ed autorizzazioni					41 Unita supplementari		42 Prezzo dell'articolo		43 Cod. M V	
							Codice MS	45 Aggiustamento		
							46 Valore statistico			
47 Calcolo delle imposizioni					48 Divisione di pagamento	49 Identificazione del deposito				
Tipo	Base imponibile	Aliquota	Importo	MF	B DATI CONTABILI					
Totale										
50 Obbligato principale N				Firma		C UFFICIO DI PARTENZA				
51 Ufficio di passaggio previsto (e paese)				rappresentato da Luogo e data						
52 Garanzia non valida per					Codice	53 Ufficio di destinazione (e paese)				
J CONTROLLO DELL'UFFICIO DI DESTINAZIONE					54 Luogo e data					
					Firma e nome del dichiarante/rappresentante					

ALLEGATO II

Formulario-tipo alternativo per la dichiarazione T1 o T2

Nota :

Lo spazio sotto le caselle n° 15 e n° 17 della copia 4/5 puo' recare una traduzione delle parole "Ritornare a" in finnico, islandese, norvegese e svedese.

A UFFICIO DI SPEDIZIONE/ESPORTAZIONE/DESTINAZIONE

1 6		2 Speditore/Esportatore N		3 Formulati		4 Dist. di carico		5 Ancore		6 Totale dei colli		7 Numero di riferimento			
Esemplare per il paese di spedizione / esportazione	Esemplare per il paese di destinazione	8 Destinazione N		9 Responsabile finanziario N											
		14 Dichiarante/Rappresentante N		10 Paese di origine		11 Paese di arrivo		12 Elementi del valore		13 P.A.C.					
		18 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto alla partenza, all'arrivo		19 Cfr.		15 Paese di spedizione / esportazione				16 C.P. esport / import		17 Code P. esport / import			
		21 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto attivo che attraversa la frontiera		16 Paese di origine				17 Paese di destinazione							
		25 Mezzo di trasporto fino alla frontiera		26 Mezzo di trasporto interno		20 Condizione di consegna				22 Moneta ed importo totale fatturato					
		27 Luogo di carico / scarico		23 Tasso di cambio				24 Valuta della spedizione							
		28 Dati finanziari e bancari		28 Dati finanziari e bancari											
		29 Ufficio di uscita di arrivo		30 Localizzazione del mezzo											
		31 Colli e designazione dei e merci		32 Anc. N		33 Codice delle merci									
		34 Marchi e numeri N contenitori - Quantità e natura		34 Cod. P. d'origine		35 Massa lorda (kg)		36 Ponderali				37 REGIME		38 Massa netta (kg)	
44 Menzioni speciali / Documenti presentati / Certificati ed autorizzazioni		40 Dichiarazione sommaria / Documento precedente				41 Unità supplementari		42 Prezzo dell'articolo		43 Cod. M.V.		44 Codice MS		45 Appuntamento	
47 Calcolo delle impositions		48 Divisione di pagamento		49 Identificazione dei recipienti											
		B DATI CONTABILI													
		50 Obbligato principale N		Firma:		C UFFICIO DI PARTENZA									
51 Ufficio di passaggio previsto (e paese)		rappresentato da		Luogo e data:											
52 Garanzia non valida per		Codice		53 Ufficio di destinazione (e paese)											
B/A CONTROLLO DELL'UFFICIO DI PARTENZA/DESTINAZIONE		Timbra:		54 Luogo e data											
Risultato:		Firma e nome del dichiarante / rappresentante													
Soggetti apposti Numero															
marche:															
Termine limite (data):															
Firma:															

3 8	2	Speditore/Esportatore N				1 DICHIARAZIONE									
						3 Formulaz.		4 Det di carico							
						5 Articoli		6 Totale dei coli		7 Numero di imballaggio					
		8 Destinataro N				9 Responsabile Imbarzo N									
						10 Paese pr. dest. (altro prov)		11 Paese origina./prod.		12 Elementi del valore		13 P.A.C.			
		14 Dichiarante/Rappresentante N				15 Paese di spedizione/esportazione				16 Paese d'origine		17 Paese di destinazione			
						15 C. P. aeri / aporti a) b)		17 Code P. destinaz. a) b)							
		18 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto alla partenza/all'arrivo				19 Di		20 Condizioni di consegna							
		21 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto attivo che attraversa la frontiera				22 Moneta ed importo totale fatturato				23 Tasso di cambio		24 Natura della transazione			
		25 Modo di traspo. fino alla frontiera		26 Modo di trasporto interno		27 Luogo di carico/scarico				28 Dati finanziari e bancari					
3 8	29 Ufficio d'uscita/di entrata				30 Localizzazione delle merci										
	31 Colli e designazione delle merci. Marchi e numeri - N contenitori - Quantità e natura				32 Art. N		33 Codice delle merci								
34 Cod. P. d'origine a) b)					35 Massa lorda (kg)		36 Preferenze								
37 R E G I M E					38 Massa netta (kg)		39 Congenità								
					40 Dichiarazione sommaria/Documento precedente										
41 Unità supplementari					42 Prezzo dell'articolo		43 Cod. M. V.		44 Valore statistico						
					Codice MS		45 Aggiustamento								
					46 Valore statistico										
					47 Calcolo delle imposizioni		48 Divisione di pagamento		49 Identificazione del deposito						
					Totale		B. DATI CONTABILI								
					50 Obbligato principale N		Firma		c. UFFICIO DI PARTENZA						
				rappresentato da		Luogo e data									
				51 Ufficio di passaggio previsti (e paesi)											
				52 Garanzia non valida per		Codice		53 Ufficio di destinazione (e paese)							
				B/J CONTROLLO DELL'UFFICIO DI PARTENZA/DESTINAZIONE		Timbro		54 Luogo e data							
				Risultato				Firma e nome del dichiarante/rappresentante							
				Suggeriti apposti Numero											
				marche											
				Termine limite (data)											
				Firma											

A UFFICIO DI SPEDIZIONE ESPORTAZIONE

4	5	2 Speditore Esportatore	N	1 DICHIARAZIONE		
				3 Formulati	4 Data di carico	
				5 Anzichè	6 Totale dei carichi	
		8 Destinazione		N	NOTE IMPORTANTI	
		14 Dichiarante Rappresentante		N	Quando il presente esemplare è utilizzato esclusivamente per giustificare il CARATTERE COMUNITARIO DELLE MERCI CHE NON CIRCOLANO IN REGIME DI TRANSITO COMUNITARIO sono richieste a tal fine soltanto i dati che figurano nelle caselle 1, 2, 3, 6, 14, 31, 32, 35, 54 e se del caso, 4, 33, 38, 40 e 44	
18 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto alla partenza			19 Cir	15 Paese di spedizione/esportazione		
21 Identità e nazionalità del mezzo di trasporto attivo che attraversa la frontiera				17 Paese di destinazione		
25 Mezzo di trasporto fino alla frontiera			27 Luogo di carico	Tribagesendes til emporten og Remover a Tengjendens san		
26				Zurücksenden an Return to Rinvia a Devolet i		
4	5	31 Code e designazione delle merci		32 Anc	N	
		Marche e numeri - N contenitori - Quantità e natura		33 Codice delle merci		
				35 Massa lorda (kg)		
				38 Massa netta (kg)		
				40 Dichiarazione sommaria Documento precedente		
44		Menzioni speciali Documento presentato Certificate ad autorizzazioni		Codice MS		
55		Trasporto		Luogo e paese		
		Identità e naz. nuovo mezzo trasporto		Identità e naz. nuovo mezzo trasporto		
		Cir () () Identità nuovo contenitore		Cir () () Identità nuovo contenitore		
		() () Indicare I, S, Si o D al NO		() () Indicare I, S, Si o D al NO		
F		VISTO DELLE AUTORITÀ COMPE TENI		Nuovi suggerimenti		
		Firma		Firma		
		Numero		Numero		
		Marche		Marche		
		Timbro		Timbro		
50		Collegato principale		Firma		
		N		c UFFICIO DI PARTENZA		
51		Uffo di passaggio presso (e paese)		Firma e nome del dichiarante rappresentante		
		rappresentato da		54 Luogo e data		
		Luogo e data		Firma e nome del dichiarante rappresentante		
52		Garanzia non va da per		Codice		
		CONTRILLO DELL'UFFICIO DI PARTENZA		53 Ufficio di destinazione (e paese)		
		Risultato		54		
		Suggeriti opposti		Luogo e data		
		Numero		Firma e nome del dichiarante rappresentante		
		Marche				
		Termine scritto (data)				
		Firma				

<p>56 Altri incidenti durante il trasporto Rapporto dei fatti e delle misure adottate</p>	<p>6 VISTO DELLE AUTORITÀ COMPETENTI</p>
--	---

<p>III CONTROLLO A POSTERIORI (quando il presente esemplare è utilizzato per giustificare il carattere comunitario delle merci)</p>	
<p>DOMANDA DI CONTROLLO È richiesto il controllo dell'autenticità del presente documento nonché della esattezza dei dati nei contenuti.</p>	<p>RISULTATO DEL CONTROLLO Il presente documento (1) <input type="checkbox"/> è stato effettivamente vistato dall'ufficio doganale indicato ed i dati nei contenuti sono esatti. <input type="checkbox"/> non risponde alle condizioni di autenticità e di regolarità richieste (si vedano le osservazioni).</p>
<p>Luogo e data Firma _____ Timbro _____</p>	<p>Luogo e data Firma _____ Timbro _____</p>

Osservazioni

(1) Indicare con la menzione applicabile

<p>II CONTROLLO DELL'UFFICIO DI DESTINAZIONE (TRANSITO COMUNITARIO)</p> <p>Data di arrivo _____ Controlli dei sigilli _____ Osservazioni _____</p>	<p>Esemplare n. 5 rinviato il dopo ricezione al N. _____ Firma _____ Timbro _____</p>
---	--

<p>TRANSITO COMUNITARIO: RICEVUTA (Da compilarsi dall'interessato prima di presentarla all'ufficio di destinazione)</p>	
<p>S. certifica con la presente che il documento _____ rilasciato dall'ufficio di _____ (nome e paese, sotto il N. _____) è stato consegnato e che sino ad ora non è stata rilevata nessuna irregolarità concernente la spedizione alla quale detto documento si riferisce.</p>	<p>Timbro dell'ufficio di destinazione</p>
<p>Data _____ Firma _____</p>	

ALLEGATO III

Seguito foglio di formulario-tipo da utilizzare unitamente al
formulario-tipo di cui all'allegato I.

1 DICHIARAZIONE		C BIS									
2 Speditore / Esportatore		3 Formul. 1									
31	Codice e designazione delle merci	32	Artic. N								
		33 Codice delle merci									
		34 Cod. P. d'origine	35 Massa lorda (kg)								
		37 R E G I M E	38 Massa netta (kg)								
		39 Contingenti									
		40 Dichiarazione sommaria / Documento precedente									
41 Unità supplementari		Codice MS									
46 Valore statistico											
44	Menzioni speciali / Documenti presentati / Certificati ed autorizzazioni										
31	Codice e designazione delle merci	32	Artic. N								
		33 Codice delle merci									
		34 Cod. P. d'origine	35 Massa lorda (kg)								
		37 R E G I M E	38 Massa netta (kg)								
		39 Contingenti									
		40 Dichiarazione sommaria / Documento precedente									
41 Unità supplementari		Codice MS									
46 Valore statistico											
44	Menzioni speciali / Documenti presentati / Certificati ed autorizzazioni										
31	Codice e designazione delle merci	32	Artic. N								
		33 Codice delle merci									
		34 Cod. P. d'origine	35 Massa lorda (kg)								
		37 R E G I M E	38 Massa netta (kg)								
		39 Contingenti									
		40 Dichiarazione sommaria / Documento precedente									
41 Unità supplementari		Codice MS									
46 Valore statistico											
44	Menzioni speciali / Documenti presentati / Certificati ed autorizzazioni										
47	Calcolo delle imposizioni										
Tipo		Base imponibile		Aliquote		Importo		MP		Totale	
Totale primo articolo						Totale secondo articolo					
Tipo		Base imponibile		Aliquote		Importo		MP		← RIEPILOGO	
										1	
Totale terzo articolo										G	
Esemplare per il paese di spedizione / esportazione										C UFFICIO DI PARTENZA	

2 Speditore/Esportatore		N		1 DICHIARAZIONE							
<input type="checkbox"/>				C BIS							
		3 Formulaz.		3							
31 Colli e designazione delle merci	Marche e numeri - N contenitori - Quantità e natura			32 Artic. N	33 Codice delle merci						
	34 Cod. P. d'origine		35 Massa lorda (kg)								
	37 REGIME		38 Massa netta (kg)		39 Contingenti						
	40 Dichiarazione sommana/Documento precedente										
	41 Unità supplementari										
44 Menzioni speciali/Documenti presentati/Certificati ed autorizzazioni	Codice MS										
	46 Valore statistico										
31 Colli e designazione delle merci	Marche e numeri - N contenitori - Quantità e natura			32 Artic. N	33 Codice delle merci						
	34 Cod. P. d'origine		35 Massa lorda (kg)								
	37 REGIME		38 Massa netta (kg)		39 Contingenti						
	40 Dichiarazione sommana/Documento precedente										
	41 Unità supplementari										
44 Menzioni speciali/Documenti presentati/Certificati ed autorizzazioni	Codice MS										
	46 Valore statistico										
31 Colli e designazione delle merci	Marche e numeri - N contenitori - Quantità e natura			32 Artic. N	33 Codice delle merci						
	34 Cod. P. d'origine		35 Massa lorda (kg)								
	37 REGIME		38 Massa netta (kg)		39 Contingenti						
	40 Dichiarazione sommana/Documento precedente										
	41 Unità supplementari										
44 Menzioni speciali/Documenti presentati/Certificati ed autorizzazioni	Codice MS										
	46 Valore statistico										
47 Calcolo delle imposizioni	Tipi	Base imponibile	Aliquota	Importo	MF	Tipi	Base imponibile	Aliquota	Importo	MF	
	Totale primo articolo					Totale secondo articolo					
		Tipi	Base imponibile	Aliquota	Importo	MF	Tipi	Importo	MF	RIEPILOGO	
							3				
							Esemplare per lo speditore/esportatore				
							C UFFICIO DI PARTENZA				
		Totale terzo articolo					G				

A UFFICIO DI SPEDIZIONE ESPORTAZIONE

1 DICHIARAZIONE		C		BIS		
2 Spedire: Esportatore		3 Formula		4		
31	Colore designazione delle merci	Marche e numeri - N. contenitori - Quantità e natura	32	Altri	33	Colore delle merci
			N			
					35	Massa lorda (kg)
					36	Massa netta (kg)
					40 Dichiarazione sommaria: Documento precedente	
44	Menzioni speciali Documenti presentati/ Certificati ed autorizzazioni				Codice MS	
31	Colore designazione delle merci	Marche e numeri - N. contenitori - Quantità e natura	32	Altri	33	Colore delle merci
			N			
					35	Massa lorda (kg)
					36	Massa netta (kg)
					40 Dichiarazione sommaria: Documento precedente	
44	Menzioni speciali Documenti presentati/ Certificati ed autorizzazioni				Codice MS	
31	Colore designazione delle merci	Marche e numeri - N. contenitori - Quantità e natura	32	Altri	33	Colore delle merci
			N			
					35	Massa lorda (kg)
					36	Massa netta (kg)
					40 Dichiarazione sommaria: Documento precedente	
44	Menzioni speciali Documenti presentati/ Certificati ed autorizzazioni				Codice MS	

4

Esemplare per l'ufficio
di destinazione

C UFFICIO DI PARTENZA

		1 DICHIARAZIONE	
Speditore/Esportatore N		C	BIS
		Formulari	5
31 Colli e designazione delle merci	Marchi e numeri - N contenitori - Quantità e natura	32 Art. N	33 Codice delle merci
			35 Massa lorda (kg)
			36 Massa netta (kg)
			40 Dichiarazione sommaria/Documento precedente
44 Menzioni speciali/Documenti presentati/Certificat ed autorizzazioni			Codice MS
31 Colli e designazione delle merci	Marchi e numeri - N contenitori - Quantità e natura	32 Art. N	33 Codice delle merci
			35 Massa lorda (kg)
			36 Massa netta (kg)
			40 Dichiarazione sommaria/Documento precedente
44 Menzioni speciali/Documenti presentati/Certificat ed autorizzazioni			Codice MS
31 Colli e designazione delle merci	Marchi e numeri - N contenitori - Quantità e natura	32 Art. N	33 Codice delle merci
			35 Massa lorda (kg)
			36 Massa netta (kg)
			40 Dichiarazione sommaria/Documento precedente
44 Menzioni speciali/Documenti presentati/Certificat ed autorizzazioni			Codice MS

5

Esemplare per il rinvio -
Transito comunitario

C UFFICIO DI PARTENZA

Destinatario		N		A UFFICIO DI DESTINAZIONE						
				I DICHIARAZIONE						
				C	BIS					
				3 Formulati	6					
31 Coli e designazione delle merci	Marche e numeri N contenitori Quantità e natura			32 Anc N	33 Codice delle merci					
					34 Cod P d'origine a ₁ b ₁	35 Massa lorda (kg)	36 Preferenze			
			37 R E G I M E		38 Massa netta (kg)	39 Contingente				
40 Dichiarazione sommaria / Documento precedente										
41 Unità supplementari		42 Prezzo dell'articolo		43 Cod. M V						
44 Menzioni speciali / Documenti presentati / Certificati ed autorizzazioni				Codice MS		45 Aggiustamento				
				46 Valore statistico						
31 Coli e designazione delle merci	Marche e numeri N contenitori Quantità e natura			32 Anc N	33 Codice delle merci					
					34 Cod P d'origine a ₁ b ₁	35 Massa lorda (kg)	36 Preferenze			
			37 R E G I M E		38 Massa netta (kg)	39 Contingente				
40 Dichiarazione sommaria / Documento precedente										
41 Unità supplementari		42 Prezzo dell'articolo		43 Cod. M V						
44 Menzioni speciali / Documenti presentati / Certificati ed autorizzazioni				Codice MS		45 Aggiustamento				
				46 Valore statistico						
31 Coli e designazione delle merci	Marche e numeri N contenitori Quantità e natura			32 Anc N	33 Codice delle merci					
					34 Cod P d'origine a ₁ b ₁	35 Massa lorda (kg)	36 Preferenze			
			37 R E G I M E		38 Massa netta (kg)	39 Contingente				
40 Dichiarazione sommaria / Documento precedente										
41 Unità supplementari		42 Prezzo dell'articolo		43 Cod. M V						
44 Menzioni speciali / Documenti presentati / Certificati ed autorizzazioni				Codice MS		45 Aggiustamento				
				46 Valore statistico						
47 Ciclo delle imposizioni	Type	Base imponibile	Aliquota	Importo	MP	Tax	Base imponibile	Aliquota	Importo	MP
	Totale primo articolo					Totale secondo articolo				
Type	Base imponibile	Aliquota	Importo	MP	Tax	Importo	M/P	← RIEPILOGO		
Totale terzo articolo										
<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;">6</div> <div style="text-align: right;">Esemplare per il paese di destinazione</div> </div>										
C UFFICIO DI PARTENZA										

A UFFICIO DI DESTINAZIONE

1 DICHIARAZIONE		C		BIS	
2 Formula		7			
31 Colli e designazione delle merci		32 Art. N		33 Codice delle merci	
Marche e numeri - N contenitori - Quantità e natura					
				34 Cod. P. d'origine	
				35 Massa lorda (kg)	
				36 Preferenze	
				37 R E G I M E	
				38 Massa netta (kg)	
				39 Contropesi	
				40 Dichiarazione sommaria/Documento precedente	
				41 Unità supplementari	
				42 Prezzo dell'articolo	
				43 Cod. M.V.	
				Codice MG	
				45 Aggiustamento	
				46 Valore statistico	
44 Menzioni speciali/Documenti presentati/Certificati ed autorizzazioni					
31 Colli e designazione delle merci		32 Art. N		33 Codice delle merci	
Marche e numeri - N contenitori - Quantità e natura					
				34 Cod. P. d'origine	
				35 Massa lorda (kg)	
				36 Preferenze	
				37 R E G I M E	
				38 Massa netta (kg)	
				39 Contropesi	
				40 Dichiarazione sommaria/Documento precedente	
				41 Unità supplementari	
				42 Prezzo dell'articolo	
				43 Cod. M.V.	
				Codice MG	
				45 Aggiustamento	
				46 Valore statistico	
44 Menzioni speciali/Documenti presentati/Certificati ed autorizzazioni					
31 Colli e designazione delle merci		32 Art. N		33 Codice delle merci	
Marche e numeri - N contenitori - Quantità e natura					
				34 Cod. P. d'origine	
				35 Massa lorda (kg)	
				36 Preferenze	
				37 R E G I M E	
				38 Massa netta (kg)	
				39 Contropesi	
				40 Dichiarazione sommaria/Documento precedente	
				41 Unità supplementari	
				42 Prezzo dell'articolo	
				43 Cod. M.V.	
				Codice MG	
				45 Aggiustamento	
				46 Valore statistico	
44 Menzioni speciali/Documenti presentati/Certificati ed autorizzazioni					
47 Colli di cui impongono		Tipo		Esse impongono	
		A quota		Importo	
		Importo		M.P.	
		Tipo		Esse impongono	
		A quota		Importo	
		Importo		M.P.	
		Totale primo articolo		Totale secondo articolo	
		Tipo		Esse impongono	
		A quota		Importo	
		Importo		M.P.	
		Totale terzo articolo		G	
				← RIEPILOGO	
				7	
				Esemplare per la statistica - Paese di destinazione	
				C UFFICIO DI PARTENZA	

A UFFICIO DI DESTINAZIONE

1 DICHIARAZIONE

Destinatario N

C	BIS
3 Formulaz	8

31 Coli e designazione delle merci	Marche e numeri - N contenitori - Quantità e natura	32 Artic I N	33 Codice delle merci		
			34 Cod P d'origine a) b)	35 Massa lorda (kg)	36 Preferenze
			37 REGIME	38 Massa netta (kg)	39 Contingenti
40 Dichiarazione sommaria / Documento precedente					
			41 Unità supplementari	42 Prezzo dell'articolo	43 Cod I M V

44 Menzioni speciali / Documenti presentati / Certificati ed autorizzazioni	Codice MS		45 Aggiustamento
	46 valore statistico		

31 Coli e designazione delle merci	Marche e numeri - N contenitori - Quantità e natura	32 Artic I N	33 Codice delle merci		
			34 Cod P d'origine a) b)	35 Massa lorda (kg)	36 Preferenze
			37 REGIME	38 Massa netta (kg)	39 Contingenti
40 Dichiarazione sommaria / Documento precedente					
			41 Unità supplementari	42 Prezzo dell'articolo	43 Cod I M V

44 Menzioni speciali / Documenti presentati / Certificati ed autorizzazioni	Codice MS		45 Aggiustamento
	46 valore statistico		

31 Coli e designazione delle merci	Marche e numeri - N contenitori - Quantità e natura	32 Artic I N	33 Codice delle merci		
			34 Cod P d'origine a) b)	35 Massa lorda (kg)	36 Preferenze
			37 REGIME	38 Massa netta (kg)	39 Contingenti
40 Dichiarazione sommaria / Documento precedente					
			41 Unità supplementari	42 Prezzo dell'articolo	43 Cod I M V

44 Menzioni speciali / Documenti presentati / Certificati ed autorizzazioni	Codice MS		45 Aggiustamento
	46 valore statistico		

47 Calcolo delle imposizioni	Primo articolo				Secondo articolo			
	Tipo	Base imponibile	Aliquota	Importo	Tipo	Base imponibile	Aliquota	Importo

Totale primo articolo				Totale secondo articolo			
Tipo	Base imponibile	Aliquota	Importo	Tipo	Importo	NIP	
						← RIEPILOGO	

8
Esemplare per il destinatario
C UFFICIO DI PARTENZA

Stampato in Italia - Imp. Mod. 1000 - Roma

ALLEGATO IV

Seguito foglio di formulario-tipo da utilizzare unicamente al
formulario-tipo di cui all'allegato II.

1 DICHIARAZIONE		A UFFICIO DI SPEDIZIONE / ESPORTAZIONE / DESTINAZIONE											
2 Speditore / Esportatore / Destinazione N.		C		BIS		3 Formulazione		1		6			
31 Collo e designazione delle merci	Marchi e numeri - N. contenitori - Quantità e natura	32 Art. N.	33 Codice delle merci	34 Cod. P. d'origine	35 Massa lorda (kg)	36 Preferenze							
				37 R E G I M E	38 Massa netta (kg)	39 Contingenti							
				40 Dichiarazione sommaria / Documento precedente									
				41 Unità supplementari	42 Prezzo dell'articolo	43 Cod. M/P	Codice MS			45 Aggiustamento			
											46 Valore statistico		
31 Collo e designazione delle merci	Marchi e numeri - N. contenitori - Quantità e natura	32 Art. N.	33 Codice delle merci	34 Cod. P. d'origine	35 Massa lorda (kg)	36 Preferenze							
				37 R E G I M E	38 Massa netta (kg)	39 Contingenti							
				40 Dichiarazione sommaria / Documento precedente									
				41 Unità supplementari	42 Prezzo dell'articolo	43 Cod. M/P	Codice MS			45 Aggiustamento			
											46 Valore statistico		
31 Collo e designazione delle merci	Marchi e numeri - N. contenitori - Quantità e natura	32 Art. N.	33 Codice delle merci	34 Cod. P. d'origine	35 Massa lorda (kg)	36 Preferenze							
				37 R E G I M E	38 Massa netta (kg)	39 Contingenti							
				40 Dichiarazione sommaria / Documento precedente									
				41 Unità supplementari	42 Prezzo dell'articolo	43 Cod. M/P	Codice MS			45 Aggiustamento			
											46 Valore statistico		
31 Collo e designazione delle merci	Marchi e numeri - N. contenitori - Quantità e natura	32 Art. N.	33 Codice delle merci	34 Cod. P. d'origine	35 Massa lorda (kg)	36 Preferenze							
				37 R E G I M E	38 Massa netta (kg)	39 Contingenti							
				40 Dichiarazione sommaria / Documento precedente									
				41 Unità supplementari	42 Prezzo dell'articolo	43 Cod. M/P	Codice MS			45 Aggiustamento			
											46 Valore statistico		
47 Collo e designazione delle merci	Tipi	Base imponibile	Aliquota	Importo	MP	Tipi	Base imponibile	Aliquota	Importo	MP			
	Totale primo articolo					Totale secondo articolo							
	Tipi	Base imponibile	Aliquota	Importo	MP	Tipi	Importo	MP	← RIEPILOGO				
										1	Esemplare per il paese di spedizione / esportazione		
										6	Esemplare per il paese di destinazione		
										C. UFFICIO DI PARTENZA			
Totale terzo articolo					T.G.								

Modello di Dichiarazione per il Mercato Comunitario

A UFFICIO DI SPEDIZIONE/ESPORTAZIONE/DESTINAZIONE

2 Speditore/Esportatore @ Destinatario N

1 DICHIARAZIONE

C **BIS**

3 Formulaz. **3** **8**

31 Coli e designazione delle merci	Marchi e numeri N contenitori - Quantità e natura	32 Artic. N	33 Codice delle merci	34 Cod. P. d'origine a ₁ b ₁	35 Massa lorda (kg)	36 Preferenze
				37 R E G I M E	38 Massa netta (kg)	39 Contingenti
40 Dichiarazione sommaria/Documento precedente						
		41 Unità supplementari	42 Prezzo dell'articolo	43 Cod. M V		
		Codice MS		45 Appuntamento		
		46 Valore statistico				

44 Menzioni speciali/Documenti presentati/Certificati ed autorizzazioni						

31 Coli e designazione delle merci	Marchi e numeri N contenitori - Quantità e natura	32 Artic. N	33 Codice delle merci	34 Cod. P. d'origine a ₁ b ₁	35 Massa lorda (kg)	36 Preferenze
				37 R E G I M E	38 Massa netta (kg)	39 Contingenti
40 Dichiarazione sommaria/Documento precedente						
		41 Unità supplementari	42 Prezzo dell'articolo	43 Cod. M V		
		Codice MS		45 Appuntamento		
		46 Valore statistico				

44 Menzioni speciali/Documenti presentati/Certificati ed autorizzazioni						

31 Coli e designazione delle merci	Marchi e numeri N contenitori - Quantità e natura	32 Artic. N	33 Codice delle merci	34 Cod. P. d'origine a ₁ b ₁	35 Massa lorda (kg)	36 Preferenze
				37 R E G I M E	38 Massa netta (kg)	39 Contingenti
40 Dichiarazione sommaria/Documento precedente						
		41 Unità supplementari	42 Prezzo dell'articolo	43 Cod. M V		
		Codice MS		45 Appuntamento		
		46 Valore statistico				

44 Menzioni speciali/Documenti presentati/Certificati ed autorizzazioni						

47 Calcolo delle imposte	Tipi	Base imponibile	Aliquota	Importo	NF	Tipi	Base imponibile	Aliquota	Importo	MP
Totale primo articolo						Totale secondo articolo				

Tipi	Base imponibile	Aliquota	Importo	NF	Tipi	Importo	NF	← RIEPILOGO
								3 Esempio per lo speditore/esportatore
								8 Esempio per il destinatario
								C UFFICIO DI PARTENZA
Totale terzo articolo					T G			

Form. S. 100 - 1/2 - 1/3 - 1/4 - 1/5 - 1/6 - 1/7 - 1/8 - 1/9 - 1/10 - 1/11 - 1/12 - 1/13 - 1/14 - 1/15 - 1/16 - 1/17 - 1/18 - 1/19 - 1/20 - 1/21 - 1/22 - 1/23 - 1/24 - 1/25 - 1/26 - 1/27 - 1/28 - 1/29 - 1/30 - 1/31 - 1/32 - 1/33 - 1/34 - 1/35 - 1/36 - 1/37 - 1/38 - 1/39 - 1/40 - 1/41 - 1/42 - 1/43 - 1/44 - 1/45 - 1/46 - 1/47 - 1/48 - 1/49 - 1/50 - 1/51 - 1/52 - 1/53 - 1/54 - 1/55 - 1/56 - 1/57 - 1/58 - 1/59 - 1/60 - 1/61 - 1/62 - 1/63 - 1/64 - 1/65 - 1/66 - 1/67 - 1/68 - 1/69 - 1/70 - 1/71 - 1/72 - 1/73 - 1/74 - 1/75 - 1/76 - 1/77 - 1/78 - 1/79 - 1/80 - 1/81 - 1/82 - 1/83 - 1/84 - 1/85 - 1/86 - 1/87 - 1/88 - 1/89 - 1/90 - 1/91 - 1/92 - 1/93 - 1/94 - 1/95 - 1/96 - 1/97 - 1/98 - 1/99 - 1/100

		DICHIARAZIONE		A UFFICIO DI SPEDIZIONE ESPORTAZIONE		
2 Spedizioni Esportazione N		C	BIS			
		3 Formula	4	5		
31	Colli e designazione delle merci Marche e numeri N contenitori - Quantità e natura	32	Artic. N	33	Codice delle merci	
				35	Massa lorda (kg)	
				36	Massa netta (kg)	
				40	Dichiarazione sommaria - Documento precedente	
44	Menzioni speciali/ Documenti presentati/ Certificati ed autorizzazioni				Codice MS	
31	Colli e designazione delle merci Marche e numeri N contenitori - Quantità e natura	32	Artic. N	33	Codice delle merci	
				35	Massa lorda (kg)	
				36	Massa netta (kg)	
				40	Dichiarazione sommaria - Documento precedente	
44	Menzioni speciali/ Documenti presentati/ Certificati ed autorizzazioni				Codice MS	
31	Colli e designazione delle merci Marche e numeri N contenitori - Quantità e natura	32	Artic. N	33	Codice delle merci	
				35	Massa lorda (kg)	
				36	Massa netta (kg)	
				40	Dichiarazione sommaria - Documento precedente	
44	Menzioni speciali/ Documenti presentati/ Certificati ed autorizzazioni				Codice MS	

4	Esemplare per l'ufficio di destinazione
5	Esemplare per il rinvio - Transito comunitario

C UFFICIO DI PARTENZA

ALLEGATO V

INDICAZIONE DEGLI ESEMPLARI DEI FORMULARI DI CUI AGLI
ALLEGATI I E III NEI QUALI I DATI ANNOTATI DEVONO
RISULTARE A RICALCO

(a partire dall'esemplare n. 1)

Numero della casella	Numero degli esemplari	Numero della casella	Numero degli esemplari
I	<u>Riquadri riservati agli operatori economici</u>	25	da 1 a 5 (1)
1	da 1 a 8 salvo la sottocasella centrale	27	da 1 a 5 (1)
2	da 1 a 3	31	da 1 a 8
3	da 1 a 5 (1)	32	da 1 a 8
4	da 1 a 8	33	prima sottocasella di sinistra
5	da 1 a 8		da 1 a 8
6	da 1 a 8		altre sottocaselle
8	da 1 a 5 (1)		da 1 a 3
		35	da 1 a 8
		38	da 1 a 8
15	da 1 a 8		
		40	da 1 a 5 (1)
17	da 1 a 8	44	da 1 a 5 (1)
18	da 1 a 5 (1)		
19	da 1 a 5 (1)		
		50	da 1 a 8
21	da 1 a 5 (1)	51	da 1 a 8
		52	da 1 a 8

(1) In nessun caso può essere fatto obbligo agli interessati di compilare queste caselle sugli esemplari n. 5 e n. 7 ai fini del regime comune di transito.

(continua)

Numero della casella	Numero degli esemplari
53	da 1 a 8
54	da 1 a 4
55	-
56	-
II Riquadri riservati all'amministrazione	
C	da 1 a 8 (2)
D	da 1 a 4
E	-
F	-
G	-
H	-
I	-

(2) Lo Stato di esportazione puo' scegliere se far apparire questi dati sugli esemplari specificati.

ALLEGATO VI

INDICAZIONE DEGLI ESEMPHARI DEI FORMULARI DI CUI AGLI
ALLEGATI II E IV NEI QUALI I DATI ANNOTATI DEVONO
RISULTARE A RICALCO

(a partire dall'esemplare n. 1)

Numero della casella	Numero degli esemplari	Numero della casella	Numero degli esemplari
I. Riquadri per gli interessati		25	da 1 a 4
1	da 1 a 4 salvo la sottocasella centrale	27	da 1 a 4
2	da 1 a 3	31	da 1 a 4
3	da 1 a 4	32	da 1 a 4
4	da 1 a 4	33	prima sottocasella di sinistra
5	da 1 a 4		da 1 a 4
6	da 1 a 4		altre sottocaselle da 1 a 3
8	da 1 a 4	35	da 1 a 4
15	da 1 a 4	38	da 1 a 4
17	da 1 a 4	40	da 1 a 4
18	da 1 a 4	44	da 1 a 4
19	da 1 a 4		
21	da 1 a 4	50	da 1 a 4
		51	da 1 a 4
		52	da 1 a 4
		53	da 1 a 4

(continua)

Numero della casella	Numero degli esemplari
54	da 1 a 4
55	-
56	-
II Riquadri riservati all'amministrazione	
C	da 1 a 4
D/J	da 1 a 4
E/J	-
F	-
G	-
H	-
I	-

ALLEGATO VIIISTRUZIONI PER L'IMPIEGO DEI FORMULARI NECESSARIPER LE DICHIARAZIONI T1 E T2TITOLO IOSSERVAZIONI GENERALIA. Presentazione generale

I formulari di cui agli Allegati da I a IV della presente Appendice devono essere utilizzati per le merci circolanti tra i paesi interessati secondo il regime T1 o T2 (salvo semplificazioni in materia di transito per i trasporti effettuati con determinati modi di trasporto).

Dei formulari di cui agli Allegati I e III, vengono utilizzati soltanto i seguenti esemplari :

- esemplare n. 1, che verrà custodito dalle autorità del paese di spedizione/esportazione (formalità di spedizione e di transito);
- esemplare n. 4, che verrà custodito dall'ufficio di destinazione (formalità di transito e attestazione del carattere comunitario delle merci);
- esemplare n. 5, che costituisce il documento da rinviare per il regime di transito;
- esemplare n. 7, che verrà utilizzato per le statistiche del paese di destinazione (formalità di transito e all'arrivo/importazione).

(L'esemplare n. 7 può servire anche per altri fini amministrativi, secondo le esigenze delle Parti contraenti).

Si può fare uso anche dei formulari di cui agli Allegati II e IV della presente Appendice, in particolare quando si ricorre ad un sistema informatizzato di trattamento delle dichiarazioni. In tal caso è necessario utilizzare due "pacchetti", costituiti almeno dagli esemplari 1/6, 2/7 e 4/5; il primo "pacchetto" corrisponde, per quanto concerne le informazioni da fornire, agli esemplari n. 1 e n. 4 ; il secondo agli esemplari n. 5 e n. 7.

In tal caso, su ogni "pacchetto" deve essere indicata la numerazione degli esemplari utilizzati, cancellando la numerazione indicata a margine relativa a quelli non utilizzati.

Ogni "pacchetto" così definito e concepito in modo che le informazioni da riprodurre sui vari esemplari risultino a ricalco, grazie al trattamento chimico subito dalla carta.

In determinate circostanze è necessario attestare a destinazione il carattere comunitario delle merci in questione senza che si sia fatto ricorso al regime T1 o T2. In casi del genere, si dovranno usare i formulari conformi all'esemplare 4 del modello di formulario figurante nell'Allegato I della presente Appendice o all'esemplare 4/5 del formulario figurante nell'Allegato II. Questi formulari sono completati, all'occorrenza, da uno o più formulari conformi all'esemplare 4 o all'esemplare 4/5 del modello di formulario figurante rispettivamente negli Allegati III e IV della presente Appendice o del modello di formulario figurante rispettivamente negli Allegati I e II della presente Appendice, quando, ove si ricorra ad un sistema informatizzato di trattamento delle dichiarazioni per la loro pubblicazione, non vengano utilizzati, come formulari complementari, i formulari figuranti negli Allegati III e IV della presente Appendice.

Gli operatori economici che lo desiderino possono anche far stampare direttamente i tipi di "pacchetti" di formulari da loro eventualmente prescelti, sempreché il formulario utilizzato sia conforme al modello ufficiale.

B. Informazioni richieste

I formulari in oggetto contengono tutti i dati che i vari paesi possono richiedere. Alcune caselle devono essere obbligatoriamente compilate, mentre altre lo saranno soltanto su richiesta del paese in cui vengono esplesate le formalità. E' quindi opportuno, in proposito, conformarsi alla parte di queste istruzioni che riguardano l'uso delle varie caselle.

Il numero massimo di caselle eventualmente da compilare è il seguente : 1 (esclusa la seconda sottocasella), 2, 3, 4, 5, 6, 8, 15, 17, 18, 19, 21, 25, 27, 31, 32, 33 (prima sottocasella), 35, 38, 40, 44, 50, 51, 52, 53, 55, 56 (caselle a fondo verde).

C. Modalità per l'uso del formulario

I formulari debbono essere compilati con la macchina per scrivere o con un procedimento meccanografico o affine, o anche a mano, in modo leggibile, a penna e stampatello. Per facilitare la compilazione a macchina è necessario introdurre il formulario in modo tale che la prima lettera dell'indicazione da scrivere nella casella n. 2 venga apposta nella piccola casella nell'angolo superiore sinistro.

I formulari non possono recare raschiature, cancellature o aggiunte. Le eventuali modifiche devono essere apportate cancellando le indicazioni errate ed aggiungendovi quelle desiderate. Ogni modifica in tal modo effettuate deve essere siglata dall'autore ed espressamente convalidata dalle autorità competenti le quali, possono, all'occorrenza, esigere la presentazione di una nuova dichiarazione.

Inoltre, i formulari possono essere compilati con un procedimento tecnico di riproduzione, invece che con i sistemi suddetti, sempreché siano rigorosamente osservate le disposizioni relative ai modelli, alla carta, al formato dei formulari, alla lingua da utilizzare, alla leggibilità, al divieto di raschiature o aggiunte e alle modifiche.

Devono essere compilate, se necessario, unicamente le caselle recanti un numero d'ordine; le altre, indicate con una lettera maiuscola, sono riservate alle amministrazioni.

L'esemplare destinato ad essere custodito presso l'ufficio di partenza deve recare la firma originale dell'obbligato principale. Tale firma, come eventualmente quella del suo rappresentante autorizzato, impegna l'obbligato principale per tutto quanto riguarda l'operazione di transito quale risulta dall'applicazione dell'Appendice I della Convenzione e dalla descrizione di cui al precedente punto B.

TITOLO II

DATI DA RIPORTARE NELLE VARIE CASELLE

I. Formalità da espletare nel paese di partenza

CASELLA n. 1 : DICHIARAZIONE

Devono figurare nella terza sottocasella le seguenti indicazioni :

- (1) Merci spedite o rispedito secondo il regime T2 da uno Stato membro della Comunità a un altro.

T2

- (2) Merci esportate da uno Stato membro della Comunità a un paese dell'EFTA o rinviate in un paese dell'EFTA, secondo il regime T2

T2

- (3) Merci spedite o esportate secondo il regime T1

T1

- (4) Invio misto di merci comunitarie e non comunitarie, indicate su formulari complementari a parte o su distinte di carico per ciascun tipo di merci.

T

- (5) Spedizione o rispedizione di merci senza ricorrere al regime T2, ma attestando il carattere comunitario delle merci stesse.

T2L

CASELLA n. 2 : SPEDITORE/ESPORTATORE

Compilare tale casella è facoltativo per le Parti contraenti.

Indicare il cognome e il nome o la ragione sociale dell'interessato. Per quanto riguarda il numero d'identificazione, possono indicarlo le Parti contraenti stesse (è il numero d'identificazione attribuito all'interessato dalle autorità competenti per fini fiscali, statistici o altri).

In caso di spedizioni raggruppate, le Parti contraenti possono far apporre in questa casella la dicitura "vari" e accludere alla dichiarazione l'elenco degli speditori.

CASELLA n. 3 : FORMULARI

Indicare il numero d'ordine del "pacchetto" e il numero totale di "pacchetti" di formulari e di fogli supplementari impiegati (per esempio, se si presentano un formulario e due fogli supplementari, numerare il formulario con le cifre 1/3, il primo foglio supplementare con 2/3, ed il secondo foglio supplementare con 3/3).

Se la dichiarazione riguarda un unico articolo (cioè quando si deve compilare una sola casella "descrizione delle merci"), non indicare nulla in questa casella n. 3, ed apporre un "1" nella casella n. 5.

Se invece di un "pacchetto" di 8 esemplari vengano utilizzati due "pacchetti" di 4 esemplari, questi sono ritenuti costituire un solo pacchetto.

CASELLA n. 4 : DISTINTE DI CARICO

Indicare in cifre il numero di distinte di carico eventualmente allegate o il numero di elenchi commerciali descrittivi autorizzati dalla autorità competente.

CASELLA n. 5 : ARTICOLI

Indicare il numero totale degli articoli dichiarati dall'interessato in tutti i formulari e fogli supplementari (o distinte di carico o elenchi commerciali) utilizzati. Il numero degli articoli deve corrispondere al numero di caselle "Descrizione delle merci" da riempire.

CASELLA n. 6 : TOTALE DEI COLLI

Compilare tale casella è facoltativo per le Parti contraenti. Indicare il numero totale dei colli componenti la spedizione in oggetto.

CASELLA n. 8 : DESTINATARIO

Indicare il nome o la ragione sociale e l'indirizzo completo della o delle persone a cui le merci devono essere consegnate.

In questo studio non è obbligatorio indicare il numero d'identificazione.

CASELLA 15 : PAESE DI SPEDIZIONE/ESPORTAZIONE

Indicare il nome del paese dal quale le merci sono spedite o esportate.

CASELLA n. 17 : PAESE DI DESTINAZIONE

Indicare il nome del paese interessato.

CASELLA n. 18 : IDENTITA' E NAZIONALITA' DEL MEZZO DI TRASPORTO
ALLA PARTENZA

Indicare l'identità, per esempio il(i) numero(i) d'immatricolazione del(i) mezzo(i) di trasporto (autocarro, imbarcazione, carrozza ferroviaria, aeromobile su cui le merci sono direttamente caricate al momento della loro presentazione all'ufficio doganale nel quale sono espletate le formalità di spedizione/esportazione o di transito, seguita dal codice della nazionalità del mezzo di trasporto (o del veicolo propulsore, se si tratta di un convoglio), servendosi dei codici previsti a tale scopo. Per esempio, se la motrice e il rimorchio hanno targhe diverse, indicare il numero di targa della motrice e del rimorchio e la nazionalità della motrice.

In caso di spedizione a mezzo posta o di trasporto mediante infrastrutture fisse non è necessario indicare il numero d'immatricolazione e la nazionalità. In caso di trasporto ferroviario, non è necessario indicare la nazionalità.

Negli altri casi, indicare la nazionalità è facoltativo per le Parti contraenti.

CASELLA n. 19 : CONTENITORE (Ctr)

Compilare tale casella è facoltativo per le Parti contraenti.

Indicare, conformemente ai codici riportati all'Allegato IX, i dati necessari alla situazione presunta al passaggio della frontiera del paese di spedizione/esportazione al momento dell'espletamento delle formalità di spedizione/esportazione o di transito.

CASELLA n. 21 : IDENTITA' E NAZIONALITA' DEL MEZZO ATTIVO DI TRASPORTO
CHE ATTRAVERSA LA FRONTIERA

Per quanto riguarda l'identità, compilare questa casella è facoltativo per le Parti contraenti.

E' invece obbligatorio per quanto concerne la nazionalità.

Tuttavia, in caso di spedizioni postali, di trasporti ferroviari o di trasporti mediante infrastrutture fisse non è necessario indicare il numero d'immatricolazione e la nazionalità.

Indicare il tipo di mezzo di trasporto (autocarro, imbarcazione, carrozza ferroviaria, aeromobile) precisando ad esempio il numero d'immatricolazione o la denominazione del mezzo attivo di trasporto (cioè il propulsore) del quale si presuppone l'uso al momento del passaggio della frontiera del paese di spedizione/esportazione, seguito dal codice relativo alla nazionalità di tale mezzo di trasporto quale risultava al momento dell'espletamento delle formalità di spedizione/esportazione o di transito.

In caso di trasporto combinato, o quando siano utilizzati più mezzi di trasporto, il mezzo attivo di trasporto è quello che assicura la movimentazione del tutto (esempio : nel caso di autocarro su nave, il mezzo attivo di trasporto è la nave; tra motrice e rimorchio, il mezzo attivo di trasporto è la motrice).

CASELLA n. 25 : MODO DI TRASPORTO ALLA FRONTIERA

Compilare tale casella è facoltativo per le Parti contraenti.

Indicare, conformemente ai codici di cui all'Allegato IX, il modo di trasporto corrispondente al mezzo attivo di trasporto col quale si presume che le merci lascino il territorio del paese di spedizione/esportazione.

CASELLA n. 27 : LUOGO DI CARICO

Compilare tale casella è facoltativo per le Parti contraenti.

Indicare il luogo di carico delle merci quale risultava al momento dell'espletamento delle formalità di spedizione/esportazione o di transito, se del caso sotto forma di codice quando ciò sia previsto sul mezzo attivo di trasporto sul quale attraversano la frontiera del paese di spedizione/esportazione.

CASELLA n. 31 : COLLI E DESCRIZIONE DELLE MERCI - MARCHI E NUMERI -
N. CONTENITORI - QUANTITA' E NATURA

Indicare i marchi, i numeri, la quantità e la natura dei colli, oppure nel caso di merci non imballate, il numero degli articoli oggetto della dichiarazione o apporre la dicitura "alla rinfusa", secondo il caso, nonché i riferimenti necessari all'identificazione di dette merci. Per descrizione delle merci s'intende la loro denominazione commerciale abituale, espressa in termini sufficientemente precisi per permettere l'identificazione e la classificazione. In questa casella devono risultare anche informazioni richieste da eventuali norme specifiche (imposte di consumo, ecc.). In caso d'impiego di contenitori, nella casella vanno indicati anche i loro marchi d'identificazione.

CASELLA n. 32 : NUMERO DELL'ARTICOLO

Indicare il numero d'ordine dell'articolo in questione rispetto al totale degli articoli dichiarati nei formulari utilizzati, secondo quanto precisato nella nota relativa alla casella n. 5.

Se la dichiarazione si riferisce ad un solo articolo, le Parti contraenti possono prevedere che non sia indicato nulla in questa casella, tenuto conto che la cifra "1" deve figurare nella casella n. 5.

CASELLA n. 33 : CODICE DELLE MERCI

Compilare tale casella è facoltativo per le Parti contraenti. Indicare il numero di codice di cui all'Allegato IX.

Per quanto concerne le dichiarazioni redatte in un paese EFTA, questa casella va completata solo quando il documento T2 precedente contiene un'indicazione del codice delle merci; si inserisce il numero di codice figurante nel precedente documento T2.

CASELLA n. 35 : MASSA LORDA

Indicare la massa lorda, espressa in chilogrammi, delle merci descritte nella casella n. 31. La massa lorda corrisponde alla massa globale delle merci e di tutti i loro imballaggio, esclusi i contenitori e le altre attrezzature di trasporto.

CASELLA n. 38 : MASSA NETTA

Compilare tale casella è facoltativo per le Parti contraenti. Indicare la massa netta, espressa in chilogrammi, delle merci descritte nella casella n. 31 : si tratta della massa delle merci prive del loro imballaggio.

Questo dato deve essere indicato sulle dichiarazioni T2 redatte in un paese EFTA soltanto quando la massa netta figurì nel precedente documento T2.

CASELLA n. 40 : DICHIARAZIONE SOMMARIA/DOCUMENTO PRECEDENTE

Compilare tale casella è facoltativo per le Parti contraenti (numeri di riferimento dei documenti riguardanti la procedura amministrativa che ha preceduto la spedizione/esportazione in un altro paese).

CASELLA n. 44 : MENZIONI SPECIALI, DOCUMENTI PRESENTATI, CERTIFICATI E AUTORIZZAZIONI

Indicare i dati richiesti da normative specifiche eventualmente vigenti nel paese di spedizione/esportazione e i numeri di riferimento dei documenti presentati a sostegno della dichiarazione (compresi se del caso, i numeri degli esemplari di controllo T5, il numero della licenza e autorizzazione di esportazione, i dati relativi ai regolamenti veterinari e fitosanitari, il numero della fattura di carico, ecc.). Nella sotto-casella "codice menzioni speciali" (MS) indicare, se del caso, il numero di codice corrispondente alle menzioni speciali che possono essere richieste per il regime di transito. Tale sotto-casella dovrà essere utilizzata solo quando entrerà in applicazione un sistema informatizzato di appuramento delle operazioni di transito.

CASELLA n. 50 : OBBLIGATO PRINCIPALE E RAPPRESENTANTE AUTORIZZATO; LUOGO DATA E FIRMA

Indicare cognome e nome o ragione sociale e indirizzo completo dell'obbligato principale e l'eventuale numero d'identificazione attribuitogli dalle autorità competenti. Se del caso, indicare cognome, nome o ragione sociale del rappresentante autorizzato che firma per l'obbligato principale.

Fatte salve le disposizioni particolari da adottare in caso di uso dell'informatica, l'originale della firma manoscritta della persona interessata deve figurare sull'esemplare che viene conservato all'ufficio di partenza. Se l'interessato è una persona giuridica, il firmatario deve indicare, dopo la firma, il proprio cognome, nome e qualifica.

CASELLA n. 51 : UFFICI DI PASSAGGIO PREVISTI (E PAESI)

Indicare l'ufficio di entrata previsto in ogni paese di cui si prevede di attraversare il territorio e, se il trasporto debba attraversare il territorio di paesi terzi, l'ufficio di uscita attraverso il quale il trasporto lascerà il territorio delle Parti contraenti. Gli uffici di passaggio figurano nell'elenco degli uffici doganali competenti per operazioni di transito. Indicare inoltre il paese, avvalendosi del codice previsto.

CASELLA n. 52 : GARANZIA

Indicare, avvalendosi dei codici previsti, il tipo di garanzia utilizzata per l'operazione considerata e, se necessario, il numero del certificato o buono della garanzia corrispondente e l'ufficio di garanzia.

Se la garanzia globale oppure la singola garanzia non è valida per tutti i paesi, oppure se l'obbligato principale esclude determinati paesi dall'applicazione della garanzia globale, si indichi dopo "non valida per ..." il codice del paese o paesi interessati.

CASELLA n. 53 : UFFICIO DI DESTINAZIONE (E PAESE)

Indicare l'ufficio a cui le merci devono essere presentate per porre termine all'operazione di transito. Gli uffici di destinazione figurano nell'elenco degli uffici doganali competenti per le operazioni di transito.

Dopo il nome dell'ufficio, indicare il codice del paese interessato.

II. Formalità durante il percorso

Tra il momento in cui le merci lasciano l'ufficio di esportazione e/o di partenza e quello in cui arrivano all'ufficio di destinazione può accadere che si renda necessario aggiungere negli esemplari del documento che accompagnano le merci, alcuni dati riguardanti l'operazione di trasporto, che devono essere annotati sul documento dal vettore responsabile

del mezzo di trasporto su cui le merci si trovano caricate, e cioè nel corso delle operazioni di trasporto. Questi dati si possono annotare a mano, in modo leggibile, a penna e in stampatello.

Tali dati, che figurano soltanto sugli esemplari n. 4 e 5, si riferiscono alle seguenti caselle :

- Trasbordi : riempire la casella 55

Casella n. 55 (trasbordi) :

Le prime tre righe di tale casella devono essere riempite dal vettore se nel corso dell'operazione in questione le merci sono trasbordate da un mezzo di trasporto a un altro o da un contenitore a un altro.

Si noti che, in caso di trasbordo, il vettore deve mettersi in contatto con le autorità competenti, in particolare quando sia necessario apporvi nuovi suggelli, per far controllare il documento di transito.

Quando il servizio delle dogane ha autorizzato il trasbordo senza il suo controllo, il vettore deve annotare personalmente il documento di transito ed informare, ai fini amministrativi, il successivo ufficio doganale al quale le merci debbono essere presentate.

- Altri incidenti di percorso : riempire la casella n. 56

Casella 56 (altri incidenti durante il trasporto) :

La casella deve essere compilata conformemente agli obblighi esistenti in materia di transito.

Inoltre, quando le merci sono state caricate su un semirimorchio, e durante il trasporto viene cambiata solo la motrice (senza che siano manipolazioni o trasbordi di merci), indicare in questa casella il numero di immatricolazione e la nazionalità del nuovo veicolo trainante. In tal caso, l'attestazione di controllo delle autorità competenti non è necessaria.

TITOLO III

OSSERVAZIONI RELATIVE AI FOGLI SUPPLEMENTARI

- A. I fogli supplementari devono essere utilizzati unicamente quando la dichiarazione riguardi più di un articolo (cfr. casella n. 5). Essi devono essere presentati congiuntamente a un formulario contenuto negli Allegati I e II.

- B. Le osservazioni di cui ai Titoli I e II si applicano anche ai fogli supplementari.

Tuttavia :

- la sigla "T1 bis" o "T2 bis" deve apparire nella terza sotto-casella della casella 1;
- l'uso delle caselle 2 e 8 del formulario supplementare contenuto nell'Allegato III e delle caselle 2/8 del formulario supplementare contenuto nell'Allegato IV è facoltativo per le Parti contraenti e dovrebbero recare solo il nome o il numero di identificazione eventuale della persona interessata.

- C. Se vengono utilizzati fogli supplementari, le caselle "descrizione delle merci" non utilizzate devono essere sbarrate, in modo da impedire ulteriori aggiunte.
-

ALLEGATO VIII

ISTRUZIONI SULL'IMPIEGO DEI FORMULARI PER LA COMPILAZIONE

DEI DOCUMENTI ATTESTANTI IL CARATTERE COMUNITARIO

DELLE MERCI CHE NON CIRCOLANO IN REGIME T2

(DOCUMENTO T2L)

A. OSSERVAZIONI GENERALI

1. Il documento T2L può essere usato per attestare il carattere comunitario delle merci a cui esso si riferisce soltanto nel caso che dette merci non circolino in regime di transito e vengano trasportate direttamente da un paese a un altro.
2. Il dichiarante deve compilare soltanto le caselle nella parte superiore del documento, alla voce "Nota importante".
3. I formulari devono essere compilati con la macchina per scrivere o con un procedimento meccanografico o affine, anche a mano, in modo leggibile, a penna e in stampatello.
4. Non devono essere fatte raschiature o aggiunte. Le eventuali modifiche devono essere apportate cancellando le indicazioni errate ed aggiungendovi quelle desiderate. Ogni modifica effettuata in tal modo deve essere siglata dall'autore e convalidata dalle autorità doganali dell'ufficio di rilascio, le quali possono eventualmente esigere la presentazione di una nuova dichiarazione.
5. I documenti T2L devono essere completati nella lingua indicata dalle autorità competenti del paese di partenza.
6. Gli spazi non utilizzati nelle caselle compilate dal dichiarante devono essere sbarrati, in modo da impedire iscrizioni successive.
7. I documenti T2L devono essere utilizzati conformemente al Titolo V dell'Appendice II.

B. Indicazioni relative ad alcune caselle

CASELLA n. 1 : DICHIARAZIONE

Indicare la sigla "T2L" nella terza sottocasella.

In caso d'impiego di fogli supplementari la casella n. 1 del formulario o dei formulari usati a tale fine deve recare la sigla T2L bis nel a terza suddivisione.

CASELLA n. 2 : SPEDITORE/ESPORTATORE

Indicare il cognome e il nome o la ragione sociale e l'indirizzo. Per quanto riguarda il numero d'identificazione, possono indicarlo i paesi interessati (numero d'identificazione attribuito all'interessato dalle autorità competenti per fini fiscali, statistici o altri). In caso di spedizioni raggruppate, i paesi possono fare apporre in questa casella la dicitura "vari" e accludere alla dichiarazione l'elenco degli speditori.

CASELLA n. 3 : FORMULARI

Indicare il numero d'ordine del formulario rispetto al totale dei formulari eventualmente usati.

Esempi : se il documento T2L è costituito da un solo formulario, indicare 1/1; se il documento T2L comporta un foglio supplementare T2L bis, numerare il documento T2L 1/2 e il foglio supplementare 2/2; se il documento T2L comprende due fogli supplementari T2L bis, numerare il documento T2L 1/3; il primo documento T2L bis 2/3 e il secondo documento T2L bis 3/3.

CASELLA n. 4 : DISTINTE DI CARICO

Indicare il numero di distinte di carico allegate al documento T2L.

CASELLA n. 5 : ARTICOLI

Indicare il numero totale degli articoli dichiarati dall'interessato in tutti i formulari di dichiarazione (T2L e formulari complementari o distinte di carico) utilizzati. Il numero degli articoli deve corrispondere al numero di caselle "Descrizione delle merci" da riempire.

CASELLA n. 14 : DICHIARANTE/RAPPRESENTANTE

Indicare il cognome e nome o la ragione sociale e l'indirizzo dell'interessato, conformemente alle norme in vigore. In caso d'identità tra il dichiarante e lo speditore, indicare "speditore". Per quanto riguarda il numero d'identificazione, potranno indicarlo i paesi interessati (numero d'identificazione attribuito all'interessato dalle autorità competenti per fini fiscali, statistici o altri).

CASELLA n. 31 : COLLI E DESCRIZIONE DELLE MERCI - MARCHI E NUMERI -
N. CONTENITORI

Indicare i marchi, i numeri, la quantità e la natura dei colli, oppure, nel caso di merci non imballate, il numero degli articoli oggetto della dichiarazione o apporre la dicitura "alla rinfusa", secondo il caso, nonché i riferimenti necessari all'identificazione di dette merci. Per descrizione delle merci s'intende la loro denominazione commerciale abituale, espressa in termini sufficientemente precisi per permetterne la identificazione e la classificazione. In questa casella devono essere apposte anche le informazioni richieste da eventuali norme specifiche (imposte di consumo, ecc.) In caso d'impiego di contenitori, nella casella vanno indicati anche i loro marchi d'identificazione.

CASELLA n. 32 : NUMERO DELL'ARTICOLO

Indicare il numero d'ordine dell'articolo in questione rispetto al totale degli articoli dichiarati nel documento T2L e nei formulari complementari, secondo quanto precisato nella nota relativa alla casella n. 5.

CASELLA n. 33 : CODICE DELLE MERCI

Questa casella va redatta in un paese EFTA solo quando il documento T2 precedente contiene un'indicazione del codice delle merci; va inserito il numero di codice del documento T2 precedente.

CASELLA n. 35 : MASSA LORDA

Indicare la massa lorda, espressa in chilogrammi, delle merci descritte nella casella n. 31. La massa lorda corrisponde alla massa globale delle merci e di tutti i loro imballaggi, esclusi i contenitori e le altre attrezzature di trasporto.

CASELLA n. 38 : MASSA NETTA

Questa casella va redatta in un paese EFTA solo quando il documento precedente T2 contiene l'indicazione della massa netta.

Indicare la massa netta espressa in chilogrammi, delle merci dichiarate nella casella n. 31. Si tratta della massa delle merci prive del loro imballaggio.

CASELLA n. 40 : DICHIARAZIONE SOMMARIA/DOCUMENTO PRECEDENTE

Per merci trasportate vincolate al regime TIR o al Manifesto renano o oggetto di carnet ATA, apporre la dicitura "TIR", "Manifesto renano" oppure "ATA" a seconda dei casi, seguita dalla data di rilascio e dal numero di riferimento del documento relativo al regime in questione.

CASELLA n. 44 : MENZIONI SPECIALI, DOCUMENTI PRESENTATI, CERTIFICATI
E AUTORIZZAZIONI

Questa casella deve essere compilata in un paese EFTA solo quando il documento T2 precedente contiene dettagli in tale casella; questi dettagli devono essere ripresi nel documento T2L.

CASELLA n. 54 : LUOGO E DATA, FIRMA, COGNOME E NOME DEL DICHIARANTE O
DEL SUO RAPPRESENTANTE

Fatte salve le disposizioni specifiche da adottare in caso di uso dell'informatica, la firma della persona interessata, seguita dal nome e cognome, deve figurare nel documento T2L. Se l'interessato è una persona giuridica, dopo la firma e il nome e cognome l'interessato deve precisare il proprio statuto.

ALLEGATO IXCODICI DA UTILIZZARE NEI FORMULARI PER LA COMPILAZIONEDELLE DICHIARAZIONI T1 E T2CASELLA n. 1 : DICHIARAZIONE

(Cfr. Allegato VII)

CASELLA n. 19 : CONTENITORE

I codici da utilizzare sono i seguenti :

- 0 : merci non trasportate in contenitori
 1 : merci trasportate in contenitori.

CASELLA n. 25 : MODO DI TRASPORTO ALLA FRONTIERA

La lista dei codici da utilizzare è la seguente :

Codice dei modi di trasporto, posta ed altre spedizioni.

- A. Codice di una cifra (obbligatorio)
 B. Codice di due cifre (la seconda è facoltativa per le Parti contraenti).

<u>A.</u>	<u>B.</u>	<u>Denominazione</u>
1	10	Trasporto marittimo
	12	Carrozza ferroviaria trasportata su nave
	16	Autoveicolo trasportato su nave
	17	Rimorchio o semirimorchio trasportato su nave
	18	Chiatta trasportata su nave
2	20	Trasporto ferroviario
	23	Autoveicolo trasportato su carrozza ferroviaria
3	30	Trasporto stradale
4	40	Trasporto aereo
5	50	Spedizione postale
7	70	Infrastrutture fisse di trasporto
8	80	Trasporto per via navigabile interna
9	90	Propulsione propria

Casella n. 27 : LUOGO DI CARICO/SCARICO

I codici saranno stabiliti dalle Parti contraenti.

CASELLA n. 33 : CODICE DELLE MERCI

Prima sottocasella.

Nella Comunità, indicare le otto cifre della Nomenclatura integrata; nei paesi EFTA, indicare nella parte sinistra della prima sottocasella le sei cifre del sistema armonizzato di descrizione e di codificazione delle merci, ferme restando eventuali altre indicazioni necessarie per il documento T2 o T2L.

Altre sottocaselle

Da compilare utilizzando altri codici specifici delle parti contraenti (da indicare cominciando subito dopo la prima sottocasella).

CASELLA n. 51 : UFFICI DI PASSAGGIO PREVISTIIndicazione dei paesi

L'elenco dei codici da utilizzare è il seguente :

Belgio	B o BE	Lussemburgo	LU
Danimarca	DK	Paesi Bassi	NL
RF di Germania	D o DE	Regno Unito	GB
Grecia	EL o GR	Svizzera	CH
Francia	FR	Austria	A o AT
Irlanda	IRL o IE	Spagna	ES
Italia	IT	Portogallo	PT
		Norvegia	NO
		Svezia	SE
		Finlandia	FI
		Islanda	IS

CASELLA n. 52 : GARANZIATipo di garanzia

L'elenco dei codici da utilizzare è il seguente :

Situazione	Codice	Altre indicazioni necessarie
In caso di garanzia globale	1	- numero del certificato di garanzia - ufficio di garanzia
In caso di garanzia singola	2	
In caso di garanzia in contanti	3	
In caso di garanzia forfettaria	4	- numero del titolo di garanzia forfettaria
In caso di esonero dalla garanzia (Titolo IV dell'Appendice I)	6	
In caso di esonero dalla garanzia per il percorso compreso tra l'ufficio di partenza e l'ufficio di passaggio (art. 10, par. 2, lett. b) della Convenzione	7	
In caso di esonero dalla garanzia concesso a taluni enti pubblici	8	

Indicazione dei paesi :

Si utilizzano i codici previsti per la casella n. 51

CASELLA n. 53 : UFFICIO DI DESTINAZIONE (E PAESE)

Si utilizzano i codici previsti per la casella n. 51.

PROTOCOLLO ADDIZIONALE ES-PT

relativo alle procedure speciali di applicazione della Convenzione per un regime comune di transito, a seguito dell'adesione alla Comunità del Regno di Spagna e della Repubblica portoghese

Articolo 1

Nel presente Protocollo la Comunità, nella sua composizione precedente all'adesione della Spagna e del Portogallo, qui di seguito denominata "Comunità a Dieci", comprende il Regno del Belgio, il Regno di Danimarca, la Repubblica federale di Germania, la Repubblica ellenica, la Repubblica francese, l'Irlanda, la Repubblica italiana, il Granducato del Lussemburgo, il Regno dei Paesi Bassi e il Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord.

Articolo 2

Fatto salvo quanto disposto agli articoli 3 e 6 del presente Protocollo, le norme della Convenzione riguardanti specificamente i formulari di transito, le dichiarazioni e i documenti T2 o T2L si applicano allo stesso modo ai formulari di transito, alle dichiarazioni e ai documenti T2 ES, T2 PT, T2L ES e T2L PT.

Articolo 3

1. Il rilascio da parte di un ufficio di partenza in un paese EFTA di un documento T2 ES o T2L ES è subordinato alla presentazione a tale ufficio di un documento T2 ES o T2L ES.
2. Il rilascio da parte di un ufficio di partenza in un paese EFTA di un documento T2 PT o T2L PT è subordinato alla presentazione a tale ufficio di un documento T2 PT o T2L PT.

Articolo 4

1. Una dichiarazione T2 ES o T2 PT è una dichiarazione redatta su un formulario corrispondente al modello di cui all'Allegato I o II dell'Appendice III della Convenzione, corredata se necessario da uno o più formulari complementari corrispondenti ai modelli di cui all'Allegato III o IV della medesima Appendice.
2. L'obbligato principale deve indicare se la dichiarazione di transito è redatta su un formulario T2 ES o T2 PT, corredata, se necessario, di uno o più fogli supplementari, inserendo a macchina o a mano in forma leggibile e indelebile, nella parte destra della casella n. 1 di tali formulari, la sigla T2 ES o T2 PT, a seconda dei casi.

Articolo 5

1. I formulari su cui sono compilati i documenti T2L ES e T2L PT devono corrispondere all'esemplare n. 4 del modello di cui all'Allegato I dell'Appendice III o all'esemplare 4/5 del modello di cui all'Allegato II della medesima Appendice, e su detti esemplari deve essere inserita a macchina o a mano, in forma leggibile e indelebile, nella terza suddivisione della casella n. 1, la sigla T2L ES o T2L PT, a seconda dei casi.
2. Ai documenti T2L ES e T2L PT si applicano le disposizioni dell'articolo 1, paragrafo 7 e del Titolo V dell'Appendice II.

Articolo 6

1. Ai fini dell'applicazione delle disposizioni del Titolo IV, Capitolo I dell'Appendice II della Convenzione :
 - a) - la nota di spedizione internazionale o la nota di spedizione internazionale di pacchi espressi, relativa a merci accettate per il trasporto da una delle autorità ferroviarie della Comunità a Dieci, oppure
 - la nota di trasbordo TR relativa a merci accettate per il trasporto da uno dei rappresentanti nazionali del settore dei trasporti nella Comunità a Dieciha effetto equivalente ad una dichiarazione o documento T2, purché non rechi la sigla T1, T2 ES o T2 PT ;
 - b) - la nota di spedizione internazionale o la nota di spedizione internazionale di pacchi espressi, relativa a merci accettate per il trasporto dalle autorità ferroviarie spagnole, oppure
 - la nota di trasbordo TR relativa a merci accettate per il trasporto dai rappresentanti nazionali spagnoli del settore dei trasportiha effetto equivalente ad una dichiarazione o documento T2 ES, purché non rechi la sigla T1, T2 o T2 PT (queste ultime due autenticate dal timbro dell'ufficio di partenza) ;
 - c) - la nota di spedizione internazionale o la nota di spedizione internazionale di pacchi espressi, relativa a merci accettate per il trasporto dalle autorità ferroviarie portoghesi, oppure

- la nota di trasbordo TR relativa a merci accettate per il trasporto dai rappresentanti nazionali portoghesi del settore dei trasporti

ha effetto equivalente ad una dichiarazione o documento T2 PT, purché non rechi la sigla T1, T2 o T2 ES (queste ultime due autenticate dal timbro dell'ufficio di partenza).

2. Ai fini dell'applicazione degli articoli 35 e 52 dell'Appendice II della Convenzione da parte di un paese dell'EFTA :

- a) il documento deve recare chiaramente il timbro T2 ES, se le merci in oggetto sono arrivate in quel paese EFTA sotto la scorta di :

- un documento T2 ES ;
- una nota di spedizione internazionale, una nota di spedizione internazionale di pacchi espressi o una nota di trasbordo TR equivalente al documento T2 ES ; oppure
- un documento T2L ES ;

- b) il documento deve recare chiaramente il timbro T2 PT, se le merci in oggetto sono arrivate in quel paese EFTA sotto la scorta di :

- un documento T2 PT ;
 - una nota di spedizione internazionale, una nota di spedizione internazionale di pacchi espressi o una nota di trasbordo T2 equivalente al documento T2 PT ; oppure
 - un documento T2L PT.
-

AANHANGSEL IBIJ DEOVEREENKOMST BETREFFENDE EEN GEMEENSCHAPPELIJKE REGELING
INZAKE DOUANEVERVOERTITEL I**Algemene bepalingen**Artikel 1

1. De in deze Overeenkomst neergelegde regeling inzake douane-
vervoer is van toepassing op het vervoer van goederen over-
eenkomstig artikel 1, lid 1, van de Overeenkomst.

2. Deze regeling is de T1 of T2-regeling waarop artikel 2 van de
Overeenkomst van toepassing is.

Artikelen 2 tot en met 10

(Dit Aangangsel bevat geen artikelen 2 tot en met 10)

Artikel 11

Voor de toepassing van deze Overeenkomst wordt verstaan onder :

- a) "aangever" : de persoon die, zelf of door een gevolmachtigde,
een aangifte voor douanevervoer ten aanzien waarvan de
vereiste douaneformaliteiten zijn vervuld, heeft gedaan, waar-
door hij zich tegenover de bevoegde autoriteiten verplicht
tot het regelmatig verrichten van dat douanevervoer ;

b) "vervoermiddel" : met name

- elk voertuig voor wegverkeer, aanhangwagen, oplegger,
- elke spoorwagen,
- elk schip of elke boot,
- elk luchtvaartuig,
- elke container in de zin van de Douaneovereenkomst inzake containers ;

c) "kantoor van vertrek" : het douanekantoor waar het douanevervoer begint ;

d) "kantoor van doorgang" :

- het douanekantoor van binnenkomst, gelegen in een ander land dan het land van vertrek,
- alsmede het douanekantoor van uitgang uit het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij, wanneer tijdens het douanevervoer de zending het douanegebied van deze Overeenkomstsluitende Partij via een grens tussen een Overeenkomstsluitende Partij en een derde land verlaat ;

e) "kantoor van bestemming" : het douanekantoor waar de goederen ter beëindiging van het douanevervoer moeten worden aangebracht ;

f) "kantoor van zekerheidstelling" : het douanekantoor waar een doorlopende zekerheid wordt gesteld ;

- g) "binnengrens" : de gemeenschappelijke grens van twee Overeenkomstsluitende Partijen.

Goederen die in een zeehaven van een Overeenkomstsluitende Partij worden ingescheept en in een zeehaven van een andere Overeenkomstsluitende Partij worden ontscheept, worden geacht een binnengrens te overschrijden, voor zover voor de zeereis één enkel transportbescheid wordt opgemaakt.

Goederen die over zee uit een derde land worden aangevoerd en in een zeehaven van een Overeenkomstsluitende Partij worden overgeladen om in een zeehaven van een andere Overeenkomstsluitende Partij te worden ontscheept, worden niet geacht een binnengrens te hebben overschreden.

TITEL II

T1-regeling

Artikel 12

1. Voor met toepassing van de T1-regeling te vervoeren goederen moet, overeenkomstig de bepalingen van deze overeenkomst, een aangifte T1 worden gedaan. Onder aangifte T1 wordt verstaan een aangifte gesteld op een formulier dat overeenstemt met het model van het formulier dat in Aanhangsel III is opgenomen.
2. Het in lid 1 bedoelde formulier T1 kan in voorkomend geval worden aangevuld met een of meer aanvullende formulieren T1 bis die overeenstemmen met het model van het aanvullend formulier dat in Aanhangsel III is opgenomen.

3. De formulieren T1 en T1 bis worden gedrukt en ingevuld in een van de officiële talen van de Overeenkomstsluitende Partijen, aanvaard door de bevoegde autoriteiten van het land van vertrek. De bevoegde autoriteiten van het bij het T1 vervoer betrokken land kunnen, voor zover nodig, de vertaling in de officiële taal of in één van de officiële talen van dat land vragen.
4. De aangifte T1 wordt ondertekend door de persoon die de aangifte doet of door zijn gevolmachtigde ; zij wordt ten minste in drievoud gedaan aan het kantoor van vertrek.
5. De bij de aangifte T1 gevoegde stukken maken daarvan een integrerend deel uit.
6. De aangifte T1 moet vergezeld zijn van het transportbescheid.

Het kantoor van vertrek kan ontheffing verlenen van de overlegging daarvan bij het vervullen van de douaneformaliteiten. Het transportbescheid moet echter tijdens het vervoer te allen tijde op verzoek van de douane worden overgelegd.

7. Wanneer de T1-regeling in het land van vertrek aansluit op een andere douaneregeling, bevat de aangifte T1 een verwijzing naar deze regeling of naar de daarop betrekking hebbende documenten.

Artikel 13

De aangever is verplicht :

- a) de goederen binnen de gestelde termijn ongeschonden aan het kantoor van bestemming aan te brengen, met inachtneming van de door de bevoegde autoriteiten getroffen identificatiemaatregelen ;

- b) de bepalingen na te leven betreffende de T1-regeling en inzake douanevervoer in elk van de landen over het grondgebied waarvan het vervoer plaatsvindt.

Artikel 14

1. Elk land kan bepalen dat, onder de voorwaarden die het vaststelt, het document T1 wordt gebruikt voor de toepassing van nationale regelingen.
2. Voor aanvullende gegevens welke te dien einde door een ander dan de aangever op het document T1 zijn vermeld, is alleen deze andere verantwoordelijk overeenkomstig de nationale wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen.

Artikel 15

(Dit aanhangsel bevat geen artikel 15)

Artikel 16

1. Voor het laden van goederen bij verschillende kantoren van vertrek en voor het lossen van goederen bij verschillende kantoren van bestemming kan een zelfde vervoermiddel worden gebruikt.
2. In een zelfde aangifte T1 mogen slechts goederen voorkomen, die in of op een enkel vervoermiddel zijn of worden geladen en die van een zelfde kantoor van vertrek naar een zelfde kantoor van bestemming zullen worden vervoerd.

Voor de toepassing van de eerste alinea worden de onderstaande vervoermiddelen als een enkel vervoermiddel beschouwd, mits zij beladen zijn of worden met goederen die te zamen moeten worden vervoerd :

- a) een voertuig voor wegverkeer met een of meer aanhangwagens of opleggers ;
- b) twee of meer spoorwagens ;
- c) twee of meer schepen die één geheel vormen ;
- d) containers geladen op een vervoermiddel in de zin van dit artikel.

Artikel 17

1. Het kantoor van vertrek maakt het document T1 geldig, stelt de termijn vast waarbinnen de goederen aan het kantoor van bestemming moeten worden aangebracht en treft de identificatiemaatregelen die het nodig acht.
2. Na aantekening van een en ander op het document T1, behoudt het kantoor van vertrek het voor dit kantoor bestemde exemplaar en overhandigt de overige exemplaren aan de aangever of diens vertegenwoordiger.

Artikel 18

(Dit Aanhangsel bevat geen artikel 18)

Artikel 19

1. Het vervoer van de goederen vindt plaats onder geleide van de exemplaren van het document T1 die het kantoor van vertrek aan de aangever of diens vertegenwoordiger heeft afgegeven.

2. Het vervoer vindt plaats langs de in het document T1 vermelde kantoren van doorgang. Indien de omstandigheden zulks rechtvaardigen, kan het vervoer plaatsvinden langs andere kantoren van doorgang.
3. Met het oog op het toezicht, kan elk land voor het douanevervoer op zijn grondgebied bepaalde routes vaststellen.
4. Elk land stelt de Commissie van de Europese Gemeenschappen in kennis van de lijst en de uren van openstelling van de douanekantoren welke bevoegd zijn voor vervoer onder geleide van het T1 document.

De Commissie geeft deze inlichtingen door aan de overige landen.

Artikel 20

De exemplaren van het document T1 moeten in elk land worden overgelegd op verzoek van de douane, die zich ervan kan vergewissen of de verzegeling ongeschonden is. Behalve bij vermoeden van onregelmatigheden die tot misbruik kunnen leiden, wordt niet tot onderzoek van de goederen overgegaan.

Artikel 21

De zending wordt onder overlegging van de exemplaren van het document T1 aan elk kantoor van doorgang aangeboden.

Artikel 22

1. Bij elk kantoor van doorgang levert de vervoerder een kennisgeving van doorgang in. Het model van de kennisgeving van doorgang is in Aanhangsel II opgenomen.
2. De kantoren van doorgang gaan niet tot onderzoek van de goederen over dan bij vermoeden van onregelmatigheden die tot misbruik kunnen leiden.

3. Wanneer het vervoer overeenkomstig artikel 19, lid 2, plaatsvindt langs een ander kantoor van doorgang dan het in document T1 vermelde kantoor, zendt eerstbedoeld kantoor de kennisgeving van doorgang onverwijld aan het in genoemd document vermelde kantoor.

Artikel 23

In geval van lading of lossing bij een tussenliggend kantoor moeten de door het kantoor of de kantoren van vertrek afgegeven exemplaren van het document T1 aan eerstbedoeld kantoor worden overgelegd.

Artikel 24

1. De in een document T1 vermelde goederen kunnen, zonder dat een nieuwe aangifte behoeft te worden gedaan, in of op een ander vervoermiddel worden overgeladen onder toezicht van douane van het land op wiens grondgebied de overlading zal plaatsvinden. In dat geval tekent de douane een en ander aan op het document T1.
2. De douane kan, onder door haar te bepalen voorwaarden, overlading zonder douanetoezicht toestaan. In een dergelijk geval tekent de vervoerder een en ander aan op het document T1 en stelt hij het eerstvolgende kantoor waar de goederen moeten worden aangebracht, daarvan op de hoogte met het oog op de visering.

Artikel 25

1. In geval van verbreking van de verzegeling tijdens het vervoer buiten de wil van de vervoerder, moet deze zo spoedig mogelijk in het land waar het vervoermiddel zich bevindt aan de douane, indien deze in de onmiddellijke omgeving aanwezig is, zo niet, aan een andere bevoegde autoriteit, verzoeken een proces-verbaal van bevinding op te maken. De handelende autoriteit brengt zo mogelijk een nieuwe verzegeling aan.

2. Indien ten gevolge van een ongeval overlading op een ander vervoermiddel nodig is, in artikel 24 van toepassing.

Wanneer in de onmiddellijke omgeving geen douane aanwezig is, kan een andere bevoegde autoriteit optreden op de wijze aangegeven in artikel 24, lid 1.

3. Wanneer bij dreigend gevaar onmiddellijk gedeeltelijke of gehele lossing noodzakelijk is, kan de vervoerder eigenmachtig maatregelen nemen. Hij maakt van de genomen maatregelen melding op het document T1. Lid 1 is in dat geval van toepassing.
4. Wanneer de vervoerder, wegens een ongeval of ten gevolge van een ander voorval tijdens het vervoer, niet in staat is de in artikel 17 bedoelde termijn in acht te nemen, moet hij de bevoegde autoriteit bedoeld in lid 1 zo spoedig mogelijk daarvan verwittigen. Deze autoriteit tekent een en ander aan op het document T1.

Artikel 26

1. Het kantoor van bestemming voorziet de exemplaren van het document T1 van aantekeningen omtrent de uitslag van de verrichte controle, zendt onverwijld een exemplaar aan het kantoor van vertrek terug en behoudt het andere exemplaar.
2. (Dit artikel bevat geen lid 2).
3. Wanneer de goederen bij het kantoor van bestemming worden aangebracht na het verstrijken van de door het kantoor van vertrek gestelde termijn, en het niet naleven van deze termijn is te wijten aan omstandigheden welke ten genoegen van het kantoor van bestemming naar behoren worden aangetoond en die niet toe te schrijven zijn aan de vervoerder of de aangever, wordt deze laatste geacht de gestelde termijn te hebben nageleefd.

4. Onverminderd de artikelen 34 en 51 van Aanhangsel II kan een vervoer onder geleide van een document T1 worden beëindigd aan een ander kantoor dan het kantoor dat in het document T1 is vermeld, mits deze beide kantoren onder dezelfde Overeenkomstsluitende Partij ressorteren. Dit kantoor wordt dan kantoor van bestemming.

Indien het in uitzonderingsgevallen noodzakelijk blijkt de goederen met het oog op de beëindiging van het vervoer aan te brengen bij een ander dan het op het document T1 vermelde kantoor en deze kantoren onder verschillende Overeenkomstsluitende Partijen ressorteren, kunnen de douaneautoriteiten van het kantoor waar de goederen worden aangebracht de wijziging van kantoor van bestemming toestaan. Het nieuwe kantoor van bestemming dient in het vak "Controle door kantoor van bestemming" van het terugzendingsexemplaar van het document T1, behalve de voor het kantoor van bestemming gebruikelijke vermeldingen, één van de hiernavolgende vermeldingen aan te brengen :

- "Differences : office where goods were presented
(name and country)"
- "Forskelle : det toldsted, hvor varerne blev frembudt
..... (navn og land)"
- "Unstimmigkeiten : Zollstelle der Gestellung
(Name und Land)"
- "Διαφορές : Εμπορεύματα προσκομισθέντα στο τελωνείο
(όνομα και χώρα)".
- "Différences : marchandises présentées au bureau
(nom et pays)"
- "Differenze : ufficio al quale sono state presentate le
merci (nome e paese)"

- "Verschillen : kantoor waar de goederen zijn aangebracht
..... (naam en land)"
- "Diferencias : mercancías presentadas en la aduana
.....
(nombre y país)"
- "Diferenças : mercadorias apresentadas ao escritorio
..... (nome e país)"
- "Muutos : toimipaikka, jossa tavarat esitetty
(nimi ja maa)"
- "Breying: Tollstjóráskrifstofa þar sem vörum var
framvisað..... (Nafn og land)"
- "Forskjell : det tollsted hvor varene ble fremlagt
(navn og land)"
- "Avvikelse : tullanstalt där varorna anmäldes
(namn och land)".

Een dergelijke wijziging van kantoor van bestemming mag evenwel niet worden toegestaan ten aanzien van documenten T1 waarop één van de hiernavolgende vermeldingen voorkomt :

- "Export from the Community subject to restrictions"
- "Udførsel fra Fællesskabet undergivet restriktioner"
- "Ausgang aus der Gemeinschaft Beschränkungen unterworfen"
- "Έξοδος από την Κοινότητα υποκειμένη σε περιορισμούς"
- "Sortie de la Communauté soumise à des restrictions"
- "Uscita dalla Comunità assoggettata a restrizioni"
- "Verlaten van de Gemeenschap aan beperkingen onderworpen"
- "Salida de la Comunidad sometida a restricciones"
- "Saída da Comunidade sujeita a restrições"

- "Export from the Community subject to duty"
- "Udførsel fra Fællesskabet betinget af afgiftsbetaling"
- "Ausgang aus der Gemeinschaft Abgabenerhebung unterworfen"
- "Εξοδος από την Κοινότητα υποκειμένη σε επιβάρυνση"
- "Sortie de la Communauté soumise à imposition"
- "Uscita dalla Comunità assoggettata a tassazione"
- "Verlaten van de Gemeenschap aan belastingheffing onderworpen"
- "Salida de la Comunidad sujeta a pago de derechos"
- "Saída da Comunidade sujeita a pagamento de imposições"

Het kantoor van vertrek zuivert het document T1 slechts aan wanneer is voldaan aan alle verplichtingen die voortvloeien uit de wijziging van kantoor van bestemming. Het stelt, in voorkomend geval, de borg van deze niet-zuivering in kenn-

Artikel 27

1. Ter verzekering van de voldoening van de rechten en andere heffingen, die elk land gerechtigd is te vorderen van goederen die met toepassing van de T1-regeling over zijn grondgebied worden vervoerd, wordt door de angever, behoudens andersluitende bepalingen in dit Aanhangsel, zekerheid gesteld.
2. De zekerheid kan, hetzij doorlopend, voor diverse transporten met toepassing van de T1-regeling, hetzij per aangifte, voor één enkel T1-vervoer worden gesteld.
3. De zekerheid bestaat, onverminderd het bepaalde in artikel 33, lid 2, uit de borgtocht aangegaan door een door het land waar de zekerheid wordt gesteld, aanvaarde derde natuurlijke persoon of rechtspersoon, gevestigd in dat land, en waarbij deze persoon zich hoofdelijk heeft verbonden.

Artikel 28

1. De persoon die zich overeenkomstig artikel 27 borg stelt, moet in ieder land over het grondgebied waarvan het T1-vervoer plaatsvindt, een derde natuurlijke persoon of rechtspersoon aanwijzen, die zich eveneens borg stelt voor de aangever.

Deze laatste borg moet in het betreffende land gevestigd zijn en moet zich hoofdelijk met de aangever verbinden tot betaling van de rechten en andere heffingen welke in dat land opeisbaar zijn.

2. De toepassing van lid 1 is afhankelijk van een beslissing van de Gemengde Commissie op grond van een onderzoek naar de omstandigheden waaronder de Overeenkomstsluitende Partijen met toepassing van artikel 36 hun recht tot invordering hebben kunnen uitoefenen.

Artikel 29

1. De in artikel 27, lid 3, bedoelde borgtocht moet worden aangegaan bij een akte volgens model I of model II die als bijlage aan dit Aanhangsel zijn gehecht, al naar gelang van het geval.
2. Wanneer de nationale wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen of de gebruiken zulks noodzakelijk maken, kan elk land de borgtocht in een andere vorm doen aangaan dan bij de vorenbedoelde akte, mits de rechtsgevolgen daarvan gelijk zijn aan die van de akte volgens het model.

Artikel 30

1. De doorlopende zekerheid wordt gesteld bij een kantoor van zekerheidstelling.

2. Het kantoor van zekerheidstelling stelt het bedrag van de borgtocht vast, aanvaardt de verbintenis van de borg en verleent vooraf toestemming op grond waarvan de aangever binnen de grenzen van de borgtocht elk T1-vervoer kan verrichten, ongeacht het kantoor van vertrek.
3. Aan elke persoon die een voorafgaande toestemming heeft gekregen, wordt onder de door de bevoegde autoriteiten van de betrokken landen vastgestelde voorwaarden een of meer certificaten van borgtocht afgegeven. Het model van het certificaat van borgtocht is in Aanhangsel II opgenomen.
4. Op elke aangifte T1 moet naar dit certificaat worden verwezen.

Artikel 31

1. Het kantoor van zekerheidstelling kan de voorafgaande toestemming intrekken, wanneer niet meer wordt voldaan aan de bij het verlenen daarvan gestelde voorwaarden.
2. Elk land geeft de Commissie voor de Europese Gemeenschappen kennis van iedere intrekking van een voorafgaande toestemming.

De Commissie deelt deze informatie aan de andere landen mede.

Artikel 32

1. Ieder land kan goedvinden dat de derde natuurlijke persoon of rechtspersoon die zich overeenkomstig de artikelen 27 en 28 borg stelt, bij een enkele akte, voor een vast bedrag van zeventienduizend ECU per aangifte, de betaling waarborgt van de rechten en andere heffingen die eventueel opeisbaar worden in de loop van een T1-vervoer dat onder zijn aansprakelijkheid plaatsvindt, ongeacht wie de aangever is. Wanneer het

goederenvervoer grotere risico's inhoudt, onder meer rekening houdend met de druk van de rechten en de andere heffingen die in een of meer landen voor deze goederen gelden, wordt het vaste bedrag door het kantoor van vertrek verhoogd.

De in de eerste alinea bedoelde borgtocht moet worden aangegeven bij een akte volgens het als bijlage aan dit Aanhangsel gehechte model III.

2. De tegenwaarde in nationale valuta van de ECU die van toepassing is in het kader van deze Overeenkomst wordt eenmaal per jaar vastgesteld.
3. In Aanhangsel II zijn bepalingen neergelegd ten aanzien van :
 - a) de goederentransporten welke in aanmerking komen voor een verhoging van het vaste bedrag, alsmede de wijze waarop deze verhoging toepassing vindt ;
 - b) de wijze waarop wordt vastgesteld dat de in lid 1 bedoelde zekerheid van toepassing is op een bepaald T1-vervoer ;
 - c) de wijze van toepassing van de tegenwaarde in nationale valuta van de ECU.

Artikel 33

1. Wanneer de zekerheid per aangifte voor een T1-vervoer wordt gesteld, geschiedt dit op het kantoor van vertrek.
2. Deze zekerheid kan in geld worden gesteld. In dit geval wordt het bedrag van de zekerheid vastgesteld door de bevoegde autoriteiten van de betrokken landen en moet zij op elk kantoor van doorgang als bedoeld in artikel 11, onder d), eerste streepje, worden hernieuwd.

Artikel 34

Onverminderd de nationale bepalingen die in andere gevallen van ontheffing voorzien, wordt de aangever door de bevoegde autoriteiten van betrokken landen ontheven van de verplichting tot betaling van de rechten en andere heffingen met betrekking tot goederen :

- a) die teloor zijn gegaan door naar behoren vastgestelde overmacht of naar behoren vastgesteld toeval, of
- b) waarvan wordt bevonden dat zij ontbreken door oorzaken die verband houden met hun aard.

Artikel 35

De borg is ontslagen van zijn verplichtingen tegenover het land over het grondgebied waarvan het T1-vervoer heeft plaatsgevonden, wanneer het document T1 door het kantoor van vertrek gezuiverd is.

De borg is eveneens ontslagen van zijn verplichtingen na afloop van een termijn van twaalf maanden te rekenen vanaf de dag van geldigmaking van de aangifte T1, indien hij niet door de bevoegde douaneautoriteiten van het land van vertrek in kennis is gesteld van de niet-zuivering van het document T1.

Wanneer de borg, binnen de in de tweede alinea bedoelde termijn, door de bevoegde douaneautoriteiten in kennis is gesteld van de niet-zuivering van het document T1, moet hem bovendien ter kennis worden gebracht dat hij verplicht is of verplicht kan worden de bedragen te betalen waarvoor hij ten aanzien van het betrokken T1-vervoer aansprakelijk is. Deze kennisgeving moet binnen drie jaar na de dag van geldigmaking van de aangifte T1 bij de borg aankomen. Indien een dergelijke kennisgeving niet binnen

bovengenoemde termijn plaatsvindt, is de borg eveneens van zijn verplichtingen ontslagen.

Artikel 36

1. Wanneer wordt vastgesteld dat bij T1-vervoer in een bepaald land een overtreding of onregelmatigheid is begaan, wordt de actie tot invordering van de eventueel opeisbare rechten en andere heffingen, onverminderd eventuele strafvervolging, door dit land ingesteld volgens zijn wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen.

2. Indien niet kan worden vastgesteld waar de overtreding of de onregelmatigheid is begaan, wordt zij geacht te zijn begaan :
 - a) wanneer de overtreding of de onregelmatigheid tijdens het T1-vervoer wordt vastgesteld aan een kantoor van doorgang dat gelegen is aan een binnengrens : in het land dat het vervoermiddel of de goederen het laatst heeft of hebben verlaten ;

 - b) wanneer de overtreding of de onregelmatigheid tijdens het T1-vervoer wordt vastgesteld aan een kantoor van doorgang als bedoeld in artikel 11, onder d), tweede streepje : in het land waartoe dit kantoor behoort ;

 - c) wanneer de overtreding of de onregelmatigheid tijdens het T1-vervoer wordt vastgesteld op het grondgebied van een land elders dan aan een kantoor van doorgang : in het land waar de vaststelling heeft plaatsgevonden ;

- d) wanneer de zending niet aan het kantoor van bestemming is aangebracht : in het laatste land op het grondgebied waarvan het vervoermiddel of de goederen blijkens de kennisgevingen van doorgang is of zijn binnengekomen ;
- e) wanneer de overtreding of de onregelmatigheid na afloop van het T1-vervoer wordt vastgesteld : in het land waar de vaststelling heeft plaatsgevonden.

Artikel 37

1. De door de douaneautoriteiten van een land op regelmatige wijze afgegeven documenten T1 en de door deze autoriteiten getroffen identificatiemaatregelen hebben in andere landen rechtsgevolgen als waren deze documenten op regelmatige wijze afgegeven en deze maatregelen getroffen door de douaneautoriteiten van elk van deze landen.
2. De vaststellingen gedaan door de bevoegde autoriteiten van een land bij de controles in het kader van de T1-regeling hebben in andere landen dezelfde bewijskracht als de vaststellingen gedaan door de bevoegde autoriteiten van elk van deze landen.

Artikel 38

(Dit Aanhangsel bevat geen artikel 38).

TITEL III

T2-regeling

Artikel 39

1. Voor met toepassing van de T2-regeling te vervoeren goederen, dient overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst een T2-aangifte te worden gedaan op een formulier dat met het in

Aanhangsel III opgenomen model overeenstemt.

De in de eerste alinea bedoelde aangifte draagt het teken "T2". Indien aanvullende formulieren worden gebruikt, moet hierop het teken "T2 bis" worden aangebracht.

2. De bepalingen van titel II gelden mutatis mutandis voor de T2-regeling.

Artikelen 40 en 41

(Dit Aanhangsel bevat geen artikelen 40 en 41).

TITEL IV

Bijzondere voorschriften betreffende bepaalde wijzen van vervoer

Artikel 42

1. De spoorwegadministraties van de betrokken landen zijn vrijgesteld van de verplichting tot het stellen van zekerheid.
2. Artikel 19, leden 2 en 3, en de artikelen 21 en 22 zijn niet van toepassing op het vervoer van goederen per spoor.
3. Voor de toepassing van artikel 36, lid 2, onder d), vervangt de door de spoorwegadministraties gevoerde administratie de kennisgevingen van doorgang.

Artikel 43

1. Voor het vervoer van goederen over de Rijn en de Rijnvaartwegen behoeft geen zekerheid te worden gesteld.
2. Voor het vervoer van goederen over andere binnenwateren op zijn grondgebied kan elk land vrijstelling verlenen van de verplichting tot het stellen van zekerheid. Het brengt de daartoe getroffen maatregelen ter kennis van de Commissie van de Europese Gemeenschappen, die de andere landen daarvan op de hoogte brengt.

Artikel 44

1. Op goederen bij het vervoer waarvan een binnengrens wordt overschreden in de zin van artikel 11, onder g), tweede alinea, behoeft de T1 of T2-regeling niet te worden toegepast voordat die grens wordt overschreden.
2. Lid 1 is niet van toepassing indien op het vervoer van de goederen over zee, in het kader van één enkele vervoerovereenkomst na de haven van ontschepping een verder vervoer over land of over de binnenwateren zal volgen dat aan een regeling voor douanevervoer is onderworpen, tenzij dit verdere vervoer dient te geschieden volgens de regeling van het Rijnvaartmanifest.
3. Wanneer op goederen de T1 of T2-regeling wordt toegepast voordat zij de binnengrens overschrijden, wordt de werking van die regeling opgeschort gedurende het transport over de volle zee.
4. Er behoeft geen zekerheid te worden gesteld voor het vervoer van goederen dat over zee plaatsvindt.

Artikel 45

1. De T1 of T2-regeling is niet verplicht voor het vervoer van goederen door de lucht indien deze goederen niet onderworpen zijn aan maatregelen welke een controle op hun gebruik of hun bestemming met zich brengen.
2. Wanneer een T1 of T2-regeling wordt toegepast voor vervoer dat geheel of gedeeltelijk door de lucht plaatsvindt, heeft geen zekerheid te worden gesteld voor het vervoer dat door de lucht plaatsvindt en dat wordt verricht door luchtvaartmaatschappijen die een vergunning hebben om zich in de betrokken landen met beroepsvervoer bezig te houden via geregelde of niet-geregelde vluchten.

Artikel 46

1. De T1 of T2-regeling is niet verplicht voor het vervoer door middel van leidingen.
2. Wanneer een dergelijke regeling wordt toegepast voor vervoer door middel van leidingen heeft geen zekerheid te worden gesteld.

Artikel 47

((Dit Aangangsel bevat geen artikel 47)).

TITEL V**Bijzondere bepalingen betreffende postzendingen**Artikel 48

1. In afwijking van artikel 1 is de T1 of T2-regeling niet van toepassing op postzendingen (postpakketten daaronder begrepen).
2. (Dit artikel bevat geen lid 2).

TITEL VI

Bijzondere bepalingen betreffende goederen welke
door reizigers medegevoerd worden of die deel uitmaken
van hun bagage

Artikel 49

1. De T1 of T2-regeling is niet verplicht voor het vervoer van goederen welke door reizigers medegevoerd worden of deel uitmaken van hun bagage, indien deze goederen niet voor handelsdoeleinden zijn bestemd.
2. (Dit artikel bevat geen lid 2).

Artikelen 50 tot 61

(Dit Aanhangsel bevat geen artikelen 50 tot 61).

BIJLAGE

Deze bijlage bevat de modellen voor de verschillende akten van borgtocht die van toepassing zijn in het kader van de gemeenschappelijke regeling inzake douanevervoer en het communautair douanevervoer

MODEL IGEMEENSCHAPPELIJK DOUANEVERVOER/COMMUNAUTAIR DOUANEVERVOERDOORLOPENDE ZEKERHEID

(Doorlopende zekerheidstelling voor meerdere aangiften onder de gemeenschappelijke regeling inzake douanevervoer/voor meerdere aangiften voor communautair douanevervoer)

I VERBINTENIS VAN DE BORG

1. Ondergetekende(1)

woonachtig te(2)

stelt zich borg en verbindt zich hoofdelijk bij het kantoor van zekerheidstelling van

tot een maximumbedrag van tegenover het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, het Groot-hertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden, de Portugese Republiek, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland, de Republiek IJsland, het Koninkrijk Noorwegen, het Koninkrijk

(1) Naam en voornaam, of handelsnaam

(2) Volledig adres

Zweden en de Zwitserse Bondsstaat (3), voor al hetgeen (4) aan de voornoemde Staten zowel voor de hoofdsommen en bijssommen als voor kosten en bijkomende bedragen, met uitsluiting van boeten, uit hoofde van rechten, belastingen, landbouwheffingen en andere heffingen, verschuldigd is of kan worden wegens een overtreding of onregelmatigheid begaan bij het douanevervoer onder de gemeenschappelijke regeling inzake douanevervoer/communautair douanevervoer dat de aangever verricht.

2. Ondergetekende verbindt zich om op het eerste schriftelijke verzoek van de bevoegde autoriteiten van de onder punt 1 genoemde Staten de gevorderde bedragen te betalen, zulks tot het hierboven vermelde maximumbedrag en zonder de termijn van dertig dagen vanaf het tijdstip van het verzoek te kunnen overschrijden, tenzij ondergetekende of iedere andere belanghebbende persoon vóór het verstrijken van deze termijn ten genoegen van de bevoegde autoriteiten aantoonst dat het douanevervoer onder de gemeenschappelijke regeling inzake douanevervoer/communautair douanevervoer heeft plaatsgevonden zonder enige overtreding of onregelmatigheid in de zin van punt 1.

Op verzoek van ondergetekende en om iedere als geldig erkende reden kunnen de bevoegde autoriteiten de termijn binnen welke ondergetekende de gevorderde bedragen moet betalen, na de dertig dagen vanaf de datum van het verzoek om betaling verleggen. De uit de toekenning van deze extra termijn voortvloeiende kosten, en met name de rente, moeten zodanig worden berekend dat het bedrag gelijk is aan het bedrag dat hiertoe op de nationale monetaire of financiële markt zou worden gevorderd.

Dit bedrag kan slechts dan worden verminderd met de reeds krachtens de onderhavige verbintenis betaalde sommen, wanneer de ondergetekende wordt aangesproken ter zake van douanevervoer onder de gemeenschappelijke regeling inzake douanevervoer/communautair douanevervoer dat is begonnen vóór de ontvangst van het vorig verzoek tot betaling of binnen de 30 dagen na ontvangst daarvan.

3. De onderhavige verbintenis is geldig vanaf de dag waarop het kantoor van zekerheidstelling haar aanvaardt.

(3) De naam van de Sta(a)t(en) over het grondgebied waarvan het douanevervoer niet zal plaatsvinden, doorhalen

(4) Naam en voornaam, of handelsnaam, en volledig adres van de aangever

Ondergetekende, evenals de Staat waar het kantoor van zekerheidsstelling gevestigd is, kunnen de borgtocht te allen tijde opzeggen.

De opzegging gaat in op de zestiende dag volgende op die van haar kennisgeving aan de andere partij.

Ondergetekende blijft aansprakelijk voor de betaling van de bedragen die opeisbaar worden ter zake van het vóór de datum waarop de opzegging ingaat onder dekking van de onderhavige verbintenis begonnen douanevervoer onder de gemeenschappelijke regeling inzake douanevervoer/communautair douanevervoer, ook indien de betaling daarvan later wordt geëist.

4. (1) Ter zake van de onderhavige verbintenis kiest ondergetekende woonplaats te (2) alsmede, in elk der andere onder punt 1 genoemde Staten, bij :

Staat	Naam en voornaam, of handelsnaam, en volledig adres
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Ondergetekende erkent dat alle correspondentie, betekeningen, en in het algemeen alle formaliteiten of procedures betreffende de onderhavige verbintenis, welke aan een der gekozen woonplaatsen worden gericht, onderscheidenlijk schriftelijk worden gedaan, op geldige wijze te zijnen (haren) opzichte zijn gezonden of vericht.

-
- (1) Wanneer de wetgeving van een Staat niet voorziet in de mogelijkheid om woonplaats te kiezen, wijst de borg in ieder van de andere onder punt 1 genoemde Staten een lasthebber aan, die gemachtigd is alle voor de borg bestemde mededelingen te ontvangen. De onderscheiden rechters in wier rechtsgebieden de woonplaatsen van de borg en van de lasthebber zijn gelegen, zijn bevoegd kennis te nemen van de geschillen betreffende deze borgtocht. De verbintenissen vervat in de tweede en vierde alinea moeten op overeenkomstige wijze worden bedongen.
- (2) Volledig adres

Ondergetekende erkent de bevoegdheid van de onderscheidene rechters in wier rechtsgebieden hij (zij) woonplaats heeft gekozen.

Ondergetekende verbindt zich ertoe, de gekozen woonplaatsen te handhaven of, in geval van wijziging daarvan, het kantoor van zekerheidstelling vooraf daarvan te verwittigen.

Gedaan te, de

.....

Handtekening (1)

II AANVAARDING DOOR HET KANTOOR VAN ZEKERHEIDSTELLING

Kantoor van zekerheidstelling

Verbintenis van de borg aanvaard op

.....

Stempel en handtekening

(1) De ondertekenaar dient vóór zijn handtekening het volgende in handschrift te vermelden "Goed voor borgstelling", waarbij het bedrag voluit in letters moet worden geschreven

MODEL IIGEMEENSCHAPPELIJK DOUANEVERVOER/COMMUNAUTAIR DOUANEVERVOERZEKERHEIDSTELLING VOOR EEN ENKELE AANGIFTE

(Zekerheidstelling voor een enkele aangifte onder de gemeenschappelijke regeling inzake douanevervoer/voor een enkele aangifte voor communautair douanevervoer)

I VERBINTENIS VAN DE BORG

1. Ondergetekende (1)

woonachtig te (2)

stelt zich borg en verbindt zich hoofdelijk bij het kantoor van vertrek van tegenover het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden, de Portugese Republiek, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland, de Republiek IJsland, het Koninkrijk Noorwegen, het Koninkrijk Zweden en de Zwitserse Bondsstaat (3), voor al hetgeen

..... (4) aan de voornoemde Staten en zowel voor de hoofdsommen en bijkomsten als voor kosten en bijkomende bedragen, met uitsluiting van boeten, uit hoofde van rechten, belastingen, landbouwheffingen en andere heffingen, verschuldigd is of kan worden wegens een overtreding of onregelmatigheid begaan bij het douanevervoer onder de gemeenschappelijke regeling inzake douanevervoer/communautair douanevervoer dat de aangever verricht van het kantoor van vertrek van

naar het kantoor van bestemming van en waarbij de hierna omschreven goederen worden vervoerd.

(1) Naam en voornaam, of handelsnaam

(2) Volledig adres

(3) De naam van de Sta(a)t(en) over het grondgebied waarvan het douanevervoer niet zal plaatsvinden, doorhalen

(4) Naam en voornaam, of handelsnaam en volledig adres van de aangever

2. Ondergetekende verbindt zich om op het eerste schriftelijke verzoek van de bevoegde autoriteiten van de onder punt 1 genoemde Staten de gevorderde bedragen te betalen, zulks zonder de termijn van dertig dagen vanaf het tijdstip van het verzoek te kunnen overschrijden, tenzij ondergetekende of iedere andere belanghebbende persoon vóór het verstrijken van deze termijn ten genoegen van de bevoegde autoriteiten aantoont dat het douanevervoer onder de gemeenschappelijke regeling inzake douanevervoer/communautair douanevervoer heeft plaatsgevonden zonder enige overtreding of onregelmatigheid in de zin van punt 1.

Op verzoek van ondergetekende en om iedere als geldig erkende reden kunnen de bevoegde autoriteiten de termijn binnen welke ondergetekende de gevorderde bedragen moet betalen, na de dertig dagen vanaf de datum van het verzoek om betaling verlengen. De uit de toekenning van deze extra termijn voortvloeiende kosten, en met name de rente, moeten zodanig worden berekend dat het bedrag gelijk is aan het bedrag dat hiertoe op de nationale mone-taire of financiële markt zou worden gevorderd.

3. Deze verbintenis is geldig vanaf de dag waarop het kantoor van vertrek haar aanvaardt.
4. (1) Ter zake van deze verbintenis kiest ondergetekende woonplaats te (2), alsmede in elk der andere onder punt 1 genoemde Staten, bij :

(1) Wanneer de wetgeving van een Staat niet voorziet in de mogelijkheid om woonplaats te kiezen, wijst de borg in ieder van de andere onder punt 1 genoemde Staten een lasthebber aan, die gemachtigd is alle voor de borg bestemde mededelingen te ontvangen. De onderscheiden rechters in wier rechtsgebieden de woonplaatsen van de borg en van de lasthebber zijn gelegen, zijn bevoegd kennis te nemen van de geschillen betreffende deze borgtocht. De verbintenissen vervat in de tweede en vierde alinea moeten op overeenkomstige wijze worden bedongen.

(2) Volledig adres

II AANVAARDING DOOR HET KANTOOR VAN VERTREK

Kantoor van vertrek

Verbintenis van de borg aanvaard op ter dekking van het douanevervoer dat plaatsvindt met gebruikmaking van document T1/T2 (2),

afgegeven op onder nr.

.....
Stempel en handtekening

(2) Doorhalen wat niet van toepassing is.

MODEL IIIGEMEENSCHAPPELIJK DOUANEVERVOER/COMMUNAUTAIR DOUANEVERVOERZEKERHEIDSTELLING VOOR EEN VAST BEDRAG

(Systeem van zekerheidstelling voor een vast bedrag)

I VERBINTENIS VAN DE BORG

1. Ondergetekende (1)

woonachtig te (2)
 stelt zich borg en verbindt zich hoofdelijk bij

het kantoor van zekerheidstelling van
 tegenover het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de
 Bondsrepubliek Duitsland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk
 Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek,
 het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden, de
 Portugese Republiek, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië
 en Noord-Ierland, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland,
 de Republiek IJsland, het Koninkrijk Noorwegen, het Koninkrijk
 Zweden en de Zwitserse Bondsstaat, voor al hetgeen een aangever
 aan de voornoemde Staten zowel voor de hoofdsommen en bijdommen
 als voor kosten en bijkomende bedragen, met uitsluiting van boe-
 ten, uit hoofde van rechten, belastingen, landbouwheffingen en
 andere heffingen, verschuldigd wordt wegens een overtreding of
 onregelmatigheid begaan bij het douanevervoer onder de gemeen-
 schappelijke regeling inzake douanevervoer/communautair douane-
 vervoer waarvoor de ondergetekende zich aansprakelijk heeft ver-
 klaard door de afgifte van bewijzen van zekerheidstelling tot een
 bedrag van maximaal 7.000 ECU per bewijs.

2. Ondergetekende verbindt zich om op het eerste schriftelijke ver-
 zoek van de bevoegde autoriteiten van de onder punt 1 genoemde
 Staten de gevorderde bedragen te betalen, zulks tot een bedrag
 van 7.000 ECU per zekerheidstelling en zonder de termijn van der-
 tig dagen vanaf het tijdstip van het verzoek te kunnen over-
 schrijven, tenzij ondergetekende of iedere andere belanghebbende
 persoon vóór het verstrijken van deze termijn ten genoegen van de
 bevoegde autoriteiten aantoonst dat het douanevervoer onder de

(1) Naam en voornaam, of handelsnaam

(2) Volledig adres

gemeenschappelijke regeling inzake douanevervoer/communautair douanevervoer heeft plaatsgevonden zonder enige overtreding of onregelmatigheid in de zin van punt 1.

Op verzoek van ondergetekende en om iedere als geldig erkende reden kunnen de bevoegde autoriteiten de termijn binnen welke ondergetekende de gevorderde bedragen moet betalen, na de dertig dagen vanaf de datum van het verzoek om betaling verlengen. De uit de toekenning van deze extra termijn voortvloeiende kosten, en met name de rente, moeten zodanig worden berekend dat het bedrag gelijk is aan het bedrag dat hiertoe op de nationale monetaire of financiële markt zou worden gevorderd.

- 3. De onderhavige verbintenis is geldig vanaf de dag waarop het kantoor van zekerheidstelling haar aanvaardt.

Ondergetekende, evenals de Staat waar het kantoor van zekerheidstelling gevestigd is, kunnen de borgtocht te allen tijde opzeggen.

De opzegging gaat in op de zestiende dag volgende op die van haar kennisgeving aan de andere partij.

Ondergetekende blijft aansprakelijk voor de betaling van de bedragen die opeisbaar worden ter zake van het vóór de datum waarop de opzegging ingaat onder dekking van de onderhavige verbintenis begonnen douanevervoer onder de gemeenschappelijke regeling inzake douanevervoer/communautair douanevervoer, ook indien de betaling daarvan later wordt geëist.

- 4. (1) Ter zake van de onderhavige verbintenis kiest ondergetekende woonplaats te

(2) alsmede, in elk der andere onder punt 1 genoemde Staten, bij :

-
- (1) Wanneer de wetgeving van een Staat niet voorziet in de mogelijkheid om woonplaats te kiezen, wijst de borg in ieder van de andere onder punt 1 genoemde Staten een lasthebber aan, die gemachtigd is alle voor de borg bestemde mededelingen te ontvangen. De onderscheiden rechters in wier rechtsgebieden de woonplaatsen van de borg en van de lasthebber zijn gelegen, zijn bevoegd kennis te nemen van de geschillen betreffende deze borgtocht. De verbintenissen vervat in de tweede en vierde alinea moeten op overeenkomstige wijze worden bedongen.

- (2) Volledig adres.

II AANVAARDING DOOR HET KANTOOR VAN ZEKERHEIDSTELLING

Kantoor van zekerheidstelling

Verbintenis van de borg aanvaard op

.....
Stempel en handtekening

AANHANGSEL IIBIJ DEOVEREENKOMST BETREFFENDE EEN GEMEENSCHAPPELIJKE REGELING
INZAKE DOUANEVERVOERTITEL IBEPALINGEN BETREFFENDE FORMULIEREN EN HET GEBRUIK DAARVAN
IN HET KADER VAN DE REGELING

HOOFDSTUK I

FORMULIEREN

Te gebruiken formulieren

Artikel 1

1. De formulieren waarop de aangiften T1 en T2 worden gesteld moeten overeenstemmen met de modellen opgenomen in de bijlagen I tot en met IV van Aangangsel III.

Deze aangiften worden opgesteld overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst.

2. Ladingslijsten, gebaseerd op het in bijlage I bij dit Aangangsel opgenomen model kunnen, onder de voorwaarden gesteld in de artikelen 5 tot en met 9 en in artikel 85, worden gebruikt als beschrijvend gedeelte van de aangiften voor douanevervoer. Het gebruik doet geen afbreuk aan de verplichtingen betreffende, naar gelang het geval, de formaliteiten bij verzending, uitvoer of bij enige regeling in het land van bestemming noch aan de verplichtingen betreffende de formulieren welke daarbij dienen te worden gebruikt.

3. Het formulier waarop de kennisgeving van doorgang voor de toepassing van artikel 22 van Aanhangsel I wordt gesteld, moet overeenstemmen met het model opgenomen in bijlage II bij dit Aanhangsel.
4. Het formulier waarop het ontvangstbewijs wordt gesteld waarin verklaard wordt dat het document T1 of T2 alsmede de zending waarop het betrekking heeft aan het kantoor van bestemming werden aangeboden, moet overeenstemmen met het model opgenomen in bijlage III bij dit Aanhangsel. Bij het document T1 of T2 mag echter het ontvangstbewijs op de achterzijde van het voor terugzenden bedoelde exemplaar van het document worden gebruikt. Het ontvangstbewijs wordt afgegeven en gebruikt overeenkomstig artikel 10.
5. Het formulier waarop het bij artikel 30, lid 3, van Aanhangsel I voorgeschreven certificaat van borgtocht wordt gesteld, moet overeenstemmen met het model opgenomen in bijlage IV bij dit Aanhangsel. Het certificaat van borgtocht wordt afgegeven en gebruikt overeenkomstig de artikelen 12 tot en met 15.
6. Het formulier waarop het bewijs van zekerheidstelling voor een vast bedrag wordt gesteld, moet overeenstemmen met het model opgenomen in bijlage V bij dit Aanhangsel. Het gestelde op de achterzijde van dit model mag echter ook op de voorzijde in het bovenste deel voor de vermelding "afgegeven door" voorkomen ; de overige, daaropvolgende vermeldingen blijven ongewijzigd. Het bewijs van zekerheidstelling voor een vast bedrag wordt afgegeven en gebruikt overeenkomstig de artikelen 16 tot en met 19.
7. Het document ten bewijze van het communautair karakter van de goederen - "T2L document" genoemd - wordt gesteld op een formulier dat overeenstemt met exemplaar 4 van het model van het formulier opgenomen in bijlage I bij Aanhangsel III of exemplaar 4/5 van het model van het formulier opgenomen in bijlage II bij dat Aanhangsel.

Dit formulier wordt in voorkomend geval aangevuld met een of meerdere formulieren die overeenstemmen met exemplaar 4 of exemplaar 4/5 van de modellen van de formulieren opgenomen in respectievelijk de bijlagen III en IV bij Aanhangsel III.

Wanneer dergelijke aangiften worden afgegeven door middel van een computersysteem voor de behandeling van aangiften, waarbij de respectievelijk in de bijlagen III en IV bij Aanhangsel III opgenomen formulieren niet als aanvullend formulier worden gebruikt, wordt het T2L document aangevuld met een of meer formulieren die overeenstemmen met exemplaar 4 of exemplaar 4/5 van de modellen van de formulieren opgenomen in respectievelijk de bijlagen I en II bij Aanhangsel III.

De belanghebbende brengt het teken "T2L" aan in het rechtergedeelte van vak 1 van het formulier dat overeenstemt met exemplaar 4 of exemplaar 4/5 van de modellen van de formulieren opgenomen in respectievelijk de bijlagen I en II bij Aanhangsel III. Bij gebruik van aanvullende formulieren brengt de belanghebbende het teken "T2L bis" aan in het rechtergedeelte van vak 1 van het formulier dat overeenstemt met exemplaar 4 of exemplaar 4/5 van de modellen van de formulieren opgenomen in respectievelijk de bijlagen I en III of II en IV bij Aanhangsel III.

Dit document, voor de toepassing van deze Overeenkomst "document T2L" genoemd, wordt afgegeven en gebruikt overeenkomstig het bepaalde in titel V van dit Aanhangsel.

Drukken en invullen van de formulieren

Artikel 2

1. Het voor de formulieren van de ladingslijsten, van de kennisgevingen van doorgang en van de ontvangstbewijzen te gebruiken papier is zodanig gelijkend dat het goed te beschrijven is en weegt ten minste 40 gram per m²; het moet zo stevig zijn dat het bij normaal gebruik niet scheurt of kreukt.

2. Het voor de formulieren van de bewijzen van zekerheidstelling voor een vast bedrag te gebruiken papier is houtvrij, zodanig gelijmd dat het goed te beschrijven is en weegt ten minste 55 gram per m². Het is voorzien van een rode geguillocheerde onderdruk welke elke vervalsing met behulp van mechanische of chemische middelen zichtbaar maakt.
3. Het voor de formulieren van de certificaten van borgtocht te gebruiken papier is houtvrij en weegt ten minste 100 gram per m². Het is aan beide zijden voorzien van een groene geguillocheerde onderdruk, die elke vervalsing met mechanische of chemische middelen zichtbaar maakt.
4. Het in de leden 1, 2 en 3 bedoelde papier is wit behalve wat betreft de in artikel 1, lid 2, bedoelde ladingslijsten waarvoor de kleur van het papier aan de keuze van de belanghebbende wordt overgelaten.
5. Het formaat van de formulieren is
 - a) 210 x 297 mm voor de ladingslijsten, waarbij wat de lengte betreft een maximale speling van 5mm minder en 8mm meer is toegestaan ;
 - b) 210 x 148 mm voor de kennisgevingen van doorgang en de certificaten van borgtocht ;
 - c) 148 x 105 mm voor de ontvangstbewijzen en de bewijzen van zekerheidstelling voor een vast bedrag ;
6. De aangiften en documenten worden opgesteld in een van de officiële talen van de Overeenkomstsluitende Partijen die wordt aanvaard door de bevoegde autoriteiten van het land van vertrek. Deze bepalingen zijn niet van toepassing op de bewijzen van zekerheidstelling voor een vast bedrag.

De bevoegde autoriteiten van een ander land waar de aangiften en de documenten moeten worden overgelegd kunnen, voor zover nodig, de vertaling in de officiële taal of in één van de officiële talen van dat land vragen.

Wat de certificaten van borgtocht betreft wordt de te gebruiken taal aangewezen door de bevoegde autoriteiten van het land waaronder het kantoor van zekerheidstelling ressorteert.

7. De formulieren van het bewijs van zekerheidstelling voor een vast bedrag moeten worden voorzien van een vermelding waarin de naam en het adres van de drukker zijn aangeduid of van een teken dat diens identificatie mogelijk maakt. Het bewijs van zekerheidstelling voor een vast bedrag draagt bovendien een serienummer ter individualisering.
8. De Overeenkomstsluitende Partijen dienen zorg te dragen voor het drukken van de formulieren van de certificaten van borgtocht. Elk certificaat moet een nummer dragen ter individualisering.
9. De formulieren van het certificaat van borgtocht en van het bewijs van zekerheidstelling voor een vast bedrag moeten met de schrijfmachine worden ingevuld of door middel van een mecano-grafisch of een gelijkaardig procédé.

De formulieren van de ladingslijsten, van de kennisgevingen van doorgang en van de ontvangstbewijzen kunnen hetzij met de schrijfmachine of door middel van een mecano-grafisch of gelijksoortig procédé hetzij leesbaar met de hand worden ingevuld ; in het laatste geval dienen ze te worden ingevuld met inkt en in blokletters.

In de formulieren mag geen radering of overschrijving voorkomen. Het aanbrengen van wijzigingen dient te geschieden door doorhaling van de onjuiste en, in voorkomend geval, door toevoeging van de gewenste gegevens. Elke aldus aangebrachte wijziging dient te worden goedgekeurd door degene die haar heeft bewerkstelligd en te worden gevisieerd door de bevoegde autoriteiten.

HOOFDSTUK II

GEBRUIK VAN DE FORMULIEREN

Aangiften T1 en T2

Beschrijving en gebruik

Groupagezendingen

Artikel 3

1. De exemplaren die de formulieren vormen waarop de aangiften T1 of T2 worden opgesteld zijn beschreven in de toelichting die is opgenomen in bijlage VII bij Aanhangsel III en dienen overeenkomstig deze toelichting te worden ingevuld.

Wanneer bepaalde van de in deze formulieren te vermelden gegevens in de vorm van codes dienen te worden aangebracht, dienen deze codes in overeenstemming te zijn met de bepalingen van bijlage IX bij Aanhangsel III.

2. Wanneer de goederen met toepassing van de T1-regeling moeten worden vervoerd, brengt de aangever het teken "T1" aan in het rechtergedeelte van vak 1 van een formulier dat overeenstemt met het model van het formulier als bedoeld in de bijlagen I en II bij Aanhangsel III. Wanneer aanvullende formulieren worden gebruikt brengt de aangever het teken "T1 bis" aan in het rechtergedeelte van vak 1 van één of meer formulieren welke overeenstemmen met het model van het formulier als opgenomen in de bijlagen III en IV bij Aanhangsel III.

Wanneer dergelijke aangiften worden afgegeven door middel van een computersysteem voor de behandeling van aangiften en de gebruikte aanvullende formulieren overeenstemmen met het model van het formulier dat is opgenomen in de bijlagen I of II bij Aanhangsel III, wordt het teken "T1 bis" aangebracht in het rechtergedeelte van vak 1 van deze formulieren.

Wanneer goederen met toepassing van de T2-regeling moeten worden vervoerd, brengt de aangever het teken "T2" aan in het rechtergedeelte van vak 1 van een formulier dat overeenstemt met het model van het formulier als bedoeld in de bijlagen I en II bij Aanhangsel III. Bij gebruik van aanvullende formulieren brengt de aangever het teken "T2 bis" aan in het rechtergedeelte van vak 1 van één of meerdere formulieren die overeenstemmen met het model van het formulier als bedoeld in de bijlagen III en IV bij Aanhangsel III.

Wanneer dergelijke aangiften worden afgegeven door middel van een computersysteem voor de behandeling van aangiften en de gebruikte aanvullende formulieren overeenstemmen met het model van het formulier als bedoeld in de bijlagen I of II bij Aanhangsel III, wordt het teken "T2 bis" aangebracht in het rechtergedeelte van vak 1 van deze formulieren.

3. Voor zendingen die zowel goederen bevatten die met toepassing van de T1-regeling worden vervoerd als goederen die onder de T2-regeling vallen, kunnen aanvullende formulieren welke overeenstemmen met het model van het formulier bedoeld in de bijlagen III en IV of, in voorkomend geval, de bijlagen I en II bij Aanhangsel III en respectievelijk voorzien van het teken "T1 bis" of het teken " T2 bis" worden gevoegd bij eenzelfde formulier dat overeenkomt met het model van het formulier bedoeld in de bijlagen I en II bij Aanhangsel III. In dit geval dient het teken T te worden aangebracht in het rechtergedeelte van vak 1 van dit laatste formulier ; de ruimte na het teken T dient te worden doorgestreept ; bovendien moeten de vakken 32 "Artikel Nr.", 33 "Goederencode", 35 "Brutomassa (kg)", 38 "Nettomassa (kg)" en 44 "Bijzondere vermeldingen/Voorgelegde stukken/Certificaten en vergunningen" ongeschikt worden gemaakt voor invulling. Een verwijzing naar de serienummers van de aanvullende formulieren met het teken "T1 bis" en de aanvullende formulieren met het teken "T2 bis" wordt aangebracht in vak 31 "Colli en omschrijving van de goederen" van het formulier dat overeenstemt met het model van het formulier als bedoeld in de bijlagen I en II bij Aanhangsel III.

4. Indien één van de in lid 2 voorgeschreven tekens niet is aangebracht in het rechtergedeelte van vak 1 van het gebruikte formulier of indien bij zendingen die zowel goederen bevatten welke met toepassing van de T1-regeling worden vervoerd, als goederen welke onder de T2-regeling vallen, lid 3 en artikel 5, lid 7, niet in acht is genomen, worden de onder geleide van dergelijke documenten vervoerde goederen geacht met toepassing van de T1-regeling te worden vervoerd.

Gelijktijdige overlegging van de aangifte tot verzending of ten uitvoer en van de aangifte voor douanevervoer

Artikel 4

Onverminderd de vereenvoudigingsmaatregelen die eventueel van toepassing zijn, dient het douanedocument voor de verzending of de wederverzending van goederen of het douane-document voor de uitvoer of de wederuitvoer van goederen of ieder douanedocument van gelijke werking samen met de aangifte voor douanevervoer waarop het betrekking heeft, bij het kantoor van vertrek te worden overgelegd.

Voor de toepassing van het bepaalde in de eerste alinea en onverminderd de bepalingen van artikel 7, lid 3, van de Overeenkomst, kunnen de aangifte voor verzending of wederverzending of de aangifte ten uitvoer of wederuitvoer, enerzijds, en de aangifte voor douanevervoer, anderzijds, op één enkel formulier worden samengevoegd.

LADINGSLIJSTEN

Gebruik van ladingslijsten

Groupagezendingen

Artikel 5

1. Wanneer de aangever ladingslijsten gebruikt voor een zending van verschillende soorten goederen, worden de vakken 15 "Land van verzending/uitvoer", 32 "Artikel nr.", 33 "Goederencode", 35 "Brutomassa (kg)", 38 "Nettomassa (kg)" en in voorkomend geval

44 "Bijzondere vermeldingen / Voorgelegde stukken / Certificaten en vergunningen" van het ten behoeve van het douanevervoer gebruikte formulier ongeschikt gemaakt voor invulling en mag vak 31 "Colli en omschrijving van de goederen" van dit formulier niet worden gebruikt voor de vermelding van merken, nummers, aantal en aard van de colli en de omschrijving van de goederen. Dit formulier mag niet worden aangevuld met aanvullende formulieren.

2. Onder ladingslijst als bedoeld in artikel 1, lid 2, wordt verstaan elk handelsdocument dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 2, lid 1, lid 5 onder a), lid 6, eerste en tweede alinea en lid 9, tweede en derde alinea en van de artikelen 6 en 7.
3. De ladingslijst wordt in evenveel exemplaren overgelegd als het formulier dat wordt gebruikt ten behoeve van het douanevervoer waarop zij betrekking heeft ; zij wordt ondertekend door degene die dit formulier ondertekent.
4. Bij de geldigmaking van de aangifte wordt de ladingslijst voorzien van hetzelfde nummer van geldigmaking als het formulier dat wordt gebruikt ten behoeve van het douanevervoer waarop zij betrekking heeft. Dit nummer dient te worden aangebracht hetzij met een stempel waarop de naam van het kantoor van vertrek voorkomt, hetzij met de hand. In dit laatste geval moet het nummer vergezeld gaan van het dienststempel van het kantoor van vertrek.

De handtekening van een ambtenaar van het kantoor van vertrek is facultatief.

5. Indien twee of meer ladingslijsten worden gevoegd bij een zelfde formulier dat ten behoeve van douanevervoer wordt gebruikt, dienen zij een door de aangever toegekend volgnummer te dragen ; het aantal bijgevoegde ladingslijsten wordt in het vak "Ladingslijsten" van genoemd formulier vermeld.

6. Een aangifte gesteld op een formulier dat overeenstemt met het model van het formulier in de bijlagen I en II bij Aanhangsel III, waarop in het rechtergedeelte van vak 1 het teken "T1" of het teken "T2" is aangebracht en die wordt aangevuld door een of meer ladingslijsten die voldoen aan de voorwaarden van de artikelen 6 tot en met 9, geldt, al naar gelang van het geval, als aangifte T1 of aangifte T2 voor de toepassing van artikel 12 of artikel 39 van Aanhangsel I.
7. Voor zendingen die zowel goederen bevatten die met toepassing van de T1-regeling worden vervoerd als goederen die onder de T2-regeling vallen, dienen afzonderlijke ladingslijsten te worden opgesteld die kunnen worden gevoegd bij eenzelfde formulier dat overeenstemt met het model van het formulier in de bijlagen I en II bij Aanhangsel III.

In dergelijk geval dient het teken "T" te worden aangebracht in het rechtergedeelte van vak 1 van dit laatste formulier ; de ruimte na het teken T dient te worden doorgestreept ; bovendien moeten de vakken 15 "Land van verzending/uitvoer", 32 "Artikel nr.", 33 "Goederencode", 35 "Brutomassa (kg)", 38 "Nettomassa (kg)" en, in voorkomend geval, 44 "Bijzondere vermeldingen/ Voorgelegde stukken/ Certificaten en vergunningen" ongeschikt worden gemaakt voor invulling. Een verwijzing naar de serienummers van de ladingslijsten met betrekking tot elk van de twee categorieën moet in vak 31 "Colli en omschrijving van de goederen" van het gebruikte formulier worden aangebracht.

Vorm van de ladingslijsten

Artikel 6

Op de ladingslijsten moeten voorkomen :

- (a) het opschrift "ladingslijst" ;
- (b) een vak van 70 x 55 mm verdeeld in een bovenste gedeelte van 70 x 15 mm dat dient voor het aanbrengen van het teken T gevolgd door één van de in artikel 3, lid 2, bedoelde vermeldingen en een onderste gedeelte van 70 x 40 mm dat dient voor het aanbrengen van de in artikel 5, lid 4, bedoelde gegevens ;

(c) in de hierna vermelde volgorde kolommen waarvan het opschrift als volgt luidt :

- Volgnummer,
- Merken, nummers, aantal en soort der colli, omschrijving der goederen,
- Land verzending/uitvoer,
- Brutomassa (kg),
- Bestemd voor de douane

De belanghebbenden mogen de breedte van deze kolommen aan hun behoeften aanpassen. De kolom met het opschrift "Bestemd voor de douane" dient echter een breedte van ten minste 30 mm te hebben. De belanghebbenden kunnen voorts vrij beschikken over de andere dan de onder a) tot en met c) bedoelde ruimten.

Het invullen

Artikel 7

1. Alleen de voorzijde van het formulier mag als ladingslijst worden gebruikt.
2. Elke in de ladingslijst opgenomen post moet worden voorafgegaan door een volgnummer.
3. (Dit artikel bevat geen lid 3).
4. Onmiddellijk onder de laatste vermelding wordt een horizontale lijn getrokken en de onbeschreven gedeelten dienen te worden doorgehaald zodat elke latere toevoeging onmogelijk wordt.

Vereenvoudigingen

Artikel 8

1. De douaneautoriteiten van elk land kunnen toestaan dat de op hun grondgebied gevestigde ondernemingen, die een administratie voeren welke is gebaseerd op een geïntegreerd systeem voor elektronische of automatische informatieverwerking, gebruik maken van de in artikel 1, lid 2, bedoelde ladingslijsten die,

alhoewel zij niet aan alle voorwaarden van artikel 2, lid 1, lid 5, onder a), lid 9, laatste twee alinea's, en van artikel 6 voldoen, zodanig zijn gericht en ingevuld dat zij zonder moeilijkheden door de betrokken douanediens ten en diens ten voor statistiek worden gebruikt.

2. Op die ladingslijsten moeten in elk geval aantal, soort, merken en nummers van de colli, de omschrijving der goederen, de brutomassa in kg van elke post alsmede het land van verzending/uitvoer voorkomen.

Verzending per spoor

Artikel 9

1. Wanneer het bepaalde in de artikelen 29 tot en met 61 toepassing vindt, zijn de bepalingen van artikel 5, lid 2, en van de artikelen 6, 7 en 8 mede van toepassing op de ladingslijsten die eventueel bij de internationale vrachtbrief of bij het overdrachtsformulier TR worden gevoegd. In het eerste geval wordt het aantal lijsten vermeld in vak 32 van de internationale vrachtbrief ; in het tweede geval wordt het aantal lijsten vermeld in het voor de aanduiding van de bijlagen bestemde vak van het overdrachtsformulier TR.

Voorziet dient de ladingslijst te worden voorzien van het nummer van de wagon waarop de internationale vrachtbrief betrekking heeft of, in voorkomend geval, van het nummer van de container die de goederen bevat.

2. Voor vervoer dat op het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij begint en dat zowel goederen bevat waarop de T1-regeling van toepassing is als goederen die onder de T2-regeling vallen, dienen afzonderlijke ladingslijsten te worden opgesteld ; voor het vervoer met behulp van grote containers onder geleide van overdrachtsformulieren TR, dienen afzonderlijke ladingslijsten te worden opgesteld voor elk van de grote containers die tegelijkertijd beide categorieën goederen bevatten.

Voor vervoer dat in de Gemeenschap begint, dienen de volgnummers van de ladingslijsten voor goederen die met toepassing van de T1-regeling worden vervoerd, al naar gelang van het geval, te worden vermeld in :

- a) vak 25 van de internationale vrachtbrief ;
- b) het voor de omschrijving van de goederen bestemde vak van het overdrachtsformulier TR.

Voor vervoer dat in een EVA-land begint, dient een verwijzing naar de volgnummers van de ladingslijsten voor goederen die met toepassing van de T2-regeling worden vervoerd, al naar gelang van het geval, te worden opgenomen in :

- a) vak 25 van de internationale vrachtbrief ;
- b) het voor de omschrijving van de goederen bestemde vak van het overdrachtsformulier TR.

3. In de in de leden 1 en 2 bedoelde gevallen en met het oog op de in de artikelen 29 tot en met 61 bedoelde regelingen maken de bij de internationale vrachtbrief of het overdrachtsformulier TR gevoegde ladingslijsten hiervan een integrerend deel uit en hebben zij dezelfde rechtsgevolgen.

Op het origineel van deze ladingslijsten dient het visum van het station van verzending te worden aangebracht.

ONTVANGSTBEWIJS

Gebruik van het ontvangstbewijs

Artikel 10

1. Aan degene die aan het kantoor van bestemming een document T1 of T2 alsmede de zending waarop het betrekking heeft aanbiedt, wordt op verzoek een ontvangstbewijs afgegeven.
2. Het ontvangstbewijs dient vooraf door de belanghebbende te worden ingevuld. Het kan buiten het voor de douane bestemde vak andere vermeldingen met betrekking tot de zending bevatten, maar de geldigheid van het visum van de douane is beperkt tot de in genoemd vak opgenomen vermeldingen.

TERUGZENDING VAN DE DOCUMENTEN

Centralisatiekantoren

Artikel 11

Elk land kan één of meer centrale instanties aanwijzen aan welke de documenten moeten worden teruggezonden door de bevoegde douanekantoren van het land van bestemming. De landen die te dien einde dergelijke instanties hebben aangewezen, stellen de Commissie van de Europese Gemeenschappen daarvan in kennis en geven aan welke soort documenten moet worden teruggezonden. De Commissie deelt dit mede aan de andere landen.

TITEL II

BEPALINGEN BETREFFENDE ZEKERHEIDSTELLINGDOORLOPENDE ZEKERHEIDSTELLINGCERTIFICATEN VAN BORGTOCHT

Bevoegde personen

Artikel 12

1. Op de achterzijde van het certificaat van borgtocht wijst de aangever, onder zijn aansprakelijkheid, op het ogenblik van de afgifte van het certificaat of op elk ander ogenblik tijdens de geldigheidsduur van genoemd certificaat de persoon of personen aan die hij gemachtigd heeft in zijn naam aangiften T1 of T2 te ondertekenen. Elke aanwijzing omvat de vermelding van de naam en de voornaam van de gemachtigde persoon en het model van diens handtekening. Elke vermelding van een gemachtigde persoon moet door de aangever worden ondertekend. Het staat de aangever vrij de vakken die hij niet wenst te gebruiken door te halen.
2. De aangever kan de op de achterzijde van het certificaat aangebrachte vermelding van de naam van een gemachtigde te allen tijde ongedaan maken.

Gemachtigden

Artikel 13

Elke op de achterzijde van een op een kantoor van vertrek overgelegd certificaat van borgtocht vermelde persoon wordt geacht de gemachtigde van de aangever zijn.

Geldigheidsduur ; verlenging

Artikel 14

De geldigheidsduur van het certificaat van borgtocht mag niet meer dan twee jaar bedragen. Deze kan echter één enkele maal met een nieuwe termijn van niet meer dan twee jaar worden verlengd door het kantoor van zekerheidstelling.

Opzegging

Artikel 15

In geval van opzegging van de overeenkomst van borgtocht is de aangever gehouden alle nog geldige certificaten van borgtocht die aan hem werden afgegeven, onverwijld bij het kantoor van zekerheidstelling in te leveren.

ZEKERHEIDSTELLING VOOR EEN VAST BEDRAG

Akte van borgtocht

Artikel 16

1. Indien een natuurlijke persoon of een rechtspersoon zich onder de voorwaarden bedoeld in de artikelen 27 en 28 en overeenkomstig de wijze voorgeschreven in artikel 32, lid 1, van Aanhangsel I wil borg stellen, moet de borgtocht worden aangegaan bij een akte volgens het model III dat als bijlage aan Aanhangsel I is gehecht.
2. Wanneer de nationale wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen of de gebruiken zulks noodzakelijk maken, kan elk land toestaan dat de borgtocht bij een akte van een andere vorm wordt aangegaan, mits de rechtsgevolgen daarvan gelijk zijn aan die van de in lid 1 bedoelde akte.

Bewijzen van zekerheidstelling

Artikel 17

1. Het aanvaarden door het douanekantoor waar de in artikel 16 bedoelde zekerheid wordt gesteld - kantoor van zekerheidstelling genoemd - van de verbintenis van de borg, houdt voor deze de machtiging in tot afgifte, onder de in de akte van borgtocht gestelde voorwaarden, van het vereiste bewijs of de vereiste bewijzen van zekerheidstelling voor een vast bedrag aan personen die als aangever een T-1 of T-2 vervoer willen verrichten vanuit het kantoor van vertrek van hun keuze.

De borg kan bewijzen van zekerheidstelling voor een vast bedrag afgeven

- die niet geldig zijn voor T1 of T2-vervoer dat betrekking heeft op goederen die voorkomen op de lijst opgenomen in bijlage VII bij dit Aanhangsel, en
- die tot maximaal zeven bewijzen per vervoermiddel in de zin van artikel 16, lid 2, van Aanhangsel I kunnen worden gebruikt voor andere dan in het eerste streepje bedoelde goederen.

Daartoe brengt de borg op het bewijs of de bewijzen van zekerheidstelling voor een vast bedrag die hij afgeeft, diagonaal en in hoofdletters, onder verwijzing naar deze alinea, een van de volgende vermeldingen aan :

BEGRAENSET GYLDIGHED
BESCHRÄNKTE GELTUNG
ΠΕΡΙΟΡΙΣΜΕΝΗ ΙΣΧΥΣ
LIMITED VALIDITY
VALIDEZ LIMITADA
VALIDITE LIMITEE
VALIDITA LIMITATA

BEPERKTE GELDIGHED
VALIDADE LIMITADA
VOIMASSA RAJOITETUSTI
TAKMARKAÐ GILDISSVIÐ
BEGRENSET GYLDIGHET
BEGRÄNSAD GILTIGHET

De opzegging van een overeenkomst van borgtocht wordt door het land waaronder het kantoor van zekerheidstelling ressorteert onverwijld ter kennis gebracht van de overige landen.

2. De borg verbindt zich per bewijs van zekerheidstelling voor een vast bedrag tot een bedrag van 7.000 Ecu.
3. Onverminderd het bepaalde in lid 1, tweede en derde alinea, en in artikel 18 kan de aangever per bewijs van zekerheidstelling voor een vast bedrag één T1 of T2-vervoer verrichten. Het bij het kantoor van vertrek ingeleverde bewijs wordt aldaar bewaard.

Verhoging van het bedrag van de zekerheid ;
omrekening van de ECU

Artikel 18

1. Buiten de in de leden 2 en 3 genoemde gevallen kan het kantoor van vertrek geen hogere zekerheid eisen dan het vaste bedrag van 7.000 ECU per aangifte voor T1 of T2-vervoer, ongeacht het bedrag van de rechten en andere heffingen die voor de in een bepaalde aangifte begrepen goederen gelden.
2. Wanneer het vervoer van goederen wegens bijzondere omstandigheden die daarmee verband houden grotere risico's met zich brengt, kan het kantoor van vertrek, bij wijze van uitzondering en indien het om die reden de zekerheid van 7.000 ECU duidelijk onvoldoende acht, een hogere zekerheid eisen bestaande uit een veelvoud van 7 000 Ecu.

3. Het vervoer van de goederen, genoemd in de in bijlage VII bij dit Aanhangsel opgenomen lijst, geeft aanleiding tot een verhoging van het vaste bedrag, indien de hoeveelheid te vervoeren goederen groter is dan de hoeveelheid die overeenkomt met het vaste bedrag van 7.000 ECU.

In dat geval wordt het vaste bedrag gebracht op het veelvoud van 7.000 ECU dat nodig is als zekerheid voor de hoeveelheid te verzenden goederen.

4. In de gevallen bedoeld in de leden 2 en 3 moet de aangever bij het kantoor van vertrek het aantal bewijzen van zekerheidstelling voor een vast bedrag inleveren, overeenkomend met het gevorderde veelvoud van 7.000 ECU.
5. De tegenwaarde in nationale valuta van de in dit Aanhangsel bedoelde bedragen in ECU wordt berekend op basis van de omrekeningskoersen die op de eerste werkdag van de maand oktober van kracht zijn en die met ingang van 1 januari van het daarop volgende jaar toegepast worden.

Indien voor een bepaalde nationale valuta deze koers niet beschikbaar is, geldt voor deze valuta de koers van de laatste dag waarvoor een koers is bekendgemaakt.

De tegenwaarde van de ECU welke in aanmerking moet worden genomen voor de toepassing van de eerste alinea is die welke van toepassing is op de dag waarop de door het bewijs of de bewijzen van zekerheidstelling voor een vast bedrag gedekte aangifte T1 of T2 werd geldig gemaakt.

**Gelijktijdige verzending van gevoelige en
niet-gevoelige produkten**

Artikel 19

1. Wanneer de aangifte T1 of T2 behalve goederen genoemd in de lijst bedoeld in artikel 18, lid 3, andere goederen bevat, worden de bepalingen inzake de zekerheidstelling voor een vast bedrag toegepast alsof voor beide categorieën goederen een afzonderlijke aangifte werd gedaan.

2. In afwijking van het bepaalde in lid 1 wordt met de aanwezigheid van een van deze twee categorieën goederen geen rekening gehouden wanneer het om een betrekkelijk geringe hoeveelheid of waarde gaat.

TITEL III

Artikelen 20 tot en met 27

(Dit Aangangsel bevat geen artikelen 20 tot en met 27)

TITEL IVVEREENVOUDIGINGSMAATREGELEN

Voorschriften waarop het bepaalde in deze titel
niet van invloed is

Artikel 28

De bepalingen van deze titel doen geen afbreuk aan de verplichtingen betreffende de formaliteiten bij verzending, uitvoer of enigerlei regeling in het land van bestemming.

HOOFDSTUK I

REGELING INZAKE DOUANEVERVOER VOOR PER SPOOR VERVOERDE GOEDEREN

ALGEMENE BEPALINGEN BETREFFENDE HET VERVOER PER SPOOR

Algemeen

Artikel 29

De formaliteiten van de T1 of T2-regeling worden overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 30 tot en met 43 en 59 tot en met 61 vereenvoudigd voor het vervoer van goederen dat door de spoorweg-administraties onder geleide van een internationale vrachtbrief (CIM) of van een internationaal expresgoedformulier (TIEx) wordt verricht.

Rechtskracht van de gebruikte documenten.

Artikel 30

De internationale vrachtbrief of het internationaal expresgoedformulier gelden naar gelang van het geval als aangifte T1 of T2.

Controle van de bescheiden

Artikel 31

De spoorwegadministratie van elk land houdt in haar centrale boekhouding(en) haar bescheiden ter beschikking van de douaneadministratie van haar land, opdat aldaar controle kan worden uitgeoefend.

AangeverArtikel 32

1. De spoorwegadministratie die goederen met een internationale vrachtbrief of een internationaal expresgoedformulier ten vervoer aanneemt, is de aangever voor het vervoer dat met toepassing van de T1 of T2-regeling plaatsvindt.
2. De spoorwegadministratie van het land over het grondgebied waarvan de goederen het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen binnenkomen, is de aangever voor het vervoer van goederen met toepassing van de T1 of T2-regeling, die door de spoorwegadministratie van een derde land ten vervoer werden aangenomen.

EtiketArtikel 33

De spoorwegadministraties dragen er zorg voor dat het vervoer dat met toepassing van de T1 of T2-regeling wordt verricht, door middel van etiketten die van een pictogram van het in bijlage VIII bij dit Aangangsels opgenomen model zijn voorzien, als zodanig wordt gekenmerkt.

De etiketten worden aangebracht op de internationale vrachtbrief of op het internationaal expresgoedformulier, alsmede op de wagon, indien het een wagonlading betreft, of anders op het collo of de colli.

Wijziging van de vervoerovereenkomst

Artikel 34

In geval van wijziging van de vervoerovereenkomst ten einde :

- een vervoer binnen in plaats van buiten het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij te beëindigen,
- een vervoer buiten in plaats van binnen het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij te beëindigen,

mogen de spoorwegadministraties de gewijzigde overeenkomst niet dan met voorafgaande toestemming van het kantoor van vertrek ten uitvoer brengen.

In geval van wijziging van de vervoerovereenkomst ten einde een vervoer binnen het land van vertrek te beëindigen, mag de uitvoering van de gewijzigde overeenkomst slechts plaatsvinden onder de door de douaneadministratie van dat land vast te stellen voorwaarden.

In alle andere gevallen kunnen de spoorwegadministraties de gewijzigde overeenkomst ten uitvoer brengen ; zij geven het kantoor van vertrek onmiddellijk kennis van de wijziging die zich heeft voorgedaan.

VERVOER VAN GOEDEREN TUSSEN DE OVEREENKOMSTSLUITENDE PARTIJEN

**Douanestatus van de goederen ;
gebruik van de internationale vrachtbrief**

Artikel 35

1. Voor vervoer dat binnen het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen begint en zal eindigen, wordt de internationale vrachtbrief op het kantoor van vertrek overgelegd.
2. Goederen waarvan het vervoer in de Gemeenschap begint, worden geacht met toepassing van de T2-regeling te worden vervoerd. Worden de goederen evenwel met toepassing van de T1-regeling vervoerd, dan vermeldt het kantoor van vertrek op de exemplaren 1, 2 en 3 van de internationale vrachtbrief dat de goederen waarop dit document betrekking heeft met toepassing van de T1-regeling worden vervoerd; het teken "T1" wordt in dit geval duidelijk in vak 25 vermeld. Wanneer de goederen met toepassing van de T2-regeling worden vervoerd, behoeft het teken "T2" niet op het document te worden aangebracht.
3. Goederen waarvan het vervoer in een EVA-land begint, worden geacht met toepassing van de T1-regeling te worden vervoerd. Worden de goederen evenwel, overeenkomstig het bepaalde in artikel 2, lid 3, onder b), van de Overeenkomst, met toepassing van de T2-regeling vervoerd, dan vermeldt het kantoor van vertrek op exemplaar 3 van de internationale vrachtbrief dat de goederen waarop dit document betrekking heeft met toepassing van de T2-regeling worden vervoerd; in dit geval wordt het teken "T2" in vak 25 aangebracht te zamen met de stempelafdruk van het douanekantoor van vertrek en de handtekening van de bevoegde ambtenaar. Wanneer de goederen met toepassing van de T1-regeling worden vervoerd, behoeft het teken "T1" niet op het document te worden aangebracht.

4. Alle exemplaren van de internationale vrachtbrief worden aan de belanghebbende teruggegeven.
5. Elke Lid-Staat van de Gemeenschap kan bepalen dat goederen welke met toepassing van de T2-regeling worden vervoerd, onder de voorwaarden en met de uitzonderingen welke hij of de Gemeenschap vaststelt, onder de T2-regeling kunnen worden geplaatst zonder dat voor deze goederen de internationale vrachtbrief aan het kantoor van vertrek dient te worden overgelegd.

Elk EVA-land kan bepalen dat goederen welke zich onder de T1-regeling bevinden, met toepassing van de T1-regeling worden vervoerd zonder dat de internationale vrachtbrief aan het kantoor van vertrek behoeft te worden overgelegd.

6. Het douanekantoor waaronder het station van bestemming ressorteert, wordt aangemerkt als kantoor van bestemming. Indien de goederen echter op een tussenstation ten invoer tot verbruik worden aangegeven of onder een andere douaneregeling worden gebracht, wordt het kantoor waaronder dit station ressorteert, aangemerkt als kantoor van bestemming.

Identificatiemaatregelen

Artikel 36

In de regel en rekening houdend met de door de spoorwegadministratie toegepaste identificatiemaatregelen, gaat het kantoor van vertrek niet tot verzegeling van de vervoermiddelen of van de colli over.

Functie van de onderscheiden exemplaren van de vrachtbrief

Artikel 37

1. De spoorwegadministratie van het land waaronder het kantoor van bestemming ressorteert, levert bij dit kantoor de exemplaren 2 en 3 van de internationale vrachtbrief in.

2. Het kantoor van bestemming geeft onverwijld, na daarop zijn visum te hebben aangebracht, het exemplaar 2 aan de spoorweg-administratie terug en behoudt het exemplaar 3.

VERVOER VAN GOEDEREN UIT OF NAAR

DERDE LANDEN

Vervoer naar derde landen

Artikel 38

1. Het bepaalde in de artikelen 35 en 36 is van toepassing wanneer een vervoer binnen het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen begint en buiten het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen zal eindigen
2. Het douanekantoor waaronder het grensstation ressorteert, waarlangs het vervoer het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen verlaat, wordt aangemerkt als kantoor van bestemming.
3. Aan het kantoor van bestemming behoeft geen enkele formaliteit te worden vervuld.

Vervoer uit derde landen

Artikel 39

1. Wanneer een vervoer buiten het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen begint en binnen het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen zal eindigen, wordt als kantoor van vertrek aangemerkt het douanekantoor waaronder het grensstation ressorteert, waarlangs het vervoer het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen binnenkomt.

Aan het kantoor van vertrek behoeft geen enkele formaliteit te worden vervuld.

2. Het douanekantoor waaronder het station van bestemming ressorteert, wordt aangemerkt als kantoor van bestemming. Wanneer de goederen echter op een tussenstation ten invoer tot verbruik worden aangegeven of onder een andere douaneregeling worden gebracht, wordt het douanekantoor waaronder dit station ressorteert, aangemerkt als kantoor van bestemming.

De bij artikel 37 voorgeschreven formaliteiten moeten aan het kantoor van bestemming worden vervuld.

**Doorvoer over het grondgebied van
de Overeenkomstsluitende Partijen**

Artikel 40

1. Wanneer een vervoer buiten het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen begint en zal eindigen, worden als kantoor van vertrek en als kantoor van bestemming aangemerkt de in artikel 39, lid 1, respectievelijk in artikel 38, lid 2, bedoelde kantoren.
2. Aan het kantoor van vertrek en aan het kantoor van bestemming behoeft geen enkele formaliteit te worden vervuld.

Douanestatus van goederen uit derde landen of van
goederen in doorvoer

Artikel 41

Bij vervoer als bedoeld in artikel 39, lid 1, of in artikel 40, lid 1, worden de goederen geacht vervoerd te worden met toepassing van de T1-regeling, tenzij voor deze goederen een ten bewijze van het communautair karakter van de goederen afgegeven document T2L wordt overgelegd.

BEPALINGEN BETREFFENDE EXPRESGOED

Toepasselijke bepalingen

Artikel 42

Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 43 zijn de bepalingen van de artikelen 35 tot en met 41 eveneens van toepassing op vervoer dat onder geleide van een internationaal expresgoedformulier plaatsvindt.

**Douanestatus van de goederen ; gebruik van de onderscheiden
exemplaren van het T1Ex-document**

Artikel 43

Voor vervoer dat onder geleide van een internationaal expresgoedformulier plaatsvindt

- a) - wordt het in artikel 35, lid 2, bedoelde teken aangebracht op de exemplaren 2, 3 en 4 van het internationaal expresgoedformulier ;
- wordt het in artikel 35, lid 3, bedoelde teken aangebracht op exemplaar 4 van het internationaal expresgoedformulier ;
- b) worden de exemplaren 2 en 4 van het internationaal expresgoedformulier met toepassing van artikel 37 ingeleverd bij het kantoor van bestemming ; dit kantoor geeft onverwijld, na daarop zijn visum te hebben aangebracht, het exemplaar 2 aan de spoorwegadministratie terug, en behoudt het exemplaar 4.

BEPALINGEN BETREFFENDE HET VERVOER MET BEHULP
VAN GROTE CONTAINERS

Algemeen

Artikel 44

De formaliteiten van de T1 of T2-regeling worden overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 45 tot en met 60 en in artikel 61, leden 3 en 4, vereenvoudigd voor het vervoer van goederen dat de spoorwegadministraties door tussenkomst van vervoerondernemingen met behulp van grote containers verrichten onder geleide van een overdrachtsformulier van een model dat speciaal is ontworpen om als document voor douanevervoer te worden gebruikt en dat voor de toepassing van dit Aanhangsel "overdrachtsformulier TR" wordt genoemd. Genoemd vervoer omvat, in voorkomend geval, het vervoer van deze zendingen dat door de vervoerondernemingen in het land van verzending tot aan het in dat land gelegen station van vertrek en in het land van bestemming vanaf het in dat land gelegen station van bestemming op andere wijze dan per spoor wordt verricht, alsmede het vervoer over zee dat op het traject tussen deze beide stations wordt verricht.

Definities

Artikel 45

Voor de toepassing van de artikelen 44 tot en met 60 en van artikel 61, leden 3 en 4, wordt verstaan onder :

1. "vervoeronderneming" : een onderneming die de spoorwegadministraties hebben opgericht in de vorm van een vennootschap en waarvan zij de vennoten zijn en die tot doel heeft goederenvervoer te verrichten met behulp van grote containers onder geleide van overdrachtsformulieren ;
2. "grote container" : een vervoermiddel dat
 - een duurzaam karakter heeft,
 - speciaal ontworpen is om het vervoer van goederen met verschillende vervoertechnieken te vergemakkelijken zonder tussentijdse in- en uitlading van die goederen zelf,
 - ontworpen is om gemakkelijk te worden vastgemaakt en/of behandeld,
 - zodanig is ingericht dat het op doeltreffende wijze kan worden verzegeld wanneer verzegeling noodzakelijk is, bij toepassing van artikel 53,
 - zodanig afmetingen heeft dat de oppervlakte begrensd door de vier onderste buitenhoeken ten minste 7 m² bedraagt.
3. "overdrachtsformulier TR" : het document dat de vervoerovereenkomst belichaamt op grond waarvan de vervoeronderneming één of meer grote containers van een verzender naar een geadresseerde in internationaal vervoer laat vervoeren. Het overdrachtsformulier TR is in de rechterbovenhoek voorzien van een serienummer dat identificatie ervan mogelijk maakt. Dat nummer is samengesteld uit zes cijfers die door de letters "TR" in twee gelijke groepen zijn gescheiden.

Het overdrachtsformulier TR is samengesteld uit de volgende exemplaren, in de volgorde van hun nummering :

- 1 - exemplaar voor de algemene directie van de vervoeronderneming,
- 2 - exemplaar voor de nationale vertegenwoordiger van de vervoeronderneming in het station van bestemming,
- 3A - exemplaar voor de douane,
- 3B - exemplaar voor de geadresseerde,
- 4 - exemplaar voor de algemene directie van de vervoeronderneming,
- 5 - exemplaar voor de nationale vertegenwoordiger van de vervoeronderneming in het station van vertrek,
- 6 - exemplaar voor de verzender.

Met uitzondering van het exemplaar 3A is elk exemplaar van het overdrachtsformulier TR aan de rechterzijde voorzien van een groene band waarvan de breedte ongeveer 4 centimeter bedraagt.

4. "lijst van grote containers", hierna te noemen "lijst" : het document gevoegd bij een overdrachtsformulier TR waarvan het een integrerend bestanddeel is en dat dient ten geleide van verscheidene grote containers die van eenzelfde station van vertrek worden verzonden naar eenzelfde station van bestemming ; de douaneformaliteiten moeten aldaar worden vervuld.

Het aantal lijsten wordt vermeld in het vak "Bijlagen" van het overdrachtsformulier TR. Tevens moet in de rechterbovenhoek van elke lijst het serienummer van het overdrachtsformulier TR waarvan het deel uitmaakt, worden vermeld.

Rechtskracht van het gebruikte document

Artikel 46

Het door de vervoeronderneming gebruikte overdrachtsformulier TR geldt, al naar gelang van het geval, als aangifte T1 of T2.

Controle van de bescheiden ; te verstrekken informatie

Artikel 47

1. In elk land houdt de vervoeronderneming door bemiddeling van haar nationale vertegenwoordiger(s) in haar centrale boekhouding(en) of in die van haar nationale vertegenwoordiger(s) de door deze bijgehouden bescheiden ter beschikking van de douaneadministraties, opdat aldaar controle kan worden uitgeoefend.
2. De vervoeronderneming of haar nationale vertegenwoordiger(s) scelt/stellen de douaneautoriteiten op hun verzoek zo spoedig mogelijk in kennis van alle documenten, boekhoudkundige bescheiden of inlichtingen betreffende zendingen die reeds vervoerd of nog onderweg zijn en waarvan deze autoriteiten menen kennis te moeten nemen.
3. De vervoeronderneming of haar nationale vertegenwoordiger(s) brengt/brengen ter kennis van
 - a) het douanekantoor van bestemming, de overdrachtsformulieren TR waarvan het exemplaar 1 bij haar is binnengekomen zonder dat hierop het visum van de douane is aangebracht ;
 - b) het douanekantoor van vertrek, de overdrachtsformulieren TR waarvan het exemplaar 1 niet aan haar is teruggezonden en met betrekking tot welke formulieren zij niet heeft kunnen vaststellen of de zending op regelmatige wijze bij het

douanekantoor van bestemming werd aangeboden dan wel, indien artikel 55 toepassing vindt, of de zending de Overeenkomstsluitende Partijen verlaten heeft met als bestemming een derde land.

Aangever

Artikel 48

1. Voor het in artikel 44 bedoelde vervoer dat door de vervoeronderneming in een bepaald land wordt aanvaard, wordt de spoorwegadministratie van dat land aangever.
2. Voor het in artikel 44 bedoelde vervoer dat door de vervoeronderneming wordt aanvaard in een derde land, wordt de spoorwegadministratie van het land over het grondgebied waarvan het vervoer het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen binnenkomt, aangever.

Douaneformaliteiten tijdens vervoer dat niet per spoor plaatsvindt

Artikel 49

Indien douaneformaliteiten dienen te worden vervuld op het traject dat anders dan per spoor wordt afgelegd tot aan het station van vertrek of op het traject dat anders dan per spoor wordt afgelegd vanaf het station van bestemming, mag op het overdrachtsformulier TR slechts op één grote container voorkomen.

Etiket

Artikel 50

De vervoeronderneming draagt er zorg voor dat het vervoer dat met toepassing van de regeling inzake douanevervoer wordt verricht, door middel van etiketten die van een pictogram van het in bijlage VIII CONV/AELE/I/nl 88

bij dit Aanhangsel opgenomen model zijn voorzien, als zodanig wordt gekenmerkt. De etiketten worden aangebracht op het overdrachtsformulier TR, alsmede op de grote container(s).

Wijziging van de vervoerovereenkomst

Artikel 51

In geval van wijziging van de vervoerovereenkomst als gevolg waarvan :

- een vervoer binnen in plaats van buiten het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij eindigt,
- een vervoer buiten in plaats van binnen het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij eindigt,

mag de vervoeronderneming de gewijzigde overeenkomst niet dan met voorafgaande toestemming van het kantoor van vertrek ten uitvoer brengen.

In geval van wijziging van de vervoerovereenkomst als gevolg waarvan een vervoer binnen het land van vertrek eindigt, wordt de uitvoering van de gewijzigde overeenkomst afhankelijk gesteld van de door de douaneadministratie van dat land vast te stellen voorwaarden.

In alle andere gevallen kan de vervoeronderneming de gewijzigde overeenkomst ten uitvoer brengen ; zij geeft het kantoor van vertrek onmiddellijk kennis van de wijziging die zich heeft voorgedaan.

VERVOER VAN GOEDEREN TUSSEN DE OVEREENKOMSTSLUITENDE PARTIJEN

**Douanestatus van de goederen ; lijsten ;
onthefving van de verplichting het overdrachtsformulier
aan het kantoor van vertrek over te leggen**

Artikel 52

1. Voor vervoer dat binnen het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen begint en zal eindigen, wordt het overdrachtsformulier TR aan het kantoor van vertrek overgelegd.
2. Goederen waarvan het vervoer in de Gemeenschap begint, worden geacht met toepassing van de T2-regeling te worden vervoerd. Worden de goederen evenwel met toepassing van de T1-regeling vervoerd, dan vermeldt het kantoor van vertrek op de exemplaren 2, 3A en 3B van het overdrachtsformulier TR dat de goederen waarop dat document betrekking heeft met toepassing van de T1-regeling worden vervoerd ; het teken "T1" wordt in dat geval duidelijk in het voor de douane bestemde vak van de exemplaren 2, 3A en 3B van het overdrachtsformulier TR vermeld. Wanneer de goederen met toepassing van de T2-regeling worden vervoerd behoeft het teken "T2" niet op het document te worden aangebracht.
3. Goederen waarvan het vervoer in een EVA-land begint, worden geacht met toepassing van de T1-regeling te worden vervoerd. Worden de goederen evenwel, overeenkomstig artikel 2, lid 3, onder b) van de overeenkomst, met toepassing van de T2-regeling vervoerd, dan vermeldt het kantoor van vertrek op het exemplaar 3A van het overdrachtsformulier TR dat de goederen waarop het document betrekking heeft met toepassing van de T2-regeling worden vervoerd ; het teken "T2" wordt in dat geval in het voor de douane bestemde vak van het exemplaar 3A van het overdrachtsformulier TR aangebracht te zamen met de stempelafdruk van het douanekantoor van vertrek en de handtekening van de bevoegde ambtenaar. Wanneer de goederen met de toepassing van de T1-regeling worden vervoerd, behoeft het teken "T1" niet op het document te worden aangebracht.

4. Wanneer, bij vervoer dat in de Gemeenschap begint, een of meer grote containers die onder geleide van een overdrachtsformulier TR worden vervoerd, goederen bevatten welke met toepassing van de T1-regeling worden vervoerd en de andere grote container of containers slechts goederen bevatten welke met de toepassing van de T2-regeling worden vervoerd, brengt het kantoor van vertrek in het voor de douane bestemde vak van de exemplaren 2, 3A en 3B van het overdrachtsformulier TR, tegenover het teken "T1", een verwijzing aan naar de grote container of containers welke goederen bevatten die met de toepassing van de T1-regeling worden vervoerd.
5. Wanneer, bij vervoer dat in een EVA-land begint, een of meer grote containers die onder geleide van een overdrachtsformulier TR worden vervoerd, goederen bevatten welke met de toepassing van de T1-regeling worden vervoerd en de andere grote container of containers slechts goederen bevatten welke met de toepassing van de T2-regeling, overeenkomstig het bepaalde in artikel 2, lid 3, onder b) van de Overeenkomst, worden vervoerd, brengt het kantoor van vertrek in het voor de douane bestemde vak van het exemplaar 3A van het overdrachtsformulier TR, tegenover het teken "T2", te zamen met de stempelafdruk van het kantoor van vertrek en de handtekening van de bevoegde ambtenaar, een verwijzing aan naar de grote container of containers welke goederen bevatten die met toepassing van de T2-regeling worden vervoerd.
6. Wanneer, in het in de leden 4 en 5 bedoelde geval, gebruik wordt gemaakt van lijsten van grote containers, moeten afzonderlijke lijsten worden opgesteld voor, enerzijds, containers die goederen bevatten welke met toepassing van de T1-regeling worden vervoerd en, anderzijds, containers welke uitsluitend goederen bevatten die met toepassing van de T2-regeling worden vervoerd. Deze lijsten moeten zijn voorzien van een volgnummer aan de hand waarvan zij kunnen worden geïdentificeerd.

Bij vervoer dat in de Gemeenschap begint, dient het kantoor van vertrek in het voor de douane bestemde vak van de exemplaren 2, 3A en 3B van het overdrachtsformulier TR, tegenover het teken

"T1", een verwijzing aan te brengen naar het volgnummer of de volgnummers van de lijst of lijsten van grote containers welke goederen bevatten die met toepassing van de T1-regeling worden vervoerd.

Bij vervoer dat in een EVA-land begint, brengt het kantoor van vertrek in het voor de douane bestemde vak van het exemplaar 3A van het overdrachtsformulier TR, tegenover het teken "T2", te zamen met de stempelafdruk van het kantoor van vertrek en de handtekening van de bevoegde ambtenaar, een verwijzing aan naar het volgnummer of de volgnummers van de lijst of lijsten van grote containers welke goederen bevatten die overeenkomstig het bepaalde in artikel 2, lid 3, onder b) van de Overeenkomst met toepassing van de T2-regeling worden vervoerd.

7. Alle exemplaren van het overdrachtsformulier TR worden aan de belanghebbende teruggegeven.
8. Elke Lid-Staat van de Gemeenschap kan bepalen dat, onder de voorwaarden en met de uitzonderingen welke hij of de Gemeenschap vaststelt, goederen welke met toepassing van de T2-regeling worden vervoerd onder de T2-regeling mogen worden geplaatst zonder dat het overdrachtsformulier TR dat op die goederen betrekking heeft op het kantoor van vertrek wordt overgelegd.

Elk EVA-land kan bepalen dat goederen welke zich onder de T1-regeling bevinden, met toepassing van de T1-regeling worden vervoerd zonder dat het overdrachtsformulier TR aan het kantoor van vertrek wordt overgelegd.

9. Het overdrachtsformulier TR moet worden overgelegd aan het douanekantoor - hierna kantoor van bestemming genoemd - waar de goederen ten invoer tot verbruik of voor een andere douaneregeling worden aangegeven.

Identificatiemaatregelen**Artikel 53**

De identificatie van goederen geschiedt volgens artikel 11 van de Overeenkomst. Wanneer evenwel het overdrachtsformulier TR overeenkomstig de bepalingen welke in de Overeenkomstsluitende Partijen van toepassing zijn, niet op het kantoor van vertrek wordt overgelegd, gaat de douane, rekening houdend met de door de spoorwegadministratie toegepaste identificatiemaatregelen in de regel niet tot verzegeling van de grote containers over. Ingeval een douaneverzegeling wordt aangebracht, wordt zij vermeld in het voor de douane bestemde vak van de exemplaren 3A en 3B van het overdrachtsformulier TR.

**Gebruik van de onderscheiden exemplaren van
het overdrachtsformulier****Artikel 54**

1. De vervoeronderneming levert bij het kantoor van bestemming de exemplaren 1, 2 en 3A van het overdrachtsformulier TR in.
2. Het kantoor van bestemming geeft onverwijld de exemplaren 1 en 2, na daarop zijn visum te hebben aangebracht aan de vervoeronderneming terug en behoudt het exemplaar 3A.

VERVOER VAN GOEDEREN UIT OF NAAR

DERDE LANDEN

Vervoer naar derde landen

Artikel 55

1. Het bepaalde in de artikelen 52 en 53 is van toepassing wanneer een vervoer binnen het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen begint en buiten het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen zal eindigen.
2. Het douanekantoor waaronder het grensstation ressorteert, waarlangs het vervoer het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen verlaat, wordt aangemerkt als kantoor van bestemming.
3. Aan het kantoor van bestemming behoeft geen enkele formaliteit te worden vervuld.

Vervoer uit derde landen

Artikel 56

1. Wanneer een vervoer buiten het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen begint en binnen het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen zal eindigen, wordt als kantoor van vertrek aangemerkt het douanekantoor waaronder het grensstation ressorteert, waarlangs het vervoer het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen binnenkomt. Aan het kantoor van vertrek behoeft geen enkele formaliteit te worden vervuld.
2. Het douanekantoor waar de goederen worden aangebracht, wordt als kantoor van bestemming aangemerkt.

De bij artikel 54 voorgeschreven formaliteiten moeten aan het kantoor van bestemming worden vervuld.

Doorvoer over het grondgebied van
de Overeenkomstsluitende Partijen

Artikel 57

1. Wanneer een vervoer buiten het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen begint en zal eindigen, worden als kantoor van vertrek en als kantoor van bestemming aangemerkt de respectievelijk in artikel 56, lid 1 en artikel 55, lid 2, bedoelde kantoren.
2. Aan het kantoor van vertrek en aan het kantoor van bestemming behoeft geen enkele formaliteit te worden vervuld.

Douanestatus van goederen uit derde landen of van
goederen in doorvoer

Artikel 58

Bij vervoer als bedoeld in artikel 56, lid 1, of artikel 57, lid 1, worden de goederen geacht vervoerd te worden met toepassing van de T1-regeling, tenzij voor deze goederen een ten bewijze van het communautair karakter van de goederen afgegeven document T2L wordt overgelegd.

Bepalingen betreffende de statistiek

Artikel 59

(Dit Aanhangsel bevat geen artikel 59).

ANDERE BEPALINGEN

Bepalingen van Aanhangsel I welke niet van toepassing zijn

Artikel 60

De bepalingen van de Titels II en III van Aanhangsel I bij de Overeenkomst die door de toepassing van dit hoofdstuk, en met name artikel 12, leden 3 tot en met 6, de artikelen 17, 23 en 26, lid 1, en artikel 41 zonder voorwerp zijn, zijn niet van toepassing.

Toepassingsgebied van de gewone regeling en van
de vereenvoudigde regelingen

Artikel 61

1. De bepalingen van de artikelen 29 tot en met 43 sluiten het gebruik van de in Aanhangsel I gedefinieerde regeling niet uit. In dat geval zijn niettemin de bepalingen van de artikelen 31 en 33 van toepassing.

2. In dit geval dient bij het opstellen van de internationale vrachtbrief of het internationaal expresgoedformulier op een in het oog vallende wijze in respectievelijk vak 32 of vak 20 een verwijzing naar het (de) gebruikte document(en) douanevervoer te worden aangebracht. Deze verwijzing moet een aanduiding van het soort, het kantoor van afgifte, de datum en het nummer van geldigmaking van het (de) gebruikte document(en) bevatten.

Bovendien moet het exemplaar 2 van de internationale vrachtbrief of van het internationaal expresgoedformulier voorzien zijn van het visum van de spoorwegadministratie waaronder het laatste station valt dat bij het douanevervoer is betrokken. Deze administratie brengt daarop haar visum aan na zich ervan te hebben vergewist dat het vervoer van de goederen plaatsvindt onder geleide van het (de) document(en) voor douanevervoer waarnaar verwezen wordt.

Wanneer het in lid 1 en in de eerste alinea van dit lid bedoelde douanevervoer in een EVA-land eindigt, kan dit land bepalen dat het exemplaar 2 van de internationale vrachtbrief of van het internationaal expresgoedformulier dient te worden overgelegd aan het douanekantoor waaronder het laatste bij het douanevervoer betrokken station ressorteert. Dit douanekantoor brengt zijn visum aan op dit exemplaar na zich ervan te hebben vergewist dat het vervoer van de goederen plaatsvindt onder geleide van het (de) document(en) voor douanevervoer waarnaar verwezen wordt.

3. Het bepaalde in de artikelen 44 tot en met 58 sluit het gebruik van de in Aanhangsel I gedefinieerde regeling uit.

4. Wanneer een douanevervoer onder geleide van een overdrachtsformulier TR wordt verricht volgens de bepalingen van de artikelen 44 tot en met 58, valt de in het kader van dit douanevervoer gebruikte internationale vrachtbrief buiten het toepassingsgebied van de artikelen 29 tot en met 43, 59, 60 en artikel 61, leden 1 en 2. De internationale vrachtbrief dient in vak 32, op in het oog springende wijze, van een verwijzing naar het overdrachtsformulier TR te worden voorzien. Deze verwijzing dient de vermelding "Overdrachtsformulier" gevolgd door het serienummer, te bevatten.

HOOFDSTUK II

VEREENVOUDIGING VAN DE FORMALITEITEN WELKE AAN DE KANTOREN
VAN VERTREK EN VAN BESTEMMING MOETEN WORDEN VERVULD

Algemeen

Artikel 62

Elk land is bevoegd om de formaliteiten die in verband met de regelingen inzake douanevervoer aan de op zijn grondgebied gelegen kantoren van vertrek en van bestemming dienen te worden vervuld, overeenkomstig de volgende bepalingen te vereenvoudigen.

FORMALITEITEN AAN HET KANTOOR VAN VERTREK

Toegelaten afzender

Artikel 63

De douaneautoriteiten van elk land kunnen aan elke persoon, hierna te noemen "toegelaten afzender", die aan de in artikel 64 gestelde voorwaarden voldoet en die douanevervoer wil verrichten, vergunning verlenen om noch de goederen, noch de aangifte voor douanevervoer die voor deze goederen is opgesteld, aan het kantoor van vertrek aan te bieden.

Voorwaarden voor het verlenen van een vergunning

Artikel 64

1. De in artikel 63 bedoelde vergunning wordt slechts verleend aan personen die :
 - a) regelmatig goederen verzenden,
 - b) een administratie voeren, aan de hand waarvan de douaneautoriteiten de goederenbewegingen kunnen controleren, en

- c) indien de bepalingen van de T1 en T2-regeling een zekerheid eisen, een doorlopende zekerheid hebben gesteld.
2. De douaneautoriteiten kunnen de vergunning weigeren aan personen die niet de door deze autoriteiten nuttig geachte waarborgen bieden.
3. De douaneautoriteiten kunnen de vergunning intrekken, met name wanneer de toegelaten afzender niet meer aan de in lid 1 gestelde voorwaarden voldoet of niet meer de in lid 2 bedoelde waarborgen biedt.

Inhoud van de aangifte

Artikel 65

In de door de douaneautoriteiten te verlenen vergunning wordt met name bepaald :

- a) welke douanekantoren als kantoren van vertrek voor het te verrichten vervoer bevoegd zijn ;
- b) binnen welke termijn en op welke wijze de toegelaten afzender het kantoor van vertrek inlicht over het te verrichten vervoer, opdat dit kantoor voor het vertrek der goederen eventueel tot een controle kan overgaan ;
- c) binnen welke termijn de goederen aan het kantoor van bestemming dienen te worden aangebracht ;
- d) welke identificatiemaatregelen dienen te worden genomen. Met het oog hierop kunnen de douaneautoriteiten bepalen dat de vervoermiddelen of de colli moeten worden voorzien van zegels van een speciaal model die door de douaneautoriteiten zijn aanvaard en door de toegelaten afzender worden aangebracht.

Voorafgaande waarmerking

Artikel 66

1. In de vergunning wordt bepaald dat het voor het kantoor van vertrek bestemde vak op de voorzijde van de formulieren van de aangifte T1 of T2 :
 - a) van tevoren wordt voorzien van de afdruk van het stempel van het kantoor van vertrek en van de handtekening van een ambtenaar van dit kantoor
of
 - b) door de toegelaten afzender wordt voorzien van de afdruk van een speciaal metalen stempel dat door de douaneautoriteiten is aanvaard en dat overeenkomt met het in bijlage IX bij dit Aangangsels opgenomen model ; deze stempelafdruk mag ook van tevoren op de formulieren worden gedrukt wanneer het drukken daarvan wordt toevertrouwd aan een drukkerij welke daartoe een vergunning heeft gekregen.

De toegelaten afzender dient dit vak aan te vullen met de datum van verzending der goederen en de aangifte te nummeren overeenkomstig de daartoe in de vergunning voorgeschreven regels.

2. De douaneautoriteiten kunnen voorschrijven dat gebruik dient te worden gemaakt van formulieren welke ter individualisering van een herkenningsteken zijn voorzien.

Formaliteiten bij vertrek

Artikel 67

1. Uiterlijk op het ogenblik van verzending van de goederen vult de toegelaten afzender de naar behoren ingevulde aangifte T1 of T2 aan door op de voorzijde van de exemplaren 1, 4 en 5 in het vak "Controle door het kantoor van vertrek" de termijn te vermelden

waarbinnen de goederen aan het kantoor van bestemming moeten worden aangebracht, de toegepaste identificatiemaatregelen, alsmede één van de volgende vermeldingen :

- "Forenklet procedure",
- "Vereinfachtes Verfahren",
- „Απλουστευμένη διαδικασία“
- "Simplified procedure",
- "Procedimiento simplificado",
- "Procédure simplifiée",
- "Procedura semplificata",
- "Vereenvoudigde regeling",
- "Procedimento simplificado".
- "Yksinkertaistettu menettely"
- "Einföldun afgreiðslu"
- "Forenklet prosedyre"
- "Förenklat förfarande"

2. Na de verzending wordt het exemplaar 1 onverwijld naar het kantoor van vertrek gezonden. De douaneautoriteiten kunnen in de vergunning voorschrijven dat het exemplaar 1 naar het kantoor van vertrek wordt gezonden zodra de aangifte T1 of T2 is opgesteld. De overige exemplaren begeleiden de goederen onder de in Aanhangsel I bepaalde voorwaarden.
3. Indien de douaneautoriteiten van het land van vertrek een controle instellen bij vertrek van een zending, brengen zij hun visum aan in het vak "Controle door het kantoor van vertrek" op de voorzijde van de exemplaren 1, 4 en 5 van de aangifte T1 of T2.

Aangever

Artikel 68

De aangifte T1 of T2, behoorlijk ingevuld en aangevuld met de in artikel 67, lid 1, voorgeschreven vermeldingen geldt als document T1 of document T2 en de toegelaten afzender die de aangifte heeft ondertekend wordt aangever.

Vrijstelling van ondertekening

Artikel 69

1. De douaneautoriteiten kunnen toestaan dat de toegelaten afzender zijn handtekening niet aanbrengt op de aangiften T1 of T2 die voorzien zijn van een afdruk van het speciale stempel als bedoeld in bijlage IX bij dit Aangangselsel en die opgesteld zijn met behulp van een geïntegreerd systeem voor elektronische of automatische informatieverwerking. Deze toestemming wordt gegeven op voorwaarde dat de toegelaten afzender van tevoren aan deze autoriteiten een schriftelijke verklaring heeft overhandigd waarin hij zich verbindt aangever te zijn voor alle T1 of T2 transacties onder geleide van documenten T1 of T2 die van een afdruk van het speciale stempel zijn voorzien.
2. De volgens lid 1 opgestelde documenten T1 of T2 dienen in het voor de handtekening van de aangever bestemde vak van één van de volgende vermeldingen te zijn voorzien :

- "Fritaget for underskrift",
- "Freistellung von der Unterschriftsleistung",
- „Δεν απαιτείται υπογραφή“
- "Signature waived",
- "Dispensa de firma",
- "Dispense de signature",
- "Dispensa della firma",
- "Van ondertekening vrijgesteld",
- "Dispensada a assinatura",
- "Vapautettu allekirjoituksesta"
- "Frátekið fyrir undirskrift"
- "Frittat for underskrift"
- "Befriad frán underskrift"

Aansprakelijkheid van de toegelaten afzender

Artikel 70

1. De toegelaten afzender is gehouden :
 - a) de voorwaarden na te leven die in dit hoofdstuk en in de vergunning zijn gesteld ;

- b) alle nodige maatregelen te treffen voor de bewaring van het speciale stempel of van de formulieren welke zijn voorzien van de afdruk van het stempel van het kantoor van vertrek of van de afdruk van het speciale stempel.
2. Bij misbruik, door wie ook, van formulieren die van te voren werden voorzien van de afdruk van het stempel van het kantoor van vertrek of waarop de afdruk van het speciale stempel werd aangebracht, is de toegelaten afzender, onverminderd eventuele strafvervolgning, aansprakelijk voor de betaling van de rechten en andere heffingen welke in een bepaald land invorderbaar zijn geworden en die betrekking hebben op de goederen die onder geleide van die formulieren werden vervoerd, tenzij hij aan de douaneautoriteiten die hem de vergunning hebben verleend het bewijs levert dat hij de in lid 1, onder b), bedoelde maatregelen heeft getroffen.

FORMALITEITEN AAN HET KANTOOR VAN BESTEMMING

Toegelaten geadresseerde

Artikel 71

1. De douaneautoriteiten van elk land kunnen toestaan dat goederen, die met toepassing van de T1 of T2-regeling worden vervoerd, niet aan het kantoor van bestemming worden aangeboden wanneer zij zijn bestemd voor een persoon die aan de in artikel 72 gestelde voorwaarden voldoet, hierna te noemen "toegelaten geadresseerde" en aan wie door de douaneautoriteiten van het land waaronder het kantoor van bestemming ressorteert van te voren een vergunning is verleend.
2. In dit geval heeft de aangever aan de verplichtingen die op grond van het bepaalde in artikel 13, onder a), van Aanhangsel I op hem rusten, voldaan op het ogenblik waarop de exemplaren van het document T1 of T2 die de zending hebben vergezeld, alsmede de goederen in ingeschonden staat binnen de gestelde termijn en onder naleving van de getroffen identificatiemaatregelen de toegelaten geadresseerde in diens bedrijf of op de in de vergunning aangewezen plaatsen worden ter hand gesteld.

3. Op verzoek van de vervoerder geeft de toegelaten geadresseerde voor elke zending, die hem onder de in lid 2 bedoelde omstandigheden ter hand wordt gesteld, een ontvangstbewijs af waarin hij verklaart dat het document alsmede de goederen hem werden ter hand gesteld.

Voorwaarden welke aan de vergunning zijn verbonden

Artikel 72

1. De in artikel 71 bedoelde vergunning wordt slechts verleend aan personen die :
 - a) veelvuldig zendingen onder douaneverband ontvangen, en
 - b) een administratie voeren aan de hand waarvan de douaneautoriteiten de goederenbewegingen kunnen controleren.
2. De douaneautoriteiten kunnen de vergunning weigeren aan personen die niet de door deze autoriteiten nuttig geachte waarborgen bieden.
3. De douaneautoriteiten kunnen de vergunning intrekken, met name wanneer de toegelaten geadresseerde niet meer aan de in lid 1 gestelde voorwaarden voldoet of niet meer de in lid 2 bedoelde waarborgen biedt.
4. De toegelaten geadresseerde is gehouden de voorwaarden na te leven die in dit hoofdstuk en in de vergunning zijn gesteld.

Inhoud van de vergunning

Artikel 73

1. In de door de douaneautoriteiten te verlenen vergunning wordt met name bepaald :

- a) welke douanekantoren als kantoren van bestemming bevoegd zijn voor de zendingen die de toegelaten geadresseerde ontvangt ;
 - b) binnen welke termijn en op welke wijze de toegelaten geadresseerde het kantoor van bestemming op de hoogte brengt van de aankomst der goederen ten einde dit kantoor in staat te stellen eventueel een controle bij aankomst der goederen te verrichten.
2. Onverminderd het bepaalde in artikel 76 wordt door de douaneautoriteiten in de vergunning bepaald of de toegelaten geadresseerde zonder tussenkomst van het kantoor van bestemming over de aangekomen goederen kan beschikken.

Verplichtingen van de toegelaten geadresseerde

Artikel 74

1. Ten aanzien van de zendingen die in zijn bedrijf of op de in de vergunning aangewezen plaatsen aankomen, is de toegelaten geadresseerde gehouden :
 - a) het kantoor van bestemming onmiddellijk op de in de vergunning voorgeschreven wijze in kennis te stellen van eventuele overschotten, tekorten, verwisselingen of andere onregelmatigheden zoals geschonden zegels ;
 - b) de exemplaren van het document T1 of T2 die de zending hebben vergezeld onverwijld aan het kantoor van bestemming te zenden, met vermelding van de datum van aankomst evenals van de staat waarin de eventueel aangebrachte zegels zich bevonden.
2. Het kantoor van bestemming brengt op die exemplaren van het document T1 of T2 de voorgeschreven vermeldingen aan.

ANDERE BEPALINGEN

Controles

Artikel 75

De douaneautoriteiten kunnen bij de toegelaten afzenders en bij de toegelaten geadresseerden alle controles uitoefenen die zij noodzakelijk achten. Deze personen zijn gehouden hieraan hun medewerking te verlenen en alle noodzakelijke informatie te verschaffen.

Uitsluiting van bepaalde goederen

Artikel 76

De douaneautoriteiten van het land van vertrek of van bestemming kunnen bepaalde categorieën goederen uitsluiten van de in de artikelen 63 en 71 genoemde faciliteiten.

Bijzonder geval van verzendingen per spoor

Artikel 77

1. (Dit artikel bevat geen lid 1).
2. Wanneer goederen, vervoerd volgens de bepalingen van de artikelen 29 tot en met 61, bestemd zijn voor een toegelaten geadresseerde, kunnen de douaneautoriteiten voorschrijven dat in afwijking van artikel 71, lid 2, en artikel 74, lid 1, onder b), de exemplaren 2 en 3 van de internationale vrachtbrief of de exemplaren 2 en 4 van het internationaal expresgoedformulier of de exemplaren 1, 2 en 3A van het overdrachtsformulier TR rechtstreeks door de spoorwegadministraties of de vervoeronderneming bij het kantoor van bestemming worden ingeleverd.

HOOFDSTUK IIIArtikelen 78 tot en met 81

(Dit Aangangsel bevat geen artikelen 78 tot en met 81).

TITEL V

BEPALINGEN BETREFFENDE HET DOCUMENT TEN BEWIJZE VAN
HET COMMUNAUTAIR KARAKTER VAN GOEDEREN DIE NIET MET TOEPASSING
VAN DE T2-REGELING WORDEN VERVOERD (DOCUMENT T2L)

HOOFDSTUK IAFGIFTE EN GEBRUIK VAN HET DOCUMENT

Formulieren - Toepassingsgebied

Artikel 82

1. Het document T2L wordt gesteld op de formulieren bedoeld in artikel 1, lid 7, van dit Aangangsel.
2. Deze formulieren worden ingevuld overeenkomstig de toelichting die in bijlage VIII bij Aangangsel III is opgenomen.
3. Het document T2L wordt afgegeven voor goederen die het karakter van communautaire goederen bezitten, doch die niet met toepassing van de T2-regeling worden vervoerd, met uitzondering van goederen :
 - a) die bestemd zijn om uit het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen te worden uitgevoerd ; of
 - b) waarvan de verpakking geen communautair karakter bezit ;
of
 - c) die worden vervoerd met toepassing van de procedure voor het internationale vervoer van goederen onder dekking van carnets-TIR, tenzij het goederen betreft :

- die bestemd zijn om op het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij te worden gelost en die worden vervoerd met goederen die in een derde land dienen te worden gelost ; of

- die over het grondgebied van een derde land van de ene Overeenkomstsluitende Partij naar de andere Overeenkomstsluitende Partij worden vervoerd.

4. Het document T2L kan eveneens worden afgegeven voor :

- postzendingen (met inbegrip van postpakketzendingen) die van een postkantoor in een Overeenkomstsluitende Partij naar een postkantoor in een andere Overeenkomstsluitende Partij worden verzonden ;

- goederen die krachtens artikel 49 van Aanhangsel I niet met toepassing van de T2-regeling worden vervoerd.

Voorwaarde van het rechtstreeks vervoer

Artikel 83

Het document T2L kan slechts worden gebruikt ten bewijze van het communautair karakter van de goederen waarop het betrekking heeft wanneer deze goederen rechtstreeks van een land naar een ander land worden vervoerd.

Als rechtstreeks vervoerd van een land naar een ander land worden aangemerkt :

- a) goederen waarvan het vervoer plaatsvindt zonder gebruikmaking van het grondgebied van een derde land ;
- b) goederen waarvan het vervoer plaatsvindt met gebruikmaking van het grondgebied van een of meer derde landen, mits het vervoer door laatstbedoelde landen geschiedt onder dekking van een enkel transportbescheid opgemaakt in een Overeenkomstsluitende Partij.

Voorwaarden in verband met de afgifte ;
afgifte a posteriori

Artikel 84

1. Behoudens het bepaalde in artikel 92 wordt het document T2L opgesteld in één exemplaar.
2. Het document T2L en, in voorkomend geval, het of de documenten T2L bis worden op verzoek van de belanghebbende gevisieerd door de douaneautoriteiten van het land van vertrek in vak C "Kantoor van vertrek" van deze documenten. Deze documenten worden aan de betrokkene teruggegeven zodra de douaneformaliteiten met betrekking tot de verzending van de goederen naar het land van bestemming zijn vervuld.
3. Een document T2L kan door de bevoegde autoriteiten van het land van vertrek op verzoek van de betrokkene om ongeacht welke gegronde reden achteraf worden afgegeven ; in dergelijk geval wordt daarop in rood één van de volgende vermeldingen gesteld :

- "Udstedt efterfølgende",
- "Nachträglich ausgestellt",
- „Εκδοθέν εκ των υστέρων“
- "Issued retroactively",
- "Expedido a posteriori",
- "Delivré a posteriori",
- "Rilasciato a posteriori",
- "Achteraf afgegeven",
- "Emitido a posteriori",
- "Annettu jälkikäteen",
- "Útgefið eftirá",
- "Utstedt i etterhånd",
- "Utfärdat i efterhand".

Gebruik van ladingslijsten

Artikel 85

1. Wanneer een document T2L dient te worden opgesteld voor een zending die meer dan één soort goederen bevat, kunnen de gegevens in verband met die goederen op een of meer ladingslijsten in de zin van artikel 5, lid 2 worden verstrekt in plaats van te worden vermeld in de vakken 31 "Colli en omschrijving van de goederen", 32 "Artikel nr.", 33 "Goederencode", 35 "Brutomassa (kg)", 38 "Nettomassa (kg)" en, in voorkomend geval, 44 "Bijzondere vermeldingen/Voorgelegde stukken/Certificaten en vergunningen" van het formulier dat wordt gebruikt voor het opstellen van het document T2L.

Wanneer gebruik wordt gemaakt van ladingslijsten worden de desbetreffende rubrieken van het formulier dat wordt gebruikt voor het opstellen van document T2L doorgehaald.

2. Het bovenste gedeelte van het in artikel 6, onder b), bedoelde kader is bestemd voor het teken "T2L". Het onderste gedeelte van dit kader is bestemd voor het visum van de douane.

De kolom "Land van verzending/uitvoer" van de ladingslijst dient niet te worden ingevuld.

3. De ladingslijst wordt in evenveel exemplaren overgelegd als het document T2L waarop zij betrekking heeft ; zij wordt ondertekend door degene die het document T2L ondertekent.
4. Indien verscheidene ladingslijsten bij een zelfde document T2L worden gevoegd dienen zij een door de belanghebbende toegekend volgnummer te dragen ; het aantal bijgevoegde ladingslijsten wordt vermeld in vak 4 "Ladingslijsten" van het voor de opstelling van document T2L gebruikte formulier.

Overlegging van het document T2L op de plaats van bestemming

Artikel 86

1. Het document T2L moet worden overgelegd op het douanekantoor waar de goederen worden geplaatst onder een andere douaneregeling dan die onder dekking waarvan zij zijn aangekomen.
2. Wanneer de goederen vervoerd zijn over zee, door de lucht of door middel van leidingen, wordt het document T2L overgelegd op het douanekantoor waar zij onder een douaneregeling worden geplaatst.

Controle van het document T2L

Artikel 87

De landen verlenen elkaar wederzijds bijstand met het oog op de controle van de echtheid van de documenten T2L en de juistheid van de vermeldingen die daarin voorkomen.

Opstellen van document T2L in drie exemplaren

Artikel 88

(Dit Aanhangsel bevat geen artikel 88).

HOOFDSTUK II

VEREENVOUDIGDE REGELING VOOR DE AFGIFTE VAN HET DOCUMENT T2L

Toegelaten afzender

Artikel 89

De douaneautoriteiten van elk land kunnen aan elk persoon, die aan de in artikel 90 gestelde voorwaarden voldoet en die goederen wil verzenden onder geleide van een document T2L, vergunning verlenen dit document te gebruiken zonder dat de bepalingen van artikel 84, lid 2 zijn nageleefd. De persoon die een dergelijke vergunning heeft verkregen wordt hierna "toegelaten afzender" genoemd.

Voorwaarden voor het verlenen van een vergunning

Artikel 90

1. De in artikel 89 bedoelde vergunning wordt slechts verleend aan personen die :
 - a) regelmatig goederen verzenden,
 - b) een administratie voeren, aan de hand waarvan de douaneautoriteiten de goederenbewegingen kunnen controleren.
2. De douaneautoriteiten kunnen de vergunning weigeren aan personen die niet de door deze autoriteiten nuttig geachte waarborgen bieden.
3. De douaneautoriteiten kunnen de vergunning intrekken, met name wanneer de toegelaten afzender niet meer aan de in lid 1 gestelde voorwaarden voldoet of niet meer de in lid 2 bedoelde waarborgen biedt.

Inhoud van de vergunning

Artikel 91

1. In de door de douaneautoriteiten te verlenen vergunning wordt met name bepaald :
 - a) welk douanekantoor belast is met het vooraf geldigmaken van de voor het opstellen van documenten T2L gebruikte formulieren in de zin van artikel 92, lid 1, onder a) ;
 - b) onder welke voorwaarden de toegelaten afzender het gebruik van genoemde formulieren moet aantonen.
2. De douaneautoriteiten stellen vast binnen welke termijn en onder welke voorwaarden de toegelaten afzender het bevoegde douanekantoor inlicht opdat dit kantoor voor het vertrek van de goederen eventueel tot controle kan overgaan.

Voorafgaande waarmerking en formaliteiten bij vertrek

Artikel 92

1. In de vergunning wordt bepaald dat vak C "kantoor van vertrek" aan de voorzijde van het voor het opstellen van het document T2L of, in voorkomend geval, van het of de documenten T2L bis gebruikte formulier :
 - a) van tevoren wordt voorzien van de afdruk van het stempel van het in artikel 91, lid 1, onder a), bedoelde douanekantoor van de handtekening van een ambtenaar van dit kantoor, of
 - b) door de toegelaten afzender wordt voorzien van de afdruk van het speciaal metalen stempel dat door de douaneautoriteiten is aanvaard en dat overeenkomt met het model opgenomen in bijlage IX bij dit Aanhangsel ; deze stempelafdruk mag ook van tevoren op de formulieren worden gedrukt wanneer het drukken daarvan wordt toevertrouwd aan een drukkerij welke daartoe een vergunning heeft gekregen.

2. De toegelaten afzender is gehouden uiterlijk op het ogenblik van de verzending van de goederen het formulier in te vullen en te ondertekenen. Hij moet bovendien in het voor de controle door het kantoor van vertrek bestemde vak de naam vermelden van het bevoegde douanekantoor, de datum van het opstellen van het document, de door het land van vertrek vereiste verwijzing naar het uitvoerdocument alsmede één van de volgende vermeldingen :

- "Forenklet procedure",
- "Vereinfachtes Verfahren",
- „Απλουστευμένη διαδικασία”
- "Simplified procedure",
- "Procedimiento simplificado",
- "Procédure simplifiée",
- "Procedura simplificata",
- "Vereenvoudigde regeling",
- "Procedimento simplificado",
- "Yksinkertaistettu menettely",
- "Einföldud tollmefferd",
- "Forenklet prosedyre",
- "Förenklat förfarande".

3. Het ingevulde en met de in lid 2 voorgeschreven gegevens aangevulde document dat door de toegelaten afzender is ondertekend geldt als document ten bewijze van het communautair karakter van de goederen.

Verplichting een kopie op te stellen

Artikel 93

De toegelaten afzender is gehouden een kopie op te stellen van elk document T2L dat met toepassing van het bepaalde in dit hoofdstuk is afgegeven. De douaneautoriteiten bepalen op welke wijze deze kopie ter controle wordt overgelegd en gedurende ten minste twee jaar wordt bewaard.

Controle bij de toegelaten afzender**Artikel 94**

De douaneautoriteiten kunnen bij de toegelaten afzenders elke controle uitoefenen die zij noodzakelijk achten. Deze personen zijn gehouden hieraan hun medewerking te verlenen en alle noodzakelijke informatie te verschaffen.

Aansprakelijkheid van de toegelaten afzender**Artikel 95****1. De toegelaten afzender is gehouden :**

- a) de voorwaarden na te leven die in dit hoofdstuk en in de vergunning zijn gesteld ;
- b) alle nodige maatregelen te treffen voor de bewaring van het speciale stempel of van de formulieren welke zijn voorzien van de afdruk van het stempel van het douanekantoor als bedoeld in artikel 91, lid 1, onder a), of van de afdruk van het speciale stempel.

2. Bij misbruik, door wie ook, van formulieren bestemd voor het opstellen van documenten T2L welke van tevoren werden voorzien van de afdruk van het stempel van het douanekantoor als bedoeld in artikel 91, lid 1, onder a), of waarop de afdruk van het speciale stempel werd aangebracht, is de toegelaten afzender, onverminderd eventuele strafvervolgingen, aansprakelijk voor de betaling van de rechten en andere heffingen welke in een bepaald land ten gevolge van een dergelijk misbruik niet zijn betaald, tenzij hij aan de douaneautoriteiten die hem de vergunning hebben verleend het bewijs levert dat hij de maatregelen als bedoeld in lid 1, onder b), heeft getroffen.

Uitsluiting van bepaalde goederen

Artikel 96

De douaneautoriteiten van het land van uitvoer kunnen bepaalde categorieën goederen of bepaalde goederenbewegingen uitsluiten van de bij dit hoofdstuk ingestelde faciliteiten.

BILJAGE I
LADINGSLIJST

Vingnummer	Märken, nummer, antal och sort der gods, beskrifning der goeder	Land af varesending/utvoer	Brutomassa (kg)	Voor de douane bestemd

(Handtekening)

DOCUMENT VOOR DOUANEVERVOER		VOORZIEN KANTOOR VAN DOORGANG (EN LAND):
Aard (T1, T2, T2ES of T2FT) en nummer	Kantoor van vertrek	
		VAK BESTEMD VOOR DE DOUANE
		Datum van doorgang:
		Handtekening
		<div style="border: 1px dashed black; width: 80px; height: 40px; margin: 0 auto; display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> Dien- stempel </div>

* Overeenkomstige formule in het Fins, het IJslands, het Noors en het Zweeds invoegen

BIJLAGE III

GEMEENSCHAPPELIJK DOUANEVERVOER/
COMMUNAUTAIR DOUANEVERVOER

ANKOMSTBEVIS
EINGANGSBESCHEINIGUNG
ΑΠΟΔΕΙΞΗ ΠΑΡΑΛΑΒΗΣ
RECEIPT

RECIBO
RÉCÉPISSÉ
RICEVUTA
ONTVANGSTBEWIJS

*

Het douanekantoor

verklaart dat het document T 1, T 2, T2ES, T2PT (1)

controle-exemplaar T nr. 5 (*)

afgegeven onder nr.

door het kantoor
hem is overhandigd en dat ten aanzien van de zending waarop het betrekking heeft tot heden
niet van enige onregelmatigheid is gebleken.

Kantoor-
stempel

Te, de 19.....

Handtekening

(*) Doorhalen wat niet van toepassing is.

* Overeenkomstige formule in het Fins, het IJslands, het Noors
en het Zweeds invoegen.

GEMEENSCHAPPELIJK DOUANEVERVOER/
COMMUNAUTAIR DOUANEVERVOER

BIJLAGE IV

CERTIFICAAT VAN BORGTOCHT

(Voorzijde)

1. Laatste dag van geldigheid	Dag 'Maand' Jaar	2. Nummer
3. Aangever (Naam en voornaam, of handelsnaam, volledig adres en land)		
4. Borg (Naam en voornaam, of handelsnaam, volledig adres en land)		
5. Kantoor van zekerheidstelling (Aanduiding, volledig adres en land)		
6. Bedrag van de borgtocht (in nationale valuta)	in cijfers:	in letters:
7. Het kantoor van zekerheidstelling verklaart dat de hierboven vermelde aangever een voorafgaande toestemming heeft verkregen om T1 of T2 vervoer te verrichten in de hierna genoemde Staten waarvan de namen niet zijn doorgehaald:		
BELGIE DINIEMARKEN DUITSLAND GRIEKENLAND SPANJE FRANKRIJK IERLAND ITALIE LUXEMBURG NEDERLAND PORTUGAL VERENIGD KONINKRIJK FINLAND IJSLAND NOORWEGEN ZWEDEN OOSTENRIJK ZWITSERLAND		
8. Geldigheidsduur verlengd tot en met 'Dag 'Maand' Jaar' Te de		Te de
(Handtekening van een ambtenaar en stempel van het kantoor van zekerheidstelling)		(Handtekening van een ambtenaar en stempel van het kantoor van zekerheidstelling)

9. Personen die bevoegd zijn om aangiften T1 of T2 te ondertekenen voor de aangever

(Omszijde)

10. Naam, voornaam en handtekening van de bevoegde persoon	11. Handtekening van de aangever (*)	10. Naam, voornaam en handtekening van de gemachtigde persoon	11. Handtekening van de aangever (*)

(*) Indien de aangever een rechtspersoon is, dient degene die tekenen in vak II zijn handtekening te laten volgen door de vermelding van zijn naam, voornaam en hoedanigheid.

BIJLAGE V

(Voorzijde)

GEMEENSCHAPPELIJK DOUANEVERVOER/ COMMUNAUTAIR DOUANEVERVOER		A 000 000
BEWIJS VAN ZEKERHEIDSTELLING VOOR EEN VAST BEDRAG		
Afgegeven door:		
(naam of handelsnaam en adres)		
(verbintenis van de borg aanvaard op		
door het kantoor van zekerheidstelling		
Dit bewijs is geldig tot een bedrag van 7000 ECU voor een aangifte T1 of T2		
die uiterlijk		
wordt gedaan en waarbij als aangever optreedt		
(naam of handelsnaam en adres)		
..... Handtekening van de aangever (*) Handtekening en stempel van de borg	
(*) Het stellen van de handtekening is niet verplicht.		

(Ommesijde)

Door het kantoor van vertrek in te vullen	
Douanevervoer verricht onder dekking van document T1/T2/T2ES/T2PT aeldiggemaakt	
op onder nr. door het	
kantoor	
..... Stempel Handtekening

BIJLAGE VI

(Dit Aanghangsel bevat geen Bijlage VI)

BIJLAGE VII

Lijst van goederen waarvan het vervoer aanleiding kan geven tot een verhoging van de zekerheidstelling voor een vast bedrag

1	2	3
Postnummer van het geharmoniseerd syst.	Omschrijving der goederen	Hoeveelheden overeenkomende met het vaste bedrag van 7.000 ECU
02.01	Vlees van runderen, vers of gekoeld	3.000 kg
02.02	Vlees van runderen, bevroren	3.000 kg
ex 02.10	Vlees van runderen, gezouten of gekeld, gedroogd of gerookt	3.000 kg
04.02	Melk en room, ingedikt of met toegevoegde suiker of andere zoetstoffen	5.000 kg
04.05	Boter en ander melkvet	3.000 kg
04.06	Kaas en wrongel	3.500 kg
ex 09.01	Koffie, ongebrand, cafeïne vrije koffie daaronder begrepen	3.000 kg
ex 09.01	Koffie, gebrand, cafeïne vrije koffie daaronder begrepen	2.000 kg
09.02	Thee	3.000 kg
ex 16.01	Worst van alle soorten, van vlees, van slachtafval van bloed, van varkens (huisdieren)	4.000 kg
ex 16.02	Andere bereidingen en conserven, van vlees, van slachtafval van bloed, van varkens (huisdieren)	4.000 kg
ex 16.02	Andere bereidingen en conserven, van vlees, van slachtafval van bloed, van runderen	3.000 kg

1 Postnummer van het geharmoniseerd syst.	2 Omschrijving der goederen	3 Hoeveelheden overeenkomende met het vaste bedrag van 7.000 ECU
ex 21.01	Extracten, essences en concentraten van koffie	1.000 kg
ex 21.01	Extracten, essences en concentraten van thee	1.000 kg
ex 21.06	Produkten voor menselijke consumptie, elders genoemd noch elders onder begrepen, met een gehalte aan van melk afkomstige vetstoffen van 18 of meer gewichtspercenten	3.000 kg
22.04	Wijn van verse druiven, wijn waaraan alcohol is toegevoegd daaronder begrepen; druivemost, andere dan bedoeld bij post 20.09	15 hl
22.05	Vermout en andere wijn van verse druiven, bereid met aromatische planten of met aromatische stoffen	15 hl
ex 22.07	Ethylalcohol, niet gedenatureerd, met een alcohol-volumegehalte van 80 % vol of meer	3 hl
ex 22.08	Ethylalcohol, niet gedenatureerd, met een alcohol-volumegehalte van minder dan 80 % vol	3 hl
ex 22.08	Gedistilleerde dranken, likeuren en andere dranken die gedistilleerde alcohol bevatten	5 hl
ex 24.02	Sigaretten	70.000 stuks
ex 24.02	Cigarillo's	60.000 stuks
ex 24.02	Sigaren	25.000 stuks
ex 24.03	Rooktabak	100 kg
ex 27.10	Lichte aardoliën, halfzware aardoliën en gasolie	200 hl
33.03	Parfums en toiletwaters	5 hl

BIJLAGE VIII

ETIKET (artikelen 33 en 50)

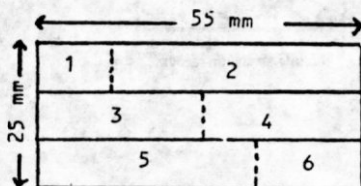


*Kleur: zwart op groen.**



BIJLAGE IX

SPECIAAL STEMPEL



1. Wapen van **het land**
 2. Douanekantoor
 3. Nummer van het document
 4. Datum
 5. Toegelaten afzender
 6. Vergunning
-

AANHANGSEL IIIBIJ DE
OVEREENKOMST BETREFFENDE EEN GEMEENSCHAPPELIJKE REGELING
INZAKE DOUANEVERVOERArtikel 1

1. De formulieren waarop de aangiften T1 of T2 worden gesteld, stemmen overeen met de modellen die zijn opgenomen in de bijlagen I tot en met IV bij dit Aangangsel.
2. De gegevens worden op de formulieren doorgeschreven door middel van een zelfkopiërend procédé :
 - a) voor de bijlagen I en III op de in bijlage V opgenomen exemplaren ;
 - b) voor de bijlagen II en IV op de in bijlage VI opgenomen exemplaren.
3. De formulieren worden ingevuld en gebruikt :
 - a) als aangiften T1 of T2 overeenkomstig de toelichting opgenomen in bijlage VII ;
 - b) als document T2L overeenkomstig de toelichting opgenomen in bijlage VIII.

In beide gevallen dient, in voorkomend geval, van de in bijlage IX neergelegde aantekeningen gebruik te worden gemaakt.

Artikel 2

1. De formulieren worden gedrukt op zelfkopiërend papier dat zodanig is gelijmd dat het goed te beschrijven is en dat ten minste 40 gram per m² weegt. Dit papier moet zo ondoorzichtig zijn dat de gegevens die op de ene zijde voorkomen de leesbaarheid niet aantasten van de gegevens die op de andere zijde voorkomen en het moet zo stevig zijn dat het bij normaal gebruik niet scheurt of kreukt. Dit papier is wit voor alle exemplaren. De vakken 1 (met uitzondering van het middengedeelte van het vak), 2, 3, 4, 5, 6, 8, 15, 17, 18, 19, 21, 25, 27, 31, 33, 33 (wat het eerste gedeelte van het vak aan de linkerkant betreft), 35, 38, 40, 44, 50, 51, 52, 53, 55 en 56 van de exemplaren voor douanevervoer (1, 4, 5 en 7) hebben echter een groene achtergrond. De formulieren worden gedrukt met groene inkt.
2. Het formaat van de formulieren is 210 X 297 mm, waarbij wat de lengte betreft een maximale speling van 5 mm minder en 8 mm meer is toegestaan.
3. De Overeenkomstsluitende Partijen kunnen eisen dat deze formulieren worden voorzien van een vermelding waarmee de naam en het adres van de drukker zijn aangeduid, of van een teken dat diens identificatie mogelijk maakt.
4. In de linkerbovenhoek van het formulier kunnen de Overeenkomstsluitende Partijen een vermelding drukken ter identificatie van de betrokken Overeenkomstsluitende Partij. Zij kunnen eveneens de woorden "GEMEENSCHAPPELIJK DOUANEVERVOER" in plaats van de woorden "COMMUNAUTAIR DOUANEVERVOER" drukken. De documenten die voorzien zijn van zulke vermelding of van één van beide uitdrukkingen dienen te worden aanvaard wanneer zij in een andere Overeenkomstsluitende Partij worden overgelegd.

Artikel 3

1. Wanneer de formaliteiten worden vervuld met behulp van openbare en particuliere systemen voor automatische gegevensverwerking, staan de bevoegde autoriteiten de belanghebbenden op hun verzoek toe om de eigenhandige ondertekening te vervangen door een andere identificatietechniek die in voorkomend geval op het gebruik van codes kan zijn gebaseerd en dezelfde rechtsgevolgen heeft als de eigenhandige ondertekening. Deze faciliteit wordt slechts toegestaan indien de door de bevoegde autoriteiten vastgestelde technische en administratieve voorwaarden zijn vervuld.
2. Wanneer de formaliteiten worden vervuld met behulp van openbare of particuliere systemen voor automatische gegevensverwerking die tevens de aangiften vervaardigen, kunnen de bevoegde autoriteiten bepalen dat de aldus vervaardigde aangiften rechtstreeks door deze systemen worden gewaarmerkt in plaats van het met de hand of mechanisch aanbrengen van het stempel van het douanekantoor en van de handtekening van de bevoegde functionaris.

BIJLAGE I

Model van het formulier voor de aangifte T1 of T2

Nota :

In de ruimte onder de vakken 15 en 17 van exemplaar 5 kan de vertaling van de woorden "Terugzenden aan" in het Fins, IJslands, Noors en Zweeds worden opgenomen.

A. KANTOOR VAN VERZENDING UITVOER

2 Exemplaar voor de statistiek - Land van verzending/uitvoer	2 Afzender Exporteur Nr				1 A A N G I F T E			
					3 Formulieren		4 Ladinglijsten	
					5 Artikelen		6 Totaal con	
					7 Referentienummer			
	8 Geconsolideerde Nr				9 Financieel verantwoordelijke Nr			
					10 Land/erste bestemming		11 Minder land	
					13 G L P			
	14 Aangever/Verreperwoordzouwer Nr				15 Land van verzending/uitvoer		16 Code L verz/uitv	
					17 Code L bestemming			
	18 Identiteit en nationaliteit van het vervoermiddel bij vertrek				19 Co		20 Levensgrootwaarden	
21 Identiteit en nationaliteit van het grensoverschrijdende lokale vervoermiddel				22 Waarde en totaal gefactureerd bedrag		23 Wisselkoers		
24 Aard van de transactie				25 Verkeerswijze van de goederen		26 Binnenlandse verkeerswijze		
27 Plaats van loading				28 Financiële en bankgegevens				
29 Kantoor van verzending				30 Plaats van de goederen				
31 Code en omschrijving van de goederen				32 Aantal		33 Geconsolideerde		
				34 Code L oorsprong		35 Beschrijving		
				37 P E E L I N G		38 Beschrijving		
				39 Oorsprong		40 Summiere jaargang voorgaand document		
				41 Assurantie betrekken				
44 Bijzondere vermeldingen Voorzette lege stukken/Certificaten en vermeldingen				Code B V		46 Diverse waarden		
47 Berekening van de belastingen				48 Waarde van belasting		49 Code van het adres		
				B. COMPTABELE DEGEVEN				
				C. KANTOOR VAN VERTREK				
50 Aangever/communautair douaneleverancier Nr				Handtekening				
51 Voorzette kantoren van doorgang (en land)				verreperwoordzouwer Plaats en datum				
52 Getekend met geldig voor				Code		53 Kantoor van bestemming en land		
D. CONTROLE DOOR HET KANTOOR VAN VERTREK				Stempel		54 Plaats en datum		
Uitslag						Handtekening en naam van de aangever/verreperwoordzouwer		
Aangebrachte verzegeling Aantal merken								
Termijn (uiterste datum)								
Handtekening								

A KANTOOR VAN VERZENDING/UITVOER

3 Exemplaar voor de afzender/ exporteur	3 Afzender/Exporteur Nr		T A A N G I F T E			
			3 Formulieren	4 Ladingplaten		
			5 Artikelen	6 Totaal coils	7 Referentienummer	
	8 Geadresseerde Nr		9 Financieel verantwoordelijke Nr			
			10 Land/erste bestemming	11 Mandat land	13 G. L. P.	
	14 Aangever/Verlegenwoordge Nr		15 Land van verzending/ uitvoer		15 Code L. verz. / un	17 Code L. bestemming
			16 Land van oorsprong		17 Land van bestemming	
	18 Identiteit en nationaliteit van het vervoermiddel bij vertrek		19 Cr	20 Levensvoorwaarden		
	21 Identiteit en nationaliteit van het grensoverschrijdende actieve vervoermiddel		22 Valuta en totaal gefactureerd bedrag		23 Wisselkoers	24 Aard van de transactie
	25 Vervoerwijze aan de grens	26 Binnenlandse vervoerwijze	27 Plaats van lading		28 Financiële en tariefgegevens	
3	29 Kantoor van uitgang		30 Plaats van de goederen			

31 Collen en omschrijving van de goederen	Mensen en nummers		Containers (n) is		Aantal en soort		32 Aard Nr	33 Goederencode	
								34 Code L. oorsprong	35 Brutomassa (kg)
								37 R E G E L I N G	38 Nettomassa (kg)
								39 Contingent	
						40 Samenvatting/Voorlopend document			
						41 Aanvullende eenheden			
						Code B V			
						46 Statistische waarde			

44 Bijzondere vermeldingen: Voorgelepte stukken: Certificaten en verzuren					48 Lijste van betaling		49 Identificatie van het entrepot		
					B CONFIABELÉ GEGEVENS				
47 Berekening van de belastingen					Type	Maatstaf van heffing	Heffingsvoet	Bedrag	WB
					Totaal				

50 Aangever communautair douanevervoer Nr		Handtekening		C KANTOOR VAN VERTREK	
51 Voorzienne kantoren van doorgang (en land)		verlegenwoordge door Plaats en datum			

52 Zekered met geldig voor		Code		53 Kantoor van bestemming (en land)	
B CONTROLE DOOR HET KANTOOR VAN VERTREK		Stempel		54 Plaats en datum	
Uitslag					
Aangebrachte verzegeling Aantal merken				Handtekening en naam van de aangever/verlegenwoordge	
Termijn (uiterste datum)					
Handtekening					

<p>56 Andere voorwaarden i.p.s. het verkeer: vermelding van de feiten en de getroffen maatregelen</p>	<p>6 VISUM VAN DE BEVEEGDE AUTORITEIT:</p>
<p>II CONTROLE ACHTERAF WILLEN DE VERVOERDER: ACHTERAF WILLEN DE COMMUNICATIE KANTOOR VAN DE GOEDEREIJER BEWIJZEN</p>	
<p>VERZOEK OM CONTROLE Er wordt verzocht de echtheid van dit document en de juistheid van de daarin voorkomende gegevens te controleren</p> <p>Plaats en datum Handtekening</p> <p style="text-align: right;">Stempel</p>	<p>UITSLAG VAN DE CONTROLE Dit document (1)</p> <p><input type="checkbox"/> is door het daarin vermelde douanekantoor geïnspecteerd en de daarin voorkomende gegevens zijn juist</p> <p><input type="checkbox"/> vertoort niet aan de voorwaarden inzake echtheid en juistheid (Zie de opmerking hieronder)</p> <p>Plaats en datum Handtekening</p> <p style="text-align: right;">Stempel</p>
<p>Opmerkingen</p> <p>(1) Aanwijzen <input checked="" type="checkbox"/> wat van toepassing is</p>	
<p>I CONTROLE DOOR HET KANTOOR VAN BESTEMMING (COMMUNICATIEUR DOUANE VERVOERDER)</p> <p>Datum van aankomst Controle van de verzegeling</p> <p>Opmerkingen</p>	<p>Exemplaar nr. 5 teruggezonden op na inschrijving onder nr.</p> <p>Handtekening</p> <p style="text-align: right;">Stempel</p>

<p>56 Andere vorderen, klachten of verzoeken Wettelijke grondslag van de klachten of verzoeken</p>	<p>6 VOOM VAN DE BEVOEGDE AUTORITEITEN</p>
---	---

<p>I CONTROLÉ DOOR HET KANTOOR VAN BESTEMMING VAN COMMUNAUTAIR DOUANEVERVOER</p> <p>Datum van aanvang:</p> <p>Controle van de verzending:</p> <p>Opmeldingen:</p>	<p>Eveneens aan de handgelegd:</p> <p>de</p> <p>toelating van de</p> <p>toelating van de</p> <p>Handtekening</p> <p>Stempel</p>
--	---

<p>COMMUNAUTAIR DOUANEVERVOER - ONTVANGSTBEWIJS (Door belanghebbende in te vullen anderszins aan het kantoor van bestemming aan te bieden)</p>		
<p>Hierbij wordt verklaard dat het document (naam en land: onder de)</p>	<p>afgegeven door het douanekantoor is overhandigd</p>	<p>Stempel van het Kantoor van bestemming</p>
<p>en dat het aantal van de zending, waaraan dit document betrekking heeft tot de heffing niet van enige onregelmatigheid is getuigen</p>		
<p>Datum</p>	<p>Handtekening</p>	

✓ CONTROLE DOOR HET KANTOOR VAN BESTEMMING

Exemplaar voor de statistiek - Land van bestemming	7 Afzender/Expéditeur Nr.	1 A A N G E I F T E		A KANTOOR VAN BESTEMMING		
		3 Formulieren	4 Ladingstukken			
		5 Artikelen	6 Totaal code	7 Referentienummer		
	8 Doelbestemming Nr.	9 Financieel verantwoordelijke Nr.				
		10 Land laatste oorsprong	11 Handels Pro Landgebied	12 Gegevens inlike waarde	13 G. L. P.	
	14 Aangever/Vertegenwoordiger Nr.	15 Land van verzending/uitvoer		16 Code L verz. uitv. a) b) c)	17 Code bestemming a) b) c)	
		16 Land van oorsprong		17 Land van bestemming		
18 Land van nationaliteit van het vervoermiddel bij aankomst	19 Co.	20 Leveringsvoorwaarden				
21 Land van nationaliteit van het gerooverschijnende actieve vervoermiddel	22 Totaal en totaal gefactureerd bedrag		23 Code kopers	24 Afd. van de transporteur		
25 Vervoerwijze aan de zee	26 Binnenlandse vervoerwijze	27 Plaats van oorsprong		28 Financiële en bankgegevens		
29 Kantoor van oorsprong	30 Plaats van de goederen					

31 Code en omschrijving van de goederen	Merk en nummer - Containers nr. - Aantal en soort		32 Aankomst Nr.	33 Doelcode		
				34 Code L oorsprong a) b)	35 Harmonisat. kg.	36 Referentie
				37 A E D E L I N G	38 Harmonisat. kg.	39 Ladingnr.
	40 Summiere aangifte voorlopig document					
44 Buitenlandse vervoerwijze van de goederen (zie voetnoten en verzoeken)	41 Refererende landen		42 Plaats van de goederen	43 Code van de goederen		
				Code B v.	45 Aankomst	
				46 Doelwijze waarde		

47 Berekening van de belastingen	Type	Maatstaf van heffing	Heffingsvoet	Belast.	G. L. P.	48 Totaal van belasting	49 Land van het land
Totaal							

50 Aangever/communiqué douanevervoer Nr.	Handtekening	C KANTOOR VAN VERZENDING	
51 Oorspronkelijke vervoerwijze van de goederen (zie voetnoten)	Vertegenwoordigd door Plaats en datum		

52 Datering met geldig	Code	53 Kantoor van bestemming (en land)
J CONTROLE DOOR HET KANTOOR VAN BESTEMMING		54 Plaats en datum Handtekening en naam van de aangever/vertegenwoordiger

				A KANTOOR VAN BESTEMMING		
Exemplaar voor de geïmporteur	8 2 Afzender: Exponeur Nr			1 A A N G I F T E		
				3 Formulieren	4 Leidinglijst	
				5 Artikelen	6 Tolst: coln	7 Referentienummer
	8 Geïmporteur Nr			9 Financiële verantwoordelijke Nr		
				10 Land/landje/territorium	11 Handels/Produktieblad	12 Gegevens inzake waarde
	14 Aangever/Vertegenwoordiger Nr			15 Land van verzending/uitvoer	16 Code L. verz./uitv. a) b)	17 Code L. bestemming c) d)
				16 Land van oorsprong	17 Land van bestemming	
	18 Identiteit en nationaliteit van het vervoermiddel bij aankomst			19 Ch	20 Levensvoorwaarden	
	21 Identiteit en nationaliteit van het grensoverschrijdende actieve vervoermiddel			22 Valuta en toelag gefactureerd bedrag	23 Wisselkoers	24 Aard van de markt
	25 Vervoerwijze aan de grens			26 Binnengrande vervoerwijze	27 Plaats van lossing	28 Financiële en bankgegevens
Exemplaar voor de douane	8 29 Kantoor van oorsprong			30 Plaats van de goederen		
	31 Code en omschrijving van de goederen			32 Aankomst Nr		
				33 Goederencode		
				34 Code L. oorsprong a) b)	35 Eutoemassalag c)	36 Preferentie d)
				37 P. E. G. E. L. V. G.	38 Nietemassalag	39 Dossiers
				40 Samenvatting van de Voorzetsel document		
				41 Aanvullende eenheden	42 Prijs van de goederen	43 Code M.T.S.
				Code E. V.		
				45 Aanpassing		
				46 Statistische waarde		
4	47				48 Uitside van betaling	49 Identificatie van het entrepot
	50 Aangever/communautaire douanevervoer Nr				Handtekening	
51 Vooreerst aangever van de goederen (bijkomst)				B CONTROLEERBARE GEGEVENS		
52 Zevende d met geldig voor				C KANTOOR VAN VERTREK		
J CONTROLE DOOR HET KANTOOR VAN BESTEMMING				53 Kantoor van bestemming (en land)		
				54 Plaats en datum		
				Handtekening en naam van de aangever/vertegenwoordiger		

BIJLAGE II

Alternatief model van het formulier voor de aangifte T1 of T2

Nota :

In de ruimte onder de vakken 15 en 17 van exemplaar 4/5 kan de vertaling van de woorden "Terugzenden aan" in het Fins, IJslands, Noors en Zweeds worden ingevoegd.

1 6 Exemplaar voor het land van verzending/ uitvoer Exemplaar voor het land van bestemming	2 Afzender/Exporteur	Nr	T A A N G I F T E		
	3 Formulier	4 Ladinglijsten	5 Artikelen	6 Lokale code	7 Referentie-nummers
	8 Beadrescerte	Nr	9 Financieel verantwoordelijke	Nr	
	10 1 eerste land	11 Handels Post	12 Grensoverstapingswaarde	13 G L P	
	14 Aangever/Verzendervermelding	Nr	15 Land van verzending/ uitvoer	16 Land van verzending/ uitvoer	17 Land van bestemming
	18 Identiteit en nationaliteit van het vervoermiddel bij vertrek/aankomst	19 Cfr	20 Identificatiecijfers		
	21 Identiteit en nationaliteit van het grensoverschrijdende achtere vervoermiddel	22 Vastzet en totaal gefactureerd bedrag	23 Wisselkoers	24 Aard van de transactie	
	25 Verwijzing aan de grens	26 Handelsland van vertrek/afkomst	27 Plaats van lading/lussing	28 Identificatie en beschrijving	
	29 Kantoor van afgang/bestemming	30 In- of uitgang			

31 Cof en omschrijving van de goederen

Medan en nummers - Container(s) nr(s) - Aantal en soort

32 Aantal	33 Containercode	
34 Land van oorsprong	35 Brutozwaarte (kg)	36 Periode
37 REGELING	38 Nettozwaarte (kg)	39 Emmergewicht
40 Samenvattende aangeifte/voorlopig document		
41 Aanvullende eenheden	42 Ops van de goederen	43 Code AEW
Code B V		45 Verpakking
46 Identificatiecijfers		

48 Tacht van landen	49 Identificatie van het materiaal
---------------------	------------------------------------

...	Hetland	Brutozwaarte	Nettozwaarte	Wf	48
					49

50 Aangever/verzender/afzendervermelding	Nr	Handtekening
51 Voorzekerhandtekening van afzender (en land)	verantwoordelijk door	Plaats en datum

52 Zekerheid niet geldig voor	Code	53 Kantoor van bestemming (en land)
54 Plaats en datum	Handtekening en datum van de verzender (en land)	

B/A CONTROLÉ DOOR HET KANTOOR VAN VERZENDING-BESTEMMING

Uitslag
 Aangebrachte verzegeling Aantal
 men
 Termijn (uiterste datum)
 Handtekening

EJL CONTROLÉ DOOR HET KANTOOR VAN VERZENDING UITVOER BESTEMMING

2 7 Exemplaar voor de statistiek - Land van verzending/uitvoer Exemplaar voor de statistiek - Land van bestemming	2 Afzender: Exconeur	Nr	I A A N G I F T E			
			3 Formulieren	4 Luisterplaat		
			5 Afzeken	6 Totalaan	7 Referentienummer	
	8 Deelnemerscode	Nr	9 Financieringsaanwijzing			
			10 Uitsendingscode	11 Afzender: PO	12 Gegevenscode waarde	13 G.L.P.
14 Afzender: Verzegelwoordiger	Nr	15 Land van verzending/uitvoer		15 Code Uitsendingscode	17 Code bestemming	
		16 Land van verzending		17 Land van bestemming		
18 Samen met nationale tekst van het verzendende bijzette bijkomst		19 Co	20 Samen met nationale tekst			
21 Samen met nationale tekst van het gereserveerde bijzette verzendende		22 Samen met totaal gezamenlijk bedrag		23 Afzeker	24 Afzender: code	
25 Verzekeringscode	26 Samen met verzekeringscode	27 Plaats van afzending	28 Financieringsgegevens			
29 Samen met verzekeringscode	30 Plaats van afzending					

31 Samen met verzekeringscode	32 Samen met verzekeringscode		33 Samen met verzekeringscode		
		34 Code Uitsendingscode	35 Samen met verzekeringscode	36 Referentie	
		37 REFERENTIE	38 Samen met verzekeringscode	39 Samen met verzekeringscode	
40 Samen met verzekeringscode document					
		41 Samen met verzekeringscode	42 Samen met verzekeringscode	43 Samen met verzekeringscode	
		Code B		45 Samen met verzekeringscode	
		46 Samen met verzekeringscode			

47 Samen met verzekeringscode	48 Samen met verzekeringscode	49 Samen met verzekeringscode	B STATISTIEK DEEL 1		
Total					

50 Samen met verzekeringscode	Handtekening	C KANTOOR VAN VERZENDING			
51 Samen met verzekeringscode	Plaats en datum				

52 Samen met verzekeringscode	Code	53 Samen met verzekeringscode	Code		
54 Samen met verzekeringscode	54 Plaats en datum	Handtekening en naam van de afzender/verzegelwoordiger			

Dit document is afkomstig van het kantoor van verzending/bestemming. Het is niet te gebruiken voor andere doeleinden. Het is niet te kopiëren of te verspreiden. Het is niet te verspreiden of te verspreiden. Het is niet te verspreiden of te verspreiden.

3 8		2 Afzender / Experteur		N°		1 A A N G I F T E		A KANTOOR VAN VERZENDING ONDER BESTEMMING									
		3 Formuleer		4 Luchtpost		5 Artikelen		6 Toelating		7 Referentienummer							
Exemplaar voor de afzender / exporteur		8 Verzendercode		N°		9 Financieringswijze		N°		10 Land van verzending		11 Handelsrichting		12 Gevoersnaam waarde		13 G. L. P.	
		14 Aangepast verzendwijzer		N°		15 Land van verzending		16 Land van afzending		17 Code van verzending		18 Code van afzending		19 Code van bestemming		20 Code van bestemming	
Exemplaar voor de geadresseerde		18 Gemeente of provincie van het verzendpunt		19 D°		21 Gemeente of provincie van het bestemmingspunt		22 Valutaten en lokale gefaciliteerd bedrag		23 Aantal artikelen		24 Aantal artikelen		25 Aantal artikelen		26 Aantal artikelen	
		25 Aantal artikelen		26 Binnenlandse verzending		27 Plaats van afzending		28 Financiële en bankgegevens		29 Aantal artikelen		30 Plaats van bestemming		31 Aantal artikelen		32 Aantal artikelen	
31 Omschrijving van de goederen		Merknamen, handelsmerken, Aantal en soort				32 Aantal artikelen		33 Gewichtende		34 Code van afzending		35 Code van bestemming		36 Referentie		37 Aantal artikelen	
44 B. Code van verzending		45 Aantal artikelen		46 Code van verzending		47 Aantal artikelen		48 Aantal artikelen		49 Aantal artikelen		50 Aantal artikelen		51 Aantal artikelen		52 Aantal artikelen	
47 Beveiliging van de verzending		48 Aantal artikelen		49 Aantal artikelen		50 Aantal artikelen		51 Aantal artikelen		52 Aantal artikelen		53 Aantal artikelen		54 Aantal artikelen		55 Aantal artikelen	
50 Aangewezen communautair douane-afzender		N°		Handtekening		C KANTOOR VAN VERZENDING											
51 Aantal artikelen		Handtekening		Code		53 Aantal artikelen											
52 Aantal artikelen		53 Aantal artikelen		54 Aantal artikelen		55 Aantal artikelen		56 Aantal artikelen		57 Aantal artikelen		58 Aantal artikelen		59 Aantal artikelen		60 Aantal artikelen	
60 Aantal artikelen		61 Aantal artikelen		62 Aantal artikelen		63 Aantal artikelen		64 Aantal artikelen		65 Aantal artikelen		66 Aantal artikelen		67 Aantal artikelen		68 Aantal artikelen	
68 Aantal artikelen		69 Aantal artikelen		70 Aantal artikelen		71 Aantal artikelen		72 Aantal artikelen		73 Aantal artikelen		74 Aantal artikelen		75 Aantal artikelen		76 Aantal artikelen	
76 Aantal artikelen		77 Aantal artikelen		78 Aantal artikelen		79 Aantal artikelen		80 Aantal artikelen		81 Aantal artikelen		82 Aantal artikelen		83 Aantal artikelen		84 Aantal artikelen	
84 Aantal artikelen		85 Aantal artikelen		86 Aantal artikelen		87 Aantal artikelen		88 Aantal artikelen		89 Aantal artikelen		90 Aantal artikelen		91 Aantal artikelen		92 Aantal artikelen	
92 Aantal artikelen		93 Aantal artikelen		94 Aantal artikelen		95 Aantal artikelen		96 Aantal artikelen		97 Aantal artikelen		98 Aantal artikelen		99 Aantal artikelen		100 Aantal artikelen	

4 5 Exemplaair voor het kantoor van bestemming Teruggaafexemplaar - Communautair douanevervoer		2 Afzender Exponatnr. W		1 A A N G I F T E	
		8 Gezondheidsnr. W		3 Formulieren 4 Lidspijlsnummers	
		14 Afzender Verzegelingscode W		5 Afzender 6 Totaal opk.	
		18 Samen en inhoudelijk van het verzendmiddel bij zinnen 19 Dnr		BELANGRIJKE OPMERKING Wanneer dit exemplaar uitsluitend wordt gebruikt om het COMMUNAUTAIRE KRAKTER TE BEWIJZEN VAN GOEDEREN DIE NIET MET TOEPASSING VAN DE REGELING VOOR COMMUNAUTAIRE DOUANEVERVOER WORDEN VERVOERD, zijn alleen de gegevens in de velden 1, 2, 3, 9, 14, 31, 32, 35, 54 en in voorkomend geval 4, 33, 38, 40 en 44 vereist.	
		21 Samen en inhoudelijk van het verzendmiddel van de afzender		15 Land van verzending/afzender	
		25 Verzenddatum 27 Plaats van verzending		17 Land van bestemming	
4 5 31 Samen en inhoudelijk van het verzendmiddel van de afzender		32 Afzender W		33 Gezondheidsnr.	
35 Samen en inhoudelijk van het verzendmiddel van de afzender		38 Samen en inhoudelijk van het verzendmiddel van de afzender		40 Samen en inhoudelijk van het verzendmiddel van de afzender	
50 Afzender communautair douanevervoer W		Handtekening		60 Kantoor van verzending	
51 Samen en inhoudelijk van het verzendmiddel van de afzender		Handtekening		54 Plaats en datum	
52 Samen en inhoudelijk van het verzendmiddel van de afzender		53 Samen en inhoudelijk van het verzendmiddel van de afzender		54 Plaats en datum	
53 Samen en inhoudelijk van het verzendmiddel van de afzender		54 Plaats en datum		Handtekening en naam van de afzender/verzender	

55 Andere vertaling, te weten: Per vertaler Vertaling van de toeken en de goederomschrijvingen	6 VERZEGELING VAN DE BEVOEGDE AUTORITEITEN
---	---

M CONTROLE VAN DE VERZEGELING: Wanneer de verpakking wordt geopend om het communautaire karakter van de goeder te bewijzen	
VERZEGELING VAN DE CONTROLE Er wordt verzocht de echtheid van dit document en de juistheid van de daarin voorkomende gegevens te controleren. Plaats en datum Handtekening	UITSLAAG VAN DE CONTROLE Dit document (s) <input type="checkbox"/> is of (s) het daarin vermeldde douanevervoer geschiedt en de daarin voorkomende gegevens zijn juist. <input type="checkbox"/> voldoet niet aan de voorwaarden inzake echtheid en juistheid (zie de daarin opgegeven redenen). Plaats en datum Handtekening

Dit document is

(1) Afkomstig van wat van toepassing is

I CONTROLE DOOR HET KANTOOR VAN BESTEMMING (COMMUNAUTAIR DOUANEVERVOER) Datum van afrekening Controle van de verpakking Controlepost	Exemplaren: 5 teruggevoerd de nummering van onder nr. Handtekening
--	--

Stempel

COMMUNAUTAIR DOUANEVERVOER - ONTVANGSTBEWIJS (Dit document is bedoeld om te worden afgegeven aan het kantoor van bestemming van de goeder)	
Het is, worden afgegeven aan het kantoor van bestemming van de goeder (naam en adres) onder nr. en de daarin aangegeven voorwaarden waarop dit document betrekking heeft (zie de reden van het van enige onregelmatigheid is gebleven). Datum	afgegeven door het douanekantoor is overhandigd Stempel van het kantoor van bestemming

Handtekening

BIJLAGE III

Model van het aanvullend formulier dat dient te worden gebruikt
met het formulier waarvan het model in Bijlage I is opgenomen

				A A A N G I F T E		A. KANTOOR VAN VERZENDING UITVOER				
2 Afzender/Expéditeur [] Nr				C BIS						
3 Formule nr				1						
31 Code en omschrijving van de goederen	Merk(en) en nummer, Containernummer, Aantal en soort					32 Aankomst	33 Goederencode			
							34 Code L omschrijving	35 Brutoaantal (kg)		
							37 REGELING	38 Nettoaantal (kg)		39 Contingent
							40 Summiere aangifte voorafgaand document			
							41 Aanvullende eenheden			
44 Bijzondere vermelding betreffende de goederen								Code B v		
								46 Statistische waarde		
31 Code en omschrijving van de goederen	Merk(en) en nummer, Containernummer, Aantal en soort					32 Aankomst	33 Goederencode			
							34 Code L omschrijving	35 Brutoaantal (kg)		
							37 REGELING C	38 Nettoaantal (kg)		39 Contingent
							40 Summiere aangifte voorafgaand document			
							41 Aanvullende eenheden			
44 Bijzondere vermelding betreffende de goederen								Code E v		
								46 Statistische waarde		
31 Code en omschrijving van de goederen	Merk(en) en nummer, Containernummer, Aantal en soort					32 Aankomst	33 Goederencode			
							34 Code L omschrijving	35 Brutoaantal (kg)		
							37 REGELING G	38 Nettoaantal (kg)		39 Contingent
							40 Summiere aangifte voorafgaand document			
							41 Aanvullende eenheden			
44 Bijzondere vermelding betreffende de goederen								Code G v		
								46 Statistische waarde		
47 Beweging van de lasten	Type	Maatstaf van heting	Hettnoeder	Bedrag	WB	Type	Maatstaf van heting	Hettnoeder	Bedrag	WB
Totaal eerste arkel						Totaal tweede arkel				
Type	Maatstaf van heting	Hettnoeder	Bedrag	WB	Type	Bedrag	WB	← SAMENVATTING		
								1 Exemplaar voor het land van verzending/uitvoer		
Totaal derde arkel						C KANTOOR VAN VERZENDING				
						1				

A KANTOOR VAN VERZENDING/UITVOER

2 Afzender: Exporteur		Nr		1 A A N G I F T E							
<input type="checkbox"/>				C BIS							
		3 Formulieren		3							
31 Cof en omschrijving van de goederen	Merk en nummers Container(s) nr(s) Aantal en soort			32 Aank. Nr	33 Goederencode						
					34 Code L. oorsprong	35 Brutomassa (kg)					
					37 R E G E L I N G	38 Nettomassa (kg) 39 Contingent					
				40 Summiere aangifte/Voorafgaand document							
				41 Aanvullende eenheden							
44 Bijzondere vermeldingen/Voorgelegde stukken/Certificaten en vermeldingen				Code B V							
				46 Statistische waarde							
31 Cof en omschrijving van de goederen	Merk en nummers Container(s) nr(s) Aantal en soort			32 Aank. Nr	33 Goederencode						
					34 Code L. oorsprong	35 Brutomassa (kg)					
					37 R E G E L I N G	38 Nettomassa (kg) 39 Contingent					
				40 Summiere aangifte/Voorafgaand document							
				41 Aanvullende eenheden							
44 Bijzondere vermeldingen/Voorgelegde stukken/Certificaten en vermeldingen				Code B V							
				46 Statistische waarde							
31 Cof en omschrijving van de goederen	Merk en nummers Container(s) nr(s) Aantal en soort			32 Aank. Nr	33 Goederencode						
					34 Code L. oorsprong	35 Brutomassa (kg)					
					37 R E G E L I N G	38 Nettomassa (kg) 39 Contingent					
				40 Summiere aangifte/Voorafgaand document							
				41 Aanvullende eenheden							
44 Bijzondere vermeldingen/Voorgelegde stukken/Certificaten en vermeldingen				Code B V							
				46 Statistische waarde							
47 Berekening van de belastingen	Type	Maatstaf van heffing	Heffingsvoet	Bedrag	WB	Type	Maatstaf van heffing	Heffingsvoet	Bedrag	WB	
Totaal eerste artikel						Totaal tweede artikel					
Type	Maatstaf van heffing	Heffingsvoet	Bedrag	WB	Type	Bedrag	WB	← SAMENVATTING			
								3			
Totaal derde artikel								T G			

3
Exemplaar voor de afzender/exporteur

C KANTOOR VAN VERTEK

A KANTOOR VAN VERZENDING UITDER

I A A N G I F T E	
C	BIS
3 Formulieren	4

2. Afzender: **Expansor** Nr.

31. Overeenkomstige afschrijving van de procedure	Merk- en nummer, Dataschedenummer, Aantal en soort	32. Afzender	33. Gedeeltestude
			35. Bestemmings-afg.
			38. Retourafg. afg.
		40. Tussentijdse afgeleverde document	

44. Bijzondere vermeldingen (zoals afgeleverde stukken, afzender, afzender, afzender)			Code B v
---	--	--	----------

31. Overeenkomstige afschrijving van de procedure	Merk- en nummer, Dataschedenummer, Aantal en soort	32. Afzender	33. Gedeeltestude
			35. Bestemmings-afg.
			38. Retourafg. afg.
		40. Tussentijdse afgeleverde document	

44. Bijzondere vermeldingen (zoals afgeleverde stukken, afzender, afzender, afzender)			Code B v
---	--	--	----------

31. Overeenkomstige afschrijving van de procedure	Merk- en nummer, Dataschedenummer, Aantal en soort	32. Afzender	33. Gedeeltestude
			35. Bestemmings-afg.
			38. Retourafg. afg.
		40. Tussentijdse afgeleverde document	

44. Bijzondere vermeldingen (zoals afgeleverde stukken, afzender, afzender, afzender)			Code B v
---	--	--	----------

4	Exemplaar voor het kantoor van bestemming
---	---

C KANTOOR VAN VERTREK

		T A A N G I F T E	
2. Afzender/Ezporteur		C	BIS
N°		3. Formuleer	5
31. Colofon omschrijving van de goederen	Merkensnummers, Containernummers, Aantal en soort	32. Afzender N°	33. Doelbestemming
			35. Binnelandse afz.
			38. Buitenlandse afz.
			40. Samenvatting van voorgaand document
44. Bijzondere vermelding van goederen van bijzondere aard, die aan de douane aanmelding onderworpen zijn			Code B.V.
31. Colofon omschrijving van de goederen	Merkensnummers, Containernummers, Aantal en soort	32. Afzender N°	33. Doelbestemming
			35. Binnelandse afz.
			38. Buitenlandse afz.
			40. Samenvatting van voorgaand document
44. Bijzondere vermelding van goederen van bijzondere aard, die aan de douane aanmelding onderworpen zijn			Code B.V.
31. Colofon omschrijving van de goederen	Merkensnummers, Containernummers, Aantal en soort	32. Afzender N°	33. Doelbestemming
			35. Binnelandse afz.
			38. Buitenlandse afz.
			40. Samenvatting van voorgaand document
44. Bijzondere vermelding van goederen van bijzondere aard, die aan de douane aanmelding onderworpen zijn			Code B.V.

5 Terugzendingsexemplaar -
Communautair douanevervoer

C KANTOOR VAN VERTREK

A KANTOOR VAN BESTEMMING

I A A N G I F T E	
C	BIS
3 Formulieren	6

B. Geadresseerde Nr.

31 Cols en omschrijving van de goederen

32 Aantal Nr.	33 Goederencode	
34 Code L. omschrijving	35 Brutomassa (kg)	36 Preferentie
37 REEGLING	38 Nettomassa (kg)	39 Contingent
40 Summiere aangifte Voorafgaand document		
41 Aanvullende eenheden	42 Ops van de goederen	43 Code N.V.

44 Bijzondere vermeldingen Volgens regelde stukken van Caricaturen en vermeldingen

Code B.V. 45 Aansluiting
46 Statistische waarde

31 Cols en omschrijving van de goederen

32 Aantal Nr.	33 Goederencode	
34 Code L. omschrijving	35 Brutomassa (kg)	36 Preferentie
37 REEGLING	38 Nettomassa (kg)	39 Contingent
40 Summiere aangifte Voorafgaand document		
41 Aanvullende eenheden	42 Ops van de goederen	43 Code N.V.

44 Bijzondere vermeldingen Volgens regelde stukken van Caricaturen en vermeldingen

Code B.V. 45 Aansluiting
46 Statistische waarde

Merk en nummer Aantal en soort

32 Aantal Nr.	33 Goederencode	
34 Code L. omschrijving	35 Brutomassa (kg)	36 Preferentie
37 REEGLING	38 Nettomassa (kg)	39 Contingent
40 Summiere aangifte Voorafgaand document		
41 Aanvullende eenheden	42 Ops van de goederen	43 Code N.V.

44 Bijzondere vermeldingen Volgens regelde stukken van Caricaturen en vermeldingen

Code B.V. 45 Aansluiting
46 Statistische waarde

47 Beveeling van de bestemming	Type	Maatstaf van heting	Hetingscode	Bedrag	I.V.B.	Type	Maatstaf van heting	Hetingscode	Bedrag	I.V.B.
	Totaal eerste artikel					Totaal tweede artikel				

Type	Maatstaf van heting	Hetingscode	Bedrag	I.V.B.	Type	Bedrag	I.V.B.	← SAMENVATTING
								6
								Exemplaar voor het land van bestemming
								C KANTOOR VAN VERTRÉK
Totaal derde artikel					T.G.			

A KANTOOR VAN BESTEMMING

T A A N G I F T E	
C	BIS
3 Form. nr. 7	

Geadreseerde N°

31 Cohn en omschrijving van de goederen	Mensen en nummers, Containers, riss, Aantal en soort	32 Actie-Nr.	33 Goederencode	
		34 Code L. oorsprong	35 Biomassa (kg)	36 Preferentie
		37 R E G E L I N G	38 Netmassa (kg)	39 Contingent
		40 Samenvatting/voorliggend document		
44 Bijzondere vermelding betreffende het gebruik van de goederen		41 Aankomende eenheden	42 Prijs van de goederen	43 Code land
		Code B V		45 Aanpakking
		46 Statistische waarde		

31 Cohn en omschrijving van de goederen	Mensen en nummers, Containers, riss, Aantal en soort	32 Actie-Nr.	33 Goederencode	
		34 Code L. oorsprong	35 Biomassa (kg)	36 Preferentie
		37 R E G E L I N G	38 Netmassa (kg)	39 Contingent
		40 Samenvatting/voorliggend document		
44 Bijzondere vermelding betreffende het gebruik van de goederen		41 Aankomende eenheden	42 Prijs van de goederen	43 Code land
		Code B V		45 Aanpakking
		46 Statistische waarde		

31 Cohn en omschrijving van de goederen	Mensen en nummers, Containers, riss, Aantal en soort	32 Actie-Nr.	33 Goederencode	
		34 Code L. oorsprong	35 Biomassa (kg)	36 Preferentie
		37 R E G E L I N G	38 Netmassa (kg)	39 Contingent
		40 Samenvatting/voorliggend document		
44 Bijzondere vermelding betreffende het gebruik van de goederen		41 Aankomende eenheden	42 Prijs van de goederen	43 Code land
		Code B V		45 Aanpakking
		46 Statistische waarde		

47	Soort	Maatstaf van het m	Netto gewicht	Bedrag	AE	Ver	Bedrag	AE	Totaal waarde (totaal)
	Totaal deze aanpak						Totaal waarde (totaal)		

								AE	← SAMENVATTING
	Totaal deze aanpak								

7 Exemplaar voor de statistiek - Land van bestemming

C KANTOOR VAN VERTRIEF

A KANTOOR VAN BESTEMMING

Geadresseerde <input type="checkbox"/>	<table border="1" style="margin: auto;"> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">I A A M B I F F E</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">C</td> <td style="text-align: center;">BIS</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">3 Formulieren</td> <td style="text-align: center;">8</td> </tr> </table>	I A A M B I F F E		C	BIS	3 Formulieren	8
I A A M B I F F E							
C	BIS						
3 Formulieren	8						

31 Coll. en omschrijving van de goederen	Merken en nummers Consigners (s) (n)s Aantal en soort	32 Artikel Nr	33 Goederencode	
		34 Code L. oorsprong a) b)	35 Brutomassa (kg)	36 Preferentie
		37 R E G E L I N G	38 Nettomassa (kg)	39 Consigner
40 Summiere aangifte/Voorafgaand document				
		41 Aanvullende eenheden	42 Pops van de goederen	43 Code M.W.
		Code B.V.		45 Aanpassing
		46 Statistische waarde		

44 Bijzondere vermeldingen/Vooropgezegde statuten/Certificaten en vergoedingen	Merken en nummers Consigners (s) (n)s Aantal en soort	32 Artikel Nr	33 Goederencode	
		34 Code L. oorsprong a) b)	35 Brutomassa (kg)	36 Preferentie
		37 R E G E L I N G	38 Nettomassa (kg)	39 Consigner
40 Summiere aangifte/Voorafgaand document				
		41 Aanvullende eenheden	42 Pops van de goederen	43 Code M.W.
		Code B.V.		45 Aanpassing
		46 Statistische waarde		

31 Coll. en omschrijving van de goederen	Merken en nummers Consigners (s) (n)s Aantal en soort	32 Artikel Nr	33 Goederencode	
		34 Code L. oorsprong a) b)	35 Brutomassa (kg)	36 Preferentie
		37 R E G E L I N G	38 Nettomassa (kg)	39 Consigner
40 Summiere aangifte/Voorafgaand document				
		41 Aanvullende eenheden	42 Pops van de goederen	43 Code M.W.
		Code B.V.		45 Aanpassing
		46 Statistische waarde		

47	Berekening van de lastingen	Type	Maatstal van heffing	Heffingsvoet	Bedrag	WB	Type	Maatstal van heffing	Heffingsvoet	Bedrag	WB	
Totaal eerste artikel							Totaal tweede artikel					

47	Berekening van de lastingen	Type	Maatstal van heffing	Heffingsvoet	Bedrag	WB	Type	Maatstal van heffing	Heffingsvoet	Bedrag	WB	
Totaal derde artikel							T G					

← SAMENVATTING

8	Exemplaar voor de geadresseerde
---	---------------------------------

C KANTOOR VAN VERTREK

BIJLAGE IV

Model van het aanvullend formulier dat dient te worden gebruikt met het formulier waarvan het model in Bijlage II is opgenomen

2 Afzender/Expporteur B Geadresseerde Nr		1 A A N G I F T E		3 Formulieren		3 8					
31 Cof en omschrijving van de goederen	Merken en nummers Containers (nrs) Aantal en soort			32 Aank nr	33 Goederencode						
					34 Code L oorsprong a) b)	35 Brutomassa (kg)	36 Preferentie				
					37 R E G E L I N G	38 Nettomassa (kg)	39 Contingent				
				40 Sommiere aangifte/Voorafgaand document							
44 Bijzondere vermeldingen/voorgelegde stukken/Certificaten en verzoeken				41 Aanvullende eenheden	42 Prijs van de goederen	43 Code M/V					
				Code B V		45 Aanpassing					
				46 Statistische waarde							
31 Cof en omschrijving van de goederen	Merken en nummers Containers (nrs) Aantal en soort			32 Aank nr	33 Goederencode						
					34 Code L oorsprong a) b)	35 Brutomassa (kg)	36 Preferentie				
					37 R E G E L I N G	38 Nettomassa (kg)	39 Contingent				
				40 Sommiere aangifte/Voorafgaand document							
44 Bijzondere vermeldingen/voorgelegde stukken/Certificaten en verzoeken				41 Aanvullende eenheden	42 Prijs van de goederen	43 Code M/V					
				Code B V		45 Aanpassing					
				46 Statistische waarde							
31 Cof en omschrijving van de goederen	Merken en nummers Containers (nrs) Aantal en soort			32 Aank nr	33 Goederencode						
					34 Code L oorsprong a) b)	35 Brutomassa (kg)	36 Preferentie				
					37 R E G E L I N G	38 Nettomassa (kg)	39 Contingent				
				40 Sommiere aangifte/Voorafgaand document							
44 Bijzondere vermeldingen/voorgelegde stukken/Certificaten en verzoeken				41 Aanvullende eenheden	42 Prijs van de goederen	43 Code M/V					
				Code B V		45 Aanpassing					
				46 Statistische waarde							
47 Bijzondere vermeldingen van de lasten	Type	Materiaal van het gewicht	Het gewicht	Bedrag	VS	Type	Materiaal van het gewicht	Het gewicht	Bedrag	VS	
Totaal tweede afkeer					Totaal tweede afkeer						
Type	Materiaal van het gewicht	Het gewicht	Bedrag	VS	Type	Bedrag	VS	← SAMENVATTING			
								3	Exemplaar voor de afzender/exporteur		
								8	Exemplaar voor de geadresseerde		
Totaal derde afkeer					Totaal derde afkeer						
					C KANTOOR VAN VERZENDING						

A KANTOOR VAN VERZENDING/UITVOER

2 Afzender/Expporteur		Nr		I A A N D I F I T E		
				C	BIS	
				3 Formulieren	4 5	
31	Cof en omschrijving van de goederen	Merken en nummers	Container(s) (nrs)	Aantal en soort	32 Artikel	33 Goederencode
					Nr	
						35 Brutomassa (kg)
					38 Nettomassa (kg)	
					40 Sommiere zanghe/Voorzgaand document	
44	Bijzondere vermeldingen Voorzge legde stuk ken Certificaten en	Code B V				
31	Cof en omschrijving van de goederen	Merken en nummers	Container(s) (nrs)	Aantal en soort	32 Artikel	33 Goederencode
					Nr	
						35 Brutomassa (kg)
					38 Nettomassa (kg)	
					40 Sommiere zanghe/Voorzgaand document	
44	Bijzondere vermeldingen Voorzge legde stuk ken Certificaten en	Code B V				
31	Cof en omschrijving van de goederen	Merken en nummers	Container(s) (nrs)	Aantal en soort	32 Artikel	33 Goederencode
					Nr	
						35 Brutomassa (kg)
					38 Nettomassa (kg)	
					40 Sommiere zanghe/Voorzgaand document	
44	Bijzondere vermeldingen Voorzge legde stuk ken Certificaten en	Code B V				

4	Exemplaar voor het kantoor van bestemming
5	Terugzendingsexemplaar - Communautair douanevervoer

C KANTOOR VAN VERTREK

B I J L A G E V

Exemplaren van de in de bijlagen I en III
opgenomen formulieren waarop de daar op voorkomende gegevens
via een zelfkopiërend procédé moeten worden doorgeschreven
(vanaf blad 1)

Nummer van het vak	Nummer van de bladen	Nummer van het vak	Nummer van de bladen
<u>I) Vakken voor de belanghebbende</u>			
1	1 tot en met 8 behoudens het midden- gedeelte 1 tot en met 3	33	eerste gedeelte van het linker vak 1 tot en met 8 de rest 1 tot en met 3
2	1 tot en met 5 (1)	35	1 tot en met 8
3	1 tot en met 8	38	1 tot en met 8
4	1 tot en met 8	40	1 tot en met 5 (1)
5	1 tot en met 8	44	1 tot en met 5 (1)
6	1 tot en met 8	50	1 tot en met 8
8	1 tot en met 5 (1)	51	1 tot en met 8
15	1 tot en met 8	52	1 tot en met 8
17	1 tot en met 8	53	1 tot en met 8
18	1 tot en met 5 (1)	54	1 tot en met 4
19	1 tot en met 5 (1)	55	-
21	1 tot en met 5 (1)	56	-
25	1 tot en met 5 (1)		
27	1 tot en met 5 (1)		
31	1 tot en met 8		
32	1 tot en met 8		
		<u>II) Administratieve vakken :</u>	
		C	1 tot en met 8 (2)
		D	1 tot en met 4
		E	-
		F	-
		G	-
		H	-
		I	-

- (1) In geen geval mag van de gebruikers worden geëist dat zij ten behoeve van het douanevervoer deze vakken invullen op de exemplaren 5 en 7.
- (2) Het land van uitvoer bepaalt of deze gegevens op de betreffende bladen worden doorgeschreven.

B I J L A G E VI

Exemplaren van de in de bijlagen II en IV opgenomen formulieren
waarop de daar op voorkomende gegevens via een zelfkopiërend procédé
moeten worden doorgeschreven
(vanaf blad 1)

Nummer van het vak	Nummer van de bladen	Nummer van het vak	Nummer van de bladen
<u>I) Vakken voor de belanghebbende</u>			
1	1 tot en met 4 behoudens het midden- gedeelte 1 t/m 3	27	1 tot en met 4
2	1 tot en met 4	31	1 tot en met 4
3	1 tot en met 4	32	1 tot en met 4
4	1 tot en met 4	33	eerste gedeelte van het linker vak 1 tot en met 4 de rest 1 tot en met 3
5	1 tot en met 4	35	1 tot en met 4
6	1 tot en met 4	38	1 tot en met 4
8	1 tot en met 4	40	1 tot en met 4
15	1 tot en met 4	44	1 tot en met 4
17	1 tot en met 4	50	1 tot en met 4
18	1 tot en met 4	51	1 tot en met 4
19	1 tot en met 4	52	1 tot en met 4
21	1 tot en met 4	53	1 tot en met 4
25	1 tot en met 4	54	1 tot en met 4
		55	-
		56	-
<u>II) Administratieve vakken :</u>			
		C	1 tot en met 4
		D/J	1 tot en met 4
		E/J	-
		F	-
		G	-
		H	-
		I	-

B I J L A G E VIITOELICHTING BETREFFENDE HET GEBRUIK VAN DE FORMULIEREN VOOR AANGIFTEN T1 EN T2TITEL 1ALGEMENE OPMERKINGENA. Algemene opmaak

De in de bijlagen I tot en met IV bij dit Aanhangsel bedoelde formulieren dienen te worden gebruikt voor het vervoer van goederen tussen de betrokken landen met toepassing van de T1 of T2-regeling (behoudens de vereenvoudigingen op het gebied van het douanevervoer met betrekking tot bepaalde wijzen van vervoer).

Van de in de bijlagen I en III bij dit Aanhangsel bedoelde formulieren worden uitsluitend de exemplaren 1, 4, 5 en 7 gebruikt :

- exemplaar 1, dat door de autoriteiten van het land van verzending/uitvoer zal worden bewaard (formaliteiten inzake uitvoer en douanevervoer),
- exemplaar 4, dat door het kantoor van bestemming zal worden bewaard (formaliteiten inzake douanevervoer en bewijs van het communautair karakter van de goederen),
- exemplaar 5, dat het terugzendingsexemplaar is ten behoeve van de regeling voor douanevervoer,
- exemplaar 7, dat voor de statistiek van het land van bestemming zal worden gebruikt (formaliteiten inzake douanevervoer en ter bestemming).

(Exemplaar 7 kan overeenkomstig de ter zake geldende bepalingen van de Overeenkomstsluitende Partij voor andere administratieve doeleinden worden gebruikt).

De in de bijlagen II en IV bij dit Aanhangsel bedoelde formulieren kunnen eveneens worden gebruikt, met name wanneer de aangiften met een systeem van automatische gegevensverwerking worden behandeld. In dergelijk geval is het dienstig twee sets documenten te gebruiken die elk ten minste de exemplaren 1/6, 2/7 en 4/5 bevatten. De eerste set stemt, wat de er in te vermelden gegevens betreft, overeen met de vorengenoemde exemplaren 1 en 4 en de tweede set met de exemplaren 5 en 7.

In dit geval moet voor elke gebruikte set de nummering van de overeenkomstige exemplaren worden aangegeven door de nummering van de niet-gebruikte exemplaren in de kantlijn te schrappen.

Ieder van deze sets is zodanig samengesteld dat ingevolge de chemische behandeling die het papier heeft ondergaan, de op de onderscheiden exemplaren te vermelden gegevens worden doorgeschreven.

Er zijn omstandigheden waarin op de plaats van bestemming het communautair karakter van de betrokken goederen dient te worden aangetoond, ofschoon geen gebruik werd gemaakt van de T1 of T2-regeling. In dergelijke gevallen wordt gebruik gemaakt van een formulier dat overeenstemt met exemplaar 4 van het model van het formulier opgenomen in bijlage I bij dit Aanhangsel of met exemplaar 4/5 van het model van het formulier opgenomen in bijlage II bij dit Aanhangsel. Dit formulier wordt eventueel aangevuld met een of meerdere formulieren die overeenstemmen met exemplaar 4 of exemplaar 4/5 van het model van het formulier opgenomen in respectievelijk de bijlagen III en IV bij dit Aanhangsel of van het model van het formulier opgenomen in respectievelijk de bijlagen I en II bij dit Aanhangsel, wanneer, bij gebruik van een geautomatiseerd systeem voor de verwerking van aangiften dat zorgt voor de afgifte van deze aangiften, geen gebruik wordt gemaakt van de formulieren opgenomen in de bijlagen III en IV bij dit Aanhangsel als aanvullende formulieren.

Bovendien kunnen gebruikers die zulks wensen de sets formulieren die zijn voorgeschreven in het systeem waarvoor zij hebben gekozen, zelf laten drukken, voor zover het gebruikte formulier met het officiële model overeenstemt.

B. Vereiste gegevens

De formulieren bevatten alle gegevens welke door de onderscheiden landen kunnen worden geëist. Sommige vakken dienen verplicht te worden ingevuld, andere slechts wanneer zulks door het land waar de formaliteiten worden vervuld, wordt geëist. Wat dit betreft dient men zich te schikken naar het gedeelte van deze toelichting dat op het gebruik van de onderscheiden vakken betrekking heeft.

Het maximum aantal vakken dat eventueel moet worden ingevuld, luidt als volgt :

- vakken 1 (met uitzondering van het tweede deelvak), 2, 3, 4, 5, 6, 8, 15, 17, 18, 19, 21, 25, 27, 31, 32, 33 (eerste deelvak), 35, 38, 40, 44, 50, 51, 52, 53, 55, 56 (vakken met een groene ondergrond),

C. Wijze waarop het formulier dient te worden gebruikt

De formulieren dienen met de schrijfmachine of door middel van een mechanografisch of gelijksoortig procédé te worden ingevuld. Zij mogen eveneens op leesbare wijze met de hand, met inkt en in blokletters worden ingevuld. Om het invullen met de schrijfmachine te vergemakkelijken, dient het formulier op zodanige wijze in de schrijfmachine te worden ingebracht dat de eerste letter van het in vak 2 te vermelden gegeven in het daarvoor bestemde positievakje in de linkerbovenhoek wordt geplaatst.

Op de formulieren mogen geen raderingen of overschrijvingen voorkomen. Het aanbrengen van eventuele wijzigingen moet geschieden door de onjuiste gegevens door te halen en, in voorkomend geval, de gewenste gegevens toe te voegen. Iedere aldus aangebrachte wijziging dient te worden goedgekeurd door diegene die deze heeft aangebracht en moet uitdrukkelijk door de bevoegde autoriteiten worden geïndiceerd. Deze kunnen, indien nodig, eisen dat een nieuwe aangifte wordt ingediend.

Voorts mogen de formulieren, in plaats van op één van de hiervoor bedoelde wijzen, met behulp van een reproductietechniek worden ingevuld. Zij mogen eveneens met behulp van deze techniek worden

vervaardigd en ingevuld mits het bepaalde met betrekking tot de modellen, het papier, het formaat van de formulieren, de te gebruiken taal, het verbod van raderingen en overschrijvingen alsmede de wijzigingen nauwkeurig in acht wordt genomen.

Slechts de van een volgnummer voorziene vakken dienen, in voorkomend geval, te worden ingevuld. De overige, met een hoofdletter gemerkte vakken, zijn uitsluitend voor intern gebruik door de administraties bestemd.

Op het exemplaar dat door het kantoor van vertrek dient te worden bewaard, moet de originele handtekening van de aangever voorkomen. De handtekening van de aangever of, in voorkomend geval, zijn gevolmachtigde, bindt hem voor alle gegevens in verband met het douanevervoer overeenkomstig Aanhangsel I bij de overeenkomst, zoals deze sub B zijn omschreven.

TITEL II

TOELICHTING OP DE VAKKEN

I. Formaliteiten in het land van vertrek

VAK 1 : AANGIFTE

In de derde onderverdeling van dit vak dienen de onderstaande vermeldingen te worden aangebracht :

- (1) Goederen uit een Lid-Staat van de Gemeenschap verzonden of weder-verzonden naar een andere Lid-Staat met toepassing van de T2-regeling

T2

- (2) Goederen uit een Lid-Staat van de Gemeenschap naar een EVA-land uitgevoerd of uit een EVA-land wederverzonden met toepassing van de T2-regeling

T2

- (3) Goederen verzonden of uitgevoerd met toepassing van de T1-regeling

T1

- (4) Gemengde zending van communautaire en niet-communautaire goederen, waarbij voor elke soort van goederen afzonderlijke aanvullende formulieren of ladingslijsten zijn gesteld

T

- (5) Verzending of wederverzending/wederuitvoer van goederen zonder gebruikmaking van de T2-regeling, doch met overlegging van een document te bewijze van het communautair karakter van de goederen

T2L

VAK 2 : AFZENDER/EXPORTEUR

Facultatief vak voor de Overeenkomstsluitende Partijen.

Vermelding van de naam en voornaam en het volledig adres. Wat het identificatienummer betreft kan de toelichting door de Overeenkomstsluitende Partijen worden aangevuld (identificatienummer dat door de bevoegde autoriteiten aan de belanghebbende wordt toegekend om redenen van fiscale, statistische of andere aard).

In geval van groupagezending kunnen de Overeenkomstsluitende Partijen voorschrijven dat de aanduiding "diverse" in dat vak wordt aangegeven. De lijst van afzenders dient bij de aangifte te worden gevoegd.

VAK 3 : FORMULIEREN

Vermelding van het volgnummer van de set in het totale aantal gebruikte sets formulieren en aanvullende formulieren (bijvoorbeeld : wanneer één formulier en twee aanvullende formulieren worden overgelegd, op het formulier het nummer 1/3, op het eerste aanvullende formulier het nummer 2/3 en op het tweede aanvullende formulier het nummer 3/3 vermelden).

Wanneer de aangifte slechts op één artikel betrekking heeft (dat wil zeggen wanneer één enkel vak "omschrijving van de goederen" moet worden ingevuld) dient in vak 3 niets te worden vermeld. In vak 5 dient dan slechts het cijfer 1 te worden vermeld.

Wanneer in plaats van een set van acht exemplaren twee sets van vier exemplaren worden gebruikt, worden deze geacht slechts één set te vormen.

VAK 4 : AANTAL LADINGSLIJSTEN

Vermelding in cijfers van het aantal bijgevoegde ladingslijsten of het aantal door de bevoegde autoriteit toegelaten lijsten waarin de goederen worden beschreven.

VAK 5 : ARTIKELEN

Vermelding van het totale aantal artikelen dat door de belanghebbende op al de gebruikte formulieren en aanvullende formulieren (of ladingslijsten of lijsten waarin de goederen worden beschreven) wordt aangegeven. Het aantal artikelen stemt overeen met het aantal vakken "omschrijving van de goederen" dat moet worden ingevuld.

VAK 6 : TOTAAL COLLI

Voor de Overeenkomstsluitende Partijen een facultatief vak. Vermeld het totale aantal colli waaruit de betrokken zending bestaat.

VAK 8 : GEADRESSEERDE

Vermelding van de naam en voornaam of handelsnaam en het volledige adres van de persoon of personen aan wie de goederen zullen worden afgeleverd.

Het identificatienummer behoeft in dit stadium niet te worden vermeld.

VAK 15 : LAND VAN VERZENDING/UITVOER

Vermelding van de naam van het land waaruit de goederen worden verzonden/uitgevoerd.

VAK 17 : LAND VAN BESTEMMING

Vermeld de naam van het betrokken land.

VAK 18 : IDENTITEIT EN NATIONALITEIT VAN HET VERVOERMIDDEL BIJ VERTREK

Vermelding van de identiteit, bijvoorbeeld het (de) registratienummer(s) of de naam van het (de) vervoermiddel(en) (vrachtwagen, vaartuig, wagon, vliegtuig) waarop of waarin de goederen rechtstreeks zijn geladen wanneer zij worden aangebracht bij het douanekantoor waar de formaliteiten inzake verzending of douanevervoer worden vervuld, gevolgd door de code die de nationaliteit van dit vervoermiddel aan-

geeft (of van datgene waarmee het geheel wordt voortbewogen indien er meer dan één vervoermiddel is) overeenkomstig de daartoe voorgescreven codes. Bijvoorbeeld, indien een trekkend voertuig en een aanhangwagen met verschillend registratienummer worden gebruikt, zowel het registratienummer van het trekkend voertuig als dat van de aanhangwagen, alsmede de nationaliteit van het trekkend voertuig vermelden.

Bij postzendingen of bij vervoer door middel van vaste transportinrichtingen, worden geen registratienummer en nationaliteit vermeld. Bij vervoer per spoor wordt de nationaliteit niet vermeld.

In andere gevallen is de nationaliteit een facultatief gegeven voor de Overeenkomstsluitende Partijen.

VAK 19 : CONTAINER(S) (Ctr)

Dit vak is facultatief voor de Overeenkomstsluitende Partijen.

Vermelding van, overeenkomstig de in bijlage IX bij dit Aanhangsel neergelegde codes, gegevens in verband met de vermoedelijke situatie bij het overschrijden van de grens van het land van verzending/uitvoer zoals deze bij het vervullen van de formaliteiten inzake verzending/uitvoer of douanevervoer bekend is.

VAK 21 : IDENTITEIT EN NATIONALITEIT VAN HET GRENSOVERSCHRIJDENDE
ACTIEVE VERVOERMIDDEL :

Voor de Overeenkomstsluitende Partijen een facultatief vak wat de identiteit betreft.

Verplicht vak wat de nationaliteit betreft.

Voor postzendingen, vervoer per spoor of door middel van vaste transportinrichtingen dienen evenwel geen nationaliteit en registratienummer te worden vermeld.

Vermelding van de aard (vrachtwagens, vaartuig, wagon, vliegtuig), gevolgd door de identiteit, bijvoorbeeld het registratienummer of van de naam van het actieve vervoermiddel dat vermoedelijk bij het overschrijden van de grens van het land van verzending/uitvoer zal worden gebruikt, gevolgd door de code van de nationaliteit van dit actieve vervoermiddel zoals deze bij het vervullen van de formaliteiten inzake verzending/uitvoer of douanevervoer bekend is.

Bij gecombineerd vervoer of indien meer dan één vervoermiddel wordt gebruikt, is het voertuig dat het geheel voortbeweegt het actieve vervoermiddel (voorbeeld : bij een vrachtwagen op een schip is het schip het actieve vervoermiddel, bij trekker en aanhangwagen is dat de trekker).

VAK 25 : VERVOERWIJZE AAN DE GRENS

Dit vak is facultatief voor de Overeenkomstsluitende Partijen.

Vermelding, overeenkomstig de in bijlage IX bij dit Aanhangsel neergelegde codes, van de vervoerwijze die overeenkomt met het actieve vervoermiddel waarmee de goederen het grondgebied van het land van verzending/uitvoer vermoedelijk zullen verlaten.

VAK 27 : PLAATS VAN LADING

Voor de Overeenkomstsluitende Partijen een facultatief vak. Vermelding eventueel in codevorm, wanneer zulks is voorgeschreven, en zoals deze bij het vervullen van de formaliteiten inzake verzending/uitvoer of douanevervoer bekend is, van de plaats waar de goederen worden geladen op of in het actieve vervoermiddel waarmee zij de grens van het land van verzending/uitvoer zullen overschrijden.